

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
POSITION ET LES DROITS
DU JAPON
EN MANDCHOURIE

PAR
LING CHONG-YUN

Thèse présentée et soutenue le 15 mai 1933, à 14 heures

Président : M. ESCARRA, professeur.

Suffragants { MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE } professeurs.
 { GIDEL. }

PARIS
A PEDONE, ÉDITEUR
LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
43, Rue Soufflot, 43
—
1933

LA
POSITION ET LES DROITS
DU JAPON
EN MANDCHOURIE

**La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
POSITION ET LES DROITS
DU JAPON
EN MANDCHOURIE

PAR
LING CHONG-YUN

Thèse présentée et soutenue le 15 mai 1933, à 14 heures

Président : M. ESCARRA, professeur.

Suffragants { MM. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE } professeurs.
 { GIDEL. }

PARIS
A PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1933

*29686



INTRODUCTION

Depuis l'automne 1931 un événement comme il ne s'en est pas produit de plus grave depuis la paix de 1919 préoccupe les diplomates assemblés à Genève. Là, une élite internationale assiste avec angoisse aux débats, aux manœuvres, aux attaques se déroulant sous l'édifice de l'organisme international de la paix. On discute, on se passionne et finalement on s'inquiète. Des nouvelles néfastes se répandent. On proclame, d'un bout du monde à l'autre, que la situation est grave en Extrême-Orient.

La Société des Nations est saisie de l'appel du gouvernement chinois, appel ardent et désespéré qui met en jeu tout le prestige de l'organisme international chargé d'assurer la paix. Mais cet organisme rencontre l'intransigeance impertinente de l'accusé et cela malgré son attitude de modération, de compromis et de concession. Finalement, un verdict est prononcé, verdict qui, au point de vue pratique, n'a jusqu'ici montré que peu d'efficacité. De son côté, le Japon annonce son retrait de l'organisme de Genève, accélère ses coups de force, aggrave la situation.

Il va sans dire que le conflit sino-japonais impressionne l'esprit de toutes les classes du monde entier. On connaît sa cause apparente : une prétendue explosion déplaçant 75 centimètres de rail du Sud-Mandchourien, explosion qui n'a même pas empêché le fonctionnement normal du train¹. Immédiatement, « une partie importante de ce qui était indiscutablement le territoire de la Chine a été saisie par la force et occupée par les troupes japonaises ; à la

1. Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 77.

suite de cette opération, elle a été séparée et déclarée indépendante du reste de la Chine¹ ». Par un procédé arbitraire, le Japon crée, de toutes pièces, un Etat indépendant, le « Mandchoukouo »². Toute l'administration de cet « Etat fantoche » est pratiquement entre ses mains ; son armée garde tous les points stratégiques du territoire³. Toutes les lignes de chemins de fer des Trois Provinces, à l'exception du chemin de fer de l'Est-Chinois, sont actuellement en possession du Japon qui y a placé des administrateurs et des ingénieurs chargés du contrôle du trafic⁴.

1. *Op. cit.*, p. 138.

2. Voir *Op. cit.*, p. 105.

3. Nous trouvons dans le même document cité les passages suivants : « Dans le « Gouvernement du Mandchoukouo », les fonctionnaires japonais jouent un rôle prépondérant. Des conseillers japonais sont attachés à tous les départements importants. Bien que le premier ministre et ses collègues soient tous des Chinois, les chefs des divers conseils des affaires générales qui, dans l'organisation du nouvel Etat, exercent la plus grande partie du pouvoir effectif, sont des Japonais. Au début, ils étaient désignés comme conseillers. Récemment, ceux qui occupaient les postes les plus importants ont été nommés fonctionnaires de l'Etat au sens complet du terme et au même titre que les Chinois. Dans le seul Gouvernement central, sans comprendre ceux qui occupent des postes dans les gouvernements locaux, ou au Ministère de la guerre et dans les forces militaires, ou dans les entreprises de l'Etat, il y a près de 200 Japonais parmi les fonctionnaires du Mandchoukouo. » (*Op. cit.*, p. 107.) Plus loin : « En ce qui concerne le « Gouvernement » et les services publics, bien que les chefs titulaires des départements soient des Chinois résidant en Mandchourie, les principaux pouvoirs politiques et administratifs sont entre les mains de fonctionnaires et de conseillers japonais. L'organisation politique et administrative du « Gouvernement » est de nature à donner à ces fonctionnaires et à ces conseillers l'occasion, non seulement de fournir des avis techniques, mais encore de diriger et de contrôler effectivement l'administration. Sans doute ils ne sont pas sous les ordres du Gouvernement de Tokyo, et leur politique n'a pas toujours concordé avec la politique officielle, soit du Gouvernement japonais, soit du Quartier général de l'armée du Kwantung. Cependant, pour tous les problèmes importants, ces fonctionnaires et conseillers dont certains ont pu agir d'une façon plus ou moins indépendante aux premiers jours de la nouvelle organisation, se sont trouvés de plus en plus contraints de suivre les directives des autorités officielles japonaises. En fait, ces autorités ont, en toutes circonstances à leur disposition les moyens d'exercer une pression irrésistible, par suite de l'occupation du pays par leurs troupes, de la dépendance dans laquelle se trouve le « Gouvernement du Mandchoukouo » vis-à-vis de ces troupes, pour le maintien de son autorité à l'intérieur et à l'extérieur, par suite également du rôle, de plus en plus important, confié à la compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien dans l'exploitation des voies ferrées soumises à la juridiction du « Gouvernement du Mandchoukouo » et enfin, par suite de la présence des consuls japonais qui jouent le rôle d'agents de liaison dans les centres urbains les plus importants » (*op. cit.*, p. 113).

4. *Memoranda du Gouvernement chinois présenté à la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 40.

Quant aux destructions et confiscations des biens privés, elles ont été innombrables ¹. Tout récemment il prolonge son occupation dans le Jéhol, autre province chinoise. Des combats sanglants se livrent encore à l'heure présente aux abords de la Grande Muraille. Les destructions de villes et de villages avec une rare atrocité se succèdent implacablement. Une guerre dans toute son horreur, une agression indiscutable; mais personne n'ose le proclamer.

Dès le premier jour où le Gouvernement chinois fait appel à la Société des Nations, celle-ci reconnaît qu'elle est entièrement compétente pour apprécier le différend.

Par sa résolution du 30 septembre 1931, le Conseil réclame le retrait des troupes japonaises et la non-aggravation de la situation. Le Japon y répond par le bombardement de K'ing-tchéou.

Par sa résolution du 24 octobre 1931, résolution acceptée par tous les membres sauf le Japon, le Conseil réclame de nouveau la non-aggravation de la situation et le retrait des troupes japonaises dans un délai fixé — il importe de noter qu'à chacune des résolutions le Japon a répondu de la façon la plus formelle qu'il en tiendrait compte, qu'il n'enverrait pas de troupes nouvelles et retirerait ses troupes actuellement en Mandchourie. Le Japon y répond en fait par le déclenchement des combats de Nonni et l'occupation de Tsitsihar, et enfin par la provocation des troubles de Tientsin.

Le 10 décembre 1931, une nouvelle résolution du Conseil charge la Commission d'Etude de procéder à une enquête sur place, et réaffirme la résolution du 30 septembre 1931, c'est-à-dire celle qui réclamait le retrait des troupes japonaises. La réponse japonaise est cette fois-ci plus grave encore. Le 23 décembre 1931, attaque de K'ing-tchéou, et, le 3 janvier 1932, occupation de cette ville bombardée; le 28 janvier 1932, attaque de Chang-haï qui coûta la vie de 7 à 8.000 Chinois complètement innocents de l'affaire

1. *Op. cit.*, p. 39.

et qui est suivie du bombardement de Nankin, le 1^{er} février; enfin, pour compléter le tableau, le 5 février, occupation de Kharbine.

Notons encore que, le 6 février, au moment où tout un faubourg de Chang-haï est incendié par les bombes japonaises, les douze membres du Conseil adressent au Japon un appel extrêmement pressant pour lui demander de reconnaître à l'égard des événements de Chang-haï la responsabilité qu'il a encourue, de s'abstenir de combattre et de mettre un terme à ses opérations militaires. Le résultat n'est autre que l'envoi, le 18 février 1932, d'un ultimatum japonais aux autorités civiles et militaires de Chang-haï et l'offensive générale qui l'a suivi.

Du 29 février au 11 mars, la Commission d'Etude fait sa première visite au Japon et lui persuade de dénouer le conflit dans le cadre de la Société des Nations. Cette visite est suivie immédiatement de la création, le 19 mars 1932 de l'« Etat fantoche », le « Mandchoukouo ».

Le 11 mars 1932 intervient la résolution de l'Assemblée qui rappelle de nouveau les résolutions du Conseil du 30 septembre 1931, du 24 octobre 1931, du 10 décembre 1931 et du 6 février 1932, et nomme un comité dit Comité des Dix-neuf. A partir de ce moment, l'avance du Japon dans la Mandchourie du Nord se poursuit avec un rythme accéléré.

Le 4 septembre 1932, les membres de la Commission d'Etude signent leur rapport à Pékin. Le 13 septembre 1932, le Japon reconnaît formellement l'« Etat fantoche », le « Mandchoukouo », et signe avec cet Etat créé de toutes pièces par lui-même un protocole lui donnant le contrôle de tous les moyens de défense de la Mandchourie.

Du 21 au 28 décembre 1932, le Conseil examine le rapport de la Commission d'Etude. De son côté le Gouvernement japonais envoie de nouvelles troupes en Mandchourie et, du 4 au 6 décembre 1932, il occupe successivement les villes de Hailar et de Mandchouli.

Du 5 au 9 décembre 1932, l'Assemblée extraordinaire se réunit pour étudier le rapport de la Commission, et le 8 décembre, le Japon répond par le bombardement de

Chang-haï-kouan, ville qui ne tarde pas à être occupée par l'armée japonaise, le 18 janvier 1933.

Le 24 février 1933, l'Assemblée extraordinaire adopte à l'unanimité le rapport préparé par le Comité des Dix-neuf, rapport se basant sur celui élaboré par la Commission d'Etude. Elle rend une sorte de verdict condamnant le coupable. Au même moment le Japon déclanche avec fureur une offensive dans la province de Jéhol et l'occupe finalement.

Voilà l'œuvre que le Japon a accomplie malgré ses engagements solennels dans le pacte ou dans d'autres conventions internationales ! Voilà encore une preuve de la faiblesse de la justice et de la morale en face de la force et de la violence !

En face de cette faiblesse de la justice, quelle réaction dans l'opinion générale ? Nous entendons dire en Europe : C'est un conflit qui se passe à 10.000 kilomètres de chez nous, cela regarde la Chine et le Japon, puissances asiatiques, avec toutes les incompréhensibilités asiatiques ; cela ne nous intéresse pas, nous ne le comprenons pas. Combien une telle conclusion peut être erronée : l'incident que nous voyons se dérouler sous nos yeux est une sorte d'anneau dans une chaîne dont l'extrémité originaire remonte déjà fort loin et dont l'extrémité terminale nous est pour l'instant inconnue ¹. Tout esprit averti comprendra que le problème d'Extrême-Orient dont la partie essentielle se trouve dans les événements actuels, risque d'être à son tour, générateur d'une perturbation générale dans laquelle ne seraient pas seuls impliqués douloureusement la Chine et le Japon lui-même.

A un autre point de vue, le présent conflit est unique dans son genre ; l'histoire ne nous fournit point de précédent. Est-ce pour cela que le monde doit être sourd à ses leçons ? Quelqu'exceptionnelle qu'elle semble être, cette situation n'est point incompréhensible. Elle a son origine

¹. Jean Escarra. *La Société des Nations et le conflit sino-japonais*, cours professés à l'Institut des hautes études internationales sous l'auspice de la Dotation Carnegie, p. 5.

dans le passé, son origine et son explication. La Commission d'Etude, de son côté, reconnaît pourtant que les problèmes que pose ce conflit sont « extrêmement complexes et ce n'est qu'une connaissance réelle de tous les faits ainsi que tout l'arrière-plan historique, qui peut permettre d'exprimer une opinion précise à leur sujet »¹. Mais volontairement, elle préfère « cesser de parler du passé ». Elle a constaté l'existence, sans détermination exacte, d'une position japonaise en Mandchourie, aux dépens de la souveraineté chinoise ; dans d'autres passages, elle a fait allusion aux enchevêtrements des droits exceptionnels du Japon en Mandchourie « dont un certain nombre seulement sont clairement définis en droit international ». A notre point de vue, la clé pour l'éclaircissement du problème réside précisément et fondamentalement dans ces deux questions : par quel moyen le Japon a-t-il obtenu dans les Trois Provinces chinoises une position prépondérante ? d'où vient l'enchevêtrement de droits japonais aussi exceptionnels dans une partie du territoire de son voisin ? Ces deux questions résolues, on pourrait certainement formuler une opinion précise. Rechercher cette opinion grâce à l'examen juridique : tel est l'objet de notre présente étude.

Notre désir est donc de contribuer par notre étude, à compléter la connaissance du domaine juridique et à formuler une opinion conforme à la justice internationale. Après tout, nous ne pouvons négliger, nous l'avouons nettement, de faire entrer dans cette étude une considération humanitaire. Le monde connaît-il la Mandchourie, terre productrice et prospère ? Les Japonais vantent leurs exploits, car dans la guerre dont la Mandchourie fut le théâtre, 100.000 soldats japonais sont tombés et 2 milliards de yens-or ont été dépensés. Mais sait-on qu'à côté de cette situation résultant d'une guerre, il en existe une autre, qui est réellement pitoyable et qui mérite d'être prise en considération ?

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 137.

La voici : De diverses régions surpeuplées de la Chine, régions aux terres épuisées, troublées par les désordres intérieurs, meurtries par de cruelles famines, de pauvres laboureurs s'enfuient par milliers, à la recherche d'une terre prospère. Sacrifiant ce qui reste de leurs biens pour entreprendre de pénibles voyages, ils s'entassent dans des wagons à bestiaux, ou accomplissent à pied d'interminables étapes. Arrivés dans le nouveau territoire, ils errent, sans secours efficaces, dans d'immenses contrées désertiques. La fatigue, la rigueur du climat exterminent les faibles ; leurs cadavres se touchent le long des routes. Néanmoins, malgré leurs mains vides, les survivants arrivent à faire fructifier le sol. Bientôt d'immenses plaines jadis sauvages, se couvrent de cultures : celle du kaoliang, haut de 2 ou 3 mètres, celle du soja, au sombre aspect, celle du blé, celle du maïs... Puis des milliers de charrettes sillonnent les routes et les fleuves gelés, des wagons pleinement chargés circulent jour et nuit, des bateaux partent avec leurs cargaisons aux quatre coins du monde. Avec le développement de la vie économique, les Japonais tirent de très gros profits et s'enrichissent largement. Ils perfectionnent les chemins de fer, embellissent le territoire, et font venir des visiteurs étrangers pour admirer. Mais, ils oublient que chaque immeuble de Dai-ren, chaque wagon du Sud-Mandchourien est le fruit du sang et de la sueur de ces pauvres émigrants du Chan-toung ou du Hopei. Ceux-ci, accablés toute l'année par un terrible labeur, mènent une vie sobre dans de modestes cabanes.

Mais voici que la crise générale les précipite dans des abîmes ! La Mandchourie, jadis un paradis, se transforme du tout au tout. Un jour, les voisins, insatiables, pensent à l'accaparement de toutes les ressources, et s'emparent enfin du pouvoir. Depuis ce moment, ils refusent les nouveaux-venus, obligent les habitants déjà installés à s'enfuir, leur interdisent d'exploiter certaines contrées, saisissent leurs biens, bombardent leurs villages. Ceux qui y demeurent et qui conservent leur sentiment national sont des « bandits », dignes d'être massacrés, femmes, vieillards et

enfants¹. Rien d'étonnant à ce que la Mandchourie ait vu surgir soudainement et partout des bandits, puisque ses 29 millions d'habitants sont de sang chinois et de sentiment chinois.

Cela suffit comme faits d'actualité. Nous laissons à ce monde qui évoque à tout instant de l'humanité et de la justice le soin de juger les conséquences du conflit en cours. Notre tâche est avant tout une étude juridique.

Pas plus que le point de vue humanitaire que nous venons d'effleurer, l'examen juridique de la situation postérieure

1. « Le 16 septembre 1932, au matin, trois volontaires sont venus à Ping-ting-shan se renseigner sur l'itinéraire à suivre. En apprenant cela, les autorités japonaises, avec deux cents soldats japonais armés de mitrailleuses, ont convoqué les chefs des trois villages pour leur poser des questions, car les habitants de ces villages étaient tous suspectés, soit d'héberger, soit d'aider les volontaires. Tous les habitants des trois villages ont alors reçu l'ordre de se rendre au sommet de la montagne Ping-ting-shan (située près Fushun, dans la province de Liao-ning) pour y être inspectés. On leur a commandé de s'asseoir, et l'on a braqué les mitrailleuses sur leur dos. Quelques-uns d'entre eux prirent peur, naturellement, et, comme ils essayaient de se lever, les troupes japonaises ouvrirent sur eux le feu de leurs mitrailleuses, tuant plus de sept cents personnes, en blessant grièvement de soixante à soixante-dix et, légèrement, environ cent trente. Trois villages ont été brûlés : Tsien-chin-pao, Sout-sé-kow et Ping-ting-san. » (Extrait des *Procès-verbaux de la soixante-neuvième session du Conseil de la Société des Nations*, p. 32.) Le fait a été confirmé dans un récit émouvant d'un journaliste américain, Edwar Hunter, correspondant de l'« International News Service ». « Ce que j'ai vu de mes propres yeux et entendu de mes propres oreilles, émanant des réfugiés et habitants, ne laisse aucun doute possible : l'incroyable massacre a réellement eu lieu. Trois villages ont été brûlés, rien de vivant n'y a été laissé. Les habitants des villages ont été rassemblés à la pointe des baïonnettes comme du bétail et massacrés. Les maisons ont été arrosées avec du pétrole et brûlées. Les Japonais admettent que ce ne sont pas les habitants de ces villages qui avaient attaqué Fuchun, mais disent que ces habitants sont suspectés d'avoir hébergé et nourri les volontaires. Hunter a vu des lambeaux de vêtements chinois ensanglantés, des cadavres enterrés et recouverts en hâte avec du gazon. » L'ambassade du Japon nie le récit de Hunter, mais admet la mise à mort de 350 prétendus bandits et d'un nombre indéterminé de personnes qui auraient aidé ces bandits.

Dans un second télégramme, Hunter rapporte qu'il a visité huit villages complètement détruits le long de trois routes allant à Fuchun, villages que l'on suspectait d'héberger des volontaires. Un survivant raconte qu'il a pu échapper au massacre parce qu'il a été laissé pour mort. Avec cent autres, il s'était enfui dans les collines après avoir vu leurs foyers brûlés. Ils furent ensuite rassemblés soi-disant pour être photographiés, mais, au lieu de cela, les Japonais tirèrent sur eux avec des mitrailleuses. Plus tard, on leur dit que les Japonais étaient partis, mais une deuxième fusillade eut lieu, tuant ceux qui se levèrent. Les Japonais massacrèrent ensuite à coups de baïonnettes tous ceux qui n'étaient pas encore morts, y compris les enfants. (*Compte rendu de la Session extraordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations, neuvième séance plénière*, p. 6.)

au 18 septembre 1931 ne figure dans notre étude. Puisque cette situation n'est qu'une pure anomalie et que, non seulement elle ne comporte aucune explication juridique, mais que, au contraire, elle constitue une série de violations flagrantes des engagements conventionnels, — nous n'avons aucune raison de nous en occuper. Puisque le rapport voté unanimement par l'Assemblée extraordinaire de la S. D. N. déclare que « les membres de la Société sont tenus à ne reconnaître aucune situation, aucun traité ou aucun accord qui pourraient être obtenus par des moyens contraires au Pacte de la Société des Nations ou au Pacte de Paris ». Il en résulte que la situation juridique antérieure au 18 septembre 1931, a seule une valeur réelle, et qu'elle est donc toujours en vigueur. Notre étude a donc l'obligation de se limiter aux faits antérieurs à la date où éclatèrent les événements en cours.

Comme le but de notre étude est d'exposer les faits, de rechercher l'exacte position et les droits du Japon en Mandchourie, nous abordons cette recherche dans l'esprit scientifique qu'exige un examen impartial. Des interprétations s'appuyant sur des documents authentiques sont également indispensables, vu que la plupart des problèmes mandchouriens sont plus ou moins obscurs et ignorés.

Dans cette étude restreinte, nous adopterons le plan suivant :

Dans la première partie, nous faisons connaître la Mandchourie sous quatre aspects : historique, juridique, ethnographique et économique.

La deuxième partie expose l'évolution de la position japonaise dans les Trois Provinces de l'Est.

Enfin, dans la troisième, nous étudions les droits du Japon en Mandchourie.

PREMIERE PARTIE

LA MANDCHOURIE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Située entre les 35° à 54° de latitude et 116° à 135° de longitude, la Mandchourie est un vaste territoire dont la superficie est égale à celle de la France et de l'Allemagne réunies, soit environ 1.250.000 kilomètres carrés. Elle est habituellement connue en Chine sous le terme de « Nord-Est », parce qu'elle occupe l'extrême nord-est par rapport aux autres territoires constituant la République chinoise. Parallèlement à ce terme, elle a pour titre officiel les « Trois Provinces de l'Est », titre qui avait figuré dans le texte chinois de la convention russo-chinoise signée à Pékin le 7 avril 1905. En outre, le décret impérial de 1907 reprit officiellement ce titre et divisa la Mandchourie en trois circonscriptions administratives entièrement identiques à celles des autres provinces chinoises.

Le mot *Mandchourie* est un terme latinisé, qui a légalement perdu son existence en Chine. Nous ne nous servons de ce terme que pour respecter l'usage européen, et nous n'avons aucunement l'intention de faire apparaître par là une quelconque différence entre cette province et les autres provinces chinoises. Le nom de *Mandchourie* est employé de la même manière dans la présente étude exactement que l'est celui d'Alsace pour désigner les deux départements français du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, ou celui de Lorraine pour désigner les quatre départements de la Meurthe, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Ces trois provinces de l'Est respectivement appelées Liaoning (jadis Fengtien), Kirin et Heilungkiang, sont très inégales, soit en étendue territoriale, soit en importance de la population. La province de Liaoning occupe la partie méridionale de la Mandchourie. Sa superficie n'atteint guère qu'un cinquième de celle de la Mandchourie tout entière. Par contre, sa population dépassait, en 1930, 15 millions d'habitants sur un total d'environ 30 millions de la population mandchourienne. Vient en seconde place la province de Kirin située à l'est, dont la superficie représente un quart dans le même rapport et dont la population atteint seulement 9 millions ; à l'extrême nord, se trouve l'immense territoire de la province de Heilungkiang dont la superficie (676.100 kilomètres carrés) dépasse de loin celle de Liaoning et de Kirin réunies, quant à sa population elle compte seulement environ 5.231.000 habitants, chiffre très inférieur à celui des deux autres provinces voisines. Par sa supériorité en population, le Liaoning qui a pour capitale Moukden (jadis Fengtien, aujourd'hui Chényang en chinois), possède une prépondérance politique par rapport aux Kirin et Heilungkiang.

Cette situation du Liaoning est due à ce que cette province se trouve en contiguité avec les autres provinces chinoises et fait depuis longtemps, à part certaines époques, partie intégrante de la Chine sous le même système administratif que les autres provinces chinoises. D'autre part, en raison de sa position géographique, la civilisation chinoise y pénétra aisément ; de bonne heure, celle-ci s'était propagée dans les contrées accessibles aux émigrants à un point tel que la partie méridionale de la Mandchourie ne se distinguait plus du reste de la Chine. Cette extension civilisatrice se produisait du Sud au Nord, de sorte que de vastes contrées jadis occupées uniquement par de rares peuplades primitives subirent peu à peu l'heureux sort de Liaoning, situé dans la partie méridionale de la Mandchourie.

Ainsi, au point de vue historique et politique, la Mandchourie pourrait être divisée en partie sud et en partie

nord, parties dont l'évolution est jusqu'à nos jours assez différente. Cette division se marque de plus en plus dans le domaine économique par suite de la construction successive de deux voies ferrées : d'abord le chemin de fer de l'Est Chinois traversant horizontalement la partie nord ; ensuite, le chemin de fer Sud-Mandchourien coupant verticalement la partie sud. La première ligne se terminant au port russe de Vladivostok et la dernière aboutissant au port de Dairen, se partagent les deux zones économiques de la Mandchourie.

La même division s'impose dans le domaine des relations internationales. De ce que les deux lignes ferrées sont exploitées l'une par l'entreprise sino-russe dans laquelle l'influence de la Russie est toute prépondérante, et l'autre exclusivement par le Japon, elles traduisent chacune dans son domaine les intérêts des deux pays dont les territoires sont limitrophes, l'un de la Mandchourie septentrionale, et l'autre de la Mandchourie méridionale. A certaines époques, la Russie et le Japon avaient, en vue de s'entendre pour le renforcement de leur position respective, partagé, dans des accords secrets conclus entre eux, la Mandchourie en deux zones : la partie septentrionale et la partie méridionale. Malgré le vague de cette désignation sans aucun fondement juridique, nous sommes parfois obligés, conformément à l'usage courant, de l'employer dans notre étude.

Il importe de remarquer en dernier lieu que la Mandchourie se compose des trois provinces mentionnées plus haut. La province de Jéhol fit d'abord partie de ce que l'on appelle la Mongolie intérieure orientale. Le gouvernement de la République, depuis son établissement, l'avait organisée en « District spécial ». En 1928, le Jéhol a reçu l'organisation provinciale. Cette province n'avait aucun lien spécial avec les Trois Provinces de l'Est. Seulement, dans ces dernières années, le Gouvernement National de Nankin confia au maréchal Tchang Hué-liang le contrôle sur l'administration de cette province. Comme notre étude n'a pour objet que la Mandchourie, nous devons, par conséquent, nous abstenir de mentionner le Jéhol. D'ailleurs

si cette province devait subir, à son tour, l'agression étrangère à la suite de laquelle on prétend la rattacher au « Mandchoukouo », la cause en est aux événements éclatés depuis le 18 septembre 1931, événements qui, comme nous l'avons annoncé, sont hors du cadre de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

LA MANDCHOURIE DANS L'HISTOIRE CHINOISE

La Mandchourie d'aujourd'hui est, comme on l'a toujours affirmé, une partie intégrante de la Chine. Mais dans le passé, à part de courtes périodes, ce fait existait depuis fort longtemps. Une référence aux annales officielles chinoises nous montre clairement que la Mandchourie, depuis la période douteuse jusqu'aux époques certaines de l'histoire, fut considérée, la plupart du temps, comme une portion de l'Empire chinois ¹. Pour mieux éclairer la situation, il est utile de rappeler son évolution dans l'histoire depuis l'antiquité jusqu'à l'avènement de la dynastie des Ts'ing.

De l'antiquité jusqu'au III^e siècle avant J.-C. — Même dans la période douteuse de l'histoire chinoise, nous trouvons des récits historiques concernant la Mandchourie. D'après les annales officielles chinoises, la Chine était, durant le règne de l'empereur Yao (2357-2208 avant J.-C.?), divisée en douze circonscriptions administratives. La circonscription de Ts'ing-tchéou comprenait le Chantoung actuel et le territoire en prolongement du Chantoung au delà du golfe Tchili (aujourd'hui golfe de Hopei). Ce prolongement partant de la rive gauche du Liao-ho jusqu'à la frontière coréenne comprenait une grande partie de la

1. « La Mandchourie avait, avec exception d'un peu d'occasions dans lesquelles elle tomba temporairement dans les mains des Barbares orientaux, toujours été un territoire intégral de la Chine depuis 2255 avant J.-C. » Ning En-cheng, *Historical Account of the Liaoning Province*, p. 1. Voir également : Hsü Shu-hsi, *China and Her Political Entity*, p. 1.

Mandchourie méridionale. Il s'était détaché de Ts'ing-tchéou sous le règne de l'empereur Chouen (2255-2208 avant J.-C. ?) et constituait une circonscription distincte sous le nom de Ying-tchéou¹. D'autre part, la portion située sur la rive gauche du Liao-ho et qui avait été comprise dans la circonscription de Ki-tchéou, s'en était détachée à la même époque pour faire partie du Yeou-tchéou. Ainsi, d'après l'histoire chinoise, la partie de la Mandchourie méridionale comprise dans les circonscriptions de Ying-tchéou et de Yeou-tchéou, faisait partie intégrante de la Chine depuis une époque très reculée. Elle était soumise au même système administratif que le reste de l'ancienne Chine.

Cet état de choses continua pendant un millier d'années sans subir de changement important. Mais lorsqu'on entre dans la période historique, un fait remarquable produit en 1134 avant J.-C. marque l'expansion chinoise au delà même de la Mandchourie. Lorsque la dynastie des Tchéou (1122-249 avant J.-C.) avait pris le pouvoir à la suite de sa victoire sur celle des Chang (1766-1122 avant J.-C.), un prince de la famille royale vaincue, Ki-Tsèu, avait trouvé refuge dans la Corée actuelle ; il reçut ensuite de l'empereur des Tchéou le titre de souverain vassal de cette contrée : ce fut l'origine de la principauté de Tchao-sien (Corée actuelle). L'influence chinoise en Corée était alors très marquée. Et par conséquent, elle était encore beaucoup plus développée en Mandchourie qui faisait toujours partie de l'Empire.

La dynastie des Tchéou se caractérise par son régime complètement féodal. Le vaste empire était partagé en 1800 petites principautés. Des guerres sanglantes entreprises entre elles les avaient réduites, aux environs du IV^e siècle avant J.-C., au nombre de sept. Le chef de chacune d'elles prit le titre de prince souverain dans son royaume. Parmi ces sept royaumes, celui d'Ién embrassa une grande partie de la Mandchourie y compris la Corée, alors principauté de Tchao-sien.

1. *Tong-T'ien*, chapitre 180, p. 56.

Le règne du « Premier Empereur ». — L'unification de la Chine sous le règne de Ts'in-Cheu-Houâng-Ti ou « Premier Empereur des Ts'in » (230-221 avant J.-C.) marque la fin de la période féodale. La Mandchourie subit alors le même sort que les autres territoires chinois.

Après la reddition de sa capitale, le roi d'Ién s'enfuit dans la vallée de Liao-Ho, en Mandchourie, et y transféra sa cour. Mais l'un des fameux généraux du Premier Empereur poursuivit et fit prisonnier le roi infortuné. La Mandchourie méridionale qui constituait la portion orientale du royaume d'Ién s'unit à la Chine. Quant à son organisation administrative, ce fut celle des autres territoires chinois, c'est-à-dire le régime provincial institué par le Premier Empereur.

Parmi les quarante provinces fondées par le Premier Empereur, deux d'entre elles, situées à l'extrême nord-est de l'Empire, respectivement à l'ouest et à l'est du Liao-ho, reçurent les noms de Liao-si et de Liao-toung ; aujourd'hui, toutes deux sont comprises dans la province de Liaoning. Les territoires de l'ancienne principauté de Tchao-sien et ceux du Kirin et du Heilungkiang constituèrent « Les Territoires extra-provinciaux de Liao-toung » (Liao-Toung-Wai-Ts'i).

Époque des Han (206 avant J.-C., 220 après J.-C.). — L'éphémère dynastie des Ts'in fut remplacée par celle des Han en 202 avant J.-C. Malgré les événements politiques, le système provincial du Premier Empereur ne subit aucun changement dans le Nord-Est, excepté la région dite « Territoires extra-provinciaux de Liao-toung » dont le contrôle effectif fut abandonné par la cour des Han. Mais cet abandon ne dura pas longtemps. En 125 avant J.-C., le fameux empereur guerrier, Han-Où-Ti, parvint à ramener le Tchao-sien sous son autorité. Tandis que seize ans avant ce succès militaire, il avait soumis la tribu de « Souei », établie au Kirin dans la vallée de Toumenkiang.

Quatre nouvelles provinces furent fondées après les conquêtes de Han-Où-Ti. Ce furent les suivantes :

1^o Province de Hiuên-tou, comprenant l'est du Liao-

ning, le nord-est de la Corée, le sud-est du Kirin et les environs de Vladivostok ;

2° Province de Tchèn-fan, comprenant une partie du Kirin ;

3° Province de Lo-lang et 4° province de Lîn-t'ouen, toutes deux dans la Corée actuelle.

Un peu plus tard, ces quatre provinces furent réduites à deux, par l'union du Tchen-fan au Hiuên-tou, et du Lin-t'ouen au Lo-lang. Elles furent immédiatement voisines des deux provinces de Liao-toung et de Liao-si, depuis longtemps organisées en Mandchourie méridionale.

Les anciennes et les nouvelles provinces furent régies uniformément par le même système administratif. La province était divisée en un certain nombre de districts (hien), quelquefois plus de trente. Le « hien » est l'organisation administrative inférieure. A la tête de chaque province fut placé un haut-commissaire ayant le titre de « Tai-choe » dont les fonctions générales ressemblaient à celles des intendants de l'ancienne France ; il était assisté par un ou plusieurs « Tou-ouei » ou chef-lieutenant. Ce fut alors le système administratif général et régulier de toute la Chine. La majeure partie de la Mandchourie y était soumise.

Cependant, bien que ceci fût vrai de la Mandchourie méridionale, il en était autrement pour la Mandchourie septentrionale. De ce que la majeure partie de la Mandchourie septentrionale était occupée par diverses peuplades pour la plupart primitives, on se contenta de leur imposer un régime administratif mieux à leur convenance. Ainsi, chaque tribu de la Mandchourie forma en elle-même un groupement tributaire, gouverné par son propre chef héréditaire. Par contre, les hauts-commissaires des provinces voisines de ces groupements possédèrent un grand pouvoir en exerçant sur eux leur contrôle et leur surveillance. C'était de leurs mains que les chefs des groupements tributaires recevaient les sceaux officiels, insignes indispensables pour la reconnaissance de ces derniers par la cour impériale et l'exercice de leur pouvoir dans leur propre tribu. Les devoirs essentiels de ces groupements furent très

simples : rendre hommage à l'empereur et obéir aux ordres émanant des hauts-commissaires. Ce système semi-autonome exista jusque sous la dynastie des Ming (1368-1643), c'est-à-dire onze siècles après celle des Han.

Période chaotique des « Cinq Dynasties antérieures ».

— Durant la première phase de la période chaotique des « Cinq Dynasties Antérieures », allant de la fin du II^e siècle au milieu du III^e, la Mandchourie fut sous l'autorité de Koungsouen-t'ou, un Chinois originaire de Liaoyang, alors capitale de l'ancienne province de Liao-toung. Koungsouen-t'ou qui débuta comme fonctionnaire dans le gouvernement provincial du Liao-toung parvint plus tard à être nommé au poste de gouverneur de cette province. Il annexa les provinces avoisinantes pendant que la Chine intérieure était en pleine révolution. Ses successeurs poursuivirent la conquête des tribus voisines, et ils déclarèrent finalement indépendants du gouvernement impérial les territoires sous leur contrôle. Cette indépendance fut éphémère. En 238, avec la destitution de la maison des Koungsouen, la Mandchourie fut de nouveau soumise à l'administration directe de l'Empire chinois.

La seconde phase de cette période chaotique est caractérisée par des « invasions barbares ». Le chef de la tribu « Sienpi », Mouyung Kouei, reprit la politique des Koungsouen en fondant un gouvernement indépendant en Mandchourie. Le nouveau gouvernement attira un grand nombre de réfugiés venus de Chine, alors ravagée par des peuplades étrangères. Ces réfugiés lui apportèrent un concours extrêmement important, soit en systématisant les diverses administrations du nouvel Etat, soit en dirigeant la politique. Le chef, bien que d'origine Sienpi, proclama lui-même son loyalisme chinois et fit cause commune avec le gouvernement impérial, ce dernier étant, à ce moment, transféré à Nankin. Ce n'est qu'après deux générations, avec Mouyung Tsiun, petit-fils de Mouyung Kouei, qu'un nouvel Empire fit son apparition en Mandchourie. Mais en peu de temps, la maison Mouyung fut détruite par la tribu de Kokouli.

Ainsi, durant le ^v^e et le ^{vi}^e siècles, la Mandchourie était indépendante de l'Empire chinois. Toutefois, la rive gauche du Liao-ho restait intacte ; l'autorité chinoise continua toujours de s'y exercer.

Époque des Tang (618-905). — Après avoir fait tomber le Liao-toung aux mains des Mouyung, le tribu de Kokouli essaya d'envahir Liao-si. A ce moment, la Chine sortait de l'anarchie ; son unification était achevée grâce à la dynastie des « Souei ». Au cours de cette dynastie de très courte durée, quatre expéditions furent entreprises contre la tribu envahissante, mais sans succès. La tâche fut laissée aux empereurs des Tang.

L'empereur Taï-tsong, dans une expédition conduite personnellement en 644, parvint à conquérir presque la moitié du territoire des Kokoulis. Les succès militaires de son fils, l'empereur Kao-tsong, complétèrent les entreprises heureuses de la Chine. Après l'entière soumission des Kokoulis, une nouvelle administration fut établie en Mandchourie sous le nom de « Garnison protectrice de Ngan-toung (Ngan-toung-t'ou-fou-f'ou).

L'Empire des Tang était divisé en dix circonscriptions ou « tao ». La Mandchourie était comprise dans la circonscription de Hopei (Hopei-tao) ; elle était connue, en outre sous les noms de Ying-tchéou et de « Garnison protectrice de Ngan-toung » ci-dessus mentionnée. Ying-tchéou était situé sur la rive gauche du Liao-ho et correspondait à l'ancienne province de Liao-si, par conséquent, le territoire était fort rapproché de la Grande Muraille et avait fait longtemps partie intégrante de l'Empire. Le territoire de la « Garnison protectrice de Ngan-toung », instituée après la soumission des Kokouli et des autres tribus, Singlo et Peichih, s'étendait de la rive droite du Liao-ho jusqu'à la Corée actuelle. Il était donc plus éloigné de l'Empire. Un gouverneur général était placé à la tête de cette province qui, comprenant alors 176 villes et 690.000 familles était divisée en neuf « tou-f'ou », quarante-deux « tchéou » et cent « hien ».

L'histoire chinoise nous apprend qu'il existe toujours

des dangers réels pour la Chine d'être envahie par des peuplades avoisinantes, surtout venant du Nord-Est. Aussi les Tang furent-ils amenés à prendre des précautions pour parer aux invasions éventuelles. Par là, s'explique qu'en dehors du système administratif général, on avait créé une institution exceptionnelle où le pouvoir militaire était prépondérant et organisé pour assurer la sécurité nationale. C'est ainsi qu'aux deux extrémités de l'Empire, on établit une administration quasi-militaire désignée sous l'expression de « garnison protectrice » (t'oufoù-f'ou) qui, avec son gouverneur général en tête, fermait la porte aux envahisseurs : à l'Ouest, la « Garnison protectrice de Ngan-si » et au Nord-Est, celle de Ngan-toung. Le contrôle assumé par celle-ci s'exerça sur une grande partie de la Mandchourie actuelle. Mais la partie méridionale, alors complètement assimilée aux autres provinces protégées par la Grande Muraille, était soumise au système administratif général : tel était le cas de Ying-tchéou.

Époque de la domination des tribus autochtones en Mandchourie. — Vers la fin des Tang, une nouvelle période d'anarchie régna dans l'Empire chinois. A la suite de l'affaiblissement du gouvernement central, affaiblissement causé surtout par des guerres intestines, d'immenses territoires de l'Empire tombèrent aux mains de peuplades qui, jadis soumises à son autorité, profitèrent de ce moment opportun pour proclamer leur indépendance et pour démembrer le domaine impérial. L'anarchie disparaissait en même temps qu'apparaissait la dynastie des Song, tandis que les forces militaires des peuplades avoisinantes s'accroissaient de plus en plus, leur organisation administrative se perfectionnait à la manière chinoise au fur et à mesure que nombre de réfugiés venant de toutes les régions de la Chine intérieure leur apportaient un puissant concours. Ces peuplades, ainsi organisées et fortifiées, ne cessèrent désormais de causer de graves ennuis au gouvernement impérial de Chine dont le moral paraissait difficile à redresser par suite de multiples défaites militaires. Déjà, durant la dynastie des Song, la moitié de la Chine intérieure était devenue la

proie des diverses tribus du Nord et du Nord-Est. Celles-ci, les unes après les autres, y avaient fondé successivement plusieurs Etats indépendants. C'est alors que l'une d'elles, la fameuse tribu mongole parvint même à engloutir la Chine toute entière et y établit une dynastie, qui dura près d'un siècle. La prépondérance politique de ces peuplades ne disparut en Chine qu'avec le rétablissement d'une dynastie chinoise, celle des Ming.

Ce qui s'était passé dans la Chine intérieure devait se produire également en Mandchourie, région d'où la plupart des tribus nomades et surtout guerrières étaient parties. Durant toute cette période, l'histoire de la Mandchourie est caractérisée par ce phénomène de la domination de races non-chinoises. On pourrait même fixer le commencement de cette période à partir de l'an 352, date de la révolte des Mouyung auxquels avaient succédé les Kokoulis. Cependant, la proclamation éphémère de leur indépendance n'avait point été effective dans toute la Mandchourie actuelle : en effet, la rive gauche du Liao-ho resta intacte durant toutes les invasions. D'ailleurs, avec l'établissement de la « Garnison protectrice de Ngan-toung », les Tang avaient rétabli la situation antérieure. Ce fut donc après la disparition de la « Garnison protectrice de Ngan-toung », conséquence des troubles intérieurs, que les tribus indigènes, échappant au contrôle du gouvernement impérial, eurent la possibilité de s'installer jusque dans une partie de la Mandchourie méridionale.

Dès lors, la Manchourie devint le berceau de l'agrandissement de nombreuses tribus qui vivaient depuis longtemps dans le pays, ou qui étaient venues progressivement de l'extérieur. Elles ne se contentèrent pas de déclarer la Mandchourie indépendante ; elles effectuèrent des incursions dans la Chine intérieure. Les principales de ces tribus sont les quatre suivantes :

1) *Les Mohos.* — La suppression de la « Garnison protectrice de Ngan-toung » en 758 coïncida avec le développement d'un nouvel Etat formé par la tribu des Mohos, une peuplade de la Mandchourie septentrionale. L'Etat Moho

subsista jusqu'en 925, l'année de sa soumission à la tribu des Khitans.

2) *Les Khitans*. — Les Khitans s'étaient graduellement élevés au pouvoir d'abord dans le sud du Jéhol et l'ouest du Liaoning. Leur influence en Mandchourie fut quasi complète lorsqu'ils eurent vaincu la tribu des Mohos. Leurs conquêtes les amenèrent à abandonner leur dénomination primitive ; en 937, ils adoptèrent le nom chinois de « Liao » pour désigner leur nouvelle dynastie. Cet Etat sinisé fut détruit à son tour par une autre tribu mandchoue, apparentée à celle des Mohos.

3) *Les Nuchens*. — Connue primitivement sous le nom de Nuchen, cette tribu se révolta en 1114 contre l'Etat de Liao ; elle lui succéda onze ans plus tard. L'année qui suivit celle de leur révolte contre l'Etat de Liao, les Nuchens se firent proclamer comme Empire de King. L'Empire s'était fondé dans la Mandchourie, mais ses succès militaires étendirent sa domination jusqu'à la vallée du Houang-ho jusqu'au jour où les invincibles Mongols étendirent leur conquête à l'Asie extrême-orientale.

4) *Les Mongols*. — Le berceau des Mongols se trouvait également au nord-ouest de la Mandchourie, près des Monts Khingan. Ils commencèrent par annexer la Mandchourie en dépossédant les Nuchens, qui avaient eux-mêmes supplanté les Khitans. Quarante-deux ans après la conquête de la Mandchourie, les Mongols établirent en Chine la dynastie des Yuan (1277-1367). Comme la Chine intérieure, la Mandchourie, après quatre-vingt-onze années de domination mongole, se débarrassa de la domination étrangère par l'établissement en 1364 d'une dynastie purement chinoise, celle des Ming.

De ce bref résumé, il résulte que, pendant des siècles, la Mandchourie fut soumise à la domination de peuples d'origine tout autre que chinoise. Il est vrai que la souveraineté territoriale de la Chine subit une éclipse complète, mais cela n'empêcha point le peuple chinois d'accentuer son influence dans cette vaste contrée. Pour apprécier la

place prédominante de ce grand peuple, il faut envisager non pas le point de vue dynastique et politique, mais le point de vue économique et intellectuel.

En considérant la situation que nous avons indiquée, il serait parfaitement logique de supposer que, soumise par des peuplades de coutumes et de cultures extrêmement diverses, et surtout extrêmement différentes de la civilisation chinoise, la Mandchourie eût subi une profonde transformation, voire même un complet bouleversement de toutes les institutions introduites par les grands empereurs des Han et des Tang. Or, phénomène exceptionnel : malgré ses invasions successives, la Mandchourie ne subit pas les transformations qu'on aurait pu prévoir. Au contraire, quelle que fût la mentalité des peuplades envahissantes, quelle que fût leur puissance destructrice, la Mandchourie ne subit aucunement l'influence des vainqueurs quant à son organisation administrative, intellectuelle et sociale, ni quant à son degré de civilisation. En tout temps, les institutions chinoises furent scrupuleusement respectées par ceux qui pourtant n'y avaient jamais été soumis. De plus, les Chinois, ceux fixés depuis longtemps dans cette contrée, comme ceux venant de s'y installer, ne perdirent en rien leur caractère de classe dirigeante. Les peuplades victorieuses, une fois en possession de la Mandchourie, ne tardèrent pas à être sinisées. Elles s'efforcèrent de se plier aux institutions chinoises en acceptant partout dans les divers domaines, le concours du peuple de civilisation supérieure. De sorte que l'occupation par des peuplades étrangères, même prolongée durant plusieurs siècles, n'empêcha point la Mandchourie de bénéficier des bienfaits de la civilisation chinoise ; d'autre part, elle favorisa le contact des diverses tribus primitives avec le peuple chinois et facilita leur amalgame. Ainsi se préparait l'assimilation des habitants de la Mandchourie avec ceux de la Chine intérieure.

Époque des Ming (1368-1643). — La dynastie mongole s'effondra sous les coups de révolutions qui éclatèrent simultanément dans différents points de la Chine. Le pre-

mier empereur des Ming reprit l'œuvre d'unification de l'Empire chinois. Il poussa, en 1371-1372, ses forces dans la Mandchourie méridionale et y établit de nombreux postes militaires. Son fils, l'empereur Yong-lo, acheva la tâche en réintégrant dans l'Empire chinois la Mongolie et la Mandchourie septentrionale. Durant la première moitié de la dynastie des Ming, la Mandchourie vécut en partie sous l'administration directe de l'Empire, et en partie sous la direction des chefs indigènes, désignés officiellement par la cour impériale.

D'abord la province actuelle de Liaoning et une partie de la province de Kirin étaient soumises, ainsi que la province actuelle de Chantoung à une même administration provinciale, administration qui correspondait à certains égards à la circonscription très ancienne de Ts'ing-tchéou. La partie méridionale de la Mandchourie, désignée alors sous le nom de Liao-toung, était divisée en trente-cinq « ouei » ou garnisons et un grand nombre de « seoh » ou postes. Elle avait à sa tête un commandant général dont le titre officiel était « Tou-ssu de Liao-toung » et dont la résidence était à Liao-yang, situé environ à 100 kilomètres au sud de Moukden. A côté du « Tou-ssu de Liao-toung », il existait, d'après l'histoire des Ming, une organisation semblable dans la Mandchourie septentrionale dont le commandant général, établi près de l'embouchure de l'Amour, prit le titre de « Tou-ssu de Nurgan ».

Parallèlement à ce système d'administration sous l'autorité directe du gouvernement impérial, un autre régime était appliqué, notamment en Mandchourie septentrionale ; ce régime pourrait être appelé le régime d' « administration contrôlée ». En effet, à côté des « ouei » sous le commandement direct du « Tou-ssu de Liao-toung », grand nombre de « ouei » indigènes étaient établies surtout dans le Kirin et le Heilungkiang. Le *Ta-ming-houei-tien* (Recueil des Ordonnances des Ming) donne une liste de ce genre de « ouei », au nombre de 384. D'après le même ouvrage historique, l'administration de ces places était confiée héréditairement aux chefs indigènes, chacun pour leur propre tribu. Sur la plupart d'entre eux, le contrôle du gou-

vernement impérial s'exerçait d'une façon assez efficace.

C'est dans ce dernier régime que se trouve l'origine de la dynastie des Ts'ing. La vérité a été fidèlement rapportée par le *Ta-ming-che-lou* (Recueil de l'histoire des Ming) et aussi par le *Tchao-sien-che-lou* (Recueil de l'histoire du Tchao-sien). En voici les grandes lignes :

En 1411, la cour impériale de Ming créa un nouveau « ouei » qui fut désigné sous le nom de « Ouei gauche de Kien-tchéou »¹ et choisit pour commandant de la nouvelle garnison le chef d'une tribu descendant des Nuchen, Munko Timur, en qui la dynastie des Ts'ing reconnaîtra plus tard le premier chef-ancêtre de la maison impériale de Ngaisin Gioro. Après quelques générations issues de Munko Timur, vint Nurachi, le véritable fondateur de la dynastie mandchoue.

Nurachi lui-même débuta dans la même carrière que ses ascendants. Il servit d'abord dans la garde d'un général chinois envoyé en Mandchourie. Au bout d'un certain temps, Nurachi reçut de la cour de Pékin le titre de *commandant de Kien-tchéou*. Pour rendre hommage à son souverain et pour lui montrer ses sentiments de fidélité, il se rendit en personne à Pékin à plusieurs reprises en 1590, 1593 et 1608. Mais bientôt ses conquêtes, qui lui assuraient le contrôle de la Mandchourie septentrionale, firent naître en lui un sentiment de révolte contre la cour de Pékin. C'est alors qu'il attaqua l'armée chinoise ; et, en 1618, il se proclama empereur. Une série de batailles heureuses fit successivement tomber entre ses mains les principales villes mandchouriennes : Fushun, Moukden, Liao-yang, etc. Cette dernière ville, jadis résidence du « Tou-ssu de Liao-toung », fut choisie comme capitale du nouvel Empire. Celle-ci fut transférée plus tard à Moukden.

Le nouvel Empire se fit désigner sous le nom d'*Empire Man-tchéou*, nom qui apparaissait pour la première fois, dans l'histoire. Jusqu'ici, il n'avait point été employé. De tout temps, c'était le terme de *Kien-tchéou* qui avait été utilisé pour désigner les contrées constituant aujour-

1. Kien-tchéou était alors une importante circonscription administrative en Mandchourie.

d'hui la *Mandchourie*. Le nom *Mandchou* n'est que la traduction phonétique du nom d'un saint bouddhiste, nom dont la traduction exacte serait la *splendeur*. Lorsque Nurachi exerça son autorité sur ce vaste territoire, il se contenta de s'attribuer un titre brillant pour glorifier son humble origine : c'est ainsi qu'il se nomme *Khan de Man-tchéou*. Son fils, Abkaï, alla plus loin et appela ses fidèles les *hommes de Man-tchéou*. De là vient le terme européenisé de *Mandchourie* (ou *Manchuria* en anglais) pour désigner le territoire alors sous le contrôle de Nurachi et de son fils, — et celui de *Mandchou* pour désigner la population de ce territoire, alors fidèle à la maison de Ngaisin Gioro. Malgré cette création artificielle, la vérité historique ne demeura pas toujours dans l'ombre. Etant donné que la tribu de Nurachi ou plus exactement les hommes fidèles de la maison de Ngaisin Gioro ne constituaient qu'une très faible minorité par rapport au nombreuses autres tribus natives de l'ensemble du territoire, — il s'ensuit que l'expression « Man-tchéou », artificiellement propre à cette minorité, ne présentait qu'une faible exactitude pour la majorité des autres tribus. De plus, il faut compter le grand nombre de Chinois qui étaient déjà établis depuis des siècles dans la Mandchourie méridionale bien avant l'arrivée de Nurachi et de ses hommes ; ils n'avaient certainement rien de ressemblant à ces derniers. Tout cela montre comment le nom nouveau prête à de nombreuses équivoques et manque au fond tout à fait de logique. La vérité est donc que, pour des motifs politiques, une grande portion de territoire fut conquise par certains groupes d'hommes, la tribu de Man-tchéou. Mais cela n'empêche pas qu'il soit abusif de désigner ledit territoire par le nom nouveau de *Mandchourie*, comme si ce territoire était d'origine mandchoue. Il en résulte que cette appellation n'a aucun fondement géographique ni ethnographique, et qu'elle ne s'est formée que très accidentellement.

La seule explication nous paraît se trouver dans les intentions de la maison de Ngaisin Gioro. Dans son désir de lutte et dans son espoir de maintenir un esprit d'hostilité

contre l'autorité qui s'était exercée si longtemps sur le pays, cette dynastie estima qu'un changement terminologique concernant à la fois le territoire et le peuple pourrait fortifier la position du nouveau maître, dont l'autorité était encore précaire et dont l'origine semblait insuffisamment illustre. Par là s'explique la substitution intentionnelle par les Ngaisin Gioro du nom de *Man-tchéou* à l'ancien nom de *Kien-tchéou*. D'ailleurs, cette substitution de nature politique n'avait été adoptée que temporairement. Quelques années plus tard, le même nouvel empire se contenta d'une autre appellation, si bien que le vocable de *Man-tchéou* fut remplacé par le nouveau nom chinois de *Ts'ing*, avant même l'entrée des Ngaisin Gioro dans la Grande Muraille. Car à partir du moment où la rivalité des Ming disparut dans la contrée en question, l'ancienne différenciation intentionnelle perdit sa raison d'être. Alors le même processus qu'avaient suivi les Khitans, les Nuchens et les Mongols trouva également son application chez les descendants de Nurachi. Seulement dans la pratique, le terme « *Man-tchéou* » avait subsisté en vue de distinguer les familles fidèles aux Ngaisin Gioro des habitants chinois.

La déclaration de l'*Empire des Ts'ing* avait donc un sens et une portée très importants. Car de ce fait, les nouveaux venus se présentèrent à cet immense pays non point au titre d'une nation étrangère conquérante, mais comme parfaitement semblables au peuple chinois et ayant par suite le même droit de gouverner ce vaste empire. Leur politique ultérieure confirma ce fait. De sorte que la présence des Ngaisin Gioro dans la Chine intérieure impliqua purement et simplement un changement de dynastie comme il y en avait eu tant de fois dans l'histoire chinoise.

Le résultat ne devait être qu'un resserrement des liens existants entre la Chine et la Mandchourie et une préparation à leur parfaite unification.

CHAPITRE II

LE LIEN ENTRE LA MANDCHOURIE ET LA CHINE

Dans le chapitre précédent, une remarque a été faite sur ce que le mot latinisé, *Mandchourie*, utilisé par les étrangers pour désigner les Trois Provinces de l'Est, prête à des équivoques et à des interprétations erronnées. On croyait y voir la preuve d'une différence entre la Chine et ces régions.

Or, c'est un fait que les régions possédant un long passé historique ne peuvent guère éviter de prendre un caractère propre plus ou moins marqué. Les noms de Bretagne, de Normandie ou plus encore ceux d'Alsace-Lorraine et de Savoie ne correspondent-ils pas à autant de régions distinctes de l'ancienne France ? Dans l'histoire chinoise, cette différenciation se marqua non seulement en ce qui concernait les Trois Provinces de l'Est, mais également en ce qui concerne les autres provinces. Par exemple, la province de Kouang-toung était connue sous la désignation de *Yue* et celle de Foukien sous celle de *Ming*. Les territoires de Yue et de Ming avaient été primitivement occupés par les peuplades que les anciens considéraient comme barbares.

Cette désignation disparut avec l'unification de plus en plus étroite de l'Empire chinois. Ce qui était vrai dans les Trois Provinces de l'Est ne le fut guère moins dans les autres provinces qu'on a l'habitude d'appeler « la Chine proprement dite ». Seulement, cette unification de la Chine s'effectuait sous un mode profondément différent de celui qui avait découlé dans la transformation de certains pays doués d'un long passé historique, la France, par exemple.

Les anciennes provinces françaises, telles que la Bretagne, la Normandie ou la Lorraine avaient été réunies à la France, soit par mariages, soit par successions. En Chine, ce mode n'existait point, les Chinois ne le connaissaient guère. L'expansion territoriale de l'Empire du Milieu se réalisa uniquement grâce à sa supériorité civilisatrice par rapport aux peuplades avoisinantes. Celles-ci étaient nombreuses à l'origine : au Sud, c'était les indigènes du Kouangtoug du Kouangsi ou du Foukien ; au Nord, les autochtones de la Mandchourie, par exemple. Par la prépondérance de l'autorité impériale, ces territoires commencèrent par devenir les dominions de l'Empire. La cour leur laissa une entière autonomie, mais en même temps leur donna toute facilité de se mettre en contact avec le peuple et avec la civilisation chinois. Au cours des temps, ces peuplades finirent par s'adapter à la civilisation chinoise et par se mêler au peuple chinois. Il en résulta d'abord un mélange, puis une assimilation complète. C'est ainsi que devinrent très tôt des provinces purement chinoises les territoires tels que le Kouangtoug ou le Foukien qui avaient été considérés comme barbares. C'est également par ce processus que sont devenues les Trois Provinces de l'Est les régions que l'on considérait récemment comme le berceau de la race mandchoue. Peut-être ces dernières régions présentent-elles certains traits qui leurs sont propres. S'il en est ainsi, cela tient à ce que les Trois Provinces sont situées relativement loin du centre de la Chine et que géographiquement et politiquement l'expansion de la civilisation chinoise y a rencontré plus ou moins de difficultés et s'y est produite plus tardivement. De sorte que l'assimilation entière de la Mandchourie aux autres provinces chinoises et la fusion complète des autochtones de l'Est avec le peuple chinois, sont une œuvre relativement contemporaine. C'est pourquoi nous trouvons encore certaines traces de la race mandchoue dans certaines régions très reculées de la Mandchourie. Néanmoins, ce fait ne constitue pas un phénomène particulier à la Mandchourie, car même aujourd'hui nous trouvons également la trace des peuplades primitives enfermées dans les provinces méridio-

nales chinoises, par exemple, il existe actuellement les *Miaos* dans le Kwei-tchéou et le Hounan, les *Lolos* dans le Yunnan et dans le Sseu-tch'ouan.

Ce qu'il importe de mettre en relief est que la Mandchourie avait suivi le même processus que les autres provinces pour devenir la partie intégrante de la Chine. Mais ici nous sommes en face d'opinions divergentes émises, soit par les neutres, soit par ceux qui s'occupent des intérêts japonais. Selon les uns, on devrait comparer le lien entre la Mandchourie et la Chine à ce que l'on appelle un régime d'union personnelle ; selon les autres, la Mandchourie serait un territoire différent des autres parties de la Chine ; selon d'autres encore, elle resterait sous un régime d'autonomie. Cette question est capitale car elle intéresse le statut juridique des Trois Provinces de l'Est ; nous avons intérêt à y apporter des précisions.

1. Le lien entre la Mandchourie et la Chine résulterait-il d'une union personnelle? — Certains auteurs, en cherchant une formule juridique du lien entre la Mandchourie et la Chine, n'ont pas hésité à croire possible de comparer cette situation à ce que l'on appelle le régime d'union personnelle. Leur point de départ est que, avant la dernière dynastie impériale de la Chine, la Mandchourie avait été la possession des Mandchous ; et à la suite de l'installation des Mandchous sur le trône chinois, la Mandchourie avait été réunie à la Chine. On croyait pouvoir conclure que le lien de la Mandchourie et la Chine se trouvait dans le fait que la maison mandchoue possédait à la fois la Mandchourie et la Chine. De là résulterait, selon ces auteurs, une union personnelle.

Cette thèse aurait pour conséquence d'affaiblir l'autorité chinoise sur les Trois Provinces de l'Est. Car il apparaîtrait par là, qu'une différence capitale existe entre la Mandchourie et les autres provinces chinoises. Cette différence serait un fait justificatif pour modifier la position chinoise dans ce territoire et pour enlever aux Chinois le droit de s'opposer à cette transformation. Tel était bien d'ailleurs le dessein des Japonais qui empiètent aujourd'hui

sur ce territoire en poursuivant leurs opérations audacieuses et illicites. C'est dans ce but que les honorables délégués du gouvernement impérial japonais à la Société des Nations dénaturèrent un passage d'un remarquable ouvrage français ¹ et prétendirent dans leurs observations sur le Rapport de la Commission d'Etude que « l'union de la Mandchourie avec la Chine n'a été que temporaire et accidentelle » et que « le lien entre la Mandchourie et la Chine était lâche et vague » ².

Pour vérifier la valeur de cette thèse, il nous semble nécessaire de commencer à connaître quelle était la situation de la Mandchourie avant la réalisation de cette prétendue union personnelle.

Tout d'abord ce mode d'union personnelle n'exista point dans la formation de l'ancien Empire chinois. Il constitue une forme juridique propre à la constitution de certains Etats européens ; aussi, par leur situation absolument différente de celle de l'Europe, les Chinois n'en eurent point besoin et ne la connurent même pas. En effet, la coutume s'établit en Chine depuis des milliers d'années que les territoires appartenissent à la maison impériale sans aucune distinction les uns des autres ; tous constituaient la possession impériale et formaient les parties d'un même tout. Ni la mort du souverain, ni le changement de la

1, En effet, M. Jean Escarra a, dans son remarquable ouvrage, fait allusion au régime de l'union personnelle pour qualifier le rattachement de la Mandchourie à la Chine. Son idée essentielle était que les liens politiques entre la Chine et la Mandchourie ont varié suivant les époques et qu'il y a eu pendant un certain temps ce lien dynastique, ce régime d'union personnelle, lien qui était très puissant puisque l'empereur de Chine c'était aussi l'empereur de la dynastie Mandchoue. Mais, « cette famille disparaissant, il fallait trouver une autre formule juridique pour expliquer le rattachement de la Mandchourie à la Chine. Il ne semble pas que cette formule ait été recherchée d'une manière consciencieuse ». Car selon l'auteur, les droits actuels de la Chine sur la Mandchourie, droits qui ne sont guère contestés, même par le Japon, résulteraient plutôt d'un double processus : historique et administratif ». (*La Chine et le droit international*, p. 210.) Il apparaît clairement que si l'auteur mentionné a employé cette forme juridique pour qualifier le lien en question, c'est qu'il entendait ainsi renforcer le rattachement de la Mandchourie à la Chine, rattachement qui résulte principalement du double processus historique et administratif ; dans ces conditions, la formule de l'union personnelle n'est employée que d'une façon accessoire.

2. *Observations du gouvernement japonais sur le Rapport de la Commission d'Etude*, N^o officiel : C. 775. M. 366. 1932, VII, p. 45.

dynastie ne pouvaient en rien modifier cette unité territoriale, à moins que certaines parties ne soient prises de force, soit par des révoltés, soit par des étrangers. Généralement, la fin d'une dynastie se produisait par une révolution qui amenait l'avènement d'une nouvelle dynastie. Cette dernière était considérée comme héritière de tous les domaines de la dynastie déchue et considérait même comme un devoir de reprendre par la force ce qui était parvenu à échapper à son autorité.

Il n'y avait donc là aucun motif d'appliquer la formule d'union personnelle. Il était même entièrement impossible de se servir en Chine de cette expression. Car, comme l'Empire chinois s'agrandissait progressivement et que chaque dynastie apportait souvent à son avènement une nouvelle dotation en territoires, il ne pouvait être question pour une dynastie de garder quelques parcelles des territoires possédés par elle avant son avènement. Le résultat était que l'ensemble des territoires constituait, sans aucune distinction, le domaine de l'Empire, qui devait passer intégralement à la dynastie suivante. C'est ainsi que, après la déchéance de la maison de Ngaisin Gioro, on proclama que tous les territoires de l'ancien Empire constitueraient la République chinoise.

Par là, on peut constater qu'il existe une coutume ou une règle propre à la Chine et admise universellement. Il est donc inutile de chercher une autre formule juridique quelconque en vue d'expliquer le rattachement de la Mandchourie à la Chine. La seule formule applicable est que la Mandchourie constituait déjà avant l'arrivée des Mandchous une partie intégrante de la Chine et que, lorsque la maison de Ngaisin Gioro eut renversé la dynastie des Ming, elle lui succéda dans l'Empire tout entier. A son tour, la République suivit le même processus pour prendre la succession de tous les territoires impériaux de la dynastie des Tsing.

2. La Mandchourie serait-elle un territoire différent des autres provinces chinoises? — Malgré le défaut de toute formule juridique susceptible de prouver la fai-

blesse du lien entre la Mandchourie et la Chine, certains auteurs insistent pour marquer une différence fondamentale entre les Trois Provinces de l'Est et les autres provinces de l'intérieur de la République chinoise. Mais, pour la plupart, leurs arguments nous semblent faire preuve d'une ignorance complète de la réalité. Celle-ci résulte de l'histoire de la Mandchourie elle-même.

Nous avons indiqué, dans le chapitre précédent, quelle était la véritable position des Trois Provinces de l'Est dans l'Empire chinois. Son long rattachement à la Chine, quoique interrompu parfois accidentellement et temporairement, suffit pour démontrer qu'il exista entre la Mandchourie et la Chine un lien fondamental, lien qui faisait considérer les territoires situés outre-mer et ceux en dehors de la Grande Muraille comme des domaines de l'Empire et non point comme des régions étrangères. Ce qui appuie notre affirmation est que depuis des milliers d'années, chaque fois que la Chine était en troubles, la Mandchourie fournissait toujours un refuge à la population chinoise. De même, lorsque certains chefs de la population indigène parvenaient à se soulever et à déclarer indépendants les territoires soumis sous leur influence, il leur arrivait fréquemment de s'affirmer citoyens chinois et de prétendre travailler pour l'Empire.

Même lorsqu'il leur arriva de fonder des Empires dans la Mandchourie, ceci n'est pas une raison suffisante pour prétendre qu'il subsiste aujourd'hui une différence entre la Mandchourie et le reste de la Chine. N'avons-nous pas remarqué qu'à toutes les périodes de troubles, la Chine avait été démembrée en une quantité d'Etats indépendants ? Tous se proclamèrent comme empires ou comme royaumes et choisissaient pour les désigner les anciens noms des territoires sous leur contrôle, noms qui rappelaient le temps où ces territoires restaient encore en dehors de l'autorité centrale de l'Empire chinois. Aussi, ce qui pouvait être fait et qui avait été fait dans la Chine intérieure ne pouvait forcément être évité en Mandchourie. Par suite, nous ne pouvons qu'affirmer que les quelques situations anormales qui apparaissent dans le passé historique de la

Mandchourie ne furent *que celles qui sont propres* à la Chine intérieure. Puisque, malgré son démembrement à certaines époques, on n'avait jamais essayé de contester l'intégrité et l'intégralité de l'Empire chinois, on ne saurait non plus se baser sur un passé historique tout à fait analogue pour déduire que les Trois Provinces de l'Est ne constituent pas une partie intégrante de la Chine au même titre que les autres provinces chinoises.

La preuve en a été fournie surtout au point de vue de l'organisation administrative de la Mandchourie au cours de l'histoire. Nous avons exposé dans le chapitre précédent que, durant tout le temps où la Mandchourie fut sous l'autorité du gouvernement impérial, le système administratif général de la Chine s'y appliqua dans son entier ; il s'agissait, bien entendu, de la partie méridionale. Ceci était vrai depuis les époques les plus reculées. Sans remonter trop loin, cette situation était en vigueur sous la dernière dynastie impériale. Durant le règne des Tsing, toutes les provinces chinoises jouissaient d'une administration très décentralisée ; bien que les vice-rois et les fonctionnaires subalternes relevassent directement de l'empereur, les gouvernements provinciaux furent investis de larges pouvoirs pour décider dans des affaires importantes. A ce point de vue, l'organisation administrative de la Mandchourie était presque dans la même situation. Une certaine différence avait, en effet, existé dans les administrations de la Mandchourie par suite de ses liens spéciaux avec la maison impériale. Mais cette différence ne permettait pas de séparer la Mandchourie des autres parties de l'Empire, car l'empereur exerçait le même contrôle sur les territoires sis à l'intérieur de la Grande Muraille que sur ceux de l'extérieur.

Au cours des temps, cette nuance d'importance minime ne tarda pas à s'effacer. Déjà en 1875, le gouverneur militaire des Trois Provinces de l'Est avait, dans un mémorandum, conseillé au trône de hâter l'application en Mandchourie du système administratif pratiqué dans les autres parties de la Chine. Le but de cette proposition était de concentrer l'autorité effective dans les mains du gouver-

neur militaire qui pourrait agir librement dans les affaires civiles et militaires sous les ordres directs du trône¹. Répondant aux vœux exprimés par le haut administrateur, le gouvernement impérial procéda en 1876 à la réorganisation des administrations provinciales des Trois Provinces de l'Est. Un gouverneur général (tsoung-tou) fut nommé au Chengking (qui devint plus tard la province de Fengtien pour prendre finalement le nom de Liaoning), et un gouverneur civil institué également dans la même province. Seulement les provinces de Kirin et de Heilungkiang avaient conservé, à cause de leur situation intéressant la défense nationale, les gouverneurs militaires (chiangchun)². Dès lors, la Mandchourie était plus directement placée sous le contrôle unifié du gouvernement central et chacune des trois provinces était régie par le statut des administrations provinciales, nonobstant quelque nuance extrinsèque qui se différait des autres provinces. Surtout la province de Liaoning (alors désignée sous le nom de Chengking) qui était à la tête des Trois Provinces de l'Est avait, depuis 1876 même, un système administratif pratiquement identique à celui de n'importe quelle autre province chinoise³.

En laissant subsister quelques traits particuliers, la réforme de 1876 était incomplète à certains égards et l'on devait bientôt s'en apercevoir. C'est ainsi que M. Hsü Shih-chang, alors ministre de l'Intérieur, après une tournée d'inspection dans les Trois Provinces de l'Est, proposa au trône, en 1906, de procéder à une nouvelle réforme des administrations provinciales mandchouriennes. Cette proposition consistait à abolir le régime militaire et à remplacer les lieutenants-gouverneurs militaires (fou-toutong) par les fonctionnaires civils et à nommer un vice-roi

1. *Ching Pao*. (Gazette de Pékin, gazette officielle publiée périodiquement par le gouvernement impérial. Elle contenait tous les édits ou ordonnances impériaux, les mémoires au trône et les règlements établis par le gouvernement). N^o. du 6 septembre 1875.

2. W. F. Mayers, *The Chinese Government Part V, The Three Manchurian Provinces*. 3^e édition.

3. Mayers, *op. cit.*, p. 34; C. Walter Young, *Japan's special Position in Manchuria*, p. 12.

dont le pouvoir s'étendrait à toutes ces trois provinces ; à la tête de chacune d'elles serait un gouverneur civil (hsung-fou). C'était donc la suppression des dernières différences entre les administrations de la Mandchourie et celles des autres provinces. Le trône accepta ce plan de réorganisation et un décret impérial du 20 avril 1907 sanctionna définitivement le régime des organisations administratives de la Mandchourie, c'est-à-dire appliqua entièrement le système provincial des autres parties de l'Empire.

La réforme administrative de 1907 qui compléta celle de 1876 donne de meilleurs résultats et contribua à faire naître une ère de prospérité dans les Trois Provinces de l'Est. Quelques années plus tard, le mouvement révolutionnaire s'étendit du Sud au Nord. Comme la plupart des provinces septentrionales, la Mandchourie suivit la même attitude d'expectative bien que la presque totalité des hauts fonctionnaires des provinces septentrionales dont la Mandchourie faisait partie conservaient leurs sentiments de fidélité à la maison impériale. Contrainte par la révolution, l'impératrice douairière abdiqua en faveur du nouveau régime républicain. Le décret impérial du 12 février 1912 proclama enfin que l'ensemble de l'Empire constituerait la République chinoise. En conséquence, les Trois Provinces de l'Est, comme les autres provinces, constituent des parties intégrantes de la Chine.

De ce qui précède, nul trait exceptionnel ne permet d'affirmer que les Trois Provinces de l'Est constituent un territoire vivant sous un régime différent de celui des autres provinces chinoises.

§ 3. La Mandchourie serait-elle un territoire autonome? — Etant prouvé que la Mandchourie constitue une partie intégrante de la Chine, certains auteurs ont pourtant estimé que les Trois Provinces de l'Est jouissent d'une autonomie suffisante pour se distinguer du reste de la Chine. C'est même l'opinion de la Commission d'Etude de la Société des Nations. Cette thèse se fonde généralement sur l'organisation administrative de la Mandchourie.

Nous trouvons dans le Rapport de la Commission d'Etude le passage suivant :

« En 1907, quelques années seulement avant son abdication, la dynastie mandchoue avait décidé de réformer l'administration de Mandchourie. Jusqu'alors, ces provinces avaient été administrées comme une possession séparée, située en dehors de la Grande Muraille et possédant sa propre forme de gouvernement. La pratique chinoise qui consistait à confier, dans les provinces, l'administration civile aux lettrés qui avaient passé avec succès les concours, n'avait pas été suivie en Mandchourie ; elle avait été placée sous un régime purement militaire par lequel se maintenaient les fonctionnaires et les traditions mandchoues. En Chine, il n'était pas permis aux fonctionnaires d'occuper des fonctions dans leur province natale. Chaque province de la Mandchourie avait un gouverneur militaire qui exerçait un pouvoir absolu, tant au point de vue civil qu'au point de vue militaire. Ultérieurement, on essaya de séparer l'administration civile et l'administration militaire. Les résultats ne furent point heureux. La démarcation établie entre les sphères d'autorités respectives n'était pas satisfaisante. Les malentendus et les intrigues étaient fréquents et le système s'avéra inefficace. En conséquence, on renonça en 1907, à cette expérience. Les trois gouverneurs militaires furent remplacés par un seul vice-roi pour toute la Mandchourie, afin de centraliser l'autorité, notamment dans le domaine de la politique étrangère. Des gouverneurs civils provinciaux, placés sous le contrôle du vice-roi, assumèrent les charges de l'administration provinciale. Cette réorganisation prépara la voie aux réformes administratives ultérieures qui introduisirent le système de gouvernement provincial pratiqué en Chine. Ces dernières mesures, prises par les Mandchous, furent très efficaces, grâce aux habiles administrateurs qui furent chargés des affaires de la Mandchourie après 1907 ¹.

Dans cet exposé, le Rapport de la Commission d'Etude

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 29.

semble vouloir faire ressortir deux traits qui indiqueraient la différence entre le régime de la Mandchourie et celui des autres provinces chinoises et qui caractériseraient l'autonomie des Trois Provinces de l'Est : à savoir, le cumul des fonctions civiles et militaires et la permission accordée aux fonctionnaires d'occuper des fonctions publiques dans leur province natale.

Pour le premier point, la cause véritable de cette situation se trouve dans des considérations tout à fait spéciales. Nous savons que la dynastie mandchoue ou plutôt la maison de Ngaisin Gioro avait commencé son ascension par la mainmise sur les territoires des Trois Provinces de l'Est, et qu'elle était parvenue à monter sur le trône de la Chine grâce à ses partisans recrutés dans ces régions. La Mandchourie constituait donc la base de ses opérations. En face des difficultés qu'il y avait à opérer dans les provinces situées dans la Grande Muraille, il est parfaitement évident que les premières mesures prises par la nouvelle dynastie consistaient à fortifier ses bases militaires. C'est pourquoi ces préoccupations d'ordre militaire devaient faire donner à la Mandchourie une administration exceptionnelle au sein de laquelle le pouvoir militaire devait jouer un rôle prépondérant.

Ce système exceptionnel n'était point une invention de la maison de Ngaisin Gioro. A toutes les époques où les besoins militaires se firent sentir, la Mandchourie, par sa situation géographique intéressant particulièrement la sécurité nationale, nécessita des institutions exceptionnelles. Il en fut notamment ainsi aux époques des Tang et des Ming, époques durant lesquelles la Mandchourie fit partie intégrante de l'Empire chinois : il y eut une sorte d'administration spéciale pourvue de pouvoirs militaires très larges. C'était donc par la même considération d'ordre militaire que l'organisation administrative de la Mandchourie pendant la dernière dynastie impériale différa de celle qui était le système normal dans les provinces chinoises.

Quant au second point, la permission aux fonctionnaires des Trois Provinces de l'Est d'occuper des fonctions publiques dans leur province natale, il ne suffit pas non plus

à expliquer que la Mandchourie posséda plus d'autonomie que le reste de la Chine. Le motif se trouve dans le même souci que la maison de Ngaisin Gioro avait de fortifier sa base. En effet, en laissant aux gens qui leur paraissaient les plus fidèles le soin d'administrer les Trois Provinces de l'Est, la cour impériale, dont l'origine se trouvait en Mandchourie, croyait pouvoir disposer d'une réserve de forces à laquelle elle pourrait recourir au cas où la situation semblait inquiétante.

Donc, ni le premier point, ni le second ne peuvent constituer des arguments solides pour prouver le régime d'autonomie dont auraient joui les Trois Provinces de l'Est. D'ailleurs ces prétendus traits caractéristiques s'effaçaient avec la réforme de 1907, réforme faite par les Ngaisin Gioro mêmes. Le Rapport de la Commission d'Etude n'a-t-il pas affirmé que « ces dernières mesures (réforme de 1907), prises par les Mandchous, furent très efficaces » ? Mais précisément, si ces mesures furent efficaces, c'est parce qu'elles supprimaient les quelques nuances qui auraient pu faire croire à une autonomie mandchourienne. N'est-il donc pas étonnant et contradictoire que, après avoir apprécié la réforme de 1907, le Rapport s'adonne à suggérer l'autonomie de la Mandchourie comme un des principes généraux auxquels devrait se conformer toute solution satisfaisante du présent conflit sino-japonais.

Il est superflu de discuter la thèse dans laquelle on parle non seulement de l'autonomie de la Mandchourie, mais encore, de son indépendance. En général, cette thèse est issue de la propagande japonaise. La Mandchourie, prétend-on, aurait demandé, surtout au cours de la dernière décade, son indépendance politique, car, ajoute-t-on, cette indépendance existe en fait. Or, le Rapport de la Commission d'Etude suffit pour rejeter une telle absurdité. Nous croyons utile de citer certains de ses passages :

« L'indépendance proclamée par le maréchal Chang Tso-lin à différentes époques n'a jamais signifié que lui-même ou la population de Mandchourie désiraient être séparés

de la Chine. Ses armées n'ont pas envahi la Chine comme s'il s'agissait d'un pays étranger, mais simplement pour participer à la guerre civile. Comme les « seigneurs de la guerre » de toute autre province, le maréchal a tantôt appuyé, tantôt attaqué le gouvernement central, ou déclaré son territoire indépendant du gouvernement central, mais jamais d'une manière qui impliquât le morcellement de la Chine en Etats séparés. Au contraire, la plupart des guerres civiles chinoises ont été directement ou indirectement liées à quelque projet ambitieux visant à unifier le pays sous l'autorité d'un gouvernement vraiment fort. A travers toutes ses guerres et toutes ses périodes d'« indépendance », la Mandchourie est donc restée une partie intégrante de la Chine ¹. »

Peut-être un fait a-t-il impressionné défavorablement l'opinion générale et a-t-il pu paraître justifier la thèse japonaise. Ce fait réside dans l'usurpation par les autorités locales du droit d'entretenir des relations avec les pays étrangers. Le Rapport de la Commission s'y est notamment attaché avec une attention particulière. En effet, le rapport a donné la constatation suivante :

« Il (Tchang Tso-lin) déclara qu'il était disposé à respecter les droits des étrangers, et il accepta les obligations de la Chine, mais il demanda aux Puissances étrangères de négocier désormais directement avec son administration pour toutes les affaires concernant la Mandchourie.

« En conséquence, il répudia l'accord sino-soviétique du 31 mai 1924, bien que celui-ci fût très avantageux pour la Chine, et il persuada l'U. R. S. S. de conclure avec lui un accord séparé, en septembre 1924. Cet accord était pratiquement identique à celui qui avait été conclu, le 31 mai 1924, avec le gouvernement central. Ce fait soulignait l'insistance que mettait Tchang Tso-lin à faire reconnaître sa complète indépendance d'action, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure². »

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 31.

2. *Op cit.*, p. 30.

Il y avait là certainement un fait réel, mais un fait qui ne pouvait guère entrer en compte étant donné son caractère tout à fait anormal. Ce fait était dû à des guerres intestines : pour manifester ses divergences politiques avec le gouvernement central, Tchang Tso-lin en arriva à cette usurpation. D'ailleurs, ce fait n'était pas particulier aux Trois Provinces de l'Est ; il avait eu lieu en d'autres parties de la Chine pendant cette lamentable époque de troubles. Par exemple, au Kouangtoug, à un moment donné, un gouvernement indépendant avait été notamment fondé, face à face à celui de Pékin, et s'était arrogé l'entretien des relations extérieures. Or, on ne saurait jamais se fonder sur ce point pour interpréter la volonté du Kouangtoug de se séparer du reste de la Chine.

Pour la question intéressant les relations extérieures, l'observation des neutres exprime la solution juste. C'est ainsi que le Rapport de la Commission d'Etude s'opposant au désir du Japon de maintenir la Mandchourie à l'écart de l'administration du reste de la Chine, a amené l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations à exprimer fermement dans le rapport ce qui suit :

« Le différend entre le Japon et la Chine dont l'Assemblée est saisie a pris naissance dans la Mandchourie, que la Chine et les Puissances étrangères ont toujours considérée comme une partie intégrante de la Chine, sous la souveraineté chinoise. Dans ses observations sur le Rapport de la Commission, le gouvernement japonais combat la thèse que les droits conférés à la Russie, puis acquis par le Japon « dans la zone extrêmement limitée, connue sous le nom de zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » fussent en conflit avec la souveraineté chinoise. « Ils découlent, au contraire, de la souveraineté chinoise. »

« C'est, en effet, de la souveraineté de la Chine que dérivent les droits conférés par elle à la Russie, puis au Japon. Par le traité de Pékin de 1905, « le gouvernement impérial chinois a consenti à tous les transferts et cessions effectués par la Russie au Japon » par le traité de Portsmouth. En 1915, c'est à la Chine que le Japon a adressé des demandes

visant à étendre ses droits en Mandchourie et c'est avec le gouvernement de la République chinoise qu'il a conclu, à la suite de ces demandes, le traité du 25 mai 1915, relatif à la Mandchourie du Sud et à la Mongolie intérieure orientale. A la Conférence de Washington, la délégation japonaise, en déclarant, le 2 février 1922, que le Japon renonçait à certains droits préférentiels en Mandchourie du Sud et en Mongolie intérieure orientale, a expliqué qu'en prenant cette décision, le Japon avait été guidé par un esprit de justice et de modération ayant toujours en vue les droits souverains de la Chine et le principe de l'égale opportunité. » Le traité des Neuf Puissances, élaboré lors de la même Conférence de Washington, s'applique à la Mandchourie comme à toute autre partie de la Chine. Enfin, pendant la première partie du conflit actuel le Japon n'a jamais fait valoir que la Mandchourie ne serait pas une partie intégrante de la Chine. »

Cette affirmation est d'une netteté absolue et écarte dès lors toute tentative en vue de contester la position des Trois Provinces de l'Est en tant que partie intégrante de la République chinoise. Nous ne pouvons que rendre un suprême hommage à cette œuvre de précision et l'impartialité de l'organe de Genève. Ce qui nous apparaît moins justiciable est que la Commission d'Etude ait été trop influencée *a priori* par une discorde apparente, discorde résultant de la volonté accidentelle et temporaire de quelques « seigneurs de la guerre », et qu'elle ait estimé nécessaire de modifier l'administration des Trois Provinces de l'Est « en vue d'assurer, d'une façon compatible avec la souveraineté et l'intégrité administrative de la Chine, une large autonomie suffisant aux conditions locales et aux caractéristiques spéciales des Trois Provinces ¹ », et cela pour aboutir au « maintien de la paix et à l'ouverture d'une ère d'entente entre les Chinois et les Japonais ». Or, par notre exposé, il est impossible de distinguer les prétendues caractéristiques spéciales, rendant nécessaire une

1. *Op. cit.*, p. 141.

modification de l'organisation administrative de ces provinces. Quant aux conditions locales, nous éprouvons également de grandes difficultés à les voir suffisamment différentes des autres parties de la Chine pour jouir d'un système administratif particulier. L'expérience n'a-t-elle pas révélé que la particularité du système administratif au cours des années avant la réforme de 1907 avait manifesté de graves inconvénients. Le Rapport n'a-t-il pas précisément loué cette réforme de 1907 qui parvint à supprimer les dernières traces de ce particularisme par laquelle on avait essayé de faire croire à l'existence d'une certaine autonomie ? Si au cours de la dernière décade, les conditions locales de la Mandchourie avaient subi de profonds changements, la cause en était précisément que les autorités locales avaient créé un état d' « autonomie » trop large. Car sans cela, il y aurait eu au moins certaines difficultés pour les Japonais à élargir leur position et à multiplier leurs droits dans les Trois Provinces grâce à des procédés de contrainte et de corruption qui échappaient à la connaissance du gouvernement central. C'était là ce qui constituait une des causes de l'enchevêtrement des droits du Japon en Mandchourie, l'enchevêtrement qui s'accrut jusqu'à atteindre, d'une façon incontestable, la souveraineté chinoise. Là encore gît une cause du conflit actuel. Si l'on instituait un régime d'autonomie en Mandchourie, est-on persuadé que la situation deviendrait telle que les empiètements du pays voisin cesseraient d'une façon définitive.

Notre conclusion est que la Mandchourie, surtout dans la partie méridionale où le Japon possède le plus d'intérêts, n'a historiquement pas joui dans les deux derniers siècles, d'un pareil régime d'autonomie ; et que, par suite des tentatives déloyales faites dans ce sens pendant les dernières années de troubles intérieurs, la Mandchourie n'en a retiré que de graves ennuis. Il est vraiment douteux que ce régime d'autonomie puisse donner à l'avenir un résultat heureux.

Done, la Mandchourie est avant tout les trois provinces

de la Chine exactement sur le même pied que les autres provinces. Pas de conditions locales spéciales, pas de traits caractéristiques et surtout pas de volonté de la population locale qui puisse justifier des mesures qui placeraient la Mandchourie dans une situation exceptionnelle par rapport aux autres provinces de la Chine. Pour renforcer notre jugement, il nous paraît nécessaire d'étudier dans un chapitre spécial la population des Trois Provinces de l'Est.

CHAPITRE III

LA POPULATION DE LA MANDCHOURIE

Pour ceux qui connaissent l'histoire de Chine, le premier trait caractéristique de la civilisation de ce pays est la force d'assimilation exercée par le peuple chinois sur les autres peuples qui l'entouraient. En effet, l'ancienne Chine n'embrassait que les territoires compris entre les vallées de Houang-ho et de Yangtsé ; le nord et le sud de la Chine actuelle étaient occupés par les diverses peuplades que les Chinois anciens considéraient comme barbares. Dans la partie méridionale, notamment au sud du Yangtsé, la province de Hounan, par exemple, qui constitue aujourd'hui le cœur de la Chine, avait été occupée par des peuples différents des Chinois, et *a fortiori*, les provinces actuelles de Kouangtoug, Kouangsi ou Foukien avaient été des territoires purement barbares. La même situation régnait dans la partie septentrionale, en Mandchourie, par exemple.

Le développement de la supériorité de la civilisation et, en même temps, l'expansion de l'Empire amenèrent à la longue l'assimilation complète des divers peuples jadis rivaux des Chinois. De sorte que le Kouangtoug ou le Foukien sont devenus aujourd'hui des provinces purement chinoises sans que l'on puisse connaître leur état primitif, ni leurs ancêtres. Pareille situation se passait également en Mandchourie. Dans cette dernière, malgré que cette assimilation fut différente en durée et en degré, le même processus avait donné des résultats analogues.

Si, en Mandchourie, l'assimilation avait été plus tardive la cause principale en était que le climat de cette contrée,

est trop rigoureux pour être aisément supportable par les Chinois et que, d'autre part, les tribus indigènes étaient surtout nomades et guerrières, trop féroces à certains égards pour être facilement civilisées. Malgré ces obstacles, le mouvement de la population chinoise commença de bonne heure à se diriger vers cette contrée, surtout vers le Liaotoung dont le territoire fut bientôt transformé à l'image de la Chine intérieure.

La Mandchourie possède aujourd'hui une population totale évaluée à environ 30 millions dont 29 millions sont Chinois. Elle avait jadis un grand nombre de tribus indigènes, mais qui se sont évanouies. La question se pose de préciser le mouvement de cette population chinoise si imposante.

Nous répétons que malgré les obstacles les plus graves, les Chinois étaient parvenus à se fixer dans cette contrée. Cette émigration¹ avait commencé de très bonne heure comme nous le montre l'histoire de la Chine. En se mettant en contact avec la population indigène, les émigrants firent triompher leur civilisation et ne tardèrent pas à changer l'aspect primitif du pays. En tout temps, ils formèrent la classe dirigeante, bien qu'à certaines périodes, la Mandchourie eut été déclarée indépendante par quelques chefs des tribus indigènes. C'est ainsi que la Commission d'Etude de la Société des Nations a pu constater dans son Rapport le fait suivant :

« La colonisation par des immigrants chinois fut pratiquée très tôt dans l'histoire. Diverses villes chinoises, qui faisaient rayonner l'influence de la culture chinoise dans les districts environnants, sont très anciennes. Pendant deux mille ans, cette influence se fait sentir d'une façon permanente, et la culture chinoise a toujours été active dans la partie la plus méridionale de la Mandchourie. L'influence de cette culture était devenue très forte sous

1. Le terme de mouvement de population doit convenir mieux pour figurer l'émigration dans l'intérieur du pays. La Mandchourie, comme nous avons examiné, figurait de bonne heure dans la possession de l'Empire chinois. Les mots « émigration, émigrant » ont été employés dans notre étude pour la commodité de l'exposition.

la dynastie Ming (1368-1644), dont l'autorité s'étendit pratiquement à toute la Mandchourie. Les Mandchous étaient pénétrés de culture chinoise et s'étaient assimilés aux Chinois dans une grande mesure avant de renverser le gouvernement des Ming en Mandchourie (1616), et de franchir, en 1628, la Grande Muraille pour conquérir la Chine ¹. »

1. Les « Mandchous » et les Chinois. — En parlant de la Mandchourie, on est souvent tenté de parler de « race mandchoue » en vue de faire une démarcation entre ce peuple et le peuple chinois. Comme le présent chapitre doit traiter de la population de la Mandchourie, il ne nous est pas permis de laisser dans l'ombre ladite race mandchoue.

Il est incontestable qu'à l'origine il exista une tribu qui fut connue plus tard sous le nom de « Man-tchéou ». Cette tribu, apparentée à celle des Nuchens se trouvait au fond du Kirin. Elle ne remplissait guère les conditions nécessaires pour constituer une race à part et représenter la population des Trois Provinces de l'Est. Il est exact que, aux origines, cette tribu différait des Chinois par sa coutume et par sa langue. Néanmoins, ce fait ne constituait pas un phénomène particulier à la Mandchourie, étant donné que même actuellement il existe dans les provinces purement chinoises des primitifs qui, même physiquement diffèrent des Chinois. C'est ce qui nous autorise à affirmer que malgré cette apparence différente, la tribu en question avait longtemps cessé de constituer une race particulière. De bonne heure, elle est assimilée au peuple chinois. Cet amalgame était connu de tous ceux qui ont étudié la question sur place. Nous ne saurions le faire connaître que par un examen du rôle des Chinois en Mandchourie au moment où la maison de Ngaisin Gioro commença sa domination.

Avant l'arrivée des hommes de Ngaisin Gioro, la Mandchourie méridionale était habitée par la population chinoise avec sa culture propre, identique à celle de la Chine inté-

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, pp. 28-29.

rieure. Les hommes de Ngaisin Gioro — ceux-ci sont les vrais Mandchous — arrivèrent de la vallée de Moutang-kiang, dans la province de Kirin. Lorsque ces derniers firent leur entrée dans la Mandchourie méridionale, il n'exigèrent nullement de la part de cette population chinoise une quelconque soumission, mais, tout au contraire, ils lui demandèrent son aide. C'est ainsi qu'un nombre imposant de Chinois occupèrent de hautes charges dans la nouvelle administration pour le compte de la maison de Ngaisin Gioro. Par contre, celle-ci put, de son côté, consolider sa position. En dehors de la culture du pays et de son administration, le rôle des Chinois fut important surtout dans l'organisation de l'armée.

Lorsqu'elle s'installa en Mandchourie, la puissance de la maison de Ngaisin Gioro provenait surtout de la perfection de son organisation militaire. Cette dernière était caractérisée par le système de la « bannière ». La « bannière » est une unité administrative et militaire à laquelle, originellement, appartenaient respectivement les tribus qui répondaient à la levée militaire. Postérieurement, elle devint une circonscription territoriale à la place d'une division de tribus. Il en existait huit, chacune caractérisée par une couleur particulière de la bannière. Les hommes arrivant à l'âge militaire de seize ans et ayant passé les épreuves militaires étaient assignés à la « bannière ». Ils touchaient ainsi un subside militaire et pouvaient être appelés dans le service actif. Chaque famille devait être attachée à l'une des « huit bannières » ; mais comme la bannière ne représentait plus un groupement de tribus, les membres du même clan pouvaient être attachés aux bannières différentes ¹.

Les hommes ainsi attachés aux bannières étaient considérés comme les fidèles de la maison de Ngaisin Gioro et constituaient en quelque sorte une classe privilégiée. On les appelait « hommes de bannière » (Tsi-jen). Bien entendu originairement, ç'avait été les hommes de la tribu de Nurachi, puis ceux d'autres tribus qui lui étaient fidèles.

1. Owen Lattimore, *Manchuria, Cradle of Conflict*, pp. 31-32.

Par conséquent, il n'y figurait pas de Chinois, étant donné qu'en Mandchourie septentrionale la population chinoise était rare à cette époque.

Lorsque les hommes de Ngaisin Gioro pénétrèrent dans la Mandchourie méridionale, ils furent dans l'obligation d'augmenter leurs forces militaires. Mais là, il n'y avait que des Chinois. La nouvelle administration se borna alors à enrôler des Chinois; elle utilisa le même système militaire pour créer une nouvelle série de huit bannières. Désormais, il y exista « Huit Bannières mandchoues » et « Huit Bannières chinoises », il existait également des bannières mongoles.

Cette création des bannières chinoises avait une importance capitale. Etant donné que les « hommes de bannière » constituaient une sorte de classe privilégiée, il n'y avait plus de différence de fond entre les hommes de bannières mandchoues ou de bannières chinoises : tous avaient la qualité d'« hommes de bannière », et recevaient les mêmes privilèges. Cette mesure contribua pratiquement à faire disparaître les différences entre les hommes que l'on appelait « Mandchous » et les Chinois que l'on appelait « Han-jen ». Elle constitua un facteur puissant d'assimilation des Chinois aux Mandchous ou plus exactement des Mandchous aux Chinois — puisque c'est un fait que les Mandchous furent assimilés aux Chinois. Cette assimilation ne se réalisa qu'à la longue : mais un effet immédiat s'était produit. Ce fut la perte de son trait caractéristique par la tribu mandchoue. Car, dans la pratique, on se servait moins du nom de « Mandchou » que de l'expression « bannière » pour désigner les fidèles de la maison impériale de Ngaisin Gioro. Le résultat fut que les « Mandchous » ou les « hommes de bannière » cessèrent d'être la désignation d'une race particulière, mais indiquèrent une classe privilégiée à l'intérieur de laquelle figurait un grand nombre de Chinois.

Cette importance était encore plus grande si l'on tenait compte du nombre considérable des Chinois enrôlés dans les bannières. Dans son ouvrage publié juste à la veille des événements en cours, un spécialiste américain qui

avait étudié la question sur place n'a pas manqué de faire une constatation dans ce sens :

« On n'a jamais suffisamment dit combien les Mandchous étaient chinois au moment où ils entraient en Chine. A plus forte raison, on n'a pas dit jusqu'à quel point qu'ils furent mélangés de Chinois, dans la Mandchourie elle-même, et avec quelle facilité les Chinois de Mandchourie purent absorber les tribus mandchoues. En fait, les Chinois s'étaient volontairement incorporés, dès le début même, dans le système militaire mandchou, et entièrement identifiés eux-mêmes, politiquement, avec les Mandchous. Ceux qui ont visité à la fois les vieilles régions mandchoues et les vieilles régions chinoises de la Mandchourie, qui ont remarqué le nombre et la répartition et ont connu l'âge des villes et des villages, ne peuvent douter que, longtemps avant la conquête, le plus grand élément numérique dans les armées mandchoues dût avoir été les Chinois ¹.

Par suite de l'enrôlement dans les bannières des Chinois numériquement supérieurs de beaucoup aux véritables fidèles des Ngaisin Gioro et qui se trouvaient fréquemment côte-à-côte avec les Mandchous, toute distinction entre les races était impossible. Non seulement le mariage était libre entre les Mandchous et les Chinois de bannière, mais il était encore possible aux Chinois de bannière de s'avancer au Nord, alors sous la prépondérance des Mandchous, et d'y exercer leur influence après avoir changé de bannière. Toutes ces conditions contribuèrent à accélérer la force d'assimilation des Chinois sur les véritables Mandchous.

Il était fatal, dans ces conditions, que l'influence de la population chinoise s'étendît rapidement en Mandchourie, et que, par suite, la position des véritables Mandchous fût en régression, régression due surtout à l'infériorité du degré de civilisation et du chiffre de la population. D'autre part, une autre circonstance facilita l'absorption des Mandchous

1. Owen Lattimore, *op. cit.*, pp. 45-46.

par les Chinois ; dès le début de l'avènement des Ngaisin Gioro sur le trône de Pékin, les bannières mandchoues furent envoyées dans toutes les provinces chinoises ; il en résulta d'une part, une diminution sensible des véritables Mandchous en Mandchourie, et, d'autre part, une augmentation des facilités de contact entre les Mandchous et les Chinois. D'où un amalgame complet.

Sans nul doute la dynastie impériale mandchoue éprouva bientôt de l'inquiétude. Pour empêcher la décadence des Mandchous, décadence qui amènerait forcément l'ébranlement du trône, les empereurs des Ts'ing recoururent à une série de mesures préventives. On peut en distinguer trois groupes.

Le premier procédé consista à doter les Mandchouis d'une civilisation propre. Les Mandchous avaient, à l'origine, un langage parlé ou plutôt un dialecte qui diffère essentiellement de la langue chinoise ; la langue écrite leur manquait. Aussi leur faillait-il, pour écrire, recourir à la langue chinoise. Les plus grands empereurs des Ts'ing, notamment Kang-hi et Kien-long, étaient de véritables littérateurs chinois. Pour effacer cette infériorité des Mandchous, les empereurs des Ts'ing procédèrent à la fabrication d'une langue écrite mandchoue. La mise au point de cete langue artificielle ne date qu'en 1771, sous le règne de Kien-long. Mais bientôt son usage fut complètement abandonné. De sorte qu'aujourd'hui il est extrêmement rare de rencontrer en Mandchourie des habitants capables de parler ou d'écrire la langue mandchoue. La constatation d'un auteur déjà cité ci-dessus confirme notre exposé. Selon lui, déjà, avant l'entrée des Ngaisin Gioro dans la Grande Muraille, le chinois était la langue dominante de l'administration ; la langue mandchoue était déjà en décadence ¹.

Le deuxième procédé consista dans l'interdiction des mariages mixtes entre Chinois et Mandchous. Pas plus que le premier, ce procédé ne donna à ses auteurs de résultats satisfaisants. Il était incomplet en lui-même, car l'in-

1. Owen Lattimore, *op cit.*, p. 64.

ter-mariage n'était point interdit entre les Mandchous et les Chinois de « bannière »¹.

Il fut même, au début de l'avènement des Ts'ing en Mandchourie, un moyen dont se servirent les Ngaisin Gioro pour encourager l'enrôlement des guerriers chinois dans les « bannières » : on accorda à ces derniers une faveur exceptionnelle en leur donnant des filles appartenant à la noblesse mandchoue². Etant donné le nombre considérable de Chinois dans les « bannières », l'amalgame entre eux et les Mandchous ne faisait guère de difficultés. A mesure que le temps passait, l'habitude s'implantait de mariages mixtes entre Mandchous et Chinois même n'appartenant pas aux « bannières ».

Le troisième procédé avait une portée plus grande ; il consista à limiter le droit pour les Chinois de pénétrer en Mandchourie pour s'y livrer à leur activité économique ; bien entendu, cette mesure s'appliquait uniquement aux nouveaux venus. Malgré tout, cette dernière mesure ne se montra pas, à la longue, plus efficace. Le mouvement de la population chinoise, quoique entravé temporairement, ne tarda pas à reprendre vers les Trois Provinces de l'Est. La mesure n'était pas en elle-même suffisante à préserver la particularité des Mandchous. Comme il y avait déjà en Mandchourie un nombre imposant de Chinois, nombre surpassant de loin celui de Mandchous, toutes les conditions étaient déjà remplies pour cette œuvre d'amalgamation. D'autre part, le mouvement de la population chinoise vers la Mandchourie était en quelque sorte irrésistible ; les événements politiques l'avaient, en outre, largement favorisé. Aussi ne fallut-il pas longtemps pour que cette région interdite se transforme en une région purement chinoise dans laquelle les indigènes avaient perdu leurs caractères propres pour devenir Chinois.

Aujourd'hui, toute différence entre Chinois et Mandchous a disparu : la langue, la coutume et tout ce qui constituait

1. Owen Lattimore, *op. cit.*, p. 61.

2. On peut constater ce fait dans un décret impérial de 1633, sous le règne de l'empereur Tai-tsung, décret figuré dans le *Houang-tchao-kai-kouo-fangluoh*, vol. XV, p. 43.

le particularisme des Mandchous s'est perdu. Il arrive même que des Mandchous rejettent le nom de leurs ancêtres pour porter un nom de famille chinois. Sans doute, il existe encore quelques colonies mandchoues, d'ailleurs bilingues, mais leur importance est absolument nulle par rapport à la population chinoise.

Malgré les événements actuels, malgré l'établissement d'un Etat fantoche, le « Mandchoukouo » dont les partisans répètent que les habitants de la Mandchourie sont de race distincte de ceux du reste de la Chine, et dont le chef du pouvoir exécutif est le dernier des empereurs de la maison de Ngaisin Gioro, la résurrection de la race mandchoue est purement factice et n'est destinée qu'à servir les ambitions du Japon. La constatation de la Commission d'Etude sur ce point est suffisamment explicite :

« Il se peut, qu'il existe encore une sorte de loyalisme sentimental envers l'ex-empereur parmi les personnes de sang mandchou ayant quelque importance, dont les adhérents aient conscience de leur race. Ils se sont si bien assimilés aux Chinois que, bien qu'on ait fait des efforts pour recruter des Mandchous pour l'administration et pour stimuler la conscience de la race mandchoue, l'appui que le nouveau gouvernement peut se procurer de ce côté n'est pas suffisant pour lui donner le moindre titre à représenter le peuple ¹. »

La race mandchoue a certainement existé ; mais aujourd'hui, elle n'a plus aucune existence propre. La population mandchourienne est donc essentiellement une population chinoise.

2. L'émigration chinoise en Mandchourie depuis l'avènement de la dynastie des T'sing jusqu'en septembre 1931. — Il est incontestable qu'au début de l'avènement de la maison de Ngaisin Gioro l'immense contrée que constitue la Mandchourie demeurait inexploitée. Les tribus indigènes, y compris les Mandchous, étaient essentielle-

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 120.

ment nomades et guerrières. Avec le système de la levée des hommes dans les « bannières », presque tous les hommes valides de ces tribus faisaient partie de l'armée. D'ailleurs, la culture des terres ne leur convenait point. Même les Chinois résidant dans le pays s'étaient, pour la plupart enrôlé dans l'armée, et il en restait fort peu pour s'adonner à l'agriculture.

Cette situation ne devait pas tarder à amener es dirigeants à prendre des mesures pour encourager l'émigration des habitants des régions intérieures vers la Mandchourie. Sous le règne du premier empereur mandchou, de nombreux Chinois franchirent la Grande Muraille. Un décret impérial, en 1648, encouragea, pour des fins financières ou militaires, le mouvement des habitants du Chantoung vers les Trois Provinces de l'Est.

Mais l'arrivée de nombreux Chinois en Mandchourie, parfois dans les coins reculés, inquiéta la dynastie impériale régnante. Un double motif l'empêcha d'être toujours favorable à la colonisation chinoise : d'abord, la vieille considération du « feng-suei », ensuite une raison politique. On sait que la croyance au « feng-suei » était une croyance du peuple chinois, que les Mandchous leur empruntèrent. De ce que la Mandchourie constituait le berceau de la maison impériale on la considérait comme un endroit saint. Or, la mise en culture de cet endroit aurait eu pour conséquence de dénaturer le « feng-suei » et par suite, selon cette croyance, de mettre en danger le pouvoir de la famille impériale. Dès lors, il fallait écarter les laboureurs chinois de cet endroit saint. D'autre part, la famille impériale avait la conviction que la durée même de son règne et la puissance de son autorité étaient liées à la survivance du particularisme mandchourien. Le berceau de la dynastie régnante devait rester peuplé par les tribus indigènes qui constituaient sa propre force. C'est pourquoi l'empereur Kien-long, par son fameux édit de 1776, interdit l'entrée des Chinois dans les Trois Provinces de l'Est. Il importe de remarquer que cette prohibition visait surtout, comme c'était indiqué dans l'édit impérial, la province de Kirin qui était véritablement le berceau de la dynastie des Ts'ing;

une muraille avait été construite dans la partie nord du Liaoning jusqu'au Kirin, mais le sud de cette muraille, qui constitue aujourd'hui la partie la plus importante de la Mandchourie, n'était pas visé par la prohibition.

Ce régime prohibitif ne fut qu'éphémère : dès le milieu même du règne de Kien-long, une grande famine chassa les habitants du Chan-toung et du Hopei vers les Trois Provinces. Sous le règne de l'empereur Kia-chin, on voit publier un décret accordant des autorisations spéciales d'émigration. De sorte que pratiquement, la prohibition avait cessé d'être en vigueur.

C'est sous le règne de l'empereur Tao-kouan (1821-1851) que l'on voit apparaître des mesures réellement favorables à la colonisation chinoise en Mandchourie. Jusque-là, toutes les terres en Mandchourie appartenaient à la famille impériale. Poussé par le besoin d'argent, l'empereur vendit des terres aux nouveaux venus chinois afin de remplir le trésor impérial. Imitant l'exemple de l'empereur, les nobles engagèrent les émigrants chinois à exploiter leurs terres qui étaient encore en friche. Aussitôt que de pareilles facilités furent accordées, les Chinois affluèrent vers les Trois Provinces. Déjà, dans son voyage en Mandchourie en 1844-1846, l'abbé Hue pouvait faire une remarque significative : « Il serait vain, écrivait-il, pour n'importe quelle personne de rechercher maintenant en Mandchourie une seule ville, un seul village qui ne soit pas composé entièrement de Chinois. Vous pouvez aujourd'hui traverser la Mandchourie jusqu'au fleuve Amour sans vous rendre compte que vous n'êtes pas en voyage dans une province de la Chine ¹. »

En effet, la civilisation chinoise était dès cette époque, prépondérante. Moukden, la capitale réelle de toute la Mandchourie, était devenue une ville entièrement chinoise. Même au Nord, les vallées du Heilungkiang étaient peuplées par les Chinois venus principalement du Chan-toung et du Hopei. Dans cette partie septentrionale, on

1. Abbé Hue *Travels in Tartary, Thibet and China* (1844-1846), vol. I, p. 408; cité par G. Walter Young dans *Chinese Colonization and the Development of Manchuria, Problems of the Pacific*, 1929, p. 426.

voyait pénétrer continuellement un nombre considérable d'émigrants agricoles et de chercheurs de « ginsen »¹.

L'expansion de la population chinoise se produisait sur un rythme accéléré. Dans une très large mesure, les événements intérieurs et extérieurs contribuèrent à la favoriser. Les événements extérieurs provenaient de l'expansion de l'Empire russe dans l'Asie orientale. Dès l'année de 1685, des engagements meurtriers avaient eu lieu entre les troupes chinoises et les cosaques. Malgré la conclusion du traité de Nerchinsk en 1687, un fort contingent envoyé par la cour de Pékin était maintenu dans les vallées de Heilungkiang ; ce contingent comprenait en grande partie des Chinois. A partir de cette époque, la pénétration de l'influence russe dans les Trois Provinces de l'Est suscita une nouvelle inquiétude de la dynastie impériale qui, de son côté, crut opportun d'augmenter la population dans les régions frontalières. Aussi, au fur et à mesure que l'influence russe se faisait sentir dans la Mandchourie septentrionale, la population chinoise augmentait parallèlement, augmentation qui était encouragée même par la dynastie impériale. Cette situation s'était aggravée surtout à partir de 1860, date de l'expansion réelle de la Russie en Mandchourie septentrionale. D'autre part, en vertu du traité de Pékin de 1860, traité qui fut conclu à la suite de l'occupation de Pékin par les troupes coalisées anglo-françaises, le port de Niéou-tchouang qui était alors le seul port maritime de la Mandchourie avait été ouvert au commerce étranger. L'ouverture de ce port mandchourien contribua également à faciliter l'émigration chinoise.

Quant aux événements intérieurs, la révolution conduite par les Taï-ping (1850-1864) contre la dynastie impériale provoqua, elle aussi, l'émigration massive vers la Mandchourie. Cette révolution très meurtrière se propagea du Sud jusque dans les provinces de Chan-toung et de Hopei. Lorsque cette révolte eut été étouffée, un grand nombre de révoltés connus vulgairement sous le nom de « Nié-tsèu »

1. Le ginsen est une plante médicale très appréciée par les Chinois et qui se trouve aux confins du Kirin; exactement dans les endroits que la maison de Ngaisin Gioro prenait pour des lieux saints.

ravagèrent à leur tour les provinces septentrionales situées à l'intérieur de la Grande Muraille. Il fallut encore quatre ans (1865-1868) pour mettre fin à ces troubles. Ces événements intérieurs troublèrent la vie des habitants des provinces septentrionales et provoquèrent leur exode vers les Trois Provinces de l'Est, où les conditions économiques étaient beaucoup plus favorables.

De part et d'autre, tout tendait à faire de la Mandchourie un excellent déversoir pour la population chinoise. On a remarqué que, déjà en 1870, Harbine devenait dans la Mandchourie septentrionale le centre d'un territoire peuplé de Chinois. La colonisation s'étendit jusqu'aux vallées du Sungari et à celle de Houlan, c'est-à-dire dans toute cette partie nord jadis désertique ¹.

Ces circonstances forcèrent la dynastie impériale à reconnaître le fait accompli, fait dû à la force irrésistible de l'expansion chinoise. A ce moment, il ne pouvait plus être question d'abandonner officiellement le régime prohibitif inauguré par l'empereur Kien-long — cet abandon étant déjà un fait accompli — mais de simplifier les mesures destinées à favoriser ce mouvement de population. La province de Kirin fut d'abord officiellement ouverte à l'émigration chinoise, puis celle de Heilungkiang. Depuis 1878, toute une série de mesures furent prises systématiquement pour encourager l'émigration chinoise vers les Trois Provinces de l'Est. L'empereur Kouang-sû promulga des lois fixant les conditions de vente ou de location des terres mandchouriennes. Depuis cette époque, les colons chinois n'avaient pas cessé de peupler en grand nombre cette immense contrée. La construction successive des chemins de fer et le développement économique de la Mandchourie constituaient autant de facteurs par lesquels l'exode avait pris une ampleur extraordinaire. Pendant quelques-unes des dernières années, le nombre total des émigrants chinois arrivant en Mandchourie dépassa un million ². Ce qui amène des observateurs impartiaux à

1. C. Walter Young, article cité, *Problems of Pacific*, 1929, p. 427.

2. Voir : *Third Report on Progress in Manchuria to 1932*, publié par la South Manchurian Railway, p. 17.

constater que « les liens entre la Chine proprement dite et les Trois Provinces s'en sont trouvés singulièrement renforcés. La Mandchourie est peuplée en grande partie de nouveaux venus, nés dans la Chine proprement dite, n'ayant pas encore perdu les coutumes et les traditions de leur province natale ¹ ».

En effet, aujourd'hui, la population des Trois Provinces de l'Est est évaluée à environ 30 millions d'habitants. « Dans ce total, les véritables Mandchous ne sont qu'une très faible minorité ; encore la plupart d'entre eux sont assimilés aux Chinois. » Ce n'est point trop dire que « pour un habitant de souche indigène, il s'en trouve plus de trente de souches chinoises proprement dites » ². Nous sommes donc obligés de conclure que la population des Trois Provinces de l'Est se compose essentiellement de Chinois.

Ce qu'il importe de mentionner, en outre, est la nature des liens démographiques qui relient la Mandchourie aux autres provinces chinoises. La remarquable étude de M. Etienne Dennery dont nous venons de citer quelques passages jette une grande lumière sur ce point. D'après son observation neutre et impartiale, nous pouvons constater quelques points essentiels :

D'abord, la migration chinoise dans les Trois Provinces est devenue, de plus en plus, dans les années récentes, une colonisation permanente. « De 1923 à 1930, la population mandchourienne s'est accrue, du fait de cette migration, de 388.000 habitants par an, en moyenne, et de 635.000 annuellement en 1927, 1928 et 1929. Des familles entières viennent fonder un foyer au delà de la Grande Muraille ³. » En second lieu, cette migration présente principalement un caractère rural. « Ces nouveaux venus s'attachent davantage à la terre même ; partis des campagnes de Chine, les émigrants cherchent, de plus en plus, à s'installer dans les campagnes mandchouriennes ⁴. » Une troisième

1. Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 114.

2. *Op. cit.*, p. 113.

3. *Op. cit.*, p. 114.

4. *Op. cit.*, p. 114-115.

constatation est celle de la dispersion des émigrants dans toute la Mandchourie. « A l'arrivée, les colons se dispersent dans toutes les terres encore vacantes des Trois Provinces ; le plus grand nombre traverse pourtant la Mandchourie du Sud sans s'y arrêter ¹. »

Ces caractères de la migration chinoise ont donc contribué à renforcer les liens qui rattachent la Mandchourie aux autres provinces chinoises. Les traits les plus frappants se constatent dans le domaine économique et social, traits que le même auteur n'a pas manqué de signaler dans son étude.

D'abord, au point de vue économique, « l'exode vers les Trois Provinces a été, durant les famines récentes, d'un grand secours aux paysans du Chan-toung et du Hopei ». « Il a libéré de nombreuses familles de la famine, et peut-être de la mort. Il a contribué également à élever le niveau de vie des habitants restés dans la province ; les émigrants envoient, en effet, d'importants subsides à leur famille, au village natal. En y revenant, ils portent sur eux les pièces d'argent, les dollars mexicains et les yens qu'ils ont gagnés, ou qui leur ont été confiés par leurs amis. Vingt millions de dollars, au moins, devaient être introduits en moyenne chaque année dans le Chan-toung et Hopei. » En outre, une grande partie des transferts d'argent se fait par voie bancaire et postale. Tous ces transferts forment un lien économique important entre la Mandchourie et les autres provinces chinoises. « La Mandchourie est donc pour les habitants du Chan-toung ou du Hopei un refuge aux époques de famine. Mais, même durant les années normales ; elle peut être pour les paysans restés au village natal une source de revenus ². »

Au point de vue social, « ces transferts d'argent sont aussi l'indice du contact entre les exilés et leur famille. En fait, les liens individuels des Chinois des Trois Provinces avec ceux du Chan-toung ou du Hopei ont encore

1. *Op. cit.*, p. 114-115.

2. *Op. cit.*, p. 117.

gardé la solidité des relations sociales : notamment le grand nombre des retours de Chinois dans leur province d'origine à l'époque du nouvel an lunaire constitue une marque frappante ». D'autre part, « le Chinois de Mandchourie garde d'autant plus facilement les liens avec son village natal que les conditions d'existence ne sont pas très différentes, de part et d'autre de la Grande Muraille. Le colon ne se sent pas dépaycé dans les Trois Provinces. La société de Chan-toung et du Hopei a été, en effet, transplantée sans grand changement en Mandchourie. Le paysan n'est pas obligé d'abandonner ses coutumes anciennes. Les productions du sol sont, pour la plupart, identiques¹ ». « La société chinoise de Mandchourie est une société transplantée, qui a gardé les coutumes du sol originel, son patois, ses modes d'activité. Elle doit seulement s'adapter aux conditions d'une terre plus vaste, moins habitée, plus ouverte aux influences du dehors². »

S'il est intéressant de nous adonner à cette étude sur les liens entre la population des Trois Provinces de l'Est et celle des autres provinces chinoises, c'est qu'elle prouve très nettement que la très grande majorité de la population mandchourienne, représentée par les émigrants anciens ou nouveaux, ne diffère en rien de celle des provinces dont elle est issue. Au contraire, elle reste étroitement rattachée à ses origines et ne peut jamais les oublier. Elle n'a qu'une seule patrie : la Chine; elle n'a qu'un seul désir : rester chinoise. On n'a jamais vu une ironie plus grande que celle qui consiste à en faire un peuple distinct vivant sous une autorité souveraine. Ce n'est que par la grave violation de la volonté nationale qu'un Etat fantoche, sous la direction des bourreaux étrangers, a pu faire son apparition dans les Trois Provinces de l'Est, après les événements tragi-comiques du 18 septembre 1931. La Commission d'Etude de la Société des Nations, malgré sa modération, ne pouvait guère s'empêcher de constater, après son enquête sur place, que la population de la Mandchourie

1. *Op. cit.*, p. 117.

2. *Op. cit.*, p. 119.

n'appuie pas le « Gouvernement Mandchoukouo »¹. Si cette population est hostile au nouveau régime, qui lui paraît d'ailleurs indigne, la raison en est que, au fond, elle est formée de Chinois et qu'elle est de sentiment chinois.

1. Voir : *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, pp. 115-151.

CHAPITRE IV

LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES DE LA MANDCHOURIE

1. — *Les ressources économiques.*

Au point de vue économique, la Mandchourie est une des régions les plus favorisées qui soient au monde. Avec ses chaînes étendues, ses longs fleuves navigables, ses vastes plaines fertiles, elle bénéficie d'une immense variété de produits agricoles et minéraux. Ce sont toutes ces richesses qui ont fait à ce territoire une réputation mondiale et, hélas, ce sont elles qui ont suscité, d'une façon presque permanente, de sanglants conflits internationaux.

L'agriculture. — La Mandchourie est avant tout un pays agricole de première importance. Malgré sa position au Nord, elle possède un climat continental à la fois salubre et stimulant. Les précipitations atmosphériques annuelles dont la moyenne est de 24 *inches* dans le Sud, et de 17 *inches* dans le Nord ne sont pas aussi abondantes que celles d'autres régions agricoles, mais leur distribution saisonnière est faite de telle façon que les récoltes sont aussi régulières que possible.

La particularité des terres mandchouriennes est la fertilité du sol et l'abondance des terres cultivables. La fertilité inouïe des plaines mandchouriennes a été depuis longtemps l'objet de l'admiration des voyageurs. Quant aux terres cultivables, plusieurs évaluations ont été données. Selon celle de la Compagnie du Sud-Mandchourien, la totalité des terres cultivables en Mandchourie atteindrait près de 30 millions d'hectares ; la superficie cultivée serait

d'environ 13 millions d'hectares ; 17 millions d'hectares, soit 56 p. 100 des terres arables, resteraient à mettre en valeur.

La très grande majorité de la population des Trois Provinces s'adonne au travail agricole. La production comprend la plupart des céréales. Les principales sont les fèves jaunes ou haricots soja, le kaoliang, le millet, le maïs et aussi le blé et le riz. Le total des céréales récoltées en 1931 a été estimé à 18.865.310 de tonnes métriques ¹. La valeur globale de ces produits agricoles, pour l'année 1928, était estimée à plus de 130 millions de livres sterling. Une grande partie de cette production agricole est destinée à l'exportation. La récolte de coton a augmenté d'importance. En outre, la plongée de soie « tussah » constitue un autre article important d'exportation.

Les minéraux. — La Mandchourie est une des rares contrées du monde que la nature ait dotée d'une telle abondance de ressources minérales. Le charbon se trouve sur tous les points du territoire. Dans le Sud, les réserves en ont été estimées à 1.177 millions de tonnes métriques ², alors que dans le Nord, le dépôt de charbon de Chalaïnoerh a été estimé à un chiffre surprenant de 20.000 millions de tonnes ³. Les réserves de fer ont été estimées à 772 millions de tonnes dans le Sud ⁴; quant au Nord, on croit généralement à une grande abondance. Dans le Nord se trouvent des mines d'or dont la richesse a été évaluée à plus de 123 millions d'onces ⁵. En outre, la Mandchourie possède une grande variété de produits minéraux parmi lesquels se trouvent en abondance le schiste à huile, la dolomie, la

1. Chiffre fourni par la compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien et reproduit dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, voir ces derniers, p. 126.

2. B. P. Torgasheff. *The Mineral Wealth of North and South Manchuria* dans le *Chinese Economic Journal*, vol. IV, n° 1 (Janvier 1929), p. 25.

3. *Op. cit.*, p. 25.

4. *Op. cit.*, p. 22. Le service d'Etudes géologiques de Chine donne un chiffre total de 787.417,500 de tonnes métriques pour la seule province de Liaoning.

5. *Op. cit.*, p. 27.

magnésite, la pierre à chaux, la terre réfractaire, la stéatite et du silice d'excellente qualité ¹.

A titre indicatif, la quantité totale de charbon extrait en Mandchourie, en 1931, s'élevait à 8.603.000 tonnes métriques ². C'est dans l'avenir que l'industrie minière des Trois Provinces de l'Est peut être considérée comme susceptible de prendre une grande importance.

Les forêts. — La réserve forestière constitue une immense richesse pour les Trois Provinces. Elle est divisée en plusieurs districts. Les plus importants se trouvent dans les régions de Sansing, le long du chemin de fer de l'Est Chinois, dans les vallées du Sungari et dans les vallées du Yalou. L'ensemble est estimé à 4.250.000.000 de mètres cubes et pourraient suffire à plus de trois années de consommation mondiale ³. Actuellement le district de Yalou est le centre d'un très important commerce de bois.

Le bétail. — Les animaux domestiques sont considérés également comme une importante ressource de la Mandchourie. Malgré l'expansion de la population et le développement agricole qui rendent les pâturages de moins en moins étendus, les régions occidentales font encore beaucoup d'élevage. Actuellement, la plupart des familles agricoles possèdent une certaine quantité de bétail. On l'évalue à environ 30 millions de têtes, pour l'ensemble de la Mandchourie. A côté de la laine, la Mandchourie fournit, surtout dans les régions septentrionales, une diversité de fourrure de grande valeur.

Les réseaux de communication. — Dans le passé, les communications en Mandchourie se faisaient essentiellement par les fleuves. Même aujourd'hui avec le développement du système ferroviaire, le réseau fluvial présente encore une grande importance comme moyen de transport.

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 28.

2. Chiffre fourni par le service d'études géologiques de Chine et reproduit dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 103.

3. *Manchurian Year-Book*, 1931, p. 82.

En effet, la Mandchourie possède de longs fleuves navigables. La partie sud-ouest est traversée par le Liao-ho, navigable sur 800 kilomètres. Le Sungari traverse la partie septentrionale jusqu'à la partie centrale et est navigable sur environ 1.500 kilomètres. D'autres réseaux secondaires, ceux du Nouni, du Houlan, etc., sont également utilisés. En outre, les frontières mandchouriennes sont entourées de grands fleuves navigables, tels que l'Amour, le Yalou et le Toumen. Lorsqu'en hiver, les fleuves mandchouriens sont couverts d'épaisse glace, ils servent de routes à des milliers de charrettes et de traînaux.

Le développement contemporain de la Mandchourie est dû surtout à la construction de nombreuses voies ferrées. Les Trois Provinces de l'Est possédaient en 1931 une longueur totale de 6.178 kilomètres de chemins de fer. Sur ce total, 1.108 kilomètres sont exploités par le Japon sous le nom de « chemins de fer Sud-Mandchouriens » ; une autre partie connue sous le nom de l'« Est Chinois », qui mesure 1.726 kilomètres, est gérée en commun par des Chinois et des Russes ; le reste est entièrement propriété chinoise. Cependant, malgré que ce chiffre soit assez considérable par rapport aux autres régions extrême-orientales, la Mandchourie n'est pas en possession d'un réseau qui soit en proportion avec sa situation économique. Avec un sol aussi riche que le sien et assez vaste pour recevoir des millions d'agriculteurs venant des autres parties surpeuplées de la Chine, la Mandchourie est extrêmement favorisée. Avec toutes ces conditions favorables, elle devrait être un pays idéal pour la construction et l'exploitation peu onéreuse de chemins de fer. Or, jusqu'à ce jour, elle n'a pas été, en mesure de profiter pleinement de ces avantages. La cause fondamentale est que le développement ferroviaire en Mandchourie provoque des rivalités internationales. Aucune voie ferrée de quelque importance n'a jamais été projetée ou construite en Mandchourie sans provoquer des échanges de notes entre les Ministères des Affaires étrangères des principales Puissances ¹. Le déve-

1. Voir l'introduction de l'Étude du colonel T. A. Hiam sur les questions

loppement des chemins de fer mandchouriens a donc été lié à des questions d'ordre politique plutôt qu'économique. Dans ces dernières années, des efforts avaient été faits par la Chine en vue de combler les lacunes de son organisation, mais l'exécution avait provoqué de violentes obstructions apportées surtout par le Japon.

Industrie et commerce. — Outre son agriculture, la Mandchourie développa son industrie durant ce dernier quart de siècle. L'industrie minière produisit de grandes quantités de charbon et de fer. Les manufactures transforment sur place les matières premières. La première place est occupée par la préparation des denrées alimentaires parmi lesquelles l'extraction de l'huile de soja, la fabrication des tourteaux de soja, la distillation du kaoliang et la fabrication de la farine sont au premier rang. Viennent ensuite la production textile et la production chimique auxquelles il faut ajouter diverses autres industries modernes.

Au point de vue du commerce extérieur, la Mandchourie occupe une place plus importante que n'importe quelle partie de la Chine. Territoire nouvellement exploité, la Mandchourie, comme les autres pays du même genre, tels que les pays sud-américains, dépend surtout du marché extérieur pour l'écoulement de ses produits. Comme ces autres pays, elle présente également le même aspect avantageux d'avoir un excédent important à l'actif de sa balance commerciale. Dans la période quinquennale de 1911-1915, le volume de l'exportation annuelle mandchourienne était de 70.000.000 de taëls de Haikouan, celui de l'importation, 60.000.000 : donc, déjà un excédent d'environ 10.000.000. Parallèlement à la mise en culture de nombreuses terres, le commerce extérieur des Trois Provinces s'est accru dans une proportion exceptionnelle. Ainsi, dans la dernière période quinquennale avant les événements de 1931, c'est-à-dire de 1926 à 1930, la moyenne annuelle du chiffre des exportations atteignait plus de 302.000.000

ferroviaires, figurée dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 32.

de taëls de Haikouan et celui des importations, plus de 201.000.000. L'excédent était de plus de 100.000.000. Si l'on prend pour base le chiffre 100 pour la période de 1911-1915, l'on voit que le chiffre des exportations est indiqué par l'index 431, celui des importations par celui de 332, et, ce qui est beaucoup plus remarquable, l'excédent des exportations sur les importations était passé à l'indice 1074 ¹.

2. — *Les liens économiques entre la Chine et ses Trois Provinces de l'Est.*

Dans son état de désordre actuel, la Chine souffre particulièrement de surpopulation, de l'insuffisance de subsistances et de difficultés financières. Les fléaux naturels : la sécheresse et les inondations, aggravent cette triste situation. C'est pourquoi se développent de jour en jour des troubles intérieurs. Impressionnée par les succès de la migration vers les trois Provinces de l'Est, par l'accroissement extra-rapide des productions agricoles et le développement de la facilité financière de ces régions, l'opinion publique, en Chine, d'une façon générale, a la conviction que les conditions économiques des Trois Provinces peuvent apporter une solution efficace à la situation chinoise. On croit, dans toutes les classes et partout, que la Mandchourie n'est pas seulement indispensable au point de vue de la défense nationale, mais qu'elle l'est particulièrement au point de vue économique.

Il est donc hautement intéressant d'examiner le rôle que jouent et joueront les Trois Provinces de l'Est dans la vie économique chinoise. Cette question comporte naturellement l'examen de trois points : la migration, les subsistances, et la question financière.

La Mandchourie et la migration chinoise. — Il est universellement connu que l'un des plus graves problèmes qui se pose actuellement à la Chine est la surpopulation.

¹ Chiffres cités dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 410.

La terre est épuisée, les fléaux naturels sont très fréquents, les troubles intérieurs se perpétuent, le seul remède ayant un effet immédiat est d'encourager la migration sur grande échelle vers d'autres régions où les conditions économiques sont meilleures. Ces régions, les Chinois les trouvent dans les Trois Provinces de l'Est. Aussi, comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, dans les dernières années il arriva fréquemment que le nombre des émigrants chinois vers la Mandchourie atteignait annuellement plus d'un million. Nous avons également vu que parmi les heureux effets produits par cette émigration, figurent l'accroissement de la production agricole et le resserrement des liens économiques entre la Chine et les Trois Provinces. Ces deux derniers points feront l'objet d'une étude spéciale dans les deux sous-sections suivantes. Nous nous occupons d'abord, dans celle-ci, d'examiner le problème de la migration.

On sait que la Mandchourie est peuplée en grande partie de nouveaux venus, nés dans la Chine intérieure. En effet, la population mandchourienne, qui n'était que de 5 millions d'habitants en 1900 atteint actuellement environ 30 millions. Quelque considérable qu'elle soit, cette augmentation est encore peu de chose en comparaison de ce qu'elle pourrait être dans l'avenir. Car jusqu'ici, le mouvement d'émigration se produit seulement dans les provinces de Chan-toung et de Hopei, toutes deux voisines de la Mandchourie. Et jusqu'ici encore la migration s'est produite d'une façon tout à fait spontanée, la propagande n'a pas eu une influence déterminante sur elle, l'organisation du recrutement a toujours été sporadique, l'assistance donnée aux émigrants n'a pas joué un rôle primordial : le mouvement n'a donc pas été suscité, dans son ensemble, par des influences extérieures¹. Il se peut que, grâce à l'organisation de la propagande, du recrutement, de l'assistance, etc., ceux qui souffrent de la misère dans toutes les autres provinces, d'ailleurs toutes surpeuplées, affluent vers les Trois Provinces de l'Est. La chance en est d'autant

1. Voir les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 415.

plus grande que la Mandchourie contient encore bien des terres cultivables en friche. D'après l'évaluation de la compagnie du Sud-Mandchourien, 17 millions d'hectares, soit 56 p. 100 des terres arables, resteraient à cultiver. La plus grande partie se trouverait dans la Mandchourie septentrionale : dans le Heilungkiang, selon les mêmes sources, 69 p. 100 de la terre arable serait encore à défricher. D'après les statistiques du chemin de fer de l'Est, les terres, disponibles pour la colonisation seraient encore plus considérables. En effet il y aurait dans la Mandchourie septentrionale, près de 18 millions d'hectares, tandis que le chiffre de la superficie cultivée n'est que de 8 millions et demi. Dans cette région, le sol est formé d'une terre noire, fertile et couverte d'un humus profond. Protégée par les chaînes du grand et du petit Khingan contre les vents trop secs de l'ouest et du nord, elle est ouverte, par contre, à l'influence des vents du sud-ouest, plus humides. La quantité des précipitations est relativement plus élevée (entre 50 et 60 centimètres par an). La température, durant la période de végétation, est en moyenne assez forte (17°)¹.

Donc en tenant compte des régions de la Mandchourie centrale et de certaines vallées de l'Est et du Sud, comme celles du Sungari, du Liao-ho, du Mou-tan-kiang, qui peuvent encore recevoir, un certain nombre de colons, il est certain que, du simple point de vue des possibilités agricoles, la Mandchourie peut contenir encore de nombreux colons. D'après un des experts les plus compétents du chemin de fer de l'Est-Chinois, la population pourrait atteindre, dans quarante ans, le chiffre de 75 millions, ce qui donnerait à la Mandchourie une densité de 187 personne par mille carré, c'est-à-dire un tiers environ de celle des trois provinces de Chan-touang, de Hopei et de Honan².

Ce passage est tiré de l'étude faite par M. Étienne Dennery et contenue dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, mais

1. *Op. cit.*, p. 120.

2. *Op. cit.*, p. 120.

qui a figuré sous titre de « possibilités théoriques de peuplement ». Bien que cet auteur reconnaisse que, « une fois la crise économique passée et l'ordre rétabli (ordre troublé par les événements actuels), la Mandchourie pourra de nouveau servir de refuge aux populations de la Chine proprement dite, mais, selon lui, « les possibilités des Trois Provinces ne doivent pas être exagérées » quoiqu' « elles sont grandes » ¹. M. Donnery fonde notamment sa conclusion sur les conditions économiques qui, selon lui, peuvent limiter dans l'avenir l'accroissement de la population mandchourienne.

Sur les principales cultures actuelles des Trois Provinces, le même auteur constate que d'abord le rôle du haricot soja est destiné à décroître ; la production du kaoliang a sensiblement diminué depuis le début de la crise mondiale, et celle du millet davantage encore ; et la culture du blé, bien qu'elle fasse naître de grands espoirs, est spéculative. En ce qui concerne les cultures récentes, les Coréens, plus que les Chinois, semblent destinés, dans l'avenir, à la riziculture ; la production du coton n'attirera pas dans l'avenir une abondante main-d'œuvre en Mandchourie ².

Selon nous, la thèse, bien que vraie à certains égards, est pourtant contestable. Nous préférons dire que ce sont les conditions économiques qui encourageront l'afflux des émigrants vers les Trois Provinces. Car jusqu'à présent les productions agricoles mandchouriennes étaient destinées, d'une part, à la consommation locale et, d'autre part et surtout, à l'exportation à l'étranger. Elles dépendaient donc plus de l'étranger que de la Chine. Or, en Chine, actuellement, l'un des plus graves problèmes économiques est celui de l'insuffisance des produits agricoles. C'est ainsi qu'une grande partie des denrées alimentaires, telles que le riz et le blé est importée de l'étranger et cette importation a même provoqué, dans une certaine mesure, la hausse du coût de la vie en Chine. Dans les deux dernières années avant les événements de 1931, il s'était produit

1. *Op. cit.*, p. 121.

2. *Op. cit.*, pp. 120-121.

un mouvement tendant à diriger les productions agricoles mandchouriennes vers le marché de la Chine intérieure. Si cette tendance n'avait pas été entravée par les événements politiques, les productions agricoles mandchouriennes qui servent à l'alimentation des Chinois auraient trouvé leur débouché dans la Chine elle-même. Malgré leur action incertaine sur le marché étranger, les demandes de la Chine constituent pourtant une cause favorisant le développement rapide de la situation agricole des Trois Provinces. Il y aurait encore cet avantage d'empêcher la fuite de l'argent chinois vers l'étranger, fuite due particulièrement à l'importation des denrées alimentaires étrangères. En particulier les haricots soja, entreraient d'une part dans l'alimentation des Chinois, et serviraient d'autre part à la fertilisation des terres de Chine, remplaçant ainsi avantageusement les engrais chimiques importés de l'étranger et dont la consommation est importante dans de nombreuses parties de la Chine. En ce qui concerne la culture du blé, les méthodes scientifiques pourraient en réduire au minimum la difficulté. Quant à la riziculture, les Chinois du Sud y sont même plus habiles que les Coréens : on pourrait les voir un jour cultiver les rizières des Trois Provinces. Le résultat serait fort heureux, aussi bien pour la Chine entière que pour les Trois Provinces de l'Est, si les produits agricoles de ces dernières entraient dans le marché chinois. Cela suffirait à accentuer le développement agricole dans ces régions et y favoriserait la migration chinoise. D'ailleurs, le développement de la migration chinoise vers les Trois Provinces aurait un effet heureux immédiat du fait qu'un grand nombre d'affamés dans la Chine intérieure trouveraient à vivre dans ces régions.

Notre conclusion est donc que la Chine a un besoin pressant de développer la migration des habitants des régions surpeuplées vers la Mandchourie, et que les conditions économiques de cette contrée aussi bien que les conditions géographiques se prêtent facilement à ce développement, — à moins que des obstacles, suscités par des ambitions politiques ne s'y opposent. Nous pouvons alors reproduire, ici les phrases de M. Dennery qui terminent son

étude : « Les Chinois forment l'élément le mieux adapté à la colonisation mandchourienne. Ils retrouvent au delà de la Grande Muraille un milieu auquel ils sont accoutumés, les mêmes travaux, les mêmes cadres sociaux que dans leur pays d'origine ¹. »

La Mandchourie et le problème des subsistances en Chine. — Au point de vue de la vie en Chine, la question mandchoue présente une importance capitale. La Chine est en proie aujourd'hui à une pénurie de produits agricoles qui est la conséquence immédiate et la plus dangereuse de la surpopulation d'une part, et de la diminution de la production, d'autre part. Nous apprenons fréquemment que des millions d'êtres humains meurent de faim à la suite de sécheresse ou d'inondation et que des guerres civiles ont fait tel ou tel nombre de victimes. Tous ces faits ne sont autre chose que la démonstration exacte de ce que Malthus appelait dans sa célèbre théorie, les obstacles répressifs. Pour faire cesser cette situation tragique, l'opinion publique songe à l'efficacité du développement de l'agriculture dans les contrées où la plus grande partie des terres est encore en friche. La mise en exploitation des Trois Provinces de l'Est est pour la Chine une solution indispensable. On comprend facilement que cette mesure aura un double avantage : d'une part, épargner des millions de vies humaines en leur procurant moyens de subsistance dans les nouvelles terres, et d'autre part, introduire dans la Chine intérieure le surplus des denrées alimentaires pour parer à leur insuffisance. Nous sommes donc parfaitement fondés à nous rallier à cette opinion qui considère que la Mandchourie est une contrée d'importance vitale pour le peuple chinois.

La Mandchourie et les conditions financières en Chine. — Dans le domaine financier, la question a déjà trouvé, dans notre étude, occasion d'être examinée. Pour ce qui était déjà un fait réel avant les événements de 1931, nous pou-

1. *Op. cit.*, p. 121.

vons constater deux phénomènes. Le premier est également lié au développement de la migration chinoise vers les Trois Provinces de l'Est. En effet, l'exode vers ces régions a non seulement libéré de nombreuses familles des provinces du Chan-toung et du Hopei, mais il a contribué également, comme nous l'avons exposé, à élever le niveau de vie des habitants restés dans la province ; les émigrants envoient notamment d'importants subsides à leur famille, au village natal. Dans l'étude faite par M. Dennery, il est montré qu'au moins vingt millions de dollars que les émigrants portent sur eux en revenant dans leur province d'origine devaient être introduits en moyenne chaque année dans le Chan-toung et le Hopei. Les transferts d'argent se font également par voie bancaire et par voie postale. Les statistiques des postes chinoises donnent sur ce point des précisions intéressantes. Durant les trois derniers mois, près du tiers (31 p. 100) des mandats touchés dans le Chan-toung provenaient des provinces de Liaoning et de Kirin ; le Liaoning et le Kirin envoyaient au Chan-toung en mandats une somme presque égale à celle expédiée dans cette même province par toutes les autres provinces chinoises¹. Cela prouve qu'une partie des provinces chinoises dépend des transferts d'argent effectué par les Chinois de Mandchourie, transferts qui constituent un lien économique important entre la Chine et ses Trois Provinces de l'Est. Ce lien se resserrerait davantage encore si le développement économique se poursuivait librement. Il se pourrait que les subsides mandchouriens arrivent à combler dans une large mesure, le déficit des autres parties de la Chine.

En second lieu, le développement économique des Trois Provinces apporte à la Chine un double remède : d'abord au point de vue du déficit de balance commerciale, ensuite au point de vue des difficultés financières du gouvernement. Le commerce extérieur chinois, est, dans son ensemble, dans un état désastreux. L'excédent des importations sur les exportations s'accroît graduellement. Ce n'est qu'en

1. *Op. cit.* p. 117.

Mandchourie que la situation est inverse. Avec son excédent des exportations sur les importations de plus 100 millions de taëls de Haikouan au cours de ces dernières années, la Mandchourie avait réellement amoindri le désastre du commerce extérieur chinois. M. Dorfman, dans son étude sur *Le commerce de la Mandchourie avec la Chine proprement dite et avec les autres pays*, tout en affirmant l'exagération du caractère favorable de la balance du commerce de la Mandchourie, reconnaît pourtant que la Mandchourie exporte plus qu'elle n'importe¹. En ce qui concerne son rôle dans les finances chinoises, le développement économique de la Mandchourie augmente considérablement les recettes des douanes chinoises ainsi que celles de la poste. Les douanes et les postes encaissent, en Mandchourie, plus qu'elles ne coûtent dans ce territoire et sont ainsi en mesure de faire des envois de fonds à la Chine proprement dite¹. Étant donné que ces deux administrations représentent des sources de profits importantes, les liens entre les finances chinoises et la Mandchourie apparaissent très étroits².

Outre les principaux domaines envisageant la dépendance de la Chine à l'égard de ses Trois Provinces de l'Est que nous venons d'exposer, il importe de mentionner que la Chine dépend également de ces territoires pour l'écoulement de nombreux articles manufacturés nationaux qui y ont trouvé, au cours de ces dernières années, un débouché de plus en plus important. D'un autre côté, dans le développement industriel futur de la Chine, ce pays dépendra inévitablement des Trois Provinces pour l'approvisionnement en matières premières, notamment en produits minéraux tels que le charbon et le fer qui ont été importés en Chine ces temps derniers en grandes quantités. Il en va de même pour les produits d'origine animale : laine, fourrures, peaux, crin, etc., — et pour le bois de charpente provenant des forêts mandchouriennes.

Par ce qui précède, nous voyons que le lien économique

1. *Op. cit.*, p. 206.

2. *Op. cit.*, p. 206.

entre la Chine et ses Trois Provinces se traduit essentiellement par une dépendance de la Chine à l'égard de ces régions. Et dans l'avenir encore plus que par le passé, la Mandchourie sera une question vitale pour les 400 millions d'habitants amassés dans l'enceinte de la Grande Muraille. D'autre part, en ce moment même, les Chinois possèdent d'importants avoirs dans les Trois Provinces. Beaucoup de personnes ont prétendu que les placements chinois en Mandchourie étaient de date récente et que, jusqu'à une époque peu éloignée les avoirs étrangers en Mandchourie étaient plus importants que ceux des Chinois. Cette opinion erronée a été clairement réfutée par M. Korfman dans son étude. L'auteur s'est exprimé ainsi :

« Il est incontestable que les avoirs chinois en Mandchourie dépassent à eux seuls, et de beaucoup, tous les placements étrangers réunis. La majeure partie de la richesse de la Mandchourie réside dans l'agriculture et les Chinois possèdent depuis longtemps des intérêts prépondérants dans ce domaine. Les Chinois possèdent également des mines, des forêts, des banques, une multitude de manufactures et de magasins, et plus récemment, sont devenus propriétaires d'un certain nombre d'entreprises d'utilité publique, notamment de chemins de fer. » Plus loin, l'auteur remarque aussi que « les populations du Chan-toung et du Hopei possédaient également, de façon indirecte, de grands intérêts économiques en Mandchourie. Ces intérêts résultaient, en grande partie, des liens anciens de race et de culture qui existent entre la population de ces provinces et les colons de Mandchourie ¹.

A côté de cette dépendance de la Chine envers la Mandchourie, on voit également la prétention japonaise de considérer les Trois Provinces chinoises de l'Est comme indispensables à la vie économique des îles nippones. M. Dennery, dans son étude sur *l'Importance économique de la Mandchourie pour le Japon* a fait un exposé précis et significatif du problème et de sa solution. Voici les grandes

¹. L'étude n°. 7 dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 219,

lignes de sa conclusion. D'abord « la Mandchourie n'est pas une terre de peuplement nippon. » « Pour l'achat des denrées agricoles, le Japon d'aujourd'hui ne dépend vraiment de la Mandchourie que pour un seul de ses produits : le haricot soja... mais la question des subsistances ne se pose pas actuellement pour le Japon avec une grande acuité. » « La Mandchourie ne contribuera sans doute jamais à fournir au Japon les produits bruts dont, économiquement, il a le plus besoin : les textiles. » Même pour le charbon, les huiles, le fer, « l'avantage économique de telles fournitures n'est pas certain ». « Les Trois Provinces peuvent rester un débouché régulier pour les articles manufacturés nippons..., mais Osaka a toujours plus dépendu, dans le passé, de Chang-hai que de Dairen. » « Les îles nippones dépendent beaucoup moins de la Mandchourie, pour l'ensemble de leur commerce, que des Indes britanniques, de la Chine proprement dite ou des États-Unis ¹. »

¹, *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, pp. 85-36.

DEUXIÈME PARTIE

LA POSITION DU JAPON EN MANDCHOURIE

APERÇU GÉNÉRAL

Pendant le quart de siècle qui s'est terminé en septembre 1931, la position du Japon dans les Trois Provinces de l'Est ne cesse de se développer. Cependant le Japon a commencé à s'intéresser à la Mandchourie dix ans avant ce laps de temps. Pour remonter aux origines, nous sommes obligés de faire allusion à cette dernière période, bien qu'à ce moment l'influence japonaise y fût nulle. Notre examen se divise ainsi en quatre périodes dont chacune est caractérisée par un fait fondamental.

La première période va de 1895 à 1905 : les deux extrémités sont marquées de part et d'autre par la guerre sino-japonaise et par la guerre russo-japonaise. Malgré son désir ardent, le Japon ne possédait aucune position particulière en Mandchourie. Mais tous ses efforts tendirent à s'emparer de ce territoire. Cette période est marquée par le désir et la préparation de la part du Japon en vue de pénétrer dans cette immense contrée faisant partie du territoire chinois.

La deuxième période va de 1905 à 1915, c'est-à-dire depuis le lendemain de la guerre russo-japonaise jusqu'à la veille des fameuses « vingt et une demandes ». C'est dans cette période que les Japonais inaugurent leur pénétration en Mandchourie. Ils avaient procédé à la création de divers organes d'empire et à leur perfectionnement, d'une part ;

et s'étaient efforcés de chercher des appuis extérieurs, d'autre part. Toute leur attention tendait donc à raffermir ou à fortifier la position qu'ils s'étaient fait attribuer.

La troisième période suit les négociations sino-japonaises de 1915 jusqu'à 1922, moment où la conférence de Washington devait régler les questions intéressant la paix de l'Extrême-Orient. Durant cette période, la guerre mondiale battait son plein en Europe, les troubles intérieurs affaiblissaient le Gouvernement chinois. Le moment était le meilleur pour exécuter avec succès la politique expansionniste du Japon en Mandchourie. Et pour cela il revendiqua de nouveaux droits ou surpassa le cercle des droits qu'il avait acquis, ou plus simplement encore, il s'attribua d'innombrables avantages qui ne sont point des droits au sens juridique. En outre, le Gouvernement japonais essaya avec tous ses efforts d'obtenir des autres Puissances de reconnaître la « situation spéciale », « l'influence et les intérêts spéciaux » ou « les intérêts primordiaux » du Japon en Mandchourie. Le trait caractéristique de cette période est donc le développement rapide de la position japonaise en Mandchourie, développement qui se réalisa en dehors de toutes stipulations conventionnelles.

Enfin, la quatrième période va de 1922 à septembre 1931, c'est-à-dire jusqu'au début des événements en cours. Cette période est intéressante surtout en ce qu'elle précède immédiatement les graves conflits actuels. Bien qu'à bien des égards, les intérêts japonais en Mandchourie aient continué à croître, au fond, la position du Japon dans ce territoire était en déclin, déclin remarquable surtout dans le domaine international et au point de vue politico-économique. Échouant dans tous ses efforts faits en vue d'empêcher les nouveaux facteurs qui étaient favorables aux Chinois, le Japon s'est cru en droit de troubler la paix mondiale qui régnait depuis les tragiques expériences de 1914-1919.

PREMIÈRE PÉRIODE

(1895-1905)

La période de 1895-1905 marque le début de l'invasion étrangère dans les Trois Provinces de l'Est. Le triste sort subi par la Chine dans sa guerre avec le Japon avait failli lui permettre d'occuper, dix ans plus tôt, le territoire de Liaotung (appelé également Kwantung, tous deux proviennent de la transcription anglaise ; dans la transcription française, ce sont respectivement Leao-tong et Kouan tong¹). Après la guerre sino-japonaise, la Russie empiéta, à son tour, sur la souveraineté chinoise en Mandchourie. En poussant leur politique de conquête, les Russes entrèrent enfin dans le conflit sanglant avec les Japonais. Ce sont là les faits principaux se produisant au cours de la présente période. Nous les examinons en deux chapitres :

I. Le traité de Shimonsoeki et la rétrocession de la péninsule de Liaotung.

II. Le Japon et l'entreprise de la Russie en Mandchourie.

1. Pour chaque importante localité mandchourienne ; il existe presque toujours plusieurs noms. D'abord le nom chinois pour désigner une localité déterminée a varié avec les changements de temps et de régimes politiques. Ensuite d'autres noms utilisés par les étrangers se font dans les transcriptions anglaise, française, russe et quelquefois japonaise. « Étant donné qu'en dépit de leurs *political commitments*, les Trois Provinces de l'Est sont territoire chinois y compris le territoire à bail du Kouan-tong, qui est seulement loué au Japon, il convenait de s'en tenir strictement à la terminologie chinoise officielle la plus récente. Mais cette méthode eût dérouté les lecteurs européens » (Jean Escarra. *La Chine et le Droit international*, p. 283).

Ainsi, pour les localités bien connues dans la transcription française, nous gardons la plupart des appellations traditionnelles, dans leur transcription la plus courante en français, et sans nous attacher à la transcription la plus logique. Pour un grand nombre de localités mandchouriennes généralement absentes dans les cartes françaises, nous préférons employer le plus possible la transcription anglaise qui a figuré officiellement dans le Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations.

CHAPITRE PREMIER

LE TRAITÉ DE SHIMONOSEKI ET LA RÉTROCESSION DE LA PÉNINSULE DE LIAOTUNG

Dans ses relations extérieures au sujet des Trois Provinces de l'Est, la Chine ne rencontra de véritables difficultés qu'à partir de sa défaite dans la guerre sino-japonaise de 1894-1895. Toutefois, la question de délimitation de la frontière concernant la partie mandchourienne avait été longtemps l'objet de dispute entre la Chine et la Russie. Pour mettre fin au litige, trois traités avaient été successivement conclus entre les deux Empires. Les deux derniers, le traité d'Aigun de 1859 et le traité additionnel de Pékin de 1860, délimitèrent la frontière actuelle entre la Russie et les Trois Provinces mandchouriennes.

Depuis 1860, époque du règlement définitif de la question de frontière, la Mandchourie vécut une période sans trouble et entra progressivement dans la voie de la prospérité. Un mouvement d'émigration se produisit vers les régions jadis inexploitées ; nombreuses furent bientôt les terres mises en culture par les laboureurs chinois. Donc, rien ne permettait d'entraver le développement naturel de cette immense contrée si les nations voisines laissaient la Chine en paix.

Or, en 1868, un événement de la plus grande importance se produisit en Extrême-Orient. En accédant au trône, Mutsi-Hito transforma par une action révolutionnaire le vieux Japon en une puissance moderne. Armé désormais à la manière occidentale, le Japon ne tarda pas à être ambitieux de mesurer ses forces avec le vieil Empire du Milieu auquel il avait jadis emprunté sa civilisation.

On sait que, avant comme après la réforme de Mutsi Hito, un trait caractéristique reste inébranlable dans le mécanisme politique du Japon : le contrôle complet du gouvernement par l'autorité militaire. Or, cette autorité militaire, jadis aux mains des « shogouns », préconisait dès le ^{xvi}^e siècle, en la personne du fameux guerrier Tayotomi Hideyoshi, l'asservissement de l'Empire chinois. Il va de soi que cette attitude si chère au Japon s'accentuait avec l'accroissement de ses forces nationales. Rien n'est donc plus exact que de constater que les principaux esprits de la période de réforme considérèrent l'expansion d'outre-mer par la force des armes comme un des premiers buts vers lesquels l'Empire devait se diriger. D'ores et déjà leur programme d'expansion territoriale comportait l'acquisition des îles de Kuriles, de Formose, de Sakhaline, de la Kamchatka, la Corée, la Mandchourie, la Mongolie orientale et une partie de la Sibérie ¹.

A ce propos, il est intéressant de rappeler l'existence de la politique traditionnelle expansionniste du Japon. Cette politique est couramment appelée par les Japonais la « politique continentale », ce qui signifie la conquête du continent asiatique. Elle a deux données : la poussée vers le Nord, c'est-à-dire l'invasion par la Corée de la Chine septentrionale y compris la Mandchourie, et la poussée vers le Sud, c'est-à-dire l'invasion de la Chine méridionale et de la Mer du Sud, en prenant Formose comme base d'opérations.

L'application de cette politique expansionniste visait évidemment la Chine. Depuis l'affaire de Formose en 1871 ², une série de conflits armés avaient éclaté entre la Chine et le Japon, conflits dont le principal avait essentiellement pour objet le régime de la Corée. Voisine la plus proche du Japon, la Corée était le champ tout indiqué pour l'entreprise guerrière de l'Empire du Soleil Levant. Aussi les troubles coréens de mai 1894 apparurent à ses yeux

1. J. O. P. Bland, *Moral Factors in Japan's Policies*.

2. Voir *The Formosan Question* dans *International Relations of the Chinese Empire* par H. B. Morse, t. II. p. 271.

comme une occasion favorable pour porter un grand coup ¹.

A ce point de vue, la publication récente des mémoires d'un homme d'État japonais permet de jeter beaucoup de lumière sur cette affaire. En effet, dans les Mémoires laissés par le baron Mutsu, ministre des Affaires étrangères lors de la guerre sino-japonaise, on trouve les faits suivants :

Après l'insurrection coréenne, des détachements militaires et des unités navales japonaises avaient été envoyés, en juin 1894, en Corée, et placés sous les ordres de M. Oshima, ministre du Japon à Séoul. Lorsque, contrairement à son attente, le calme se rétablit dans la capitale de la Corée, le baron Mutsu envoya des instructions télégraphiques à M. Oshima lui disant que le moment était venu pour une action décisive et lui ordonnant d'une façon péremptoire « d'user de tous les prétextes pour commencer une action positive ² ».

On voit par là que le Japon avait décidé la guerre à tout prix et que toute tentative de solution pacifique était condamnée d'avance à un échec. Le malheur était donc inévitable.

Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans le détail de la guerre sino-japonaise. Il importe cependant de mentionner que les opérations militaires se propageaient, en novembre 1894, de Corée dans la Mandchourie méridionale. Port-Arthur ainsi que le port de Niéou-tchouang tombèrent successivement aux mains des ennemis, les troupes japonaises s'avancèrent dans la vallée de Liao-ho. La partie était perdue pour la Chine et, en mars 1895, Li Hong-tchang fut chargé de mener les négociations avec le gouvernement vainqueur ³. Au bout de vingt-deux jours de pourparlers, les deux parties belligérantes signèrent le 17 avril 1895 à Shimonoseki le traité qui mit fin à la guerre. En dehors de nombreux avantages accordés au Japon, celui-ci réclamait la cession par la Chine de la presqu'île

1. « Asia » n°. de mars 1921, p. 217; Mac Laren, *A Political History of Japan during the Meiji Era*, p. 299.

2. Mutsu Munemitsu, *Mémoire* (Kienkien Noku, en japonais), p. 70.

3. Henri Cordier, *Histoire Générale de la Chine*. t. IV, pp. 182-194.

de Liaotung. La prétention du vainqueur obtint satisfaction dans le traité de Shimonoseki dont l'article II stipule la cession par la Chine au Japon de la péninsule de Liaotung en perpétuité et avec la souveraineté entière ¹. Le territoire cédé était la partie méridionale de la province du Fengtien (aujourd'hui Liao-ning) comprise dans la ligne allant d'Antung au port de Yingkéou ² (Niéou-tchouang).

La victoire éclatante de l'armée japonaise surprit grandement les Puissances occidentales. Aussi elles commencèrent à craindre que le Japon, étant donné sa situation insulaire, ne poursuive son programme d'expansion dans le Continent. Certes, le triomphe était grand pour le Japon. Mais l'Empire du Soleil Levant avait compté sans les Puissances occidentales. La cession de la péninsule de Liaotung provoqua aussitôt la réaction de ces dernières. D'abord la Russie et la France n'hésitèrent pas un instant à prendre parti pour la Chine ; l'Allemagne se joignit à elles, l'exemple fut suivi au dernier moment par l'Espagne. Tandis que l'Angleterre déclara au contraire qu'elle n'avait pas d'objection à faire aux demandes japonaises.

Il faut avouer que la vision de l'accroissement d'influences au continent asiatique d'une Puissance autre que l'Angleterre préoccupa sérieusement le Gouvernement anglais ; mais, lorsque les Anglais craignaient en ce moment une menace pour leurs intérêts tant politiques qu'économiques, en Extrême-Orient, ils pensaient à la Russie plutôt qu'au Japon. De plus, la pénétration du Japon en Mandchourie leur semblait capable d'opposer une nouvelle résistance à l'expansion des influences russes ³ et d'assurer ainsi l'équilibre en Extrême-Orient au profit de l'Angleterre. Déjà, à la veille de la guerre sino-japonaise, n'avait-on pas vu signer entre l'Angleterre et le Japon un nouveau traité qui resserra étroitement les relations des deux pays.

A l'exclusion de l'Angleterre, un front commun se cons-

1. Mac Murray, *Treaties and agreements with and concerning China*, vol. I. pp. 18-19.

2. *History of Peace Negotiations, Documentary and verbale between China and Japan*, march-avril 1895, pp. 20-22.

3. Gérard, *Ma Mission en Chine*, p. 43.

titua entre la Russie, la France et l'Allemagne. On n'a pas oublié que depuis deux siècles, la Russie progressait dans les régions mandchouriennes. Elle s'étendit en 1858 dans la vallée de l'Amour¹, et deux ans plus tard, avec le traité additionnel de Pékin, elle acquit le territoire de la Province Maritime². En outre, elle commença en 1891 la construction du chemin de fer Trans-Sibérien. Jusque-là, ses relations avec l'Empire chinois se développaient graduellement. Bien qu'au moment des négociations de Shimonoseki, Saint-Pétersbourg n'eût pas dans la question de Mandchourie une politique définie et précise, tout permettait de croire que le Gouvernement tsariste n'approuverait point un changement qui porterait atteinte à ses intérêts politiques et surtout stratégiques. Quant au Gouvernement français, à la veille de la conclusion de l'alliance franco-russe, l'amitié de la Russie constituait une de ses premières préoccupations. D'autre part, la France préconisait également une politique d'amitié envers le gouvernement de Pékin en vue de consolider ses intérêts en Chine. Cette attitude française s'accorda parfaitement avec la politique russe, de telle sorte que plusieurs mois déjà auparavant M. Gabriel Hanotaux et le Prince Lobanof pouvaient avoir une commune conception : l'expansion japonaise en Asie continentale constituerait un danger pour leurs intérêts en Chine³. La politique de ces deux gouvernements allait bientôt être partagée par l'Allemagne. Pour cette dernière, l'intervention devait lui permettre de s'introduire parmi les premières Puissances intéressées aux problèmes d'Extrême-Orient.

Telles étaient les diverses attitudes des principales Puissances dans la première phase de la question mandchourienne. Si, au cours des négociations à Shimonoseki, la Chine avait cédé assez facilement, c'est qu'elle avait d'ores et déjà la conviction que les Puissances européennes s'inquiétaient de la situation trop prépondérante que le

1. *Treaties and Conventions, etc., between China and Foreign States*, vol. I, p. 31.

2. *Op. cit.*, vol. I, p.

3. Gérard, *op. cit.*, p. 44.

Japon s'attribuait lui-même en Extrême-Orient. Avant et après son arrivée à Shimonoseki, Li Hong-tchang entretint d'étroites relations avec les envoyés diplomatiques accrédités à Pékin et les mit au courant de ses négociations. Tout permettait d'attendre des mesures efficaces prises par les pays intéressés. C'est alors qu'à Saint-Pétersbourg, l'attention se concentra sur les négociations sino-japonaises. Dans le second conseil institué par le Gouvernement russe spécialement à cet effet et présidé par le tsar lui-même en date du 11 avril, la décision avait été prise dans le sens du retour à la position d'avant les hostilités dans le nord de la Chine ; la décision insistait sur le retrait des troupes japonaises du territoire occupé en Mandchourie ¹. Immédiatement après, le Prince Lobanof, alors ministre des Affaires Étrangères de Russie, commença ses consultations avec les principaux gouvernements européens.

Le 23 avril, cinq jours après la signature du traité de Shimonoseki, les ministres à Tokio de Russie, de France, et d'Allemagne adressèrent au ministre des Affaires étrangères du Japon, le baron Hayashi, une note commune dans laquelle ils lui conseillaient de rétrocéder à la Chine la péninsule de Liaotung, la possession de ce territoire par les Japonais constituant, à leurs yeux, une menace contre la capitale de la Chine et rendant illusoire l'indépendance de la Corée, ce qui créerait un obstacle perpétuel à toute pacification durable en Extrême-Orient. Le 29 avril, le trois ministres ayant reçu de nouvelles instructions de leurs gouvernements respectifs renouvelèrent leurs démarches auprès du Gouvernement japonais pour qu'une réponse soit donnée avant le 8 mai, date de l'expiration de l'armistice ². Dans sa réponse du 1^{er} mai, le Japon fit savoir aux trois Puissances son intention de renoncer à la possession de Liaotung, mais il insista pour garder le département de King-tchéou, département dans lequel se trouve Port-Arthur ³. Cette réponse ne satisfit nullement les demandeurs. Il ne pouvait être question pour le Japon

1. Witte, *Mémoires* (traduction anglaise), p. 83-84.

2. Henri Cordier, *op. cit.*, t. III. p. 290.

3. Gérard, *op. cit.*, p. 47.

de renoncer au Liaotung s'il conservait Port-Arthur, ce port faisant à lui seul l'importance de cette région.

La situation était fort tendue. La flotte russe avait reçu dès le mois de mars l'ordre de se rendre dans les eaux du Pacifique; d'autre part, on fit même courir le bruit d'une intervention française à Formose. Jusqu'alors, l'Angleterre n'avait guère caché sa sympathie pour le Japon, mais, craignant que les conflits extrême-orientaux ne dégénèrent en une conflagration mondiale, elle conseilla au Japon de céder complètement. Le Gouvernement japonais fit alors le 5 mai une déclaration suivant laquelle il s'engageait à renoncer à la possession définitive de la presqu'île de Liaotung.

L'abandon de Liaotung n'avait pas été gratuit, le Japon exigeait de sa victime une indemnité compensatrice de cinquante millions de taëls. Il fallut une nouvelle intervention des trois Puissances pour la ramener à trente millions. L'indemnité fut payée à Londres le 16 novembre, alors que l'évacuation du Liaotung par les troupes japonaises était déjà commencée.

Au sujet de ce qui précède, on peut faire des remarques suivantes :

I. Tout d'abord la question coréenne n'était point un litige excluant la possibilité d'une solution pacifique. La Chine n'avait-elle pas, dans le but d'éviter la guerre, fait appel aux représentants des grandes Puissances; n'avait-elle pas en même temps sollicité les bons offices du gouvernement des États-Unis et suggéré d'avoir recours à l'arbitrage pour solutionner les questions en litige? Si la guerre n'avait pu être évitée, la responsabilité devait en grande partie en incomber au Japon, car c'était lui qui voulait cette guerre à tout prix. Si, dans la déclaration de guerre de la Chine et surtout dans celle du Japon, la question coréenne constituait l'objet des hostilités, il est à remarquer que l'occupation postérieure d'une partie de la Mandchourie dépassa de loin l'objet de la guerre. Puisque par le traité de Shimonoseki le Japon obtenait

la renonciation par la Chine à la suzeraineté qu'elle avait exercée sur la Corée et le paiement d'une lourde indemnité de guerre, il paraissait absolument excessif et irraisonnable pour le Japon de multiplier les demandes territoriales. En présence de telles exigences, n'a-t-on pas l'impression d'assister à de nouveaux épisodes de la guerre franco-prussienne de 1870-71 ?

Et de fait la politique agressive prussienne avait toujours été un objet d'admiration de la part des réformateurs japonais. Notamment le programme de la « politique continentale » que nous avons mentionné s'inspirait parfaitement de cet esprit de conquête. Du reste, on peut aisément prouver que les méthodes prussiennes avaient été scrupuleusement suivies par le Japon durant les différentes phases de la guerre sino-japonaise, et, tout spécialement, la prétention japonaise à la mainmise sur la Mandchourie ressemble exactement à l'enlèvement à la France par la Prusse de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine. Si, à la suite de la triple intervention que nous avons indiquée, le Japon renonçait à la possession définitive de la péninsule de Liaotung, cela signifiait seulement qu'il ne voulait, à ce moment, pas trop compliquer la situation internationale. Étant donné que la pénétration japonaise en Mandchourie ne constitue que le premier pas de la politique expansionniste, il y a peu de chance de voir au Japon un apaisement réel de ses ambitions territoriales. Au contraire, il est à prévoir qu'il ne laissera échapper aucune occasion d'accroître son action en Mandchourie. Ce qu'il n'avait pu obtenir en 1895 fera dix ans plus tard l'objet de sa guerre avec la Russie, et plus tard encore, celui de conflits perpétuels avec la Chine. Donc, de 1895 jusqu'à aujourd'hui, la question mandchourienne, malgré ses complications incomparables dans l'aspect extérieur, ne représente au fond qu'un phénomène unique, celui de la continuation de la politique continentale japonaise. Alors la prétention sur la péninsule de Liaotung ne marquait que le point de départ, et, par conséquent, elle constitue un événement de première importance dans la question mandchourienne.

II. L'intervention des trois Puissances dans la rétrocession de Liaotung était incontestablement une mesure politique de grande portée sans laquelle la situation d'Extrême-Orient eût été immédiatement compromise par des complications insurmontables. En effet, la présence des Japonais en Mandchourie en vertu du traité de Shimonoseki eût été la source de conflits avec les Puissances intéressées. Car, une fois installé dans le foyer mandchourien, le Japon inspiré par sa politique expansionniste se serait heurté à coup sûr aux intérêts de la Russie tsariste et à la politique d'équilibre que préconisaient les autres Puissances. La rétrocession de Liaotung à la Chine avait pour effet d'éliminer les forces japonaises d'un point prédominant du continent asiatique et de diminuer par là un des principaux facteurs de perturbation dans la situation internationale.

Au contraire, serait-il conforme à la réalité de croire à certains esprits selon lesquels la triple intervention avait pour conséquence d'implanter une profonde rancune japonaise envers la Russie, alors instigatrice de ladite intervention et de rendre ainsi inévitable la guerre russo-japonaise de 1904-1905 ? Pour nous, le véritable résultat de cette action diplomatique avait été l'apaisement de la gravité du problème mandchourien. Sans pouvoir éviter plus tard la guerre, elle avait au moins restreint sa portée et ses conséquences. Si cette guerre russo-japonaise n'allait pas pouvoir être évitée, il est parfaitement juste d'en chercher la cause profonde dans la politique ambitieuse suivie postérieurement par le Gouvernement tsariste. Nous saisissons l'occasion de l'étudier dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LE JAPON ET L'ENTREPRISE DE LA RUSSIE EN MANDCHOURIE (1895-1905)

1. **Le Bail du Liaotung.** — En avril 1895, lorsque la Russie prit l'initiative de l'intervention ¹, elle se posa en champion de la cause de la justice et de la paix. Assurer l'indépendance réelle de la Corée et supprimer la menace contre la capitale de la Chine, telle était, d'après la note du 23 avril 1895 adressée au Japon, la cause suprême qui incita les trois Puissances à conseiller au gouvernement de Tokio de rétrocéder à la Chine la péninsule de Liaotung. Or, après la guerre sino-japonaise, le Gouvernement tsariste, au lieu d'achever son œuvre de pacification et de continuer sa politique amicale envers la Chine, se montrait au contraire peu à peu aux yeux des Chinois et du monde entier aussi redoutable que l'Empire du Soleil Levant.

Au même moment, sous la direction de Li Hong-tchang, la Cour de Pékin inaugura une nouvelle politique de coopération avec l'Empire tsariste ². A l'occasion de l'avènement du tsar Nicolas II, Li Hong-tchang fut envoyé en Russie

1. D'après Gérard et Cordier, l'initiative de la triple intervention appartenait à la France, alors que d'autres auteurs l'attribuent à l'Allemagne. Nous partageons l'avis des politiciens russes tels que le comte Witte et le baron Rosen selon lesquels la Russie fut le véritable instigateur. La même conclusion a été reproduite dans les publications suivantes :

Pinon, *La Chine et les Puissances européennes, 1894-1904*, dans la « Revue des Deux Mondes », 1^{er} août 1904, p. 631 ;

Brown, *The Mastery of the Far East*, p. 129 ;

Korff, *Russia's Foreign Relations*, p. 57 ;

Pasvolsky, *Russia in the Far East*, p. 24 ;

Denby, *How Peace was made China and Japan*, dans le « Forum », août 1900, pp. 715-716.

2. Morse, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. I, p. 82.

où il signa le fameux traité secret de 1896, traité aux termes duquel Pékin fera avec Saint-Pétersbourg un front commun vis-à-vis de Tokio ¹. D'autre part, à la date du 28 août 1896, un contrat fut passé entre la Chine et la Russie au sujet de la création de la Banque russo-chinoise ², qui deviendra plus tard en Chine une institution financière de première importance. Peu après, un autre contrat beaucoup plus significatif voyait le jour. En vue de faciliter le transport de ses troupes en cas de guerre contre l'ennemi commun, la Russie fut autorisée, en vertu de l'article 4 du traité secret de 1896, à construire le chemin de fer traversant horizontalement la Mandchourie septentrionale. A cet effet, fut signé, le 8 septembre, par le Gouvernement chinois et la Banque Russo-Chinoise le contrat régissant le statut de la Compagnie de chemin de fer de l'Est-Chinois ³. Malgré leur caractère attentatoire aux droits souverains de la Chine, ces traités et ces contrats renforcèrent énormément les liens russo-chinois en face de l'Empire mikadonal.

Si l'on se souvient des étroites relations diplomatiques entre la Russie et la Chine, on ne peut que rendre hommage au baron Witte, alors ministre des finances du Gouvernement tsariste. Bien qu'à ce moment le portefeuille des Affaires étrangères fut attribué au Prince Lobanoff, ce fut Witte seul qui dirigea réellement la politique russe à l'égard de l'Extrême-Orient — le Prince Lobanoff reconnaissait lui-même que seul Witte était au courant des questions extrême-orientales ⁴. Si la péninsule de Liaotung avait été rétrocédée à la Chine, Witte en était véritablement le principal auteur. A Saint-Pétersbourg tout dépendait alors de lui. Lors de l'arrivée de Li Hong-tchang, il fut chargé d'entamer les conversations avec l'homme d'État chinois ⁵. Ce fut lui qui convainquit la Chine de conclure le traité d'alliance sino-russe de 1896 et obtint

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 84.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 78.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 74.

4. Witte, *op. cit.*, p. 82.

5. Witte, *op. cit.*, p. 87.

ensuite l'autorisation du Gouvernement chinois pour la construction du chemin de fer traversant la Mandchourie septentrionale. Les succès de Witte provenaient de sa position prééminente au sein du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Le régime autocratique de la Russie lui permettait d'exercer une sorte de pouvoir super-gouvernemental¹ ; avec l'assentiment du Tsar il dirigea effectivement toute la politique. Mais, si cette situation favorable de Witte pouvait contribuer au triomphe diplomatique de la Russie, elle ne deviendra pas moins la cause de sa défaite. En effet, pour arriver au renversement complet de la politique suivie antérieurement, il suffisait que l'homme au pouvoir tel que Witte perdît sa situation prépondérante. Tel devait être le cas pour la politique extérieure russe. En effet, à peine deux ans s'étaient-ils passés, que la faveur du Tsar se tourna vers d'autres personnes que Witte. Cela se traduisit immédiatement par une modification radicale de l'attitude russe vis-à-vis de la Mandchourie.

Jusque-là, seul Witte avait cru devoir adopter des mesures pacifiques pour la consolidation des intérêts russes en Extrême-Orient. Il s'était efforcé de resserrer les relations russo-chinoises, et son enlèvement à la Chine d'importantes concessions ne l'empêcha point de raffermir même davantage l'amitié chinoise. Malheureusement, dans les mains des adversaires de Witte, la politique qui avait assuré à la Russie une position avantageuse en Mandchourie fut désormais destinée à la ruine par suite de l'occupation du Liaotung, le territoire même dont le Japon n'avait pu se faire attribuer la possession bien que vainqueur dans la guerre de 1894-1895, et à propos duquel la Russie avait pourtant justifié son intervention par des considérations pacifiques.

Avant d'arriver à l'action russe au Liaotung, il est intéressant de connaître l'état d'esprit de Saint-Pétersbourg. En 1897, avant son départ pour le Japon où il fut nommé ministre, le baron Rosen écrivit une lettre par laquelle il

1. Iswolsky, *Recollection of a foreign Minister* p. 113.

conseillait à son gouvernement d'abandonner en Mandchourie tout objet imprécis tel que le droit souverain ou le droit préférentiel, car un tel objet serait, selon lui, de nature à provoquer la crainte ou les rivalités d'autres Puissances et mettrait la Russie dans des conditions dangereuses et compliquées ¹. Le diplomate russe s'attaqua à toute politique de conquête et préconisa la bonne entente avec la Chine et le Japon afin d'établir la meilleure garantie d'une paix solide et perpétuelle. Alors, d'autre part, à la suite de l'occupation allemande de Kiao-tchéou, Saint-Pétersbourg venait d'être saisi d'un appel du Gouvernement chinois de lui prêter assistance effective, des divergences ne tardèrent pas à se manifester au sein du Gouvernement tsariste. Dans un conseil présidé par le Tsar, plusieurs membres influents, notamment Mouravieff, ministre des Affaires étrangères et Vannovski, ministre de la Guerre, insistaient sur la nécessité pour la Russie d'occuper un port important sur le Pacifique, plus précisément Ta-lien-wan et Lu-Chouen-Kéou (plus tard, Dalny et Port-Arthur en russe ou Dairen et Ryojun en japonais) qui tous deux font partie de la péninsule de Liaotung. Cette suggestion rencontra une vive opposition de la part des autres membres surtout Witte et Admiral Tirtoff, membres plus compétents dans la question mandchourienne. Ces derniers s'efforcèrent de convaincre leur gouvernement que cette aventure provoquerait inévitablement de graves conséquences dans les relations russo-japonaises ².

L'observation de Witte était pleine de justesse et de clairvoyance. « La Russie, dit-il, s'était déclarée garante de l'intégrité territoriale de la Chine et c'était en vertu de ce principe qu'elle avait forcé en 1895 le Japon à rétrocéder à la Chine la péninsule de Liaotung ; s'emparer à son tour du territoire de ce pays pourtant son nouvel allié, ce serait manquer de l'esprit de justice et de bonne foi. De plus, les intérêts russes en Extrême-Orient dépendent en grande partie de ses relations amicales avec l'Empire

1. Baron Rosen *Forty years of Diplomacy* vol. I, p. 143.

2. Baron Rosen, *op. cit.*, vol. I, p. 197.

chinois ; par cette action aventureuse, la Russie tournerait le dos à ses propres intérêts mêmes ¹. » Malgré cette observation loyale, le tsar Nicolas II informa quelques jours plus tard Witte de sa décision d'occuper Dalny et Port-Arthur et lui dit que l'armée y était déjà envoyée.

On voit qu'il ne manqua point à Saint-Pétersbourg de personnalités dont les vues étaient des plus justes. Mais le jeune Tsar ébloui par son entourage se livra aveuglément à des erreurs irréparables. Witte, qui avait commencé une politique réellement avantageuse, n'avait pu continuer son œuvre. Plus tard, ce même Witte, en gardant ses fonctions, se laissa entraîner par ses adversaires politiques sans pouvoir les contrecarrer.

Au début du mois de décembre, une flotte russe occupa les deux ports mandchouriens. Alors trompé par la garantie russe, le Gouvernement de Pékin s'imaginait que son alliée n'avait point d'ambition territoriale, et qu'elle n'occupait les deux ports qu'en vue de surveiller l'action allemande à Kiao-tchéou. On comprend quelle devait être la déception de la Chine lorsqu'elle connut plus tard l'intention réelle de son alliée. Cependant, par des procédés de corruption, la Russie obtint, le 27 mars 1898, le bail de la partie sud de la péninsule de Liaotung pour une durée de vingt-cinq ans, et s'assura également le droit de relier le chemin de fer de l'Est-Chinois, à partir de Kharbine, avec les villes de Port-Arthur et de Dalny dans le territoire cédé à bail ². La construction d'une base navale à Port-Arthur fut autorisée. Deux traités signés dans la même année, l'un en date du 7 mai ³, l'autre, du 6 juillet ⁴, accordèrent aux Russes les droits complémentaires. En vertu de ces traités, la position russe en Mandchourie était déjà plus forte que jamais.

Il est superflu de conclure que la nouvelle action de la Russie contraria complètement son ancienne politique. Cependant, dans sa déclaration officielle aux Puissances

1. Witte, *op. cit.*, p. 99.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 119.

3. Mac Muaray, *op. cit.*, vol. I, p. 127.

4. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 154.

intéressées, le Gouvernement de Saint-Pétersbourg prétendait que « le traité du 23 mars était le résultat naturel des efforts faits par les deux Empires en vue de maintenir la sécurité de leurs frontières respectives et était conclu dans un esprit de relations amicales entre eux ¹ ». Quoi qu'il en soit, les conséquences furent diamétralement opposées aux paroles diplomatiques. Bientôt, le Gouvernement britannique donna le 2 avril à son représentant à Berlin, Sir F. Lascel, l'instruction de communiquer au Gouvernement du Reich le désir de l'Angleterre d'obtenir le bail de Weihaiwei ; sa justification unique « était de maintenir dans le Golfe de Pétchili la politique d'équilibre menacée par l'occupation russe de Port-Arthur ² ». Suivant l'exemple britannique, la France se servit du même prétexte pour s'attribuer le bail de Kouang-tchéou-wan. La perte successive de ses meilleurs ports irrita la Chine, et en recherchant la cause immédiate, elle ne pouvait que mal supporter la trahison russe. L'occupation des ports de Liaotung ruinait radicalement les relations traditionnelles russo-chinoises, tel était l'avis de Witte lui-même.

Quelle était alors l'attitude du Japon à l'égard de la politique russe en Mandchourie ? Puisque les territoires occupés par la Russie n'étaient autres que ceux qui figuraient dans le traité de Shimonoseki et qui avaient fait précisément l'objet de l'intervention russe en 1895, on comprend facilement l'état d'indignation de l'opinion publique japonaise. A part le tsar Nicolas II et le ministre des Affaires étrangères Mouravieff, Saint-Pétersbourg en avait suffisamment la compréhension. Grâce à sa modération, le Japon se montra calme. Néanmoins, si Tokio s'était efforcé d'éviter toute attitude offensive envers la Russie, il ne manqua aucunement de contre-balancer l'avance russe par d'autres moyens plus efficaces. Il chercha un allié et cet allié ne devait être autre que l'Angleterre, pays qui lui était toujours resté sympathique. Par la

1. Parliamentary Papers, CIX, 1899, China, n^o. 1.

2. Parliamentary Papers, CIX, 1899, China, n^o. 2.

demande du bail de Wei-hai-wei et la communication au Gouvernement allemand sus-mentionnées, on comprenait parfaitement l'attitude anglaise à l'égard de la Russie. Alors le Japon, bien que s'abstenant de toute démarche diplomatique directe, n'avait pas moins apporté discrètement son appui pour le succès de la demande anglaise du bail de Wei-hai-wei ; par là il resserrait ses relations intimes avec l'Angleterre. Devant la menace incessante de la Russie, s'accrut le rapprochement des deux pays, rapprochement qui aboutit finalement à la conclusion en 1902 du traité d'alliance anglo-japonais.

2. **L'invasion russe en Mandchourie à la suite de l'affaire des « Boxers ».** — Deux ans après l'occupation russe des ports de Liaotong, il se produisit au nord de la Chine un grave événement connu sous le nom de l'affaire des « Boxers ». Pendant que l'armée alliée, à laquelle celle de la Russie s'était jointe, était aux portes de Pékin, 150.000 Russes envahissaient toute la Mandchourie sous prétexte que le mouvement des Boxers s'y propageait et mettait en danger ses ressortissants. Mais bientôt l'ordre fut rétabli, et l'armée russe se contenta de son occupation ; le pavillon russe flottait au port de Niéou-tchouang et l'administration du port passait aux mains de l'armée occupante ; d'autre part, lorsque prirent fin les opérations militaires contre les Boxers, les troupes russes jadis envoyées à Pékin furent transférées en Mandchourie. L'intention de la Russie se faisant jour, d'autres Puissances protestèrent aussitôt et exigèrent le retrait des forces russes, mais le gouvernement de Saint-Pétersbourg tempéra. Il protesta dans une note circulaire aux Puissances de ses buts innocents : il voulait maintenir l'organisme chinois, écarter toute mesure qui pût produire une dislocation de la Chine ; son entrée militaire en Mandchourie avait été nécessitée par des circonstances tout à fait indépendantes de son vouloir ; les troupes l'évacueraient, aussitôt qu'un accord entre Pékin et Saint-Pétersbourg aurait garanti la sécurité des chemins de fer ; rien d'ailleurs ne viendrait durant cette occupation temporaire,

troubler le commerce étranger, dans la jouissance de ses droits et privilèges ¹.

Pourtant le 31 décembre, le correspondant du *London Times* annonça la nouvelle de la négociation entre la Chine et la Russie d'un accord dont certaines clauses mettraient pratiquement la Mandchourie sous le protectorat russe. Bientôt, en février 1901, on apprenait que le projet d'un traité sino-russe était discuté à Saint-Pétersbourg ; aux termes de ce projet, la Chine, en retour du rétablissement de son autorité civile en Mandchourie, devait accepter le maintien des gardes du chemin de fer que la Russie avait installés en vertu de l'article 6 du contrat fondamental de 1896, et s'engager à ne point transférer à d'autres nations ou à leurs ressortissants, sans le consentement de la Russie, des mines ou d'autres intérêts en Mandchourie, en Mongolie et dans le Sinkaïng. Ces clauses, lorsqu'elles furent révélées, suscitèrent l'opposition de l'opinion publique en Chine et dans d'autres pays, tandis que ces derniers étaient en train de négocier avec Pékin le traité qui allait mettre fin à l'affaire des Boxers.

Surtout l'Angleterre et ensuite le Japon suivaient ces manœuvres avec une inquiétude particulière. D'autre part, les États-Unis qui, de 1899 à 1900, préconisaient à l'égard de la Chine la politique de la « porte ouverte » manifestaient également une grande attention. Il s'agissait exactement de la situation mandchourienne. Aussi le secrétaire d'État John Hay fit aux Puissances intéressées deux déclarations, l'une en date du 6 septembre 1899, l'autre, du 20 mars 1900, dans lesquelles il insista sur deux principes fondamentaux : 1^o la chance égale de toutes les nations dans leurs entreprises en Mandchourie ; 2^o la garantie de l'intégrité territoriale et administrative de la Mandchourie ². Ces principes perdraient leur valeur si la Russie persistait dans son empiètement sur ce territoire. Cette raison fut suffisante pour pousser l'Amérique à sortir de son expectative. Par conséquent, des démarches

1. Roger Levy, *A qui la Mandchourie?* p. 22.

2. *Foreign Relations of the United States 1899*, pp. 128-143; Moores, *Digest of International Law*, vol. V, pp. 534-549.

conçues dans un sens analogue furent faites par les trois Puissances, l'Angleterre, le Japon et les États-Unis. Celles-ci intervinrent auprès du Gouvernement chinois en vue d'obtenir son refus à la demande russe, et, d'autre côté, auprès de Saint-Pétersbourg lui-même. L'analogie était frappante et complète pour qui se souvenait des circonstances où avait eu lieu sept ans auparavant la triple intervention auprès de Tokio. Sous la pression des trois Puissances, la Russie, bien qu'elle modérât son attitude, ne chercha pas moins d'autres moyens pour dissimuler son intention. De son côté, le Gouvernement de Pékin, réveillé par la persévérance de ses principaux vice-rois, renonça à la ratification du traité. L'affaire traîna en longueur, et provoqua enfin un événement d'extrême importance : le Japon, se sentant menacé par l'action russe en Mandchourie, signa le 30 janvier 1902 à Londres un traité d'alliance défensive avec l'Angleterre¹. Cette alliance anglo-japonaise, explicitement liée à l'action russe, marquait dans le problème mandchourien un nouveau facteur dont l'importance allait au moins obliger la Russie à adopter une attitude plus modérée et plus conciliante. Dès lors, la conversation sino-russe entra assez rapidement dans la bonne voie. Le 8 avril, fut signée entre les deux parties une nouvelle convention relative à l'évacuation de la Mandchourie. Cette convention stipulait le retrait complet de l'armée russe dans un délai de dix-huit mois. L'évacuation devait s'effectuer en trois périodes, chacune de six mois : à la fin de la première période, la Russie évacuera la partie sud-ouest du Fengtien (Liaoning) ainsi que la vallée de Liao-ho ; durant la deuxième période, les autres parties du Fengtien et la province de Kirin ; durant la troisième, c'est-à-dire le dernier délai prévu par la convention, le retrait devait avoir lieu dans la province de Heilungkiang, le dernier territoire mandchourien².

La nouvelle convention réjouit la Chine et les autres Puissances intéressées. On croyait à la disparition du point

1. Ence qui concerne l'alliance anglo-japonaise, voir Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 324.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I. p. 326.

dangereux de la question mandchourienne. Cependant la bonne foi de Saint-Pétersbourg étant à suspecter, on attendait impatiemment la preuve que la Russie se plairait à fournir que son armée évacuerait effectivement à l'expiration du délai convenu. Malgré tout, l'ambition territoriale russe demeura la plus forte, et les moyens pacifiques furent impuissants à faire passer ladite convention du domaine des intentions dans celui des réalités.

Pourtant, conformément à la stipulation de cette convention, à l'expiration du délai prévu pour la première étape, les Russes évacuèrent au mois d'octobre 1902 la partie sud de Fengtien (à strictement parler, le retrait n'était qu'apparent, il se fit en réalité par le transfert des troupes dans « la zone de chemin de fer »). Mais à l'expiration de la deuxième étape, en avril 1903, la Russie réoccupa le Fengtien ; elle s'avança même dans les régions de la Mandchourie méridionale qu'elle n'avait point occupées la première fois ¹. Quelques semaines plus tard, le chargé d'affaires russe présenta au ministère des Affaires étrangères de Pékin une nouvelle demande en sept articles dont le contenu envisageait la monopolisation russe dans la Mandchourie toute entière ². La Russie conditionna alors son évacuation à l'acceptation par la Chine de ses nouvelles demandes ³.

A la révélation de ces nouvelles alarmantes, l'Angleterre, les États-Unis et le Japon protestèrent simultanément auprès de Saint-Pétersbourg, mais le comte Lamsdorff les démentit catégoriquement. Tandis que, d'un autre côté, la Russie instituait un nouveau poste en réunissant l'Amour et le Liaotung sous un commandement unique ; le choix du gouverneur se porta sur l'amiral Alexieff, celui qui avait ordonné la cessation du retrait. Cette nomination fit comprendre davantage aux Puissances les intentions inébranlables de Saint-Pétersbourg. Le Japon qui n'était pas moins menacé que la Chine, surtout à la suite

1. Kuropatkin, *Military and political Memoirs*. (édité par Mc Clures, 1908) pp. 436-487.

2. Asakawa, *The Russo-Japanese Conflict*, pp. 242-243.

3. Witte, *op. cit.*, p. 418.

de l'aggravation du problème coréen, rompit ses relations avec Saint-Pétersbourg. Le 10 avril 1904, il déclara la guerre dont le résultat devait lui assurer sa pénétration en Mandchourie.

La défaite russe en 1905 nous fait comprendre que l'occupation militaire ne procurait à la Russie que peu d'avantages stratégiques, tandis que du côté politique, elle lui fit perdre les concours qui lui étaient indispensables. Le traité d'alliance secret de 1896 unissait la Chine à la Russie en cas d'invasion japonaise et cela pendant une durée de quinze ans. Si ce front allié avait été solidement constitué, le résultat de la guerre postérieure aurait été tout autre. Mais cette alliance supposait l'esprit de solidarité entre les contractantes, elle perdra son existence, aussitôt que celles-ci seront elles-mêmes en conflit. Ce que la Chine demandait en ce moment n'était que la garantie de son intégrité territoriale et administrative. Or, par l'occupation de Liaotung et, plus tard, celle de toute la Mandchourie, la Russie brisa toute espérance chinoise. Pourtant cette garantie avait constitué, comme la Russie le savait bien, le motif unique qui poussa la Chine à signer ledit traité secret. Lorsqu'en 1900, l'intention russe se fit sentir, l'impératrice douairière de la Chine avait notamment mentionné dans sa lettre adressée au Tsar, l'existence de ce traité secret, voulant par là avertir ce dernier de son action irrégulière ¹.

D'autre part, depuis l'occupation de Liaotung, la population mandchourienne manifestait de plus en plus une attitude anti-russe ². Cette réaction contribua dans une large mesure à la défaite de la Russie. En effet, au moment de la rupture russo-japonaise, la Chine, considérant que l'action russe pendant la période 1900-1903 était une violation flagrante des dispositions du traité d'alliance secret, estima que la Russie tenait ledit traité pour abrogé. Le Gouvernement de Pékin avait même exprimé son désir de participer à la défense de son territoire aux côtés du

1. J. O. P. Bland, *China under the Empress Dowager* p. 336.

2. Witte, *op. cit.*, pp. 109-110.

Japon. Cette proposition n'ayant pas été acceptée par ce dernier, la Chine proclama sa neutralité. Mais, lorsque la guerre fut commencée, important fut le concours de la population locale parmi laquelle il faut mentionner notamment le feu maréchal Tchang Tso-ling qui avec d'autres volontaires combattit les Russes aux côtés des Japonais.

En outre, il faut considérer que l'attitude pro-japonaise de l'Angleterre et des États-Unis fut également un des facteurs qui provoquèrent la défaite russe, car ce fut avec le concours financier de ces deux pays, que le Japon put soutenir la guerre. Sans ses actions violentes en Mandchourie, la Russie ne se serait pas enfermée dans un aussi complet isolement et n'aurait probablement pas subi un sort aussi désastreux que celui de 1905. Voilà la cause qui entraîna la Russie dans la guerre et l'obligea ensuite à céder le pas aux Japonais.

*
* *

En fin de compte, la présente période de 1895 à 1905 qui représente les prémisses de la pénétration du Japon en Mandchourie était caractérisée surtout par le contraste de la défaite d'abord et du succès ensuite de la diplomatie japonaise. La triple intervention de 1895 servait au Japon de leçon profitable : elle lui fit comprendre qu'une action dépourvue de la sympathie des autres nations ne lui assurerait que peu de chances. Profitant de ce que la Russie commettait la même maladresse, le Japon mesura ses gestes avec une complète habileté diplomatique.

D'abord envers la Chine, il adhéra le premier, en date du 13 novembre, au principe de la porte ouverte que préconisait le secrétaire d'État John Hay. Cette adhésion avait été sans réserves et, lors de la deuxième déclaration américaine qui se fit sous forme d'une note-circulaire, le ministre des Affaires étrangères japonais avait cru nécessaire de déclarer officiellement au ministre américain à Tokio l'entière approbation de son gouvernement ¹.

1. *Foreign Relations of the United States 1900*, p. 364.

Durant toute cette période, le principe américain servit de base à la politique japonaise à l'égard de la Mandchourie. De plus, Tokio intervint à plusieurs reprises en vue de renforcer la garantie de l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie. Ces interventions avaient eu lieu surtout à la suite de l'occupation russe de la Mandchourie à partir de 1900. Par cette attitude, le Japon obtint la sympathie des États-Unis et à plus forte raison, celle de l'Angleterre, son alliée. D'autre part, il fit oublier à la Chine la guerre imposée de 1894-1895 et parvint à y créer une opinion qui lui était favorable. Cependant, lorsqu'en 1904, la Chine manifesta le désir de participer à la guerre contre la Russie, Tokio l'empêcha. Le ministre du Japon à Pékin fit savoir, sur des instructions de son gouvernement, « qu'après avoir murement étudié la situation, le Gouvernement japonais se croyait tenu de conseiller la Chine d'observer la plus stricte neutralité ». En déconseillant la Chine de participer à la guerre, le Japon prétendait être guidé par « des considérations d'ordre international et d'intérêt général », afin de « limiter la guerre au Japon et à la Russie et d'éviter une conflagration générale ». Autrement dit, le Japon, assuré des appuis d'autres Puissances intéressées et par suite de sa victoire sur l'ennemi, décida de se débarrasser de toutes complications afin de pouvoir se livrer à une libre action future en Mandchourie.

LA DEUXIÈME PÉRIODE

(1905-1915)

Dans le chapitre précédent, nous avons mentionné quelle avait été l'attitude japonaise durant la période de l'empirisme russe en Mandchourie. On voyait que, d'une part, le Japon avait adhéré au principe américain dit de « la porte ouverte » dont le trait fondamental était la garantie de l'intégrité territoriale et administrative de l'Empire chinois, et d'autre part, il se joignait aux Puissances intéressées pour protester auprès de Saint-Petersbourg contre l'action illégale à laquelle la Russie n'avait point cessé de se livrer en Mandchourie. Cet esprit faisait, aux dire des Japonais, le but même de sa guerre contre la Russie. A ce point, il est hautement intéressant de faire allusion au fameux manifeste lancé le 10 février 1904, par le Mikado à son peuple ¹.

Il commença, dans ce manifeste, par rappeler que son désir est d'encourager les progrès pacifiques de son Empire, de le pousser de plus en plus dans la voie de la civilisation, de consolider ses rapports amicaux avec les autres nations ; enfin d'établir un état de chose qui, en maintenant une paix durable en Extrême-Orient, assurera la sécurité future de son Empire « sans porter atteinte aux droits et aux intérêts des autres Puissances ».

Il constata ensuite avec regret, que « la Russie menace l'intégrité de la Corée et continue à occuper illégalement une partie de la Mandchourie, et cela malgré les engagements solennels qu'elle a pris ». Or, « comme l'absorption de la Mandchourie par la Russie rendait impossible le

1. Voir le texte complet en français dans *La Guerre russo-japonaise au point de vue continental et le Droit International*, par Nagao Ariga, Paris, 1908.

maintien de l'intégrité de la Chine et obligerait, en outre, à renoncer à tout espoir de paix en Extrême-Orient..., comme la sécurité de la Corée est en danger, les intérêts de l'Empire menacés, seule la victoire pourra assurer au Japon des garanties pour l'avenir ».

La parole a été toujours très belle, mais le geste la trahit. Aussitôt que les circonstances le permettront, le Japon se mettra à son tour, non seulement à prendre entièrement modèle sur la Russie, mais il ira même beaucoup plus loin. On verra comment la réalité des faits ultérieurs ne correspond aucunement à la déclaration mikadonale.

Si la Chine n'était pas intervenue dans les événements tragiques, la guerre russo-japonaise, elle ne subissait pas moins, au lendemain de cette guerre, de graves préjudices au point de vue de son droit et de ses intérêts en Mandchourie. En passant, nous ne devons pas laisser dans l'ombre l'attitude chinoise dans les conflits de ses voisins.

C'est en effet un phénomène unique qui se présente dans les rapports internationaux : une vaste portion de territoire d'un Etat indépendant allait être le théâtre des hostilités entre deux autres Etats étrangers. Vu que ce territoire était déjà en grande partie occupé militairement par l'armée étrangère, l'Etat saccagé était réduit à l'impuissance de le protéger contre, à la fois, deux envahisseurs. Il avait bien proposé de se joindre à l'une des deux parties belligérantes, mais son désir n'avait point eu satisfaction. Aussi se contenta-t-il de rester strictement neutre en vue de restreindre sa souffrance, mais cette neutralité ne put aucunement éviter l'aggravation de ses dommages ; il se sentira en fin de compte plus lésé que jamais. Voilà un phénomène des plus typiques dans lequel un faible, malgré son innocence, allait être la proie des forts. Telle fut la position chinoise avant, pendant et après la guerre russo-japonaise.

Après cette guerre, la situation de la Mandchourie allait subir une profonde modification. Durant une période de dix ans, c'est-à-dire de 1905 à 1915, le Japon s'empara des principaux moyens qui devaient lui permettre de con-

solider son exploitation en Mandchourie. Mais il limita son influence à la partie méridionale, la partie septentrionale étant laissée à l'influence de son ancien adversaire. Il avait à combattre d'un côté la Chine, détentrice de la souveraineté territoriale et administrative des régions mandchouriennes ; de l'autre côté, les autres Puissances unies par le principe de la porte ouverte. La diplomatie joua pendant cette période un rôle de premier ordre. Ce n'est qu'à partir de l'éclatement de la guerre mondiale de 1914 que le Japon, d'une part, consolidé dans son installation, d'autre part, débarrassé de ses principaux concurrents, put commencer une action plus positive et se montrer de plus en plus agressif.

L'étude de cette période peut se diviser en trois points. Dans le premier point, nous nous bornons à analyser le traité de Portsmouth de 1905 et les traités conclus la même année entre la Chine et le Japon. L'exploitation de la Mandchourie par le vainqueur supposait la possession d'instruments efficaces dont l'expansion japonaise dépendait ; nous étudierons ainsi dans le deuxième point les organisations japonaises, principalement la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, organe grâce auquel le Japon devait réaliser tout son développement futur dans les Trois Provinces chinoises de l'Est. Le troisième point aura trait au domaine politique. Comme nous avons annoncé que, en ce qui concernait la question mandchourienne, la diplomatie jouait dans cette période un rôle de premier plan, il est indispensable d'examiner les relations du Japon avec la Chine et avec les diverses puissances intéressées, surtout les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et l'Angleterre.

CHAPITRE PREMIER

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE DE 1904 1905 : LE TRAITÉ DE PORTSMOUTH ET LES TRAITÉS DE PÉKIN

Après seize mois de combats acharnés, ses échecs répétés sur terre et sur mer et ses finances épuisées devaient amener la Russie à se sentir lasse de la guerre. Le danger était encore plus grand à l'intérieur, une révolution menaçant le trône : seule la paix y pouvait apporter remède. A Saint-Pétersbourg, en dehors de l'opinion populaire, il existait aussi des politiciens qui n'avaient jamais vu d'un bon œil cette guerre avec le Japon. Le comte Witte en particulier, impressionné par les difficultés financières, avait même proposé au début de l'été 1904, au baron Hayashi, ministre plénipotentiaire du Japon à Londres, de rechercher les meilleurs moyens qui mettraient fin à la guerre. Mais l'opposition du Tsar empêcha la mise à exécution de la proposition de Witte¹. Si, aux dires de certains auteurs, les hautes personnalités militaires tels que les généraux Linievitch et Kuropatkine insistaient auprès du Tsar pour poursuivre la guerre², Witte, dans ses *Mémoires*, estime au contraire que ces deux généraux n'avaient d'autre espoir que la paix³. Seulement la Russie qui ne voulait point s'avouer vaincue se voyait gênée pour faire des avances qui sembleraient un aveu de faiblesse.

De son côté, le Japon, malgré son éclatante victoire,

1. Dillon, *The Eclipse of Russia* p. 296.

2. Dillon, *op. cit.*, p. 299.

3. Witte, *op. cit.*, p. 435.

se voyait beaucoup plus épuisé que son adversaire : l'armée était affaiblie par de coûteux succès, son renfort demeurerait impossible par suite du manque d'argent et de munitions ; une mauvaise récolte du riz aggrava les difficultés financières. Le Mikado lui-même redoutait d'avoir à poursuivre la guerre, il aspirait à la paix plus encore que le Tsar.

Bien que, par orgueil, les deux belligérants ne se montrassent pas plus conciliants l'un vis-à-vis de l'autre, leur aspiration à la paix n'échappait point à la connaissance des spectateurs. Ceux-ci, à leur tour, avaient intérêt à voir finir cette longue guerre, cause de perturbations générales dans le commerce et les finances du monde. Belligérants et neutres, tous concevaient le même sentiment, tous étaient prêts à demander une solution, il suffisait donc d'un pas en avant pour ramener la paix. Comme ce premier pas semblait difficile aux deux combattants, l'œuvre devait dépendre d'un tiers qui interviendra en qualité de médiateur. Mais si les bons offices de celui-ci devaient permettre aux deux belligérants de sortir de leur impasse, il était dès lors à prévoir que ce médiateur jouirait d'une haute autorité dans les négociations par lui conduites. Voilà un important facteur qui aura de grosses conséquences dans le traité de Portsmouth.

Le 8 juin 1905, par une note identique envoyée au Japon et à la Russie, le Président des Etats-Unis Théodore Roosevelt déclara :

« Le Président sent que, le moment est venu où, dans l'intérêt de toute l'humanité, il doit s'efforcer de voir s'il n'est pas possible de mettre un terme au terrible et lamentable conflit en cours. Le Président, par conséquent, presse les Gouvernements russe et japonais, non seulement dans leur propre intérêt, mais encore, dans l'intérêt de tout le monde, d'entamer des négociations de paix ¹. »

Deux jours après la réception de la note américaine, le Japon y adhéra le premier. La Russie, deux jours plus tard, donna également son acceptation. Des plénipoten-

1. Bishop, *Theodore Roosevelt and his Time*, vol. I, p. 382.

tiaires furent nommés et ils se réunirent le 8 août en Amérique près de Portsmouth.

Comme nous l'avons annoncé plus haut, les Etats-Unis, en s'interposant entre deux pays adversaires, et en leur accordant la possibilité de négocier sous ses yeux, devaient évidemment exercer une grande influence sur le cours des négociations. Dans quel sens exerceront-ils cette influence ? La réponse est bien aisée si l'on se souvient de l'attitude américaine durant l'empiètement russe en Mandchourie. Dans le chapitre précédent, nous avons mentionné les deux déclarations du secrétaire d'Etat John Hay, ainsi que les démarches américaines auprès de Saint-Pétersbourg ; nous avons vu que tous ces actes diplomatiques visaient le maintien de la politique de la « porte ouverte », politique basée sur la garantie de la souveraineté chinoise en Mandchourie. L'idéal américain était parfaitement connu au monde et le Japon s'était même rallié entièrement à ce principe. Lorsque, sur la proposition du Président Roosevelt, les négociations seront entamées sur le territoire américain, le monde ainsi que le Japon lui-même était prévenu d'avance de la direction vers laquelle les Etats-Unis exerceront leur puissante influence.

En effet, il importe de le rappeler, dès avril 1905, le Président Roosevelt, lorsqu'il avait été sollicité d'accorder ses bons offices, fit connaître qu'il comptait sur l'adhésion du Japon à la doctrine de la porte ouverte en Mandchourie et sur le retour de ce territoire à la Chine. Le Japon acquiesça à cette condition. Le traité de Portsmouth fut enfin conclu dans ce sens. C'est là, indéniablement, un point de première importance dans la question mandchourienne ; il devait évacuer hors de Mandchourie non seulement les troupes russes y stationnées depuis des années, mais aussi et surtout les nouvelles troupes victorieuses japonaises, plus prétentieuses que les précédentes. A cet égard, si la triple intervention de 1895 était mise en lumière dans les récits des historiens, l'influence américaine dans la paix de Portsmouth ne devait logiquement pas rester dans l'ombre.

Après vingt-cinq jours de pénibles débats, toujours sous

la tutelle du Président Roosevelt, les deux parties parvinrent à signer le 5 septembre, le traité de Portsmouth.

1. — *Le traité de Portsmouth*
du 5 septembre 1905.

La plupart des dispositions contenues dans le traité de Portsmouth intéressaient au plus haut point la question mandchourienne. Celle-ci figura dans les principaux articles suivants ¹ :

L'article 3 : « Les deux parties contractantes s'engagent mutuellement :

1° A évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à l'exception du territoire affecté par le bail de la péninsule de Liaotung ;

2° A rétrocéder entièrement et complètement à l'administration de la Chine toutes les parties de la Mandchourie occupées, ou sous le contrôle des troupes japonaises, à l'exception du territoire à bail ci-dessus mentionné ;

3° Le Gouvernement russe s'engage à n'avoir en Mandchourie aucun avantage territorial ni aucune concession préférentielle ou exclusive au détriment de la souveraineté chinoise, ou incompatible avec le principe des chances égales. »

L'article 3 était réellement l'application de l'idéal américain. En maintenant la souveraineté chinoise en Mandchourie, il y fermait la porte aux prétendants russes ou japonais, maintenant ainsi la paix en Extrême-Orient. Son esprit, en remontant de plusieurs années, se rattachait aux deux déclarations du secrétaire d'Etat John Hay ; et, en liaison postérieure, il se verra répété dans le traité de Washington de 1922. Si les événements actuels, en détruisant la paix en Extrême-Orient, inspirent une grande inquiétude au monde entier, c'est que l'une des bases de la pacification de ce coin du monde est ébranlée par suite du réveil des ambitions d'une des nations les plus intéressées.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 525.

D'autre part, aux yeux de la Chine, l'invasion illégale des troupes étrangères dans son propre territoire constitue une grande atteinte à sa souveraineté et en même temps d'immenses dommages à ses biens matériels. Le rétablissement de la souveraineté chinoise en Mandchourie était pour elle une mesure de justice ne méritant que peu de louange, étant donné que les dommages matériels qu'elle subissait n'avaient été réparés par aucun moyen compensateur.

Le détail de la mise en exécution de l'article 3 figurait dans un traité additionnel signé également à Portsmouth à la même date ¹. Aux termes de ce traité additionnel, un délai de dix-huit mois, compté à partir du jour de la ratification du traité de Portsmouth, était prévu pour l'évacuation complète et simultanée de la Mandchourie par les deux parties contractantes.

L'article 4 : « Le Japon et la Russie s'engagent à respecter les mesures générales communes à toutes les Puissances que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Mandchourie. »

Les stipulations de l'article 4 étaient également l'application du principe américain. Il s'agissait cette fois-ci du second principe fondamental contenu dans les deux déclarations John Hay : la chance égale de toutes les nations dans leurs entreprises en Mandchourie. L'interprétation de cet article devait être sans nul doute la condamnation de tout esprit de monopole ou d'accaparement d'une nation quelconque, expressément le Japon et la Russie. La Chine qui rétablissait, en vertu de l'article 3, sa souveraineté en Mandchourie sera libre dans son action pour le développement du commerce et de l'industrie dans ce territoire. Or, ce développement ne pourrait jamais avoir lieu si l'on y mettait des entraves quelconques. L'article 4 empêchait donc le Japon et la Russie de porter atteinte au droit souverain de la Chine et au développement commercial et industriel de la Mandchourie. Toute disposition contraire sera une violation flagrante de l'esprit et de la lettre dudit article.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 527.

L'article 5 : « Le Gouvernement du Tsar transfère et assigne au Japon, avec le consentement du Gouvernement chinois, le bail de Port-Arthur-Talien-ouen, et du territoire adjacent, les eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou inclus dans ledit bail.

« Il transfère également et assigne au Gouvernement impérial du Japon tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par le bail.

« Il est entendu que les deux parties s'engagent à obtenir le consentement du Gouvernement chinois. »

L'article 6 : « Le Gouvernement du Tsar transfère au Gouvernement impérial du Japon, avec le consentement de la Chine, la voie ferrée entre Changchun et Port-Arthur, et tous ses embranchements, ainsi que tous droits, privilèges et propriétés s'y rattachant, de même que les mines de charbon de cette région, appartenant à la voie ferrée ou exploitées pour son bon fonctionnement. »

L'article 5 et l'article 6 permettaient au Japon de s'attribuer le plus important butin de sa guerre victorieuse avec la Russie. Ils lui assuraient désormais une position prépondérante en Mandchourie, plus solide et plus certaine que l'Empire du Tsar ne l'avait jamais eue, faute d'une situation géographique favorable et d'une base légale plus certaine. Ils lui permettaient désormais de réaliser son rêve depuis si longtemps conçu : la première conquête du continent était chose faite.

Ces deux articles supposaient le consentement du Gouvernement chinois pour leur réalisation. A considérer la lettre, ils semblaient fournir un signe de respect à la souveraineté chinoise en ce qui concernait la Mandchourie. Mais, en fait, ils accordaient plus d'avantages au Japon. Grâce à cette stipulation, ce dernier obtenait l'occasion d'entrer plus tard en pourparlers pour le règlement des détails avec le Gouvernement chinois dont la faiblesse devait donner d'autres satisfactions encore aux Japonais.

L'article 7 : « Les deux parties contractantes s'engagent

à n'exploiter leurs voies ferrées respectives en Mandchourie que dans un but commercial et industrie. »

Cet article était conçu, si l'on peut ainsi parler, dans un esprit de démilitarisation de la Mandchourie ; — par l'affectation des moyens de transport aux usages strictement commerciaux et industriels, il voulait écarter la possibilité, pour les Russes ou pour les Japonais, d'y baser des opérations militaires. Comme les articles 5 et 6 octroyaient l'installation des Japonais dans la partie méridionale de la Mandchourie, désormais trois forces, chinoises, japonaises et russes, furent en présence dans ce territoire, et des conflits ne pouvaient inévitablement tarder de surgir entre elles. Rien n'était plus indispensable que d'introduire une disposition légale qui atténuerait toute complication éventuelle de cet état de choses. L'article 7 était donc nécessaire pour la pacification de la Mandchourie, noyau de conflits déjà depuis tant d'années.

Si cet article devait jouer un rôle important dans la stabilisation pacifique en Extrême-Orient, il était à prévoir que toute violation dudit article y entraînerait assurément de graves événements et menacerait la paix si péniblement rétablie. C'est ce qui arrive aujourd'hui où les Japonais après avoir amplement étendu leur influence en Mandchourie, prétendent s'y constituer comme leur première ligne de défense. C'est-à-dire au lieu de l'emploi commercial et industriel des voies ferrées strictement stipulé dans cet article 7, ils se contentent de leur utilisation stratégique. Aussi en dehors de la ligne Changchun-Port-Arthur, ils sont prêts aujourd'hui à construire de nouvelles lignes dont quelques-unes sont manifestement conçues dans le but de faciliter des opérations militaires et visent expressément la Russie, une des co-signataires du traité de Portsmouth.

En résumé, le traité de Portsmouth, élaboré sous l'inspiration des Américains, présente, en ce qui concerne la Mandchourie, quatre traits caractéristiques :

1^o Il concède aux Japonais le bail de Liaotung et l'entreprise de la voie ferrée Changchun-Port-Arthur (art. 5 et 6) ;

2° Il garantit la souveraineté chinoise en Mandchourie (art. 3 et 4) ;

3° Il assure la chance égale de toutes les nations dans leurs entreprises en Mandchourie (art. 4) ;

4° Il neutralise la Mandchourie contre l'action du Japon et de la Russie (art. 7).

Si le Japon avait obtenu, en vertu du premier point, de nombreux avantages en Mandchourie, par contre, il n'a pas moins commis de graves violations aux trois autres, et par là, il s'est rendu entièrement responsable de la situation inquiétante d'aujourd'hui.

2. — *Traité et convention additionnelle de Pékin* *du 22 décembre 1905.*

1. *Traité de Pékin.* — En application des articles 5 et 6 du traité de Portsmouth, stipulant que le Gouvernement impérial chinois devait être consulté pour les clauses figurant dans ces textes, les plénipotentiaires japonais ayant à leur tête le baron Komura signèrent le 22 décembre 1905 à Pékin, avec le Gouvernement chinois le traité réglant la question mandchourienne ¹.

Par le traité de Pékin, la Chine acceptait tous les transferts et avantages que la Russie consentait au Japon par les articles 5 et 6 du traité de Portsmouth (art. 1).

Le Japon s'engageait, en ce qui concernait le territoire cédé à bail, la construction et l'exploitation des voies ferrées, à se conformer aux accords primitifs conclus entre la Chine et la Russie. « Dans le cas où une question se poserait à l'avenir (au sujet du territoire à bail et des voies ferrées) le gouvernement japonais prendrait sa décision en consultant le gouvernement chinois. » (art. 2.)

A l'occasion des dispositions de l'article 2, les plénipotentiaires chinois avaient, dans le but de préciser la situation, notifié aux envoyés japonais les traités et conventions sino-russes concernant le bail du Liaotung ainsi

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 549.

que la construction et exploitation des chemins de fer mandchouriens.

2. **Convention additionnelle de Pékin.** — A la même date, le 22 décembre 1905, fut jointe au précédent traité une convention additionnelle de douze articles réglant de nombreux détails.

1° La Chine acceptait d'ouvrir seize villes mandchouriennes (mentionnées dans ladite convention) au commerce international (art. 1).

2° Le Japon promettait de retirer ses gardes de chemin de fer en même temps que la Russie (art. 2).

3° La Chine reprenait le droit d'envoyer des troupes dans les régions évacuées pour assurer le maintien de l'ordre et de la tranquillité (art. 3).

4° Le Japon s'engageait à restituer les propriétés chinoises publiques et particulières, occupées ou expropriées pendant la guerre (art. 4).

5° La Chine consentait à l'exploitation et à l'amélioration par les Japonais du chemin de fer militaire construit entre Antung et Moukden. Le délai de concession était prévu pour quinze ans. A l'expiration de ce délai, ledit chemin de fer devait être vendu à la Chine au prix fixé par un expert étranger choisi par les deux parties. Il était stipulé en outre, que la personne chargée par le Japon des améliorations de la voie ferrée devrait conférer avec le commissaire envoyé à cet effet par la Chine (art. 6).

6° Le Gouvernement chinois s'engageait à ce que tout le matériel nécessaire aux chemins de fer de la Mandchourie méridionale fut exempt de tous droits, impôts et « likin » (art. 8).

7° Les fonctionnaires chinois et japonais devaient régler l'établissement de la concession japonaise à Yingkéou, à Antung et à Moukden (art. 9).

8° Une compagnie sino-japonaise serait autorisée à exploiter les forêts des bords du Yalou. Les actionnaires chinois et japonais devaient avoir une part égale dans les bénéfices de l'entreprise (art. 10).

La revue rapide des principales stipulations contenues dans la convention additionnelle de 1905 montre à quel degré le Japon renforça sa position en Mandchourie au préjudice de la Chine. La plupart de ces concessions n'avaient point figuré dans le traité de Portsmouth ; on comprend pourquoi, en signant à Portsmouth, le Japon avait eu soin de laisser le règlement des détails à un accord ultérieur entre lui et la Chine.

* * *

Ayant terminé l'analyse des traités de Portsmouth et de Pékin, nous pouvons conclure que la guerre russo-japonaise de 1904-1905 avait non pas mis à mal une partie belligérante vaincue, mais causé de graves dommages à une tierce Puissance, demeurée strictement dans la neutralité. Le traité de Portsmouth légalisa la pénétration du Japon en Mandchourie, la convention additionnelle de Pékin compléta les gains des Japonais en leur attribuant d'autres droits que jamais n'avaient possédés les Russes dont les Japonais étaient successeurs. Alors que la Chine, en déclarant sa neutralité le 29 février, avait spécifié que les Trois Provinces de l'Est demeureraient soumises à sa souveraineté et que, quelle que soit la puissance victorieuse, ni le Japon ni la Russie ne pourrait les occuper¹. Mais, le transfert du bail de Liaotoung lui enleva son dernier espoir, et sa consternation ne put que s'accroître en se voyant peu après contrainte à subir d'autres pertes incalculables. Devant la force de la nouvelle Puissance triomphante, elle s'inclina. De sorte que, victime des nations étrangères belliqueuses, ce fut elle qui dut supporter tous les ravages atroces de la guerre ; ce fut elle qui dut supporter les conséquences de la défaite à la place du belligérant vaincu ! Peut-être conservait-elle une dernière espérance dans la lettre du traité de Ports-

1. Voir le texte complet de la déclaration chinoise de neutralité dans *La Guerre russo-japonaise au point de vue continentale et le Droit International* par Nagao Ariga, Paris 1908, pp. 62-63.

mouth qui lui avait donné l'apparence d'une garantie, mais nous verrons plus tard que cette garantie n'était qu'illusoire, et que, au cours du temps, elle restera lettre morte.

CHAPITRE II

LES ORGANISATIONS ADMINISTRATIVES ET ÉCONOMIQUES JAPONAISES EN MANDCHOURIE

Après avoir eu satisfaction dans le transfert par la Russie du bail de Kwantung et de la voie ferrée Changchun-Port-Arthur, le Japon se préoccupa de la mise en valeur de son butin. Il institua à cet effet deux organismes importants ayant un caractère officiel, d'abord le « Gouvernement Général de Kwantung », puis la « Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Tous deux ont été investis de pouvoirs les plus amples et les plus divers. Au cours de ce dernier quart de siècle, leur rôle prépondérant n'a pas cessé de s'accroître et a contribué à raffermir la position du Japon en Mandchourie.

1. — *Le gouvernement général de Kwantung.*

Nous remettons à la troisième partie l'examen de la légalité du Gouvernement Général de Kwantung. Ce paragraphe traitera seulement l'état de fait depuis son institution.

Lorsqu'en automne 1904, l'armée japonaise, après avoir infligé la défaite aux Russes, pénétrait dans la péninsule de Liaotung, elle établit une gendarmerie dite de Liaotung dont le quartier général se trouva d'abord à King-tchéou, puis fut transféré à Dairen au mois de novembre. Lors de son transfert à Dairen, il fut créé une administration générale militaire dirigée par le chef de l'état-major en fonction et dont la compétence devait s'étendre à toute

la péninsule. De là date la première organisation administrative japonaise en Mandchourie.

L'année suivante, alors que la paix avec la Russie était sur le point d'être signée, le Japon supprima la gendarmerie de Liaotung et ensuite l'administration générale militaire. Cette suppression devait avoir pour conséquence la création de l' « Administration générale civile » qui, relevant du commandant en chef de l'armée japonaise en Mandchourie, avait pour fonction principale le maintien de l'ordre et de la sécurité dans le département de Liaotung et, en même temps, l'assistance à l'accomplissement de toute opération militaire. Son bureau principal se trouvait également à Dairen et deux bureaux auxiliaires étaient respectivement établis à Port-Arthur et à King-tchéou.

Au mois d'octobre, les opérations militaires étant complètement terminées et la paix définitivement rétablie, le Japon obtint, en vertu du traité de Portsmouth, la cession du bail de Liaotung. Les organes administratifs établis en Mandchourie devaient suivre le même sort que le quartier général de l'armée, disparu par suite de la paix. Le Japon institua le Gouvernement général de Kwantung dont la compétence embrassa toutes les matières civiles et militaires. La nouvelle administration devait subsister jusqu'en août 1906, date du retrait de l'armée japonaise de Mandchourie.

Au cours de ces deux années, de 1904 à 1906, malgré leurs fréquentes transformations, les organes administratifs japonais établis au Liaotung appartenaient uniquement au pouvoir militaire. Nous pouvons considérer cette période comme la phase militaire de l'administration japonaise dans le territoire de Liaotung.

La deuxième phase commença en août 1906, lorsque le Japon en destituant l'ancien organisme, promulga un nouveau statut officiel du Gouvernement général de Kwantung. D'après le nouveau statut, il y aurait à la tête de l'administration du territoire à bail et au territoire dit « zone de chemin de fer » un gouverneur général dont le quartier général serait à Port-Arthur. Cet organisme était divisé en deux départements, civil et militaire, tous dé-

pendant du gouverneur général. Ce dernier ne devait être choisi que parmi les hauts officiers militaires. Par contre, le chef du Département civil pouvait être occupé par un civil. Il y avait donc une démarcation apparente au sein de cet organisme entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil, mais le chef du Département civil restait toujours sous le contrôle militaire. Par là, cette période représentait la phase de l'administration semi-militaire.

Le régime de 1906 dura jusqu'en avril 1919. Le Gouvernement général de Kwantung fit alors place au Département de Kwantung. Le nouveau statut officiel institua la séparation de l'administration civile et de l'administration militaire : la première appartient au commandant en chef de l'armée de Kwantung, et la seconde au gouverneur général du Département de Kwantung.

D'abord le quartier général de l'armée de Kwantung à Port-Arthur est l'organe militaire suprême du Japon en Mandchourie. Le commandant en chef, nommé directement par l'Empereur, commande l'ensemble des troupes japonaises stationnées dans le Kwantung ainsi que le long des voies ferrées appartenant au Japon, et sauvegarde la sécurité de ces territoires. Normalement, l'armée japonaise se composait, avant l'affaire du 18 septembre 1931, d'une division et de six régiments indépendants de gardes de chemin de fer.

Quant au Département de Kwantung, le gouverneur, pouvant être un civil, est également nommé directement par le Mikado. Son pouvoir s'exerce sur toutes les matières administratives et judiciaires, excepté celles qui rentrent dans la compétence de l'armée. Mais si le poste de gouverneur civil était rempli par un officier militaire supérieur, il pourrait quand même commander l'armée japonaise de Kwantung. De cette sorte, la démarcation entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire est loin de la réalité. Le gouverneur général jouit en outre d'une influence de première importance par le droit qui lui est accordé d'administrer et de contrôler en cas de besoin la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien ; il possède de plus le pouvoir de police non seulement dans le territoire à bail, mais aussi

dans les territoires dits « zone de chemin de fer ». Le gouverneur général relève du premier ministre du Japon en ce qui concerne les opérations administratives civiles, du ministre des Affaires étrangères s'il s'agit des actions diplomatiques. Mais lorsque les fonctions du gouverneur général sont remplies par un officier militaire supérieur qui est en même temps le commandant en chef de l'armée de Kwantung, dans ce cas, il dépend du chef de l'état-major à Tokio. Le président de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien exerce d'office les fonctions du conseiller des Communications du Département de Kwantung¹.

A partir de 1919, tous les consuls japonais en Mandchourie sont de plein droit les secrétaires du Département, et le consul général à Moukden, en dehors de sa qualité de chef diplomatique et judiciaire (juridiction consulaire), est de plein droit le secrétaire général du Département. Donc, le Département de Kwantung exerce également son contrôle dans le domaine diplomatique. Bien plus, par cette combinaison, le pouvoir de police du Département de Kwantung s'exerce au delà du territoire à bail et de la « zone de chemin de fer » dans la mesure et dans les lieux où il existe des consulats japonais, même dans les localités entièrement soumises à l'autorité chinoise. Quant aux agents de police des consulats japonais en Mandchourie, ils ont été souvent fournis par les gardes du chemin de fer².

Toute cette série d'enchevêtrement rend la situation de plus en plus anormale ; par contre, il accentue indéfiniment l'influence japonaise en Mandchourie au préjudice du droit souverain de la Chine. Nous ne tarderons pas à apercevoir que, au point de vue de droit international, la situation anormale du gouvernement général de Kwantung (aujourd'hui Département du Kwantung) est absolument impossible à justifier.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, 569.

2. *Vingt ans d'Histoire du Gouvernement Général du Kwantung* (en japonais), publié par le Département de Kwantung, Port-Arthur, août 1926, p. 274.

Le statut de 1919 resta en vigueur jusqu'aux événements mandchouriens récents, sauf qu'en 1921 et en 1923, on y apporta quelques modifications sans grande importance.

2. — *La Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien.*

1. **Les rapports entre la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien et le Gouvernement japonais.** — Si nous avons présenté l'organisme du Département de Kwantung comme un instrument par lequel le Japon exerce outre mesure son influence politique en Mandchourie, nous ne devons pas perdre de vue un autre organisme qui, malgré son apparence industrielle et commerciale, présente un caractère aussi officiel et joue un rôle politique aussi important que le Gouvernement général de Kwantung. Il s'agit de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien dont l'importance dans la position japonaise en Mandchourie nous oblige à en entreprendre une étude assez complète et détaillée.

Par l'article 6 du traité de Portsmouth, la Russie transféra au Japon la voie ferrée entre Changchun et Port-Arthur et tous ses embranchements, ainsi que tous droits, privilèges et propriétés s'y rattachant, de même que les mines de charbon de cette région, appartenant à la voie ferrée ou exploitées pour son bon fonctionnement. Par l'article premier du traité de Pékin, la Chine accepta tous les transferts et cessions que la Russie consentait au Japon ; ensuite, par l'article 4 de la convention additionnelle de Pékin, la Chine consentait à l'exploitation et à l'amélioration par les Japonais du chemin de fer militaire construit entre Antung et Moukden. En s'attribuant ces concessions ferroviaires ainsi que les privilèges s'y rattachant, le Gouvernement japonais s'occupa de fonder un établissement destiné à gérer les intérêts acquis.

On discuta d'abord à Tokio sur la forme que devait revêtir la nouvelle entreprise : serait-elle régie par l'État lui-même ou ferait-elle l'objet d'une concession à un

établissement privé. L'ordonnance impériale en autorisant la fondation d'une compagnie anonyme amena d'autres discussions sur le caractère de cette compagnie. Les uns voulaient l'assimiler à une compagnie purement commerciale, les autres, à une société de colonisation. Finalement, on se contenta de la désigner sous le nom aujourd'hui universellement connu. C'est le statut de la Compagnie qui devait accorder à cette dernière toute l'élasticité désirable.

En premier lieu, l'ordonnance impériale (n° 142) du 7 juin 1906 qui sanctionna l'organisation de la Compagnie autorisa celle-ci à porter le nom de « Compagnie anonyme du chemin de fer Sud-Mandchourien » avec la clause que ses actions devaient être « possédées seulement par les Gouvernements japonais et chinois ou par leurs sujets respectifs ¹ ».

La portion des actions du Gouvernement japonais était représentée par les chemins de fer et leurs accessoires ainsi que les mines de charbon, tous transférés par la Russie au Japon en vertu du traité de Portsmouth. D'autre part, le Règlement du Gouvernement japonais en date du 1^{er} août 1906 étendit ces dispositions, il stipula que le capital social de la Compagnie devait être de 200.000.000 de yens dont la moitié devait être considérée comme possédée par le Gouvernement en conséquence de son transfert à la Compagnie des propriétés immobilières du chemin de fer ².

Chaque action, d'après le Règlement, devait avoir une valeur de 200 yens³. Le Gouvernement japonais garantit pour une période de quinze ans, un dividende de 6 p. 100 aux actions possédées par les porteurs privés, ainsi que, sous certaines conditions, le paiement de l'intérêt des obligations émises par la Compagnie pour la construction du chemin de fer ou pour les opérations des entreprises s'y rattachant. De plus, le Gouvernement japonais souscrivit

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 553.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 557.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 559.

immédiatement quatre-cinquième du capital social¹. Il est à remarquer que, en 1906, sur les 500.000 actions de 200 yens réservées aux souscripteurs privés, 100.000 seulement avaient été réellement offertes à la souscription².

En second lieu, d'après l'ordonnance impériale du 7 juin 1906, et le Règlement gouvernemental du 1^{er} août 1906, le président et le vice-président de la Compagnie sont nommés par le Gouvernement japonais avec la sanction impériale. Ils n'ont pas besoin d'être actionnaires, mais, pourtant dans l'assemblée des actionnaires, le président de la Compagnie préside l'assemblée avec le droit de vote comme s'il était actionnaire, ayant de plus voix prépondérante en cas de partage des voix. Le Règlement donne au président de larges pouvoirs en lui accordant le droit de représenter la Compagnie et de contrôler toutes ses affaires. Comme les présidents, les membres du conseil d'administration — actuellement au nombre de huit — sont également nommés par le Gouvernement japonais qui porte son choix parmi ceux qui possèdent cent ou plus de cent actions. Ces nominations sont en pratique faites par le premier ministre. Quant au terme de leurs fonctions, il est fixé à cinq ans pour le président et le vice-président, et quatre ans pour les membres du conseil d'administration. En fait, durant le dernier quart du siècle, le « Genro », une institution particulière au Japon qui survit aujourd'hui seulement en la personne du prince Saionji, le dernier ministre de Mutsi-Hito, a joué le premier rôle en déterminant les hommes sur qui doit se porter le choix pour l'administration du chemin de fer Sud-Mandchourien, particulièrement en ce qui concerne le poste de président et de vice-président. Habituellement, le nouveau président, par suite de la démission des membres du conseil

1. C. Walter Young, *Japanese Jurisdiction in the South Manchuria Railway Area*, pp. 83-84.

2. Walter Young, *op. cit.*, p. 84, note. L'auteur remarque que la balance de 80.000.000 yens se fut procurée par les obligations. En 1921, trois nouvelles émissions d'actions avaient été offertes au Japon, qui, avec la première émission de 1906, se totalisaient par 160. 000.000 yens. En mars 1921, le capital autorisé s'était monté à 440.000.000 yens.

d'administration, est autorisé à choisir les successeurs parmi ceux qui sont pour lui *persona grata* ¹.

En troisième lieu, des stipulations ont donné au Gouvernement japonais le droit complet de contrôle sur la Compagnie. Le Règlement du 1^{er} août 1906 stipula que l'approbation du Gouvernement était nécessaire pour tous changements aux statuts de la Compagnie, pour l'élaboration du budget proposé pour chaque année financière, ainsi que pour les émissions d'obligations de la Compagnie. L'article 22 dudit Règlement prévoyait que « sans la permission du Gouvernement la Compagnie ne pourra céder ni ses droits fondamentaux ni ses propriétés, ni les offrir en garantie. » Ce n'est qu'avec l'approbation du Gouvernement que les tarifs de transports peuvent être modifiés. Les projets de la construction et du développement de la Compagnie doivent également être soumis à l'assentiment du Gouvernement. Finalement le Règlement énonça que « sur la réquisition faite par le Gouvernement, la Compagnie devra à n'importe quel moment être en mesure de mettre les voies ferrées, les propriétés et les dépendances à la disposition du Gouvernement » ².

De ces trois aspects que nous avons examinés successivement, il résulte que le Gouvernement japonais exerce très étroitement son influence sur la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. En effet, par le premier point, il possédait au début la moitié des actions de la Compagnie, et, en conséquence, il pouvait disposer de 500.000 voix, vu que chaque action donne à son possesseur droit à une voix au conseil d'administration. Cette situation est encore fortifiée par le second point grâce auquel le Gouvernement japonais se voit attribuer d'autres voix. Vu que les membres du conseil d'administration sont désignés par le Gouvernement parmi les porteurs de cent ou plus de cent actions, ils peuvent être tenus d'appuyer le président et le vice-président qui, désignés par le Gouvernement, doivent voter dans son intérêt. Donc,

1. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 88, note.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 558.

même pour les affaires courantes devant le conseil d'administration, le Gouvernement contrôle complètement la Compagnie. Aussi, pour les affaires ayant un caractère plus important, l'examen du troisième point nous montre que les diverses stipulations contenues dans les documents originaux assurent pratiquement la subordination complète de la Compagnie au Gouvernement japonais. Ainsi, sous le masque d'une entreprise industrielle, la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, en conservant ses principaux traits officiels, se lie étroitement au Gouvernement japonais ; et elle devait en outre se subordonner au clan militaire de l'Empire nippon et se laisser guider par lui. On comprend pourquoi la Compagnie peut se présenter non seulement comme un organe excellent de développement économique, mais encore et surtout comme un organe prépondérant de la politique japonaise en Mandchourie.

Quant au Gouvernement chinois, il n'a entretenu aucun rapport avec la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. Aucune action de la Compagnie n'a été acquise par le Gouvernement chinois ; bien qu'un certain nombre de ces actions soit possédé par les Chinois au service de la Compagnie, le nombre en est si négligeable qu'il est presque inutile d'en parler. De sorte que la stipulation de l'ordonnance impériale de 1906 suivant laquelle seuls les Gouvernements japonais et chinois ainsi que leurs sujets peuvent posséder les actions de la Compagnie devait aboutir à ce résultat que pratiquement toutes les actions allaient aux mains du Gouvernement japonais et de ses sujets. Le Gouvernement japonais avait en effet demandé officiellement au Gouvernement chinois s'il désirait souscrire une partie des actions de la Compagnie, ce dernier refusa pour les raisons que nous allons indiquer. C'est alors que M. Y. Matsuo, ancien vice-président du Sud-Mandchourien et dernièrement premier délégué japonais à la S. D. N., saisit l'occasion de la conférence à Kyoto de l'Institut des Relations du Pacifique pour expliquer ainsi le refus du Gouvernement chinois : « Quand la Compagnie de chemin de fer du Sud-Mandchourien, dit-il, était en formation, nous

avons fait aux Chinois l'offre de souscrire des actions de la Compagnie, mais les Chinois déclinèrent eux-mêmes cette offre ¹ ». Malgré cette assertion, un observateur étranger qui avait pu juger de près la réalité de la situation affirmait au mois d'août 1906 qu'« il est impossible d'imaginer que les Chinois investissent leurs capitaux dans la Compagnie de chemin de fer du Sud-Mandchourien ² ». Et de fait, rien n'est plus compréhensible que cette attitude chinoise si l'on songe aux différentes mesures que le Gouvernement japonais avait eu soin de prendre pour être maître de cet organisme. La possession de la moitié des actions de la Compagnie par le Gouvernement japonais, les clauses des statuts mettant la Compagnie sous la direction du Japon, de telles conditions étaient suffisantes pour décourager les investissements chinois dans la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. Cette situation avait été d'ailleurs confirmée par M. Weight, ambassadeur américain à Tokio. Dans sa dépêche au Département d'État en date du 15 janvier 1906, l'ambassadeur avait déclaré « qu'il était évident que la politique et l'intention du Japon étaient de s'assurer le droit de contrôler et de diriger le trafic sur toutes les voies ferrées de la Mandchourie tout comme s'il s'agissait des chemins de fer d'État au Japon ³ ». De cette façon, le Japon espérait accaparer cet important chemin de fer mandchourien. On verra plus tard que cet accaparement se manifeste non seulement vis-à-vis de la Chine mais encore vis-à-vis des autres pays étrangers qui voudraient investir leurs capitaux en Mandchourie.

La Compagnie étant fondée et organisée dans ses grandes lignes, il restait au Gouvernement japonais à choisir celui à qui devait incomber une charge aussi lourde et aussi importante. Exactement comme en ce qui concernait la nomination du gouverneur général de Kwantung, c'était

1. Y. Matsuoka, *Address at Kyoto Conference of the Institute of Pacific Relations*, novembre 1929, p. 9.

2. Bertram Lennox-Simpson, *The Truce in the East and its Aftermath*, p. 229.

3. *Foreign Relations of the United States 1906*, t. II. p. 1017.

l'armée qui allait décider. Le ministre de la Guerre, le vicomte Terauchi exerça son influence pour obtenir la nomination du baron Shimpei Goto au poste de président de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. D'autre part, le général vicomte Kodama, qui avait fait sa réputation dans la guerre russo-japonaise, et qui venait d'être désigné comme gouverneur général du Kwantung, persuada le baron Goto d'accepter sa nomination. Ce dernier avait tout d'abord décliné l'offre qui lui était faite, mais après avoir obtenu la promesse d'avoir les mains libres dans son administration, il accepta les fonctions de président de la Compagnie. Ici, un point mérite d'être éclairci. Si, apparemment le baron Goto avait manifesté son désir de ne pas être, dans ses fonctions, responsable envers le gouverneur général du territoire à bail du Kwantung, il avait eu véritablement au fond un autre désir beaucoup plus important. Il voulait en effet non seulement avoir les mains libres dans toute son administration du chemin de fer Sud-Mandchourien mais encore exercer le pouvoir politique et administratif dans « la zone du chemin de fer », notamment en ce qui concerne les rapports de « la zone » avec les nations étrangères. Lorsqu'il eut obtenu satisfaction grâce à son insistance, il ne manqua point de collaborer avec le gouverneur général du Kwantung, le général vicomte Kodama.

Il faut ajouter que le baron Goto resta à son poste de président moins de trois ans, établissant un précédent qui, sauf exceptions, a persisté jusqu'à aujourd'hui : bien que le mandat du président ait été fixé à cinq ans, en pratique, il y eut peu de présidents qui purent achever la durée légale de leurs fonctions¹. Dans les années récentes, l'administration de la Compagnie, non seulement en ce qui concerne le président et le vice-président mais aussi les membres du conseil d'administration, a été sujette à des changements parallèles aux changements de ministères japonais. N'est-ce pas une situation anormale, sans précédent, — pour un établissement qui présentait

1. C; Walter Young, *op. cit.*, p. 91.

toutes les apparences d'une société anonyme, et qui, par suite du traité solennel qui lui avait donné naissance, devait logiquement et légalement n'être qu'une entreprise commerciale et industrielle ? On ne saurait expliquer cette anomalie sans la compréhension de l'intention japonaise de ménager cette compagnie exactement comme un agent politique afin que, à tout moment, la compagnie soit rigoureusement sous la direction du cabinet de Tokio. De sorte que les observateurs étrangers purent aisément affirmer que « ce système prouve par lui-même de façon éclatante le rôle que joue la compagnie en tant qu'instrument de la politique japonaise en Mandchourie. Aucune personne demeurant à Dairen ne peut considérer la Compagnie comme une entreprises privée au sens ordinaire de cette expression ¹.

2. L'activité de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. — Après avoir eu connaissance du caractère de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, rien ne permet de douter qu'elle doive supporter de lourdes responsabilités et que son administration embrasse les domaines les plus variés. Par le Règlement du 1^{er} août 1906, elle est autorisée non seulement à gérer le chemin de fer au point de vue technique et commercial, à se charger de l'exploitation des mines, de la navigation, des entreprises électriques, du magasinage, des opérations se rapportant à la propriété et aux constructions de « la zone » ainsi qu'à « la vente en commission des principales marchandises transportées par le Sud-Mandchourien », mais elle est également chargée du développement et de l'administration des services publics dans l'étendue qui lui est soumise. C'est ainsi que les travaux de génie, l'éducation, l'organisation sanitaire et divers autres services peuvent lui être confiés par le Gouvernement japonais avec l'approbation de la Diète ².

Les fonctions de la Compagnie du chemin de fer Sud-

1. *China Weekly Review*, 27 avril et 20 juin 1931 ; Voir : C. Walter Young, *op. cit.*, p. 94, note.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 557.

Mandchourien peuvent donc se diviser en deux groupes : l'un étant dans le domaine des affaires se rapportant à l'entreprise économique d'intérêt ferroviaire, commercial et industriel ; l'autre ne présentant aucun caractère commercial, la préoccupation politique y étant prédominante.

Dans le domaine économique, l'entreprise essentielle est naturellement celle du chemin de fer. La ligne principale est celle de Changchun à Dairen et Port-Arthur, transférée par la Russie au Japon en vertu de l'article 6 du traité de Portsmouth. Elle était entièrement mise en service depuis 1909. Sa longueur est de 701,8 kms, de Changchun à Dairen. A celà, il faut ajouter plusieurs embranchements dont les principaux sont ceux de Moukden-Fushun et de Tashihchiao-Yingkéou et dont l'ensemble mesure 145 kilomètres. Une autre ligne de Moukden à Antung, importante surtout au point de vue stratégique, a été concédée par la Chine en vertu de l'article 6 de la convention additionnelle de Pékin de 1905. Celle-ci, longue de 261 kilomètres est également soumise à la gestion de la Compagnie. La Compagnie contrôle ainsi ses propres lignes dont la longueur atteint au total 1.108 kilomètres ¹. Elle possédait en 1931, 466 locomotives, 554 wagon-voyageurs et 8.134 wagons-marchandise ². Pour la réparation de ces matériels roulants, elle a établi deux usines : l'une à Dairen, l'autre à Liaoyang ; la dernière avait été supprimée en 1930, tandis que la première employait à un moment donné jusqu'à 5.000 ouvriers ³. La recette brute de l'entreprise des chemins de fer se chiffrait en 1930 par 98.330.730 yens, et son profit net était de 58.562.154 ⁴. Et pourtant en 1930, la Compagnie accusait, dans son ensemble, une diminution de recette de 23 p. 100 par rapport à l'année précédente et l'ensemble de son bénéfice net était ramené, de 45.505.857

1. « *Annuaire de la Mandchourie*, édition en japonais de 1932, pp. 294-295.

2. *Op. cit.*, p. 305.

3. *Op. cit.*, pp. 260 et 305.

4. *Op. cit.*, p. 301.

à 21.673.462 yens, ce qui représente une réduction formidable de 52,4 p. 100, mais la recette des chemins de fer se montait toujours à une somme importante, plus de la moitié de la recette totale. C'est donc grâce aux importants profits réalisés dans les opérations du chemin de fer que la Compagnie a pu couvrir ses frais et toutes ses pertes. L'exposé de cette situation suffit pour démontrer l'importance et l'activité des chemins de fer Sud-Mandchouriens.

Il faut mentionner que, en ce qui concerne l'entreprise ferroviaire, la Compagnie du Sud-Mandchourien a mis la main sur nombreuses lignes de propriété chinoise.

1^o La première ligne chinoise en Mandchourie subissant ce sort fut celle de Changchun à Kirin (127 kms). qui passa sous la gestion de la Compagnie par suite du contrat d'emprunt de 6.500.000 yens passé entre celle-ci et le Gouvernement chinois en octobre 1917. En vertu de ce contrat, la Compagnie obtenait pour la garantie de l'emprunt la nomination de Japonais comme chefs des départements de technique, de trafic et de comptabilité du chemin de fer en question. La Compagnie du Sud-Mandchourien y est ainsi représentée, et, par conséquent, elle régit directement et effectivement cette ligne chinoise. Le contrat d'emprunt de 1917 stipulait que la durée de prêt serait de trente ans, le prêt ne pouvant pas être remboursé avant l'expiration de cette durée et 20 p. 100 des bénéfices nets du chemin de fer devant être versés à la Compagnie du Sud-Mandchourien à titre de rémunération pour ses services. De plus, le contrat prévoyait que si le paiement par tranches du capital et des intérêts de l'emprunt était en retard de trois mois, ladite Compagnie prendrait directement la possession des biens et l'administration du chemin de fer. Par ces précautions, la Compagnie du Sud-Mandchourien avait, d'avance, soigneusement préparé l'absorption de la ligne chinoise.

2^o La ligne de Ssuningkai-Taonan avec son embranchement de Chengchiatun-Tongliao (ensemble 437 kms.) est un des cinq chemins de fer dont le Gouvernement japonais avait demandé en 1913 à la Chine de financer la construction. Elle passait sous le contrôle de la Compagnie du Sud-

Mandchourien en 1919, année où la Compagnie fournissait au Gouvernement chinois un prêt de 3.200.000 yens. La Compagnie y obtenait les mêmes garanties que pour la ligne de Changchun-Kirin, le chef du département de trafic et l'ingénieur en chef devant être, d'après le contrat d'emprunt de 1919, tous de nationalité japonaise. Il était également prévu que tout achat du matériel dont le chemin de fer aurait besoin serait laissé au choix de la Compagnie du Sud-Mandchourien.

3^o La ligne de Taonan-Angangchi (224 kms.) devait à la Compagnie du Sud-Mandchourien une importante somme de plus de 20.000.000 de yens. La Compagnie obtenait le droit d'y nommer un conseiller et quatre assistants dont les fonctions devaient être de tenir la comptabilité dudit chemin de fer. Elle eut soin de stipuler en outre dans le contrat d'emprunt que les tarifs du fret de ce chemin de fer seraient fixés en consultation avec elle.

4^o En dernier lieu, il faut mentionner la ligne de Kirin-Hueining qui, juste à la veille des événements du 18 septembre, avait vu achever le tronçon entre Kirin et Tunghoua (210 kms.). Ce tronçon fut construit en 1928 par la Compagnie du Sud-Mandchourien pour le compte du Gouvernement chinois, et, à cet effet, la Compagnie avança au Gouvernement chinois une somme d'environ 2.400.000 yens. En échange, elle y nommait l'ingénieur en chef et un conseiller.

Ces divers chemins de fer chinois sont tous, les lignes d'alimentation du chemin de fer Sud-Mandchourien. Ils augmentent dans une large mesure le trafic de la ligne japonaise et contribuent par conséquent à l'accroissement de l'importance et de l'activité de celle-ci. Ils ont été pour la plupart imposés par les Japonais d'abord dans leur construction, puis dans leur organisation, où une influence prépondérante fut réservée à la Compagnie du Sud-Mandchourien. Celle-ci avait toujours eu soin de faire figurer, au début, dans les contrats, des dispositions qui garantisent le maintien de sa position privilégiée pour une durée fort longue, se réservant d'employer plus tard d'autres moyens d'obstruction destinés à empêcher les Chinois

d'échapper à son contrôle. Cela explique la raison pour laquelle les Chinois se plaignent, d'une part, que des emprunts leur ont été imposés pour la construction de chemins de fer qu'ils ne désiraient pas construire et qui semblaient devoir être si peu rémunérateurs qu'ils ne couvriraient même pas les frais fixes, et que, d'autre part, les fonctionnaires japonais envoyés auprès de ces chemins de fer en qualité de représentants de la Compagnie du Sud-Mandchourien se livrent à des prodigalités afin d'endetter lesdits chemins de fer et de les empêcher, par là, de s'acquitter de leurs dettes envers le Japon. C'est ce qui amena l'assesseur chinois à la Commission d'Étude de la Société des Nations à présenter les observations suivantes dans son mémorandum n° 15 :

« La Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien a imposé au Gouvernement chinois l'obligation de contracter des emprunts, allant ainsi à l'encontre de l'opinion publique chinoise. Ce faisant, le Japon poursuivait un but stratégique et politique plutôt qu'industriel, ce qui a été prouvé dans beaucoup de cas, où il n'a été souvent tenu aucun compte des considérations de capacité de recette et d'avenir commercial dans le choix, la construction et l'exploitation des lignes de chemins de fer par les Japonais. Il s'ensuit que toutes les lignes construites avec des capitaux japonais sont acutellement en déficit et que leur dette et les obligations qu'elle comporte augmentent sans cesse. En outre, il s'est produit souvent, à propos de l'autorité administrative, des conflits qui rendent la controverse au sujet des chemins de fer plus complexe que jamais ¹. »

Dans les *Documents annexés au rapport de la Commission d'Etude*, l'étude faite par le colonel T. A. Hiam sur les questions ferroviaires de la Mandchourie confirme cette situation par des phrases suivantes :

« Le taux d'intérêt (des emprunts fournis par la Com-

1. Documents annexés au rapport de la Commission d'études de la S.D.N., p. 43.

pagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien aux chemins de fer chinois) perçus par les Japonais varie entre 5 et 9 p. 100, mais il convient d'y ajouter les frais dits de commission et autres (handling charges) qui, dans le cas de l'emprunt du chemin de fer Ssupingkai-Taonan, par exemple, s'élevaient à 5, 5 p. 100, et je crois savoir qu'il existait des frais analogues de commission dans le cas des emprunts afférents à la construction des autres chemins de fer ¹. »

Dans la conclusion de sa remarquable étude, le même auteur ajoute :

« Les emprunts consentis par les Japonais semblent avoir eu des résultats désastreux pour la Chine. Les contrats d'emprunt ont été établis de manière à conférer, dans une vaste mesure, au chemin de fer Sud-Mandchourien le contrôle des lignes construites à l'aide des capitaux provenant de ces emprunts. Le taux d'intérêt perçu semble indûment élevé ; toutefois, dans les deux cas où la Chine a accepté des emprunts à long terme, ce taux a été réduit à 5 p. 100 par an, et il n'est que juste envers les Japonais de supposer qu'ils auraient agi de même si les autres emprunts temporaires avaient été transformés en emprunts à long terme ². »

L'auteur termine en se demandant si « ces emprunts à long terme auraient, à la longue, été très avantageux pour la Chine » ? A notre avis, la réponse ne devrait qu'être négative. Car c'est précisément là que s'engageait la politique de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. Plus ces emprunts seraient consentis à long terme, plus la position de la Compagnie se consoliderait. En effet, dans les cas cités, il y avait toujours des stipulations qui prenaient soin d'empêcher les Chinois de rembourser l'emprunt avant la durée prévue ; tel était bien le cas de l'emprunt de 1917 pour la construction de la ligne Changchun-Kirin. La Compagnie du Sud-Mandchourien aurait

1. *Op. cit.*, p. 43.

2. *Op. cit.*, p. 51.

pu ainsi s'assurer au préjudice des Chinois le contrôle des chemins de fer construits avec le produit des emprunts, pendant une durée aussi longue que celle des emprunts eux-mêmes, transformés en emprunts à long terme.

Par l'examen de la situation des chemins de fer chinois en Mandchourie construits avec le produit des emprunts consentis par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, nous voyons un des facteurs qui contribuaient à accroître l'influence de la dite Compagnie. Mais, si celle-ci pouvait se développer avec autant de facilité et se servir des chemins de fer chinois comme lignes d'alimentation, c'est qu'elle étendait à son aboutissement le contrôle des principaux ports mandchouriens : Dairen étant le port le plus important, Yingkéou et Antung servant de ports auxiliaires. Les chemins de fer qui relient ces trois ports sont tous sous la gestion de la Compagnie.

C'est ainsi que l'entreprise des ports, au lieu d'être, comme il eût été normal, conférée au Gouvernement de Kwantung, passe également aux mains de la Compagnie du Sud-Mandchourien. Celle-ci gère actuellement à Dairen huit principaux quais dont l'ensemble permet de réaliser annuellement un trafic de plus de 7.000.000 de tonnes. D'après la statistique de l'année 1930, le nombre des navires entrés et sortis inscrits au port de Dairen a été de 7.150 et leur tonnage inscrit a été de 12.352.068 tonnes ¹. Les ports de Yingkéou et d'Antung sont en grande partie gérés par la Compagnie. En outre, la Compagnie gère dans les ports mandchouriens de nombreux dépôts de marchandises. Toute cette série d'entreprises des ports procure à la Compagnie un bénéfice appréciable. La statistique nous montre qu'au cours de l'année 1930, la recette brute provenant des opérations des ports a été de 8.586.369 yens et le profit net de 1.831.075 de yens ².

Dans le domaine économique, en dehors des opérations de transport, les entreprises industrielles constituent une

1. *Annuaire de la Mandchourie*, p. 342.

2. *Op. cit.*, p. 304.

part essentielle de l'activité de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. C'est par l'intermédiaire de cet organe que le Japon s'est attribué la plupart des ressources de la Mandchourie.

D'abord dans l'industrie minière, les mines de charbon de Fushun ont une réputation mondiale. Ces mines furent tout d'abord la propriété d'un particulier chinois qui les mit en exploitation dès 1901. Pendant la guerre russo-japonaise, elles furent occupées violemment par l'armée russe, et les troupes japonaises, après avoir repoussé les Russes de ces régions, les saisirent à leur tour par la force. Le Gouvernement japonais en conféra plus tard l'exploitation à la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. Durant le premier quart de ce siècle, la production houillère de Fushun ne cessa de s'accroître d'une manière surprenante ; d'après la statistique de l'année 1930, la production totale était de 6.598.100 tonnes¹. A cela il faut ajouter l'industrie auxiliaire telle que la fabrication du gaz et l'extraction de l'huile des schistes. Depuis 1920, une vaste usine extrait l'huile des schistes bitumineux de Fushun qui recouvrent le charbon sur une épaisseur d'une centaine de mètres. Les recherches combinées des laboratoires du Sud-Mandchourien et de ceux de la marine japonaise ont permis d'atteindre ce résultat ; 55.000 tonnes d'huile brute, 40.000 tonnes d'huile lourde, 14.000 tonnes de paraffine brute peuvent être, au dire de la direction des mines de Fushun, produites chaque année².

Après le charbon, la métallurgie joue également un rôle important dans l'entreprise du Sud-Mandchourien. Les deux usines métallurgiques de Mandchourie sont l'une possédée par la Société Sino-Japonaise du fer et du charbon, l'autre par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. Celle-ci, se trouvant près des mines de fer d'Anshan, est la plus puissante. Sa production de fonte en 1930 fut de 262.993 tonnes³. La même année la mine de fer d'Ans-

1. *Op. cit.*, pp. 278-279.

2. Voir *General description of Fushun Coal-Mines*, South Manchuria Railway Company, 1932, p. 7.

3. Chiffres fournis par le Service d'Etudes géologiques de Chine, juin 1932.

han lui a fourni 167.273 tonnes de minerai riche et 523.893 tonnes de minerai pauvre¹. Nous devons mentionner en outre qu'à part l'année de 1930 qui accusait un déficit dans les entreprises métallurgiques, les années précédentes avaient assuré au Sud-Mandchourien des bénéfices appréciables ; le profit net de 1928 notamment était de 1.215.611 yens².

En dehors du fer et du charbon, la Compagnie du Sud-Mandchourien exerce encore son influence dans d'autres entreprises industrielles. Les établissements de distribution d'électricité dans les diverses villes du territoire à bail et de la « zone du chemin de fer » présentent aussi des intérêts considérables. En outre, la Compagnie subventionne et, par là, contrôle indirectement, un grand nombre d'entreprises industrielles japonaises en Mandchourie.

Nous avons présenté sommairement les diverses activités de la Compagnie du Sud-Mandchourien dans le domaine économique ; il s'agit d'étudier maintenant son influence dans le domaine politique et administratif. Cependant, le droit en vertu duquel la Compagnie contrôle l'administration des territoires dits « zones du chemin de fer » nous semblant dériver d'une origine extrêmement contestable au point de vue juridique, l'étude de certains actes conventionnels et contractuels nous paraît nécessaire pour éclairer la situation. Mais nous renvoyons l'examen complet des questions juridiques, c'est-à-dire la question des droits du Japon en Mandchourie, à une partie qui lui sera entièrement consacrée. Ici, nous nous bornons seulement à présenter la position japonaise en Mandchourie telle qu'elle est depuis le traité de Portsmouth jusqu'à aujourd'hui. Puisque cette section traite de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, l'examen de son activité dans le domaine politique et administratif, comme nous l'avons annoncé précédemment, doit compléter notre étude.

1. Chiffres fournis par le Service d'Etudes Géologiques de Chine, juin 1932.

2. *Annuaire de la Mandchourie*, p. 285.

Au sein de l'administration de la Compagnie du Sud-Mandchourien, il est créé un département dit des « Affaires locales » qui embrasse toutes les questions rentrant dans le domaine administratif et diplomatique de la « zone de chemin de fer ». C'est de ce département que doivent relever toutes les questions intéressant la vie publique de la « zone » ; c'est également lui qui doit entretenir le contact entre la « zone » et les autorités locales des Trois Provinces chinoises de l'Est, et, en outre, la réglementation de la condition des étrangers résidant dans la « zone », alors que juridiquement, ladite « zone » devait rester toujours sous la souveraineté chinoise. Dans ces conditions, la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien se présente exactement comme un organe officiel, voire même une sorte de gouvernement, existant parallèlement au Gouvernement général de Kwantung ; c'est pourquoi par ironie, on l'appelle familièrement « le Royaume du Sud-Mandchourien ».

Dans ce département, il y a d'abord la section dite « des Affaires locales » qui doit s'occuper de toutes les affaires publiques de la « zone de chemin de fer ». Il établit des règlements obligatoires pour les habitants de la « zone » aussi bien Japonais que Chinois ou étrangers. Il est même autorisé à percevoir des contributions sur les habitants pour faire face aux dépenses de l'administration. Ces mesures provoquèrent à maintes reprises de vives protestations des Gouvernements étrangers, surtout celles du Gouvernement des États-Unis ; par suite de ces protestations, la Compagnie établit un règlement spécial pour les résidents étrangers, les soumettant ainsi à ses impositions par des voies détournées. La section des Affaires Locales possède sous son contrôle un grand nombre d'offices des « Affaires locales » établis dans les principales localités le long du chemin de fer Sud-Mandchourien. D'après les statistiques récentes, ces offices sont au nombre de douze, situés dans les localités suivantes : Wafangtien, Tashihchiao, Yingkou, Anshan, Liaoyang, Tiehling, Kaiyuan, Ssuping kai, Kungchuling, Changchun, Penhsihu et Antung. En plus de leurs fonctions

administratives et municipales, ces offices doivent également gérer les écoles, les hôpitaux etc., de leurs localités respectives.

Une des charges les plus lourdes et aussi les plus importantes du Département des Affaires locales est celle qui a trait aux terrains devant demeurer dans la « zone du chemin de fer ». Car depuis le transfert par la Russie au Japon du droit et de la propriété du Sud-Mandchourien, la délimitation des terrains se rattachant au chemin de fer n'avait pas été tracée d'une façon absolument précise. Naturellement il y a là de nombreuses causes de conflits entre la Compagnie du Sud-Mandchourien et les autorités locales des Trois Provinces d l'Est. De plus, la Compagnie ne se contente pas de ses droits acquis, elle use de toutes sortes de moyens pour acquérir de nouveaux terrains au préjudice des droits et des intérêts chinois. C'est ainsi qu'elle finit par provoquer la résistance des Chinois à son expansion abusive et à multiplier les controverses entre la Chine et le Japon. Celui-ci, toujours par l'entremise de la Compagnie du Sud-Mandchourien, donne à cette dernière autant d'occasions de montrer son influence qu'il y a eu de litiges entre lui et la Chine. Ainsi, la Compagnie du Sud-Mandchourien, à propos de la question des terrains, assume la responsabilité des discussions avec un gouvernement étranger, elle y exerce une sorte de pouvoir diplomatique et acquiert par là une influence prépondérante en Mandchourie.

En outre, le Département des Affaires locales a sous son contrôle la section de l'enseignement qui doit diriger les écoles établies dans la « zone du chemin de fer ». Ces écoles sont divisées en deux catégories : celles pour les Japonais et celles pour les Chinois. Pour les dernières, le but fondamental est de préparer de futurs employés subalternes dévoués au service et à l'intérêt de la Compagnie, autrement dit à l'intérêt du Japon dans sa position en Mandchourie. Cette situation avait, durant les dernières années avant les événements du 18 septembre 1931, occasionné des conflits très vifs entre le Gouvernement chinois et la compagnie du Sud-Mandchourien.

De ce qui précède, il résulte de façon incontestable que la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien joue un rôle prépondérant en Mandchourie. Son caractère économique et politique combiné lui a permis d'exercer une influence qu'aucun établissement anonyme au monde n'a pu égaler. De tous les traits qui intéressent le plus le domaine des relations internationales, aucun n'est plus caractéristique que celui résultant de l'autorisation, accordée à la Compagnie par le Gouvernement japonais, de négocier avec les autorités chinoises et russes des accords relatifs aux affaires du chemin de fer. Par cette entreprise, la Compagnie se présente réellement comme un organe diplomatique du Japon. Il est intéressant de constater que beaucoup de postes élevés de la Compagnie ont été fréquemment occupés par des personnes qui possédaient une longue expérience diplomatique par suite de leur emploi à l'Office japonais des Affaires étrangères, et qui, au bout d'un certain temps passé au service de la Compagnie, sont rentrées dans la carrière diplomatique active¹. Dans de pareilles circonstances, on ne saurait regarder la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien comme autre chose qu'un agent du Gouvernement japonais en Mandchourie. Ce qui le prouve le mieux, c'est que l'attitude de la Compagnie vis-à-vis des autorités locales chinoises varie de façon concomitante aux changements d'orientation politique à Tokio. Si, au Japon, le parti politique au pouvoir préconise la politique d'amitié à l'égard de la Chine, il en résulte immédiatement une attitude modérée dans l'action de la Compagnie du Sud-Mandchourien. Si, au contraire, le gouvernement japonais revient à la politique dite « positive », la Compagnie accélère avec vivacité ses démarches auprès des autorités locales des Trois Provinces de l'Est².

Donc, la combinaison du pouvoir politique et du pouvoir administratif de la Compagnie du Sud-Mandchourien a eu pour résultat de faciliter, dans une très large mesure, le fonctionnement de son pouvoir économique. De sorte

1. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 98.

2. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 98.

que la Compagnie a pu se développer d'une façon plus rapide que personne ne l'aurait jamais supposé. Elle assure au Japon un revenu digne de considération ; si l'on prend l'année où les gains atteignirent le plus haut point, 1929 par exemple, le bénéfice fut de 45.505.857 de yens¹.

Certains observateurs ont prétendu que l'œuvre de la Compagnie du Sud-Mandchourien assurait de gros avantages, non seulement aux Japonais, mais aussi aux Chinois ; notamment qu'elle permettait au mouvement de la population chinoise de se diriger vers les Trois Provinces de l'Est, et, par là qu'elle contribuait à développer la vie économique de la Mandchourie. Selon nous, il est incontestable que l'installation des moyens de transport est le facteur primordial du développement d'un pays déterminé ; et, à ce point de vue, le chemin de fer Sud-Mandchourien concourt au développement de la Mandchourie exactement comme le chemin de fer de l'Est-Chinois. Mais la présence du Sud-Mandchourien constitue en même temps, comme nous le verrons plus tard, un obstacle permanent à l'œuvre chinoise et internationale pour le développement de la Mandchourie. La raison en est que, depuis sa naissance, la Compagnie s'est toujours efforcée de monopoliser l'exploitation de cette contrée, et de soulever tous les obstacles possibles pour barrer la route aux entreprises ou projets d'entreprise autres que les siens. C'est ce qui explique le refus chinois d'investir des capitaux dans la Compagnie lorsqu'elle fut invitée à le faire ; c'est également ce qui explique que tant de projets de construction chinois ou étrangers n'aient pu être mis à exécution en Mandchourie. De cette façon, la Compagnie du Sud-Mandchourien a retardé ou empêché les progrès que la Mandchourie était en état de réaliser. Ainsi, les Chinois ne sont-ils pas en droit de croire, que, sans l'action d'accaparement du Sud-Mandchourien, la Mandchourie serait aujourd'hui dans une situation beaucoup plus prospère ?

Si, malgré cela, le Sud-Mandchourien se réjouit de son

¹ *Annuaire de la Mandchourie*, p. 301.

œuvre et de son progrès, il faut avouer que cette œuvre et ce progrès ont été uniquement faits au profit du Japon seul, sur le territoire d'un autre État, et au préjudice de ce dernier. Car la Chine n'a en rien à se féliciter du progrès du Sud-Mandchourien. Si elle a vu faciliter les mouvements de sa population par suite de l'existence de ce chemin de fer, — l'augmentation de la main-d'œuvre n'a contribué, pour la grande part, qu'au développement des intérêts du Japon, étant donné que la clé de l'exploitation de la Mandchourie demeure dans les mains des Japonais. D'ailleurs, la présence du Sud-Mandchourien n'est point la cause unique de l'exode des Chinois vers la Mandchourie. Aujourd'hui, les émigrants chinois ont parcouru le monde entier ; ils se sont installés par millions dans les pays de climat tropical ; c'est à eux qu'appartiennent une grande partie des organisations économiques des pays comme le Siam, la Birmanie, l'Indo-Chine, etc. ; c'est également à eux que l'on doit la plupart des exploitations des diverses parties de l'Océanie ; ils ont même contribué à la mise en valeur de la Californie. Dans ces conditions, on peut très raisonnablement se demander pourquoi ces Chinois, si aptes à l'émigration n'auraient pas pu même sans le Sud-Mandchourien, se diriger d'eux-mêmes vers des contrées aussi riches que les régions mandchouriennes, alors que c'était un vaste territoire demeurant entièrement sous leur souveraineté ?

En définitive, le dernier problème à résoudre est celui qui a trait au droit international et qui a pour bases les dispositions conventionnelles et contractuelles en vigueur. Si l'action japonaise en Mandchourie était véritablement conforme au droit international ou aux dispositions conventionnelles et contractuelles, il va de soi que les bénéfices qu'a obtenus le Japon en Mandchourie, soit par les mains de ses sujets, soit par l'intermédiaire de la Compagnie du Sud-Mandchourien, devraient légitimement profiter au Japon seul. Mais, si au contraire, l'action japonaise en Mandchourie constituait une méconnaissance ou, à plus forte raison, une violation du droit international et des dispositions conventionnelles et contractuelles ; si

c'était grâce à une action contraire à la légalité et à la justice internationale que le Japon obtenait de tels bénéfices de ses entreprises, alors une question fondamentale se poserait à nous : ces intérêts japonais en Mandchourie sont-ils légitimes ? Donc, après avoir étudié les intérêts et la position du Japon dans les Trois Provinces chinoises de l'Est, l'appréciation de leur légitimité est un point primordial. Ce jugement constituera l'objet principal de notre étude dans la partie qui lui sera entièrement consacrée.

CHAPITRE III

LES RELATIONS DU JAPON AVEC LA CHINE CONCERNANT LA MANDCHOURIE

Depuis la signature du traité de Portsmouth et des traités de Pékin de 1905, le Japon triomphait toujours dans ses revendications concernant la Mandchourie. En 1907, ses principaux établissements mandchouriens se perfectionnaient grâce aux efforts poursuivis par le Gouvernement japonais et surtout grâce à l'appui financier apporté par son alliée l'Angleterre. Pour s'assurer une expansion plus facile et plus considérable, le Japon avait non seulement lutté avec acharnement contre toute intervention financière ou politique de la part des tierces Puissances, mais redoublé ses offensives contre la position et les intérêts chinois en Mandchourie. Ces offensives se manifestèrent dans ses relations diplomatiques avec la Chine. Etant uni étroitement avec son ancienne alliée, l'Angleterre, et avec la nouvelle, la Russie, cette dernière amenant avec elle la France, le Japon eut la joie de voir que la très grande majorité des Puissances intéressées se rangeait à son côté. Isolée politiquement, malgré la sympathie des Etats-Unis, et affaiblie par les événements intérieurs, la Chine allait être la proie de la nation impérialiste.

1. — *Les négociations ferroviaires.*

Les questions ferroviaires apparurent pendant cette période comme les plus importantes et les plus complexes. Importantes, parce qu'elles étaient en corrélation avec, d'une part, l'expansion de l'influence japonaise en Mand-

chourie et avec, d'autre part, l'affaiblissement réel de l'autorité chinoise dans les Trois Provinces de l'Est ; complexes, parce qu'elles mettaient aux prises non seulement le Japon avec la Chine, mais surtout le Japon et les autres Puissances intéressées. On a depuis 1905 à 1910, toute une série de négociations ayant une portée internationale ; pour ne citer que les plus connues : le projet Harriman, le projet de Hsinmintun-Fakumen, le projet de K'ing-tchéou-Aigun (Chinchow-Aigun) et le plan Knox de neutralisation, par exemple. Seulement, ces questions-ci intéressant les relations entre le Japon et les autres Puissances intéressées autant que celles entre le Japon et la Chine, nous préférons les renvoyer aux études sur les relations entre le Japon et les principales Puissances concernant la Mandchourie. Le présent chapitre s'occupe des questions ferroviaires intéressant uniquement la Chine et le Japon.

a. La ligne de Hsinmitun-Moukden et celle de Changchun-Kirin. — Les premières discussions entre la Chine et le Japon commencèrent par des questions ferroviaires. Le premier problème résolu en 1907 fut celui ayant trait au petit chemin de fer militaire Hsinmintun-Moukden.

Ce chemin de fer à voie étroite avait été construit par les Japonais pendant la guerre russo-japonaise pour faciliter les opérations militaires. Au moment où la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien obtint la concession du Gouvernement japonais de gérer les chemins de fer japonais en Mandchourie, on redouta que la Compagnie n'eût l'intention de s'attribuer l'exploitation de cette petite ligne qui constituait un raccordement de première importance entre les chemins de fer du Sud-Mandchourien et les voies ferrées du nord de la Chine. Le Gouvernement chinois protesta énergiquement contre l'occupation de ladite ligne. Après de longues négociations, on parvint à signer l'arrangement du 15 avril 1907. La ligne était vendue à la Chine mais celle-ci s'engageait à reconstruire la ligne en empruntant à la Compagnie du Sud-Mandchourien la moitié des fonds nécessaires pour la section sise à l'est du Liao-ho¹.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 267.

Ce qu'il y avait d'important dans l'arrangement du 15 avril 1907 était que, par compensation, le Japon s'attribua de considérables avantages dans une nouvelle ligne chinoise en Mandchourie. En effet, en vertu de cet accord, le Gouvernement chinois s'engageait à construire une ligne entre Changchun et Kirin en empruntant à la Compagnie du Sud-Mandchourien la moitié des fonds nécessaires pour cette construction, étant entendu que la propriété et les recettes de cette ligne serviraient de gages à l'emprunt et que, jusqu'au remboursement total de l'emprunt, l'ingénieur en chef et le chef comptable seraient de nationalité japonaise. L'accord stipula également que le raccordement des lignes de Hsinmintun-Moukden et de Changchun-Kirin serait opéré selon des conditions à définir entre les deux parties contractantes. Par cet arrangement, les deux lignes devenaient d'importantes lignes d'alimentation du chemin de fer Sud-Mandchourien. Celle de Changchun-Kirin en particulier qui ouvrait au Japon les riches plaines de la vallée de Sungari était pratiquement aux mains des Japonais.

La question des lignes de Hsinmintun-Moukden et de Changchun-Kirin avait également fait l'objet d'une conversation entre le ministère chinois des communications et la Compagnie du Sud-Mandchourien, conversation qui aboutit à la convention additionnelle du 12 novembre 1908¹. En ce qui concerne la ligne Changchun-Kirin, les stipulations essentielles étaient celles prévues dans l'arrangement de 1907 ; l'emprunt fourni par la Compagnie du Sud-Mandchourien était de 2.500.000 yens dont le remboursement devait se répartir sur un délai de vingt-cinq ans. Ce chemin de fer devait faire plus tard, en 1917, l'objet d'une nouvelle convention en vertu de laquelle le Gouvernement chinois accorda la gestion dudit chemin de fer à la Compagnie du Sud-Mandchourien et s'engagea à ne pas rembourser l'emprunt avant le terme fixé qui était prolongé de trente ans à partir de 1917.

b. Le chemin de fer Antung-Moukden. — Pendant la

1. Mac Murray, *op. cit.*,⁴ vol. I, p. 767.

guerre russo-japonaise, le Japon avait construit pour usage militaire une ligne étroite entre la frontière coréenne et la capitale du Liaoning. La paix venue, la ligne perdit la raison de son existence. Cependant par ses succès dans les négociations avec le Gouvernement chinois, le Japon obtint en vertu de l'article 6 de la convention additionnelle de Pékin du 22 décembre 1905, le consentement de la Chine à l'exploitation et à l'amélioration par les Japonais dudit chemin de fer militaire. Le terme de la concession était fixé à quinze ans, et à l'expiration de ce terme, ledit chemin de fer devait être vendu à la Chine au prix fixé par un expert étranger choisi par les deux parties. La convention prévoyait en outre un délai de deux ans pour l'accomplissement des travaux d'amélioration de la ligne¹.

Sous maints prétextes, le Japon différa les travaux de construction et d'amélioration de la ligne en question, et en 1908, moment de l'expiration du délai prévu, la ligne était encore dans son état primitif². Or, au printemps 1909, le Japon invoqua les dispositions de la Convention additionnelle de Pékin et reprocha à la Chine de ne point se prêter à l'exécution des travaux de la ligne. La Chine répliqua en demandant que les soldats japonais qui gardaient la ligne fussent retirés conformément aux stipulations du traité de Portsmouth et des traités de Pékin. Des conversations s'ensuivirent, où les deux parties s'accusèrent réciproquement de lenteur et de mauvaise volonté. Une note chinoise datée du 24 juin 1909, fit observer au Japon que l'article 6 de la convention additionnelle de 1905 ne donnait au Japon que « le droit d'améliorer la ligne Antung-Moukden de manière à la rendre propre au transport des marchandises, manufacturées ou non, de toutes les nations », et que, par la manière d'agir du Japon, l'élargissement de la voie et les changements de parcours maintenant proposés n'étaient pas acceptables³.

Le 6 août, le Gouvernement japonais envoya un ulti-

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I. p. 551.

2. C. Walter Young, *The International Relations of Manchuria*, p. 72.

3. E. J. Harrison, *Peace or War, East of Baikal*, p. 531.

matum à la Chine pour accélérer sa demande. Le jour suivant, dans un communiqué officiel, le Japon déclara que l'insistance des Chinois pour le retrait des troupes japonaises de la ligne Antung-Moukden était de nature à justifier le Japon de prendre une « action indépendante »¹. Le Japon entreprendrait donc sans concours de la Chine les travaux de reconstruction si cette dernière persistait dans son attitude. En face d'une telle menace, la Chine fut contrainte de céder à la demande japonaise.

Un communiqué officiel chinois aux Puissances intéressées fit ressortir les faits suivants : au 22 décembre 1908, date d'expiration du délai prévu pour achever la transformation de la voie militaire en une ligne commerciale, le Gouvernement japonais « n'avait point manifesté l'intention d'entamer la réalisation de l'affaire en question ». C'est alors que la Chine céda à la dernière requête japonaise d'ouvrir des pourparlers ; mais le consul général japonais à Moukden « différa l'affaire en repoussant la requête chinoise de ce que le Japon ne placerait pas de gardes militaires, ni sur la ligne, ni dans son voisinage, et qu'il laissait à la Chine la police de la zone du chemin de fer ». Ceci amena l'ultimatum japonais du 6 août. La Chine répondit aussitôt que « comme l'amélioration devait se faire dans l'intérêt du trafic et du commerce, aucune nécessité n'existait quant à l'extension de la zone du chemin de fer, mais que la Chine ne soulèverait pas d'objection si le Japon voulait changer le système ferroviaire et effectuer d'autres améliorations de caractère technique ». La réponse déclarait également qu'« aucune extension du contrôle militaire des chemins de fer en Mandchourie ne serait permise et que le Gouvernement chinois organiserait la police pour la protection de la ligne ». La demande de la Chine n'ébranla point l'attitude du Japon. « Nous sommes sûrs, continua alors le communiqué chinois, que, sous le prétexte du développement des communications et du commerce, le Gouvernement japonais désire construire ce chemin de fer presque uniquement pour des fins militaires. »

1. E. J. Harrison, *op. cit.*, pp. 530-532.

Une déclaration plus significative encore était contenue dans le même communiqué :

« En présence de la situation créée par les affaires discutées dernièrement, et particulièrement celles concernant l'extension du contrôle militaire japonais en Mandchourie, nous sommes obligés de faire un effort particulier sur la question de la protection militaire du chemin de fer et de l'institution de forces policières. Si le Japon avait admis ces points, l'affaire serait depuis longtemps réglée, et il n'y aurait pas besoin d'essayer de faire retomber sur la Chine la responsabilité de l'ajournement¹. »

Mais devant « la supériorité des forces » du Japon, la Chine fut contrainte de donner satisfaction à la demande et aux conditions japonaises pour la reconstruction de la ligne Antung-Moukden : ce fut l'objet de l'accord du 19 août 1909. La question capitale, celle de la police de la ligne et de l'administration de la zone en bordure de la voie, resta toujours en suspens, le Japon se refusant absolument à la discuter. Mais s'il ne la discuta pas, il la résolut pratiquement en se chargeant de cette police et de cette administration.

Quant à la question des « gardes de chemin de fer » japonais, le Japon refusait définitivement de les retirer. Voici son argumentation : Par l'article 2 de la Convention additionnelle de Pékin, le Japon s'était engagé à les rappeler simultanément avec la Russie. Or, la Russie n'ayant pas retiré les siens, il s'ensuivait que les Japonais avaient le droit de rester sur leurs positions. Quoi qu'il en soit, l'argument japonais était fort fragile. Il était vrai qu'une pareille stipulation avait figuré dans la convention sino-japonaise, mais il s'agissait alors de la branche méridionale entre Changchun et Port-Arthur transférée par la Russie au Japon avec le consentement de la Chine ; la ligne Antung-Moukden n'avait point été mise en cause. Ce qui, même aux dires des Japonais, s'appliquait à la ligne trans-

1. Voir le texte complet dans : E. J. Harrison, *op. cit.*, pp. 533 et suivantes.

férée n'avait en conséquence aucun rapport avec la ligne Antung-Moukden.

Avec l'argumentation japonaise, on pourrait avoir l'impression que la ligne Antung-Moukden constitue un embranchement du Sud-Mandchourien. Pour contester cette prétention il suffit de rappeler que cette dernière ligne fut construite par les Japonais pour les opérations militaires de la guerre russo-japonaise, à un moment où le contrôle de la Mandchourie échappait accidentellement au Gouvernement chinois. D'ailleurs, lorsque la Russie céda au Japon les chemins de fer de la Mandchourie méridionale, d'une façon évidente, elle ne put stipuler quoi que ce soit concernant cette ligne qui ne lui avait jamais appartenu. Donc, rien n'indiquait que ladite ligne pût faire partie du réseau Sud-Mandchourien. Si le Japon avait réussi à se l'attribuer, c'était par un coup de force pur et simple.

c. La ligne de Tashihchiao-Yingkéou. — La ligne de Tashihchiao-Yingkéou devait trouver son origine dans l'accord du 6 juillet 1898 contracté entre la Chine et la Compagnie du chemin de fer de l'Est-Chinois. Par l'article 3 de cet accord, la Compagnie était autorisée à construire des sous-embranchements provisoires partant du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et aboutissant à Yingkou ou à d'autres ports, — sous-embranchements destinés à faciliter le transport des matériaux nécessaires pour la construction de ce chemin de fer. Aussitôt que la construction de celui-ci fut terminée et que la ligne fut ouverte au trafic, la Compagnie devait, pour se conformer aux instructions du Gouvernement chinois, démolir tous ces sous-embranchements provisoires¹. Donc, aux termes de cet accord, il appartenait uniquement au Gouvernement chinois de décider du sort des sous-embranchements dès que la ligne principale serait mise en exploitation.

Le traité de Portsmouth et les traités de Pékin de 1905, n'avaient accordé au Japon que le transfert des droits et

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. 1, p. 154.

intérêts de la Russie en Mandchourie méridionale, à l'exception de la ligne Antung-Moukden expressément mentionnée dans la convention additionnelle de Pékin. Les dispositions de l'article 3 de l'accord de 1898 devaient s'appliquer automatiquement dans les relations sino-japonaise concernant la Mandchourie.

Lorsqu'en 1909, les travaux de la construction du Sud-Mandchourien furent terminés, la Chine demanda au Japon de supprimer ou de céder à la Chine la ligne Tashih-chiao-Yingkéou, l'un des sous-embranchements visés par l'accord russo-chinois de 1898, accord auquel le Japon avait l'obligation de se conformer. Le Japon répliqua par un refus catégorique. Il prétendit que, par la clause secrète du prétendu protocole de Pékin de 1905, la Chine avait donné son engagement de ne point construire de lignes susceptibles de porter tort au chemin de fer Sud-Mandchourien. Or, aux yeux des Japonais, la ligne de Tashihchiao à Yingkéou, exploitée par les Chinois, aurait présenté un danger pour le chemin de fer Sud-Mandchourien. En conséquence, les Japonais insistaient pour conserver l'exploitation de ladite ligne.

Toujours par le même procédé de contrainte, le Japon obtint satisfaction. Par l'article 2 de la convention mandchourienne du 4 septembre 1909, la question fut définitivement réglée. La Chine reconnaissait que la ligne Tashih-chiao-Yingkéou faisait partie du réseau Sud-Mandchourien. De plus, elle promettait le prolongement de cette ligne jusqu'au port de Yingkéou¹. Désormais, le Japon était maître de l'un des principaux ports de la Mandchourie.

d. **Échange de notes sur les chemins de fer mandchouriens.** — La politique expansionniste du Japon ne connaissait jamais de bornes. Tous les événements se produisant en Chine semblaient toujours fournir au Japon des occasions de multiplier ses prétentions surtout en ce qui concernait ses intérêts ferroviaires en Mandchourie.

En 1913, la jeune République venait d'être fondée en

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 790.

Chine, mais des querelles intestines avaient mis le nouveau gouvernement dans une situation critique. D'autre part, par son habileté diplomatique, le Japon s'était assuré l'appui de la plupart des Puissances intéressées. Le moment était tout indiqué pour les Japonais d'étendre leur influence en Mandchourie. Profitant de ce que les désordres provoqués par le mouvement révolutionnaire avaient causé la mort de quelques Japonais, le Japon envoya à Pékin des notes réclamant une indemnité et des excuses de la part du Gouvernement chinois. Ces exigences furent acceptées par la Chine, mais le Japon présenta au mois de novembre de nouvelles demandes excessives. La note exigeait que « le Gouvernement chinois s'engage à exécuter les demandes du Gouvernement japonais dont le contenu ne devait point être publié ». Ces demandes n'étaient autres que celles visant les chemins de fer de la Mandchourie.

Pour appuyer son action diplomatique, le Japon eut recours à une démonstration de ses forces. Ses vaisseaux de guerre mouillèrent devant Nankin. Le gouvernement de Yuan Shih-kai, effrayé par la violence, s'inclina. Le 5 octobre 1913, des échanges de notes donnèrent satisfaction aux prétentions japonaises.

Aux termes de ces notes, le Japon obtenait le droit d'avancer les sommes nécessaires à la construction de cinq voies ferrées en Mandchourie. Pour trois d'entre elles, celle de Ssupingkai-Chengkiatung-Taonan (220 milles), de Kaiyuan-Hailung (123 milles) et de Changchun-Taonan (180 milles), qui constituaient des lignes d'alimentation du chemin de fer Sud-Mandchourien, la Chine devait exécuter la construction avec le produit des emprunts souscrits par le Japon. Pour les deux autres lignes, celles de Taonan-Chengteh (470 milles) et de Kirin-Hailung (110 milles), la Chine devait s'adresser en premier lieu au Japon lorsqu'elle aurait besoin des capitaux étrangers pour assurer la construction ¹.

Il faut mentionner qu'en 1918, un contrat dit « de l'em-

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1634.

prunt des quatre chemins de fer » fut passé entre la Chine et le Japon. Il s'agissait exactement des lignes mentionnées en 1913 : Changchun-Taonan, Taonan-Chengteh et Kaiyuan Hailung-Kirin (Kaiyuan-Hailung et Kirin-Hailung réunis) plus celle entre un point de la ligne Taonan-Chengteh et la mer¹. La ligne de Ssupingkai-Taonan n'était pas comprise dans le contrat de 1918, car elle avait déjà fait l'objet d'un contrat séparé conclu en 1915². Jusqu'à aujourd'hui, seule la ligne de Ssupingkai-Taonan avait, depuis 1928, achevé sa construction ; était en outre achevée la ligne de Kirin-Kaiyuan, mais cette dernière était construite avec des capitaux purement chinois.

2. — *Les accords concernant les exploitations industrielles.*

a. Les exploitations minières. — Lorsque, à la fin du XIX^e siècle, l'influence russe s'était étendue sur la Mandchourie méridionale, la Russie en avait profité pour mettre la main sur les mines mandchouriennes par l'intermédiaire de la Compagnie du chemin de fer de l'Est-Chinois, grâce à la clause contenue dans le contrat conclu entre le Gouvernement chinois et ladite Compagnie, clause autorisant cette dernière à exploiter les mines de charbon pour assurer le bon fonctionnement du chemin de fer. Particulièrement, les mines de Fushun et de Yentai étaient convoitées par les Russes. Néanmoins les mines de Fushun étant pour la plupart contrôlées par des entreprises mixtes privées russo-chinoises en dehors de la compagnie de l'Est-Chinois, celle-ci exploita directement une partie de ces mines ; les mines de Yentai étaient entièrement exploitées par l'intérêt privé. Lorsque le Japon hérita des droits et intérêts russes en Mandchourie méridionale, il vit dans l'article 6 du traité de Portsmouth le moyen de s'attribuer les houillères situées en bordure des chemins de fer Sud-Mandchouriens.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1448.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1249.

Or, d'une part, le contrat original portant l'autorisation du Gouvernement chinois à la compagnie ferroviaire d'exploiter les mines de charbon était limitée aux besoins du service de la voie ; et d'autre part, la plupart de ces mines qui étaient soumises au régime de la propriété privée ne pouvaient pas avoir été englobées dans le transfert stipulé dans le traité de Portsmouth. D'un côté comme de l'autre, l'acquisition de ces mines par la Compagnie du chemin de fer du Sud-Mandchourien soulevait des difficultés pour les Japonais, et devait entraîner par conséquent des conversations avec le Gouvernement chinois.

De nouveau des conversations allaient s'engager entre un fort et un faible : les précédents indiquaient suffisamment que le faible ne pouvait qu'être la victime. La solution définitive intervint à l'occasion du règlement du chemin de fer Antung-Moukden. Le Japon profita de la situation pour conclure avec la Chine une série de conventions relatives aux exploitations minières. En ce qui concernait les mines de Fushun et de Yentai, la question fut réglée de la façon suivante¹ :

a) Le Gouvernement chinois reconnaissait au Japon le droit d'exploitation des deux mines sus-mentionnées ;

b) Pour sauvegarder la souveraineté chinoise, le Japon s'engageait à payer au Gouvernement chinois une contribution proportionnelle à la production houillère desdites mines (le montant de cette contribution était fixé par un accord du 12 mai 1911 à 5 p. 100 de la valeur du charbon dans les localités productrices²).

c) Le Gouvernement chinois s'engageait à appliquer le tarif le plus bas accordé à d'autres mines chinoises pour la perception du droit d'exportation des charbons produits dans lesdites mines.

Quant aux autres mines sur le parcours des chemins de fer sud-mandchouriens, le Japon obtenait également satisfaction par la convention du 4 septembre 1909. La

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I. p. 790.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 792.

question avait déjà fait l'objet de discussions entre les autorités chinoises et les diplomates japonais. En 1907, le vice-roi des Trois Provinces de l'Est, avait signé avec le consul général japonais à Moukden un mémorandum interdisant aux ressortissants japonais de se livrer à l'exploitation illégale des mines de houille sur le parcours de la ligne Antung-Moukden¹. L'article 4 de la convention de 1909 allait donner la solution définitive. Il était ainsi conçu : « Toutes les mines situées le long du chemin de fer Antung-Moukden et de la ligne principale du chemin de fer Sud-Mandchourien, à l'exception de celle de Fushun et de Yentai, seront exploitées en coopération par les Chinois et les Japonais². » Cet article trouva aussitôt son application dans la convention du 22 mai 1910, relative à l'exploitation des mines houillères de Penhsihu. En vertu de cette dernière convention, les ressortissants chinois et japonais participaient à l'administration de la Compagnie des Mines de Penhsihu et participaient dans une égale proportion aux bénéfices de la Compagnie³.

Toutes ces dispositions accordèrent de considérables avantages aux Japonais en dehors du traité de Portsmouth. Pour le prouver, il suffit de rappeler que le droit d'exploitation minière avait été extrêmement limité dans le contrat de 1898 dont les dispositions avantageuses avaient profité au Japon.

b. Les exploitations forestières. — Dans l'article 6 de l'accord du 6 juillet 1898, le Gouvernement chinois accordait à la Compagnie du Chemin de fer de l'Est-Chinois le droit de couper pour les besoins dudit chemin de fer du bois dans les forêts situées sur le parcours de la branche de la Mandchourie méridionale et appartenant à l'Etat ; en retour, la Compagnie devait payer le prix des arbres abattus⁴. Mais dans la vallée de Yalou, la Compagnie n'avait pas obtenu un pareil droit spécial. En conséquence,

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 794.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 790.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 793.

4. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 434.

le Japon avait obtenu par le transfert des intérêts russes en Mandchourie méridionale le droit de couper du bois le long du Sud-Mandchourien, mais non point dans la vallée du Yalou.

Lorsque la guerre éclata entre la Russie et le Japon, ce dernier se permit illégalement de percevoir des taxes sur le bois provenant de la vallée du Yalou. La paix venue, on s'occupa de la question du bois dans cette vallée. L'article 10 de la convention additionnelle de Pékin de 1905, autorisa la création d'une compagnie mixte sino-japonaise pour exploiter les forêts situées sur la rive droite du Yalou¹. Le 14 mai 1908 intervenait le règlement signé entre le *Wai Wou Pou* et le ministre japonais à Pékin fixant les statuts de ladite compagnie. D'après le règlement, les capitaux de la compagnie devaient être fournis par les deux pays en part égale et la compagnie s'engageait à payer au Gouvernement chinois le tarif normal de contribution². Le 25 septembre de la même année, la compagnie fut officiellement créée. Mais, pratiquement, la direction en tomba entièrement dans les mains japonaises.

3. — *La convention sino-japonaise relative aux télégraphes.*

Le droit du Japon d'installer des lignes télégraphiques en Mandchourie comportait un double objet : le câble sous-marin de Dairen-Port-Arthur-Tchéfou et les lignes télégraphiques le long des chemins de fer sud-mandchouriens. Tous deux avaient leur origine dans les travaux que la Russie avait effectués pendant l'époque où elle avait exercé son influence sur la Mandchourie méridionale.

D'abord, dans la période de 1896 à 1905, les Russes avaient installé un câble sous-marin entre Port-Arthur et Tchéfou, port chinois important de la province du Chan-toung. Cette installation n'avait point obtenu l'autorisation du Gouvernement chinois et faisait l'objet de

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 549.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 731.

pourparlers. Durant la guerre russo-japonaise, le câble avait été coupé ; la paix venue, le Japon se le fit attribuer.

En second lieu, les Russes, en vertu de l'article 6 de l'accord de 1898, avaient installé les lignes télégraphiques le long des chemins de fer de Mandchourie pour assurer le bon fonctionnement desdits chemins de fer. Ces lignes devaient, conformément au traité de Portsmouth et du traité de Pékin, être transférées au Japon en même temps que la voie ferrée de Changchun-Dairen. D'autre part, le Japon avait installé pendant la guerre contre la Russie des lignes télégraphiques et téléphoniques en Mandchourie pour faciliter les opérations militaires. Après cette guerre, ces lignes militaires passèrent sous la gestion de particuliers japonais. Toute cette série de questions relatives aux télégraphes demandait un règlement définitif entre la Chine et le Japon. On aboutit à la convention du 12 octobre 1908, signée à Tokio dont le contenu devait, une fois de plus, assurer de gros avantages aux Japonais.

Pour apprécier les méthodes auxquelles le Gouvernement japonais n'hésitait pas à recourir lorsqu'il s'agissait d'étendre ses intérêts, il est intéressant de citer un curieux et significatif incident survenu pendant les négociations à Tokio. Au cours des pourparlers, M. Dresing, conseiller des télégraphes impériaux de Chine, fut victime d'un odieux attentat commis pendant son séjour dans la capitale japonaise. Une nuit, il fut chloroformé, sa maison fouillée, et ses papiers comprenant de nombreuses notes secrètes relatives aux télégraphes chinois furent dérobés. De son côté, le Gouvernement japonais exprima sa surprise et ses regrets ; mais coupables et papiers demeurèrent introuvables.

Quant à la convention, en voici les points principaux ¹ :

1^o La Chine reconnaissait au Japon le droit de réinstaller le câble reliant un point de la péninsule de Liaotung au port de Tchéfou. Ce câble devait être installé en commun par les deux pays et devait comprendre deux sections très

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 760.

inégales : l'une chinoise, l'autre japonaise. La section chinoise ne comprenait que sept milles et demi et le point terminus de Tchéfou. Tandis que la section japonaise comprenait tout le reste. Le bureau chinois devait, en outre, installer une ligne pour assurer la transmission des télégrammes japonais au bureau japonais de Tchéfou. Ces télégrammes devaient être rédigés en langue japonaise et le Japon s'engageait à ne pas expédier de télégrammes à d'autres ports chinois *via* Tchéfou. En revanche, le Japon s'engageait à ne faire en dehors du territoire à bail et de la « zone des chemins de fer Sud-Mandchouriens », aucune sorte d'installations télégraphiques ou téléphoniques, sans l'autorisation de la Chine. Sur ce point, la Chine accorda au Japon le traitement de la nation la plus favorisée.

2° Le Japon s'engageait, moyennant un versement de 50.000 yens, à céder immédiatement à la Chine toutes les lignes télégraphiques installées par le Japon en Mandchourie en dehors de la zone des voies ferrées et du territoire à bail. Quant aux lignes téléphoniques japonaises installées en dehors de la zone des voies ferrées et du territoire à bail, elles devaient faire l'objet d'un règlement séparé ; mais le Japon s'engageait à ne point les augmenter sans le consentement de la Chine et à ne point s'en servir dans le but de concurrencer le télégraphe chinois.

3° Les lignes installées dans la « zone du chemin de fer » demeuraient en possession des Japonais. La Chine s'engageait à placer des fils télégraphiques spéciaux reliant les ports commerciaux mandchouriens : Antung, Niéoutchouang, Liaoyang, Moukden, Tiehling et Changchun, avec le territoire du chemin de fer Sud-Mandchourien ; un ou deux de ces fils télégraphiques devaient être mis par la Chine à la disposition exclusive du Japon pour une durée de quinze ans. Les employés chargés d'assurer le fonctionnement de lignes devaient être de nationalité japonaise et à la solde du Gouvernement japonais. Seuls les télégrammes échangés entre des lieux placés sous le contrôle des Japonais pouvaient passer par ces lignes. Par contre, le Japon s'engageait à payer annuellement une redevance forfaitaire de 3.000 yens à la Chine.

La convention des télégraphes de 1908 légalisa d'un seul coup l'exploitation par le Japon en Mandchourie d'importantes lignes télégraphiques. Profitant de ses dispositions, le Japon développa rapidement ses entreprises et compléta son œuvre d'expansion en Mandchourie méridionale.

4. — *L'accord de Chientao et le problème coréen.*

Le nom de Chientao est employé pour désigner les territoires chinois situés près du fleuve Toumen. Ces territoires comprennent les trois districts de Yenchi, Holung et Wanching, de la province de Kirin ; pratiquement, comme l'indique l'attitude du Gouvernement japonais, ils comprennent également le district de Hunchun, de la même province de Kirin. Ces quatre districts sont limitrophes de la pointe nord-est de la Corée, de l'autre côté du fleuve Toumen. Toutefois, Hunchun ne fait pas légalement partie du « district de Chientao » tel que celui-ci était indiqué dans les stipulations conventionnelles sino-japonaises. Cependant, pour des raisons d'ordre historique, économique et politique, l'irrédentisme coréen s'étend pratiquement à Hunchun aussi bien qu'aux trois autres districts ¹.

Le « district de Chientao », qui se trouve près de Changpei-chan (Montagne Blanche), fut le berceau de la dynastie des Ts'ing. Lorsque la maison de Ngaisin Gioro s'installa sur le trône de Pékin, on proclama tout ce territoire lieu sacré de l'Empire. Pour cette raison même, Chientao fut l'objet de règlements prohibant toute mise en appropriation de son territoire. Cette sorte de mesure provoqua une diminution de la population chinoise de Chientao. Le pays étant peu peuplé, son administration allait être très négligée ; peu à peu, les Coréens s'y infiltrèrent.

Pays extrêmement fertile, très favorable à la culture de riz et limitrophe de la Corée, Chientao était un district tout indiqué pour favoriser l'infiltration des Coréens.

1. Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 285.

Malgré les sévères restrictions décrétées par la cour de Pékin, les Coréens étaient parvenus à immigrer. Ce fut surtout à partir de 1861, année où une grande famine sévit au nord de la Corée, qu'une émigration coréenne d'une grande envergure se produisit à Chientao. Le roi de Corée avait, par une pétition, supplié l'Empereur chinois, son suzerain, d'accorder la grâce d'ouvrir ledit district à ses sujets affamés. L'Empereur avait acquiescé. Depuis, des milliers d'immigrants avaient franchi le Toumen pour se fixer à Chientao. Il est difficile de déterminer le chiffre de la population coréenne dans le district de Chientao aux environs de 1900. Toutefois, à la veille de la convention sino-japonaise de 1909, on l'avait estimé à près de 50.000.

Le développement de l'infiltration coréenne à Chientao allait provoquer une situation très anormale. Comme dans le district, la population chinoise était peu dense, il arriva que le nombre des Coréens finit par être jusqu'à trois ou quatre fois supérieur à celui des Chinois. Profitant de cette situation, le roi de Corée avait, d'une façon insinuante, perçu l'impôt sur les émigrants. Aussi, lorsque la Chine prit des mesures pour rétablir toute son autorité à Chientao, elle entendit s'élever les protestations de la Corée.

La question s'aggrava dès que la situation coréenne se fut profondément modifiée par suite des guerres sino-japonaise et russo-japonaise. Les Japonais étant alors maîtres en Corée, celle-ci fut transformée en un protectorat du Japon. En conséquence, la question de Chientao devint un litige entre la Chine et le Japon. Ce dernier envoya sur les lieux des fonctionnaires et des gendarmes. Par suite, son administration s'exerça sur une superficie de 50 milles sur 75 de terres arables situées au nord du fleuve Toumen.

Les empiètements japonais sur le territoire chinois provoquèrent enfin des protestations répétées de la part de la Chine. Les pourparlers qui avaient été entamés se terminèrent par l'accord du 4 septembre 1909 signé à Pékin et connu sous le nom d'« accord de la frontière coréenne »¹.

Cet accord commençait d'abord par délimiter la frontière

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 796.

sino-coréenne. Le fleuve Toumen devait servir désormais de ligne de démarcation entre la Chine et la Corée. Quant à la région de la source de ce fleuve, sa frontière devait, à partir du « monument-frontière », suivre le cours de la rivière Chih-yi. Par cette délimitation, le « district de Chientao » avait été intégralement reconnu comme territoire purement chinois malgré la présence d'un nombre considérable d'émigrants coréens.

Cédant aux demandes japonaises, la Chine s'engageait, en outre, à ouvrir aux étrangers quatre villes situées dans le district de Chientao, villes où le Japon pourrait installer des consulats. Une carte était spécialement jointe à l'accord pour préciser les limites du district. De plus, la résidence et l'exploitation agricole y étaient permises aux Coréens. La Chine s'engageait à protéger les Coréens et à leur accorder les mêmes droits que les Chinois. Ces résidents coréens étaient désormais soumis à la juridiction des fonctionnaires locaux chinois ; les autorités chinoises étaient compétentes pour examiner et trancher toutes les affaires civiles et criminelles dans lesquelles lesdits Coréens étaient impliqués ; la loi chinoise leur était applicable sans aucune restriction. Seulement, les tribunaux chinois civils ou criminels devaient être ouverts aux agents consulaires japonais et, lorsqu'il s'agissait des cas très importants où les criminels coréens étaient passibles de la peine de mort, les autorités consulaires japonaises devaient être prévenues et leur présence était nécessaire aux débats ; si les jugements rendus leur paraissaient contraires à la loi, les autorités japonaises pouvaient inviter les tribunaux chinois à recommencer les procès en vertu d'une procédure judiciaire chinoise spéciale.

L'accord de 1909 stipulait, en dernier lieu, que dans les deux mois suivant la mise en application dudit accord, les fonctionnaires civils et militaires envoyés par les autorités japonaises en Corée devaient être retirés du « district de Chientao », et que les consulats japonais devaient être établis dans les villes sus-mentionnées.

En fait, l'accord de 1909 renforça énormément la position japonaise. Le retrait des agents japonais envoyés

à Chientao, retrait que visèrent principalement les protestations chinoises, était conditionné par l'établissement de consulats japonais dans cette région. Or, en pratique, les consulats japonais en Mandchourie sont investis par leur gouvernement de pouvoirs de police très larges, et sont amplement pourvus d'agents de police qui exercent sur le territoire l'influence qu'il leur plaît et empiètent sur les autorités locales chinoises. De sorte que pratiquement la situation japonaise n'avait en rien été modifiée par l'accord de 1909 ; par contre, les Coréens pouvaient désormais poursuivre leur accès aux exploitations agricoles dans l'important « district de Chientao ». D'après les chiffres les plus récents donnés par le ministère des Affaires étrangères du Japon, la superficie totale des terres arables du « district de Chientao » est de 440.000 « cho » (1 cho = 2,45 acres) dont 242.000 sont actuellement cultivés. Sur cette superficie actuellement cultivée, 141.500 cho sont possédés par des Coréens et 100.500 par des Chinois ¹. Cela prouve incontestablement que l'accord de 1909 a fait bénéficier le Japon d'importants avantages.

Si, dans les chiffres ci-dessus donnés, on n'a pas vu figurer les propriétaires japonais, il ne faut point perdre de vue qu'il existe de nombreux cas de possession dissimulée grâce à l'utilisation d'intermédiaires comme propriétaires apparents. Ce procédé avait fréquemment permis à des Japonais de devenir indirectement propriétaires de terres arables à Chientao. Plus particulièrement, il faut mentionner l'existence d'un système pratiqué par les associations japonaises de prêts, notamment l'« Oriental Development Company », système qui consiste à obtenir, au moyen d'hypothèques foncières, des droits sur des terres dans le Chientao et ailleurs en Mandchourie ². Une succursale de l'« Oriental Development Company » a été établie à Lungchingtsun, importante localité du « district de Chientao », où il a été déclaré, plus ou moins exactement,

1. *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 286.

2. Voir *op. cit.*, p. 288.

que sur les 200.000 cho de terres cultivées, un peu plus de 50.000 cho avaient été acquis par des Japonais, à la date de 1928, notamment à la suite des opérations de l'« Oriental Development Company »¹.

Malgré les avantages incontestables obtenus par eux, les Japonais utilisèrent leur tactique consistant à garder par devers eux ce qui leur est avantageux et à contester et, si possible, à rejeter ce qui leur est moins favorable. C'est ainsi qu'ils firent des difficultés pour admettre que l'accord de 1909 eût réglé, une fois pour toutes, la question de savoir si le « district de Chientao » devait appartenir à la Chine ou à la Corée. Dans ce territoire, plus que dans n'importe quelle autre région de la Mandchourie, le Gouvernement japonais avait toujours insisté pour exercer sa juridiction et sa surveillance sur les Coréens ; plus de 400 agents de la police consulaire japonaise y avaient été maintenus pendant des années. Le service consulaire japonais, en coopération avec les fonctionnaires japonais désignés par le Gouvernement général de Chosen, exerce, dans cette région, de larges pouvoirs d'ordre administratif².

En dépit de l'accord de 1909, les Japonais déclarèrent que « par dessus tout, le Japon avait demandé que le droit de juridiction sur les Coréens dans le Chientao appartienne aux autorités japonaises ». D'après la thèse japonaise, le traité sino-japonais et les notes de 1915 ont annulé l'accord relatif au Chientao en ce qui concerne les questions de juridiction, et, depuis 1915, les Coréens, en leur qualité de ressortissants japonais, possèdent tous les droits et privilèges accordés par les traités conclus entre le Japon et la Chine. Cette thèse n'a jamais été admise par le Gouvernement chinois, qui soutient que l'accord de 1909, s'il est applicable en ce qui concerne l'octroi aux Coréens du droit de résider sur les terres arables, doit l'être également dans ceux de ses articles qui stipulent que les Coréens sont soumis à la juridiction chinoise³.

Si, du côté chinois comme du côté japonais, on attachait

1. *Op. cit.*, pp. 286-287.

2. *Op. cit.*, p. 286.

3. *Op. cit.*, p. 286.

une telle importance au problème de l'infiltration coréenne en Mandchourie, c'est que cette importance était primordiale surtout au point de vue politique. Car, depuis l'annexion de la Corée par le Japon, les Coréens, quoique hostiles à leurs oppresseurs, ne constituaient pas moins, aux yeux des Chinois, l'avant-garde du mouvement japonais de pénétration et d'absorption de la Mandchourie.

En effet, rien n'était plus vrai que de constater que depuis l'annexion de la Corée par le Japon, le nombre des Coréens s'infiltrant en Mandchourie augmentait dans une proportion surprenante. Il était exacte que l'émigration coréenne s'était pratiquée en Mandchourie longtemps avant l'annexion de la Corée, mais jusqu'alors le nombre des émigrants n'était point très considérable. A prendre le « district de Chientao », par exemple, le chiffre de la population coréenne n'y était que de 53.000 en 1910, année de l'annexion de la Corée. Or, cinq ans plus tard, en 1915, ce chiffre était passé à 136.000, c'est-à-dire plus du triple par rapport à l'année 1910. Aussi, en 1931, à la veille des événements en cours, le chiffre de la population coréenne à Chientao atteignait 395.847 ¹.

En recherchant les causes de l'émigration coréenne en Mandchourie, l'auteur de l'étude intitulée *Problèmes coréens en tant que facteurs à considérer dans le différend sino-japonais*, étude comprise dans les *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la S. D. N.* semble conclure que le « mouvement coréen vers la Mandchourie représente l'aboutissement inévitable d'une combinaison de facteurs d'ordre à la fois politique et économique qui n'auraient pas nécessairement été créés intentionnellement par les Japonais pour encourager cette émigration » ².

Evidemment, tel n'est point l'avis des Chinois. Au contraire, en général, les Chinois pensent que, par une politique d'oppression, les Japonais obligent les Coréens à passer la frontière chinoise et, lorsque ceux-ci se trouvent

1. Voir l'annexe III de l'étude faite par M. C. Walter Young dans *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 295.

2. *Op. cit.*, pp. 279-283.

en territoire chinois, ils continuent à les pousser en avant, comme pionniers de l'agression japonaise »¹. C'est également l'opinion d'un certain nombre d'étrangers qui croient que « la cause fondamentale de l'exode des Coréens est plus politique qu'économique et qu'elle est le résultat d'une politique coloniale japonaise, plus ou moins définie, tendant à encourager l'émigration, soit en rendant aux Coréens la vie insupportable dans leur patrie, soit en les encourageant nettement à émigrer »². Parmi les témoignages cités par l'auteur de l'étude sus-mentionnée, quelques-uns sont très typiques. Notamment une déclaration très franche a été faite à l'auteur de ladite étude par un missionnaire qui, depuis de longues années, a exercé son ministère parmi les Coréens à la fois en Corée et en Mandchourie. Ce missionnaire s'est exprimé dans les termes suivants : « Tout d'abord, les autorités japonaises ont été plus ou moins indifférentes vis-à-vis de l'émigration coréenne en Mandchourie. Par la suite, toutefois, elles ont porté à la question un intérêt croissant à mesure qu'elles ont compris les avantages que le Japon pouvait tirer de cette pénétration pacifique en Mandchourie »³. »

Peu importe que le Japon ait ou non, de propos délibéré, encouragé l'infiltration coréenne en Mandchourie, il est indéniable que « des troubles pourront résulter de cette infiltration dans le territoire chinois, fournissant ainsi au Japon un prétexte pour étendre l'influence de ses forces policières et militaires ». Le fait est que le Japon maintenait toujours fermement son refus d'autoriser l'expatriation des Coréens et avait comme principe de les poursuivre jusqu'en Mandchourie, sous prétexte de leur offrir la protection de sa police. Les Chinois, en général, ont beaucoup de sympathie pour les Coréens. Ils considèrent que les Coréens par suite d'une administration étrangère dans laquelle les Japonais, en qualité d'opresseurs, monopolisaient tous les postes officiels importants et faisaient la police de la péninsule avec des gendarmes que l'on voyait

1. *Op. cit.*, p. 279.

2. *Op. cit.*, p. 279.

3. *Op. cit.*, p. 279.

partout, émigrèrent en Mandchourie pour y chercher la liberté politique et les moyens de subvenir à leur existence ¹. Ils voyaient, en outre, que l'immigration coréenne représentait pour eux un grand avantage du point de vue économique, étant donné que les Coréens sont d'excellents cultivateurs de riz et qu'ils contribuent, pour une grande part, à développer l'agriculture mandchourienne. Seulement, par suite des combinaisons japonaises, ils eurent des raisons trop évidentes de croire, d'une part, au danger provenant de ce que le Japon essayait de comploter l'absorption des régions mandchouriennes en faisant usage des immigrants coréens ; et d'autre part, au danger résultant des complications qui n'étaient déjà que trop nombreuses depuis l'accord de 1909, complications provoquées par les forces policières japonaises qui marchaient de pair avec l'infiltration coréenne. Ainsi s'explique pourquoi, depuis l'annexion de la Corée par le Japon, les Chinois voyaient d'un mauvais œil l'émigration coréenne en Mandchourie. C'est donc justice envers les Chinois de supposer qu'ils auraient changé immédiatement leur attitude si le Japon n'avait pas mis obstacle à la question de la naturalisation des Coréens et n'avait pas exercé aussi largement son pouvoir policier dans les régions où résident les Coréens.

1. *Op. cit* , p. 258.

CHAPITRE IV

LES RELATIONS DU JAPON AVEC LES PRINCIPALES PUISSANCES INTÉRESSÉES AUTRES QUE LA CHINE CONCERNANT LA MANDCHOURIE

La guerre étant terminée en 1905, les Japonais pénétraient définitivement en Mandchourie. Mais de nombreuses questions surgissaient par suite de la révélation de l'ambition de l'Empire nippon. Celui-ci traitait la Mandchourie exactement comme un butin militaire, multipliait ses exigences, monopolisait dans la mesure où il pouvait. Or, la Mandchourie appartenait toujours à une Puissance neutre mais affaiblie. Ce n'était plus par un recours aux armes que le Japon pouvait réaliser son rêve d'expansion. Il lui fallait des pourparlers, des négociations, des ententes diplomatiques : toute une série de mesures combinées de force et d'habileté. La tâche était bien difficile, mais les Nippons devaient la remplir avec une grande adresse.

En face de la Chine, les Japonais savaient trop bien comment les Russes avaient accru leur influence en Mandchourie. Bien qu'ils eussent manifesté leur indignation lorsque ces derniers violèrent la souveraineté chinoise, ils n'hésitèrent point à se livrer à leur tour aux mêmes procédés. Sans relâcher un instant la démonstration de ses forces, ils écrasèrent les Chinois par leurs exigences excessives.

Cependant, il y avait à côté d'eux de nombreuses Puissances intéressées qui surveillaient la tournure que prenait la situation extrême-orientale. Instruits surtout par leur défaite en 1895 et par leur succès en 1905, les Japonais

avaient l'absolue conviction que la diplomatie jouait un rôle décisif. Parallèlement à leur oppression du pays faible pour s'emparer de ce qu'ils désiraient, ils se préoccupaient d'obtenir des amitiés qui leur assureraient une pleine liberté d'action. Se faire des alliés, constituer des coalitions contre ceux qui pourraient lui porter tort, voilà la politique du Japon dans ses relations avec les principales Puissances intéressées.

1. — *Les relations du Japon avec les États-Unis d'Amérique concernant la Mandchourie.*

Dès la fin du dix-neuvième siècle, les États-Unis s'intéressaient énormément à la question mandchourienne. Ils voyaient d'un mauvais œil les empiètements de la Russie sur les Trois Provinces chinoises de l'Est. C'est à ce moment qu'ils proposèrent au monde le fameux principe dit « de la porte ouverte », principe auquel le Japon, alors adversaire de la Russie, adhéra purement et entièrement. La politique japonaise avait consisté à s'attribuer la sympathie des principales Puissances intéressées afin de mettre la Russie dans une position isolée. C'est ainsi que le Japon s'associa sans condition à la politique américaine, se constituant par là un des principaux facteurs de sa victoire de 1905 sur son adversaire.

La défaite de la Russie en Mandchourie méridionale, défaite qui devait au moins mettre un terme à son avance continuelle dans l'Empire chinois, avait apparu aux yeux des Américains comme pouvant modifier radicalement la situation mandchourienne au profit du principe de la porte ouverte. Saisissant l'occasion, le président Roosevelt s'interposa entre les deux ennemis en leur offrant amicalement ses bons offices. Il parvint à les amener à négocier les conditions de paix sous ses yeux. Comme nous l'avons remarqué, à l'occasion de l'étude sur les négociations de Portsmouth, l'Amérique exerça, par cette action médiatrice, une influence prépondérante. En effet, les principales dispositions contenues dans le traité de Portsmouth s'inspiraient d'une façon remarquable de l'esprit de la poli-

tique de la porte ouverte. Il y avait là incontestablement de gros succès américains.

Or, la question mandchourienne n'avait point reçu une solution complète et équitable dans les négociations poursuivies sur le territoire américain. Au point de vue de l'épuité, le bail de Liaotung ainsi que les autres avantages de la Russie étaient essentiellement le résultat des coups de forces de la Russie à l'encontre de la Chine. Si la Chine avait ardemment exprimé sa plainte contre la violence, le Japon aussi bien que les États-Unis manifestèrent avec indignation leur mécontentement à l'égard de l'ambition de Saint-Pétersbourg. Plus particulièrement le Japon protesta avec toute son ardeur contre cette injustice ; sa déclaration de guerre contre la Russie était notamment conçue dans ce sens. Si cette action violente de la Russie apparaissait aux yeux du monde comme extrêmement illégale, il en résultait que tout droit acquis par cette illégalité devait être considéré comme nul ; par conséquent, la Russie n'était aucunement qualifiée pour consentir après sa défaite le transfert d'aucun droit ou intérêt à une autre Puissance. D'autre part, puisque le Japon avait commencé par dénoncer l'action russe, il ne pouvait exiger de son ennemi vaincu la cession quelle qu'elle soit que celui-ci n'était pas en droit de lui faire. Et cela d'autant moins que cette action constituant, d'après la déclaration mikadonale du 10 février 1904, une atteinte à la souveraineté territoriale de la Chine, le Japon ne pouvait raisonnablement hériter des fruits de ladite action sans se livrer à la même illégalité. Car c'était à la Russie que le Japon avait fait la guerre, et c'était donc à la Russie que le Japon devait réclamer les moyens de compensation qui lui convenaient. En tout cas, la Chine était hors de cause ; il fallait que son territoire restât intact pour que fût respectée la justice internationale.

Au point de vue pratique, la Mandchourie, qui était devenue au cours de ces nombreuses années une source de conflits internationaux, demandait une solution qui permit de mettre entièrement fin à cet état de choses. La seule mesure efficace aurait dû consister dans le rétablis-

sement et le respect de la souveraineté chinoise sur cette contrée : cela eût écarté la présence dans un seul territoire de nombreuses forces adverses. En écartant cette rivalité internationale en Mandchourie, on barrerait la route aux ambitieux et l'on éviterait tout renouvellement d'un semblable conflit. Bien que ce principe eût été inséré dans le traité de Portsmouth, il était conçu dans des termes trop timides et insuffisants pour avoir une réelle efficacité.

En accordant au Japon la succession aux intérêts russes en Mandchourie méridionale, le traité de Portsmouth cessa d'être une œuvre équitable et complète et porta un coup fatal à la situation mandchourienne. Les Américains connaissaient mal les Japonais. Ils croyaient à la bonne foi de ces derniers dans leurs engagements consignés dans le traité de Portsmouth, et se préparaient même au lendemain de la signature dudit traité à organiser des entreprises mandchouriennes conformément au principe de la chance égale. Mais immédiatement les Japonais leur barrèrent la route. Le moment opportun avait été manqué à Portsmouth, et la situation des Américains n'était plus remédiable. Les Japonais toujours plus habiles et plus artificieux que les Russes savaient comment compléter leur conquête et assouvir leur passion. Il ne restait plus aux Américains qu'à entrer en lutte avec les Japonais toujours sous la forme diplomatique. Leurs efforts demeuraient vains. Pour employer une expression usuelle chinoise, les Américains « conférèrent avec le tigre pour lui demander sa peau ».

Ainsi, durant cette période d'après la guerre russo-japonaise jusqu'à la grande guerre mondiale, et même jusqu'à aujourd'hui, les relations entre le Japon et les États-Unis concernant la Mandchourie se traduisirent par une espèce de lutte déguisée. Les Américains inspirés toujours par le même principe de la porte ouverte préconisaient le maintien de la chance égale, la garantie de la souveraineté chinoise, et la coopération internationale ; ils avaient fait leur possible. Cependant, adroitement les Japonais se coalisaient avec la Russie et l'Angleterre, ils repoussaient toutes les initiatives américaines et poursuivaient avec

succès leur expansion en Mandchourie sans avoir subi le moindre échec. Nous analysons ci-dessous ces luttes déguisées entre le Japon et les États-Unis au sujet des Trois Provinces chinoises de l'Est.

1. **L'échec du projet Hariman.** — Au moment où les plénipotentiaires russes et japonais entamaient les négociations à Portsmouth, il s'était produit une affaire retentissante : Edward H. Harriman, surnommé le roi des chemins de fer américains, conçut le projet d'une voie de communication autour du monde dont la première opération devait être l'achat du chemin de fer Sud-Mandchourien. Il s'était rendu en Extrême-Orient en vue de négocier cet achat avec le Gouvernement japonais. A un moment donné, son projet parut sur le point d'aboutir, mais, finalement, le Gouvernement japonais le fit échouer. La publication en 1922 de la biographie de Harriman jeta la lumière sur ces faits ¹.

Au printemps 1905, sur l'invitation du ministre américain à Tokio, L. C. Griscom, Harriman décida de se rendre au Japon dans le but d'étendre l'influence commerciale américaine en Extrême-Orient, et, en outre, d'entreprendre sous le contrôle américain une ligne de communications reliant l'Amérique avec le Japon, la Mandchourie, la Sibérie et la Russie d'Europe ². Le 16 août de la même année, le fameux financier américain quitta San-Francisco, accompagné de sa famille et d'une suite nombreuse. Lors de son arrivée à Yokohama, puis à Tokio, il fut l'objet d'un chaleureux accueil de la part du monde politique et financier du Japon. Le 4 septembre, c'est-à-dire un jour avant la date de la signature du traité de Portsmouth, au banquet donné par le ministre américain, et où avaient assisté le premier ministre baron Katsura et les autres membres du cabinet ainsi que de nombreuses personnalités influentes de l'Empire, Harriman, dans son

1. G. Kennan, *E. G. Harriman, a Biography*, Boston and New York 1922, vol. II, chapitre xviii, *Far Eastern Plans*.

2. G. Kennan, *op. cit.*, p. 2.

allocution, présenta indiscrètement son projet gigantesque¹. Quelques jours plus tard, il fut reçu en audience par le Mikado, et il entama les négociations avec le Gouvernement japonais. Il se rendit ensuite en Corée et en Mandchourie. Pendant son absence, le ministre Griscom s'efforça de persuader les membres du Gouvernement japonais de l'intérêt qu'il y aurait pour le Japon à adopter le plan Harriman.

Le résultat de ces démarches devait être, trois jours après le retour de Harriman à Tokio, d'amener le baron Katsura, représentant le Gouvernement japonais, à conclure le 12 octobre avec Harriman un accord préliminaire dont les principaux traits étaient les suivants :

Il sera créé un consortium en vue de fournir les fonds nécessaires pour le rachat au Gouvernement japonais du chemin de fer Sud-Mandchourien et pour financer ses entreprises accessoires telles que la remise en état, l'amélioration et l'extension progressive dudit chemin de fer ainsi que l'achèvement et l'amélioration de la gare terminus du port de Dairen. Les deux parties contractantes auront chacune un droit égal sur les propriétés rachetées ci-dessus mentionnées. En ce qui concerne l'exploitation des mines de charbon, se rattachant à la voie ferrée, l'entreprise sera confiée à une compagnie par une autre convention. Les deux parties contractantes, ayant le même intérêt dans ladite compagnie, y délègueront leur représentant respectif.

Les deux parties contractantes auront pour principe l'égalité de droit dans tout développement de l'entreprise en Mandchourie. Le prix du rachat du chemin de fer Sud-Mandchourien et de ses accessoires, les rails, les ponts, etc., ainsi que tout matériel non roulant tel que les stations, les bâtiments, les plateformes, les dépôts, les docks, les quais, etc., sera déterminé par les représentants respectifs des deux parties contractantes.

L'organisation de la compagnie qui entreprendra le chemin de fer sus-mentionné devra dépendre des condi-

1. G. Kennan. *op. cit.*, p. 6.

tions de son adaptation aux circonstances et à la continuité. Dans les circonstances actuelles, elle doit dépendre de l'administration japonaise ; mais cette dépendance pourra plus tard être modifiée dans la mesure où le droit de représentation et d'administration demeurera égal pour les deux parties contractantes. En outre, l'organisation de la compagnie devra être conforme à la loi japonaise.

Si le besoin se manifeste pour les deux parties contractantes d'un arbitre, la personne désignée sera Henry W. Denison, sujet américain et conseiller du Gouvernement japonais.

En cas de guerre, soit entre le Japon et la Russie, soit entre le Japon et la Chine, ledit chemin de fer pourra, conformément aux ordres du Gouvernement japonais, transporter les troupes et tout matériel de guerre nécessaires ; mais le Gouvernement japonais sera dans l'obligation de rembourser le prix du service à lui rendu par le chemin de fer ¹.

De telles stipulations dans le mémorandum donnèrent satisfaction à Harriman qui dans l'après-midi du jour de la réception dudit mémorandum quitta le Japon pour rentrer aux États-Unis. Mais sa satisfaction fut éphémère, car des dissensions ne tardèrent pas à éclater au sein du Gouvernement japonais.

Trois jours après le départ de Harriman, le baron Komura, apportant le texte du traité de Portsmouth, rentra à Tokio. En apprenant le contenu dudit mémorandum, le ministre des Affaires étrangères japonais s'y opposa vivement en invoquant deux arguments : l'un sur la forme et l'autre sur le fond de l'acte conclu avec l'entrepreneur américain.

D'abord, dit-il, l'article 6 du traité de Portsmouth prévoyait le consentement du Gouvernement impérial chinois pour le transfert du chemin de fer Sud-Mandchourien. En conséquence, tout contrat conclu avec Harriman avant

1. Kennan, *op. cit.*, vol. II, p. 13.

les négociations avec la Chine sera dépourvu de fondement légal ¹.

2. Le Japon, ajouta-t-il, en faisant sacrifice de tant de sang et d'argent pendant deux années de guerre, n'avait obtenu comme compensation que le transfert des intérêts russes en Mandchourie; si, par une vente, on cédait aux États-Unis la moitié du chemin de fer Sud-Manchourien, et si l'on faisait, en conséquence, de la Mandchourie une place de libre concurrence commerciale aux étrangers, le peuple japonais se révolterait ².

Les arguments du baron Komura convinquirent les autres membres du Gouvernement de Tokio; lorsque Harriman aborda à San-Francisco, il reçut du consul japonais l'avis que son Gouvernement déclarait nul et non avenu le mémorandum conclu le 12 octobre. Dix jours plus tard, Harriman reçut à New-York, par l'intermédiaire d'un banquier japonais, un télégramme du baron Katsura qui lui expliqua les motifs amenant le Gouvernement japonais à changer d'avis. Ce télégramme était ainsi conçu :

« ... Conformément aux termes du traité de Portsmouth, le transfert du chemin de fer Sud-Mandchourien devait nécessiter le consentement du Gouvernement chinois; d'autre part, l'établissement de la correspondance ferroviaire exigeait une entente avec le Gouvernement russe. En conséquence, avant l'aboutissement des accords avec le Gouvernement chinois et le Gouvernement russe, on ne saurait déterminer la portée des privilèges et des propriétés qu'englobe le transfert dudit chemin de fer ainsi que l'importance des intérêts de ce dernier. Dans ces conditions, vous ainsi que le Gouvernement japonais ne pourriez procéder avec satisfaction à l'exploitation du chemin de fer et des entreprises s'y rattachant... Le Gouvernement japonais désire également conclure aussitôt des accords internationaux, mais les résultats de ces accords néces-

1. Kennan, *op. cit.*, p. 46.

2. Kennan, *op. cit.*, p. 45.

siteraient peut-être d'importants changements au mémorandum déjà conclu... »

En terminant, le premier ministre japonais donnait au solliciteur américain une promesse assez formelle :

« Cependant, à n'importe quel moment, le Gouvernement japonais s'adresserait à vous le premier s'il sentait le besoin de s'entendre avec les individus disposant de capitaux ¹. »

Le 15 janvier de l'année suivante, le même banquier japonais fut chargé de nouveau par le baron Katsura de remettre à Harriman un message faisant savoir que le Gouvernement chinois avait donné son consentement aux stipulations de l'article 6 du traité de Portsmouth, mais que l'exploitation du chemin de fer Sud-Mandchourien devait être conférée à une compagnie anonyme dont les Gouvernements japonais et chinois ainsi que leurs sujets respectifs seuls devaient être actionnaires. En conséquence, le mémorandum conclu le 12 octobre 1905 était caduc. Le baron Katsura déclara en outre qu'il doutait que les capitaux japonais et chinois fussent suffisants pour répondre aux nécessités de l'amélioration et du développement du Sud-Mandchourien; qu'il était certain d'avoir l'occasion de s'adresser aux capitaux étrangers; que, dans ce cas, le Gouvernement japonais conclurait avec Harriman un autre contrat à la place dudit mémorandum ².

Le même mois, le conseiller du Gouvernement japonais, Denison, adressa une lettre au ministre américain Griscom lui expliquant les motifs qui firent croire au baron Komura que le Gouvernement chinois désapprouvait le mémorandum conclu entre le Japon et Harriman. Au dire de cette lettre, le Gouvernement chinois avait la pleine résolution de participer à la moitié de l'entreprise du Sud-Mandchourien dans le but de sauvegarder ses intérêts en Mandchourie. Cette attitude chinoise devait mettre en

1. Kennan, *op. cit.*, vol. II, p. 18.

2. Kennan, *op. cit.*, p. 20.

échec toute tentative de la participation d'une tierce personne. Il ne restait à Harriman qu'à négocier avec Pékin pour pouvoir participer à l'exploitation des lignes ferroviaires autres que le Sud-Mandchourien ¹.

La tentative de Harriman échoua donc complètement. Mais il ne se découragea point et fit à plusieurs reprises d'autres tentatives pour réaliser son projet de voies de communications autour du monde. Mais sa mort survenue en 1909 mit fin à ce plan gigantesque.

Nous avons reproduit les principaux passages de l'ouvrage de Kennan ; pour vérifier les faits cités, nous pouvons le comparer à un autre ouvrage d'un auteur également américain, Payson J. Treat, un spécialiste des problèmes d'Extrême-Orient. En 1921, un an avant la publication de la *Biographie de Harriman*, Treat, qui avait donné des conférences dans une université japonaise, publia un ouvrage historique sur les relations diplomatiques entre le Japon et les États-Unis de 1853 à 1921. Il y parla entre autres choses du projet de Harriman. Les faits qu'il relata sont identiques à ceux que Kennan devait rapporter, notamment en ce qui concerne les motifs qui poussèrent le baron Komura à s'opposer au mémorandum conclu entre Harriman et le Gouvernement japonais ².

Donc, bien que le plan Harriman demeure aujourd'hui encore dans l'obscurité, les faits relatés sont sans aucun doute bien authentiques. Ce qui reste à établir est l'interprétation et le jugement à porter sur cette affaire, chose que peu d'auteurs semblent avoir fait avec exactitude. A prendre le jugement de Kennan, par exemple, on devrait conclure que l'échec de Harriman était dû à la ferme opposition du baron Komura seul. Tel est également l'avis de Treat. Kennan a même soin d'affirmer que, d'une part, lorsque le baron Komura se trouvait à Portsmouth et élaborait cette clause du traité de paix qui donna au Gouvernement chinois le droit d'accorder son consentement

1. Kennan, *op. cit.*, vol. II, p. 21.

2. Payson J. Treat, *Japan and United States*, Boston and New York, 1921, p. 190.

au transfert des privilèges en Mandchourie, cette clause échappait à la connaissance du premier ministre japonais, le baron Katsura ; le même auteur affirme d'autre part, que, lorsque le baron Katsura signa avec Harriman le mémorandum du 12 octobre, il omit également de la communiquer au ministre des Affaires étrangères, envoyé à Portsmouth. De sorte, que l'un ignorant ce qu'avait fait l'autre, ils aboutirent ainsi à des actions contradictoires. Kennan croyait par suite que le Gouvernement japonais ne semblait pas avoir prémédité son manque de parole et que seules les opinions divergentes au sein du gouvernement avaient provoqué accidentellement ce fâcheux résultat ¹. Le même avis avait été partagé par un autre auteur américain, docteur Paul Hubert Clyde, de l'Université d'Ohio ².

Ce genre d'interprétation nous paraît un peu loin de la réalité. Nous croyons nécessaire de présenter les observations suivantes :

1. D'abord, point fondamental, rien ne nous paraît plus douteux que ladite dissension entre les différents membres du Gouvernement japonais.

Selon l'usage coutumier dans les négociations internationales, les envoyés diplomatiques même investis de plus pleins pouvoirs ont eu toujours la nécessité de se tenir en liaison étroite avec leur propre gouvernement. Si le baron Komura en sa qualité de ministre des Affaires étrangères était le véritable plénipotentiaire envoyé à Portsmouth, ceci ne pouvait aucunement le soustraire à l'obligation de garder le contact avec son gouvernement ; surtout que les pourparlers de Portsmouth étient considérés par les Japonais comme une question de vie ou de mort pour l'Empire du Soleil Levant. De plus, le Japon était alors sous le régime du gouvernement parlementaire, et les ministres ne possédaient point un pouvoir si étendu qu'il leur permit de décider à eux seuls d'une question si capitale. La preuve en est qu'immédiatement après la signa-

1. Voir, Kennan, *op. cit.*, vol. II, p. 49.

2. Clyde, *International Rivalties in Manchuria*.

ture du traité du 5 septembre 1905, une émeute s'était produite à Tokio et avait obligé le solliciteur américain à s'absenter momentanément de la capitale japonaise. Comment pourrait-il se faire qu'un mois plus tard, les dirigeants de Tokio ignorassent encore le contenu de ce fameux traité et qu'ils signent néanmoins le mémorandum avec Harriman ?

Si l'on examine la clause contenue dans l'article 6 dudit traité, les faits ultérieurs allaient démontrer que le Japon y attachait une grande importance ; il escomptait, grâce à lui, multiplier ses privilèges à la suite de négociations à part avec le Gouvernement chinois sous le beau prétexte de respecter le droit souverain de la Chine en Mandchourie. Il y avait là toute une pièce préparée d'avance. Il était peu probable que le premier ministre et les autres personnalités influentes n'eussent jamais participé à sa préparation. Peu importe que le baron Komura ait pu arranger tout et décider de tout, on a peine à croire qu'une clause de si grande signification n'eût pas été communiquée par lui au Gouvernement japonais.

D'autre part, Harriman avait annoncé au printemps 1905 son grand voyage en Extrême-Orient et ne l'avait réalisé que plusieurs mois plus tard, c'est-à-dire au mois d'août, au moment où la délégation japonaise conduite par le baron Komura se trouvait en Amérique. Vu sa personnalité de grande importance dans le monde financier américain, vu son gigantesque projet de communications autour du monde, et enfin étant donné la suite nombreuse qui l'accompagnait dans un voyage aussi retentissant, l'attention du Nouveau Continent ne pouvait pas ne pas avoir été attirée sur ce voyage. Qui pourrait penser que les plénipotentiaires japonais séjournant dans ce pays et assistant de près de ce beau spectacle n'eussent point eu connaissance de cette importante affaire, n'eussent pas senti la nécessité de se renseigner auprès de leur gouvernement et n'eussent reçu aucune information de celui-ci à la suite des démarches faites à Tokio par Harriman et par le ministre américain ?

En pesant le pour et le contre, nous sommes obligés

d'arriver à cette conclusion que l'interprétation des auteurs américains semble manquer de fondement sérieux et que si le Japon s'est servi de ces circonstances pour rejeter le mémorandum du 12 octobre 1905, cela ne nous paraît qu'un prétexte menteur.

2. A côté des circonstances, les arguments, d'abord du baron Komura, ensuite du Gouvernement japonais lui-même, n'étaient pas plus conformes à la réalité des faits. En effet, le premier argument du baron Komura se basait sur la clause contenue dans l'article 6 du traité de Portsmouth. A vrai dire, le Japon n'attachait pas d'importance au consentement du Gouvernement chinois au transfert des privilèges russes en Mandchourie, car il était sûr par avance de l'impuissance de celui-ci à s'opposer à sa prétention. Si pourtant il tenait essentiellement à demander ce consentement, c'était parce qu'il comptait profiter des négociations futures pour formuler de nouvelles exigences. Dans ces conditions, il paraissait peu probable que cette clause inoffensive pour le Japon eût pour conséquence la possibilité de restreindre la liberté d'action du gouvernement japonais dans son entente avec le financier américain. Si ce consentement du Gouvernement chinois avait été si nécessaire aux yeux des Japonais, il serait invraisemblable que le Gouvernement chinois, au lieu d'obtenir quelque compensation au prix de son consentement, fût au contraire obligé de concéder au Japon d'innombrables droits et intérêts qu'il n'eut point accordé à la Russie. De plus, comment peut-on expliquer que même après l'entier consentement du Gouvernement chinois, l'unique obstacle légal ayant disparu, le Japon maintint fermement sa résolution de déchirer le mémorandum? Pouvait-il prétendre que le désir de la Chine de sauvegarder son droit souverain en Mandchouie en était la cause? Or, le Japon, par suite de ses propres combinaisons savait d'avance que la Chine n'avait aucune possibilité, bien qu'elle en eût le droit, de participer aux entreprises du chemin de fer Sud-Mandchourien.

Il y avait donc là toute une série de prétextes qui, à nos yeux, différaient profondément de la réalité.

3. Quel était donc le véritable motif qui amena le Japon à exclure la participation américaine de l'entreprise du Sud-Mandchourien ? Nul doute, la véritable explication se trouve dans le second argument du baron Komura lui-même. La guerre de 1904-1905 était vraiment trop coûteuse pour le Japon ; et pour obtenir une compensation, le Japon devait diriger tous ses efforts sur la Mandchourie, territoire qui avait toujours attiré son attention. Il comptait commencer par là son extension territoriale, autrement dit, l'exécution de son fameux programme de la « politique continentale ». Réellement, aurait-il pensé, à un moment donné, de relâcher la proie qui lui était et est toujours si précieuse ? S'il acceptait le plan Harriman de céder la moitié des privilèges en Mandchourie, la conséquence ne pouvait être que celle que le baron Komura avait précisée : « on ferait de la Mandchourie un marché de libre concurrence commerciale pour les étrangers », autrement dit, le Japon y perdrait toute l'hégémonie qu'il avait si péniblement conquise.

Ce point étant ainsi éclairci, on peut dès lors préciser l'arrière-pensée du Japon au lendemain de sa guerre contre la Russie. Accaparer les richesses mandchouriennes et monopoliser l'exploitation en réservant les entreprises au Japon et aux Japonais, telle était désormais la nouvelle attitude de l'Empire nippon vis-à-vis de la Mandchourie malgré les promesses solennelles qu'il avait faites au traité de Portsmouth : le maintien de la politique de la porte ouverte et de la chance égale de toutes les nations.

Cependant, certains auteurs ont affirmé qu'à ce moment, le Japon n'avait pas encore conçu une politique précise, surtout une politique d'expansion continentale. Leur point de vue est fondé sur ce raisonnement : à supposer que le Japon eût conçu un semblable plan de conquête, visant à l'élimination de la concurrence des autres étrangers en Chine et violant de propos délibéré la politique de la porte ouverte, on ne saurait expliquer comment le gouvernement du baron Katsura hésitait entre deux politiques opposées, et avait failli céder la moitié des privilèges du Sud-Mandchourien aux ressortissants américains ? Ce raisonnement

nous montre que ses auteurs semblent ignorer les circonstances politiques qui dominaient le fond du jeu. Nous pouvons leur demander quelle était la signification d'une série de mesures que le Gouvernement japonais avait eu soin de prendre à l'occasion de la création de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien ? Pour se rendre compte de l'esprit réel du Gouvernement japonais, il suffit de se référer au Règlement d'incorporation de ladite compagnie décrété en date du 1^{er} août 1906.

Ces observations nous font croire que les hautes personnalités politiques japonaises, le baron Katsura à Tokio et le baron Komura en Amérique, devaient raisonnablement être restées en étroite liaison et que leurs dissensions n'étaient qu'apparentes ; que la nécessité du consentement du Gouvernement chinois ne constituait pas un motif suffisant pour restreindre la liberté d'action japonaise ; que le Japon était résolu à sauvegarder les privilèges qu'il pouvait acquérir en Mandchourie. Mais rien de tout cela n'explique comment le Gouvernement japonais fut amené d'abord à conclure un accord préliminaire avec Harriman, et, ensuite, à le rejeter. Pour arriver à une explication plus conforme à la raison et à la vérité, il faudrait examiner les circonstances mêmes du jeu.

Rappelons d'abord qu'à la suite de la guerre sino-japonaise de 1894-1895, le Japon avait été sur le point d'obtenir en vertu de l'article 2 du traité Shimonoseki la cession par la Chine de la péninsule de Liaotung, et que cela provoqua l'intervention de la Russie, de l'Allemagne et de la France, intervention qui obligea le Japon à rétrocéder ladite péninsule à la Chine. La situation internationale au lendemain de la guerre russo-japonaise était quasi semblable à celle de 1895 : la Russie était vaincue, mais il restait une nouvelle Puissance, l'Amérique, qui, par ces déclarations répétées et ses démarches diplomatiques, juste avant cette guerre de 1904, avait montré son entière attention aux choses de la Chine. D'autre part, durant la décade 1896-1905, l'influence des États-Unis en Chine se développe graduellement ; l'ensemble de leur commerce avec ce pays

augmentait en 1905 de plus de 450 p. 100 par rapport à l'année 1896 ¹. Si avant et pendant la guerre russo-japonaise, les États-Unis avaient eu quelque sympathie pour le Japon c'était parce qu'ils voyaient d'un mauvais œil l'attitude russe à l'égard de la Mandchourie. Le Japon qui avait infligé la défaite à la Russie avait alors la crainte d'inspirer à la place de sa vaincue la méfiance des États-Unis. Aussi eut-il la précaution de maintenir des relations amicales avec ces derniers. Surtout lorsqu'il négociait la paix avec la Russie sous les auspices de l'Amérique et sur son territoire, rien n'était plus à craindre que l'attitude américaine qui aurait pu à tout moment se tourner subitement contre lui ; car il suffisait que les États-Unis maintinssent les principes contenus dans leurs déclarations de 1899 et de 1900, en invoquant la garantie de l'intégrité territoriale de la Chine, pour que la triple intervention de 1895 eût la chance de se renouveler. Donc, au moment où les négociations avec la Russie n'avaient pas encore été couronnées de succès et que le concours américain était encore nécessaire, le Japon fut forcément obligé de cacher ses dessins afin d'éviter toute méfiance de la part des États-Unis.

Pour atteindre ce but, il fallait leur accorder des avantages. Lesquels ? L'offre de coopération aux entreprises de Mandchourie devait évidemment satisfaire les désirs américains. C'est ce que le Gouvernement japonais décida de faire.

Plusieurs mois avant les négociations de Portsmouth, le ministre américain à Tokio proposa à Harriman de faire ce grand voyage. Il est très probable que le diplomate américain avait eu connaissance de quelques bruits, qui peut-être intentionnellement lancés par les Japonais, laissaient prévoir une aubaine pour l'Amérique. Si Harriman, homme de grand mérite, avait accepté quelques mois plus tard cette invitation et avait conçu le plan gigan-

1. En 1896, les exportations des États-Unis en Chine ne présentaient que 11.949.000 taëls de Haikouan et leurs importations de Chine, 16.442.000. Dix ans plus tard, en 1905, leurs exportations atteignaient 76.916.000 taëls et leurs importations, 27.030.000.

tesque, il devait être sûr que les conditions nécessaires étaient remplies d'avance. D'autre part, si les diplomates américains s'engageaient comme intermédiaires pendant les démarches, on pourrait déduire que le Gouvernement américain ne restait point étranger à cette affaire. De part et d'autre, tout semblait concourir à ce que les États-Unis se sentissent obligés de satisfaire aux demandes japonaises dans les négociations de Portsmouth, spécialement en ce qui concernait les questions mandchouriennes. De sorte qu'à Tokio, les démarches de Harriman furent couronnées aussi aisément et avec autant de succès que simultanément les plénipotentiaires japonais triomphèrent à Portsmouth dans leur demande de transfert des droits et des privilèges de la Russie en Mandchourie méridionale. En sacrifiant la Chine, les États-Unis pensaient pouvoir d'un seul pas franchir la porte de la Mandchourie qui leur paraissait désormais ouverte.

Mais, une fois la demande japonaise satisfaite à Portsmouth, le concours américain n'était plus nécessaire et, d'un seul geste, le Japon déchira le mémorandum du 12 octobre 1905. Les motifs qu'il avait invoqués étaient de purs prétextes. La comédie était jouée.

Mais les ambitions des États-Unis firent peur aux Japonais. Pour compléter leur défense, ils eurent soin d'insérer dans l'Ordonnance impériale du 7 juin 1906 et dans le Règlement d'incorporation du 1^{re} août de la même année la clause qui réservait aux Gouvernements japonais et chinois et à leurs ressortissants respectifs le droit de souscription aux actions de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien. Par cette stipulation, la participation américaine à l'exploitation de la Mandchourie était définitivement écartée.

Un dernier point préoccupa en même temps le Gouvernement japonais : ses finances épuisées à la suite d'une longue guerre l'obligeaient à s'adresser aux capitaux étrangers pour faire face aux dépenses du Sud-Mandchourien. Comme nous l'avons relaté, les messages adressés à Harriman après le retour de ce dernier en Amérique avaient eu soin d'en parler à plusieurs reprises. Cependant, dès qu'il

fut sûr d'obtenir l'aide de son alliée, l'Angleterre, le Japon laissa tomber à plat la nation dont il avait premièrement accepté la coopération. Le concours anglais lui suffit. En effet, rien qu'entre 1907 et 1911, le Japon émit sur le marché de Londres de larges emprunts dont le total atteignit 14.000.000 livres sterling ¹.

Donc, notre conclusion est que l'affaire du plan Harriman semble un pur jeu diplomatique auquel le Gouvernement japonais n'attacha que fort peu de sincérité. Cette affaire manifesta, d'une part, l'esprit d'accaparement japonais en Mandchourie, et, d'autre part, elle fit naître chez les Américains le sentiment de la concurrence à la suite de leur déception dans les démarches de Harriman.

2. Le projet du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun et le plan Knox de neutralisation des chemins de fer mandchouriens. — L'échec de Harriman en 1905 ne découragea point les Américains. Surtout, l'attitude japonaise vis-à-vis de la Mandchourie après la guerre de 1904-1905 leur inspirait des inquiétudes qui s'aggravaient de jour en jour. La réaction devait les amener à accentuer leur désir de participation aux entreprises de Mandchourie. Les Américains guettaient donc toute occasion opportune.

Lorsqu'en 1907, le Gouvernement chinois céda aux firmes anglaises, *Pauling and Company* de Londres et *British and Chinese Corporation*, le droit de construire le chemin de fer entre Hsinmintun et Fakumen avec la possibilité de l'étendre à Tsitsihar, un ami intime de Harriman, Willard Straight, alors consul général des États-Unis à Moukden, poussa Harriman à participer au financement de cette opération ². Mais, en octobre, il reçut la réponse télégraphique de ce dernier qui alléguait la crise économique pour justifier son abstention.

1. Voir *The South Manchuria Railway : its origin development and phenomenal rise to importance*, publié par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, Dairen 1922, pp. 12-13; voir également *Economic History of Manchuria* publié par « Bank of Chosen », Séoul 1921, pp. 94-96.

2. Herbert Croly, *Willard Straight* p. 242.

Le même Straight conçut plus tard un projet d'après lequel les banquiers américains obtiendraient du Gouvernement chinois la conclusion d'un contrat d'emprunt de 20.000.000 dollars destiné à établir en Mandchourie une banque américaine qui devait coopérer avec les autorités locales mandchouriennes aux exploitations minières, forestières et agricoles ainsi qu'aux entreprises ferroviaires¹. L'année suivante, en automne 1908, avant de rentrer aux États-Unis, Straight signa avec le gouverneur civil du Fengtien un projet de contrat pour l'emprunt en question. Au même moment, Tang Shao-yi, le gouverneur civil du Fengtien, fut envoyé en Amérique avec la mission réelle de faire aboutir les négociations dudit contrat. Cependant, la mort subite de l'empereur Kouang-su et de l'impératrice douairière au milieu de novembre empêcha Tang de remplir sa mission, et le projet fut abandonné ; d'autre part, Harriman mourut un peu plus tard, en septembre 1909.

Les arrangements de Straight semblaient n'avoir obtenu aucun appui officiel de la part du Département d'Etat américain, le secrétaire d'Etat Root qui était en train de négocier avec le Japon l'accord dit Root-Takahira ne voulant pas prendre une attitude qui pourrait provoquer la réaction du Japon². Néanmoins, le Gouvernement américain, tout en laissant l'entière responsabilité aux principaux initiateurs privés, n'avait pas moins donné son approbation. D'ailleurs, dans ledit accord Root-Takahira du 30 novembre 1908, deux principes étaient notamment stipulés : « le respect des deux parties du *statu quo* dans les régions du Pacifique, le soutien par tous les moyens pacifiques de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine et du principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans cet Empire³. » Ces dispositions trouvèrent naturellement leur application en Mandchourie. Elles ne devaient, par conséquent, aucune-ment limiter l'action américaine.

1. Grave, *An Américain in Asia* dans l'« Asia », février 1921, p. 161.

2. Herbert Croly, *op. cit.*, p. 270.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 769.

Donc, bien que les événements politiques en Chine arrêtaient momentanément l'entente de cette dernière avec le groupe bancaire américain, celui-ci s'intéressa désormais vivement au projet qui, modifié au début de 1909, proposait de conclure avec le Gouvernement chinois un accord en vue d'obtenir la construction d'un chemin de fer en Mandchourie. Aux termes dudit projet, le nouveau chemin de fer serait en état de contraindre le Japon et la Russie à céder leurs lignes respectives, le Sud-Mandchourien et l'Est-Chinois ; ou autrement, il deviendrait une ligne concurrente des deux autres ¹. A cet effet, un groupe bancaire américain se constitua officiellement au début de juin 1909 ².

Le 2 octobre de la même année, le vice-roi de Mandchourie et le gouverneur de la province de Fengtien signèrent avec un syndicat constitué d'une part par l'entrepreneur anglais, *Pauling and Company*, et d'autre part, par le groupe bancaire américain un accord préliminaire d'emprunt destiné à la construction d'un chemin de fer de K'ing-tchéou, ville située sur la ligne de Pékin-Moukden, à Aigun, ville de la rive chinoise du fleuve Amour dans la province de Heilungkiang ³. Les principales stipulations de l'accord étaient les suivantes :

La participation à l'emprunt était ouverte aux autres personnes en dehors du groupe bancaire américain ; toutefois, la participation de ces autres associés était limitée à 40 p. 100 du total de l'emprunt ; leur association devrait être soumise à l'approbation du Gouvernement chinois.

Les autorités de la Mandchourie acceptaient d'emprunter au Syndicat la somme nécessaire pour la construction du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun. Le paiement des intérêts et les amortissements de l'emprunt étaient garantis par le Gouvernement chinois avec ledit chemin de fer

1. Grave, *op. cit.*, p. 162.

2. Ce groupe était constitué par les banques suivantes : I. P. Morgan and Co., Kuhn Loeb and Co, The First National Bank, et The National City Bank of New York.

3. Voir le texte complet de l'accord dans *Foreign Relations of United States*, 1910, p. 232.

comme caution. Dans le cas où les recettes du chemin de fer seraient insuffisantes pour faire face au paiement des intérêts et à l'amortissement, certains revenus publics de la Mandchourie devraient être employés à cet usage.

La première émission d'obligation devait être employée à la construction de la ligne de K'ing-tchéou à Tsitsihar ; la seconde, à celle de la ligne de Tsitsihar à Aigun.

Il était spécialement stipulé que la Compagnie ne devait être composée que de Chinois, d'Américains et d'Anglais ainsi que des nationaux d'autres pays dont la participation était subordonnée au consentement du Gouvernement chinois.

Tels étaient les traits principaux de l'accord. Il fut signé, du côté américain, par Willard Straight qui, depuis le mois de juin 1909, avait abandonné ses fonctions diplomatiques pour devenir un agent du groupe bancaire américain, et du côté anglais, par Lord ffrench, qui avait représenté *Pauling and Company* en 1907 dans les négociations du chemin de fer de Hsinmintun-Fakumen et qui représentait cette fois le même établissement anglais pour les travaux de construction du chemin de fer visé par l'accord. Enfin, l'accord fut ratifié par l'édit impérial du 20 janvier 1910¹.

Un mois après la signature de l'accord concernant le chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun, le Département d'Etat américain, ayant pris connaissance des négociations de cet emprunt anglo-américain, communiqua le 6 novembre 1909 au Foreign Office de Londres le texte de la proposition qui depuis fut connue sous l'étiquette de « Plan Knox pour la neutralisation des chemins de fer mandchouriens »². Cette proposition était issue des négociations indépendantes conduites principalement par Willard Straight en sa qualité de représentant du groupe bancaire de New-York. Les deux projets, l'un issu de l'intérêt

1. *Foreign Relations of United States*, édition 1910, p. 248.

2. *Op. cit.*, p. 234.

W. W. Willoughby, *Foreign Rights and Interests in China*, vol. I, pp. 175 et suivantes.

purement privé des banquiers américains et l'autre proposé officiellement par le secrétaire d'Etat Knox, devaient donc être considérés simultanément, spécialement parce que l'opposition faite à l'un entraînait en même temps l'échec de l'autre¹. D'autre part, le plan Knox était, en un certain sens, le produit des divers projets américains de participation aux entreprises de Mandchourie, notamment le projet de Harriman de 1905 et ses autres projets postérieurs. De plus, tous ces projets avaient, à notre avis, acquis l'approbation du Gouvernement américain et, par là même, ils traduisaient la politique américaine à l'égard de la Mandchourie. De sorte que le projet privé des banquiers et la proposition officielle des Etats-Unis étaient liés l'un à l'autre.

En ce qui concerne expressément « la neutralisation des chemins de fer mandchouriens », on en peut trouver le prélude dans les négociations poursuivies par Jacob H. Schiff, de *Kuhn, Loeb and Company*, banque contrôlée par Harriman, avec les agents financiers russes, notamment Gregory Wilengin, ancien agent financier russe aux Etats-Unis et qui se trouve en ce moment au Japon. Lors de ces négociations, peu avant la conclusion de l'accord concernant le chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun, les agents russes avaient donné à entendre à Schiff que le Gouvernement de la Russie avait l'intention de vendre ses droits dans le chemin de fer de l'Est-Chinois². Schiff avait également échangé une importante correspondance avec le baron Shibusawa qui, bien qu'il ne fût pas à ce moment un agent officiel du Gouvernement japonais, était compétent pour conduire les négociations préliminaires sur le sujet même dont Schiff avait entretenu les agents russes³. Il s'agissait de l'acquisition par les financiers américains des droits du Japon dans le chemin de fer Sud-Mandchourien⁴. Après leurs échanges de vue, Schiff et le baron Shibusawa présentèrent au baron Takahashi, président de *The Yokohama*

1. C. Walter Young, *Japan's Special Position in Manchuria*, p. 130.

2. Croly, *op. cit.*, pp. 278 et suivantes, p. 320.

3. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 132.

4. Croly, *op. cit.*, p. 279.

Specie Bank, une proposition nette ayant trait à cette acquisition. Mais, en janvier 1909, Schiff fut informé de Tokio que le Gouvernement japonais ne pouvait prendre en considération une semblable proposition¹. De son côté, Harriman lui-même n'avait point abandonné ses projets. En été 1909, à la veille de sa mort, il s'entretenait encore avec le ministre des Affaires étrangères russe, Kokovtsef, qui lui promettait d'intervenir auprès de son gouvernement pour faire céder l'Est-Chinois aux Américains. On ne saurait refuser de conclure que toutes ces tentatives de la part des financiers américains semblent avoir disposé énormément le Département d'Etat à prendre directement une attitude active dans le problème des chemins de fer mandchouriens. Voilà les origines presque immédiates du fameux plan Knox.

Le 6 novembre 1909, conformément aux instructions de son gouvernement, l'ambassadeur américain à Londres, Reid, communiqua au *Foreign Office* sous forme d'un mémorandum la proposition du secrétaire d'Etat Knox. Le mémorandum commença par rappeler l'existence du contrat concernant le chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun signé en octobre et suggéra une coopération diplomatique anglo-américaine pour l'appuyer. Ainsi, la proposition Knox était présentée sous forme d'une « alternative » relative au projet de K'ing-tchéou-Aigun². Le mémorandum comportait les deux propositions suivantes :

1^o « Peut-être, disait-il, pour assurer à la Chine la jouissance tranquille de tous ses droits politiques en Mandchourie et pour encourager le développement de cette province par l'application pratique de la politique de la porte ouverte et de la chance commerciale égale, le moyen le plus efficace serait de concentrer les chemins de fer mandchouriens sous une administration économique, scientifique et impartiale. Ceci, par le moyen d'un plan qui attribuerait à la Chine la propriété des chemins de fer dont la construction et l'exploitation seraient assurées à

1. Croly, *op. cit.*, p. 279.

2. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 134.

l'aide des fonds avancés par les puissances intéressées et désirant participer à cette entreprise. L'exécution d'un tel plan exigeait naturellement la coopération de la Chine, du Japon et de la Russie, respectivement les réversionnaires et les concessionnaires des chemins de fer existant en Mandchourie, — aussi bien que de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis dont les intérêts spéciaux résident dans le contrat relatif au chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun¹. »

Le mémorandum américain poursuivait en affirmant qu'un pareil plan donnerait des avantages évidents au Japon et à la Russie.

« Comme le Japon et la Russie avaient à plusieurs reprises affirmé leur adhésion à la politique garantissant la souveraineté entière de la Chine en Mandchourie et y maintenant l'égalité des chances pour le trafic et le commerce, un pareil plan leur diminuerait la charge combinée des devoirs et des responsabilités dans la gestion de leurs chemins de fer respectifs. » Cela amenait le Gouvernement américain à avoir « quelque raison d'espérer qu'un tel plan devait trouver de favorables sentiments de la part de la Russie et que la participation américaine pouvait ainsi être assurée ».

Ceci dit, le mémorandum américain abordait la deuxième proposition.

2° Dans le cas où cette proposition serait inexécutable, le Gouvernement des Etats-Unis désirerait l'appui actif du Gouvernement britannique en faveur du projet de ligne K'ing-tchéou-Aigun, celle-ci pouvant également être financée par diverses Puissances considérées comme « favorables à la neutralisation commerciale de la Mandchourie »².

Il y avait donc dans le mémorandum américain deux propositions distinctes : l'une avait trait à la création d'une entreprise internationale dont les fonds se trouve-

1. *Foreign Relations of United States*, 1910, p. 234.

2. *Op. cit.*, p. 234-235.

raient sous forme d'emprunt chinois souscrit par les puissances intéressées désirant y participer et dont le rôle serait de gérer toutes les lignes ferroviaires de la Mandchourie y compris le Sud-Mandchourien et l'Est-Chinois qui seraient acquis par ladite entreprise par la voie du rachat ; l'autre visant la nouvelle ligne K'ing-tchéou-Aigun qui, en cas d'échec du plan de « neutralisation », devrait être réalisée à tout prix par la coopération anglo-américaine tout en tenant compte des Puissances qui seraient « favorables à la dite neutralisation ».

En premier lieu, il est hautement intéressant d'examiner le fond de l'initiative des Etats-Unis. Nous avons toujours affirmé que le Gouvernement américain ne se tenait nullement à l'écart dans les divers projets américains ayant trait aux entreprises ferroviaires en Mandchourie. C'est encore plus certain lorsqu'il s'agit de la ligne K'ing-tchéou-Aigun. Bien que certains auteurs aient prétendu que, le *State Department* n'avait pas accordé son appui officiel ¹ et qu'il ne semble pas que le secrétaire d'Etat Knox eût reçu de Schiff ou de Harriman aucune proposition déterminée pour lancer le plan gigantesque de « neutralisation » ², nous préférons cependant croire le contraire. Ici, par exemple, il s'agissait de la ligne K'ing-tchéou-Aigun qui avait figuré dans le remarquable memorandum dont le secrétaire d'Etat Knox se servit qu'après que le contrat signé le 2 octobre fût parvenu au *State Department* à la date du 7 octobre ³. Il serait donc peu vraisemblable de nier l'existence d'une liaison étroite entre le plan et le contrat. D'autre part, on sait que ce contrat avait été signé en toute hâte à Moukden par Willard Straight et le vice-roi de la Mandchourie afin d'éviter tout obstacle imprévu ⁴. D'une façon évidente, l'échec du contrat de la ligne Hsinmintun-Fakumen restait bien dans la mémoire des Américains ; c'était précisément par l'opposition des Gouverne-

1. Croly, *op. cit.*, pp. 270-271.

2. C. Walter Young. *op. cit.*, p. 133.

3. *Foreign Relations of United States*, 1910, p. 231.

4. Croly, *op. cit.*, p. 304.

ments japonais et russe que ce contrat avait été finalement abandonné. Alors, ce qui avait pu arriver en 1907 à la ligne Hsinmintun-Fakumen pourrait se répéter à l'occasion de celle de K'ing-tchéou-Aigun. Il était donc fort probable que le Gouvernement américain, en sentant de ces difficultés, songeât à y porter remède. C'est pourquoi, après un mois de sérieuses réflexions, il lança une nouvelle proposition dite de neutralisation des chemins de fer mandchouriens.

En effet, dans le mémorandum adressé à la Grande-Bretagne, nous voyons que le contrat du 2 octobre avait été d'abord mentionné dans les premières lignes. Ensuite, dans la première proposition dudit mémorandum, les Etats-Unis, se prévalant de prétendus droits acquis par ce contrat, se considéraient, de pair avec le Japon et la Russie, comme une puissance privilégiée vis-à-vis de la Mandchourie. Enfin, dans la deuxième proposition du même mémorandum, ils manifestèrent explicitement leur intention de contrôler le nouveau chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun qui ne serait autre chose qu'une ligne concurrente du Sud-Mandchourien et de l'Est-Chinois. Il en résulte donc que, même en étudiant le texte de ce mémorandum, le chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun était étroitement lié à la question de la « neutralisation ». Aussi, selon certains auteurs, cette ligne aurait été conçue pour servir des intérêts uniquement privés et le Gouvernement des Etats-Unis se serait tenu à l'écart de ce projet. Ce qui paraît singulièrement invraisemblable.

En second lieu, la question se posait de savoir si cette « neutralisation » était réalisable ? Selon nous, rien ne permettait de l'affirmer. En effet, le Japon était résolu fermement à ne rien relâcher et à ne rien céder : l'échec de Harriman en 1905 en fut la véritable preuve. Même en ce qui concerne la Russie, son attitude ne paraissait point plus favorable. Pourquoi alors les Etats-Unis avaient-ils tenté de vains efforts pour présenter un plan irréalisable ? En étudiant le fond, nous pensons qu'il y avait là une arrière-pensée américaine. Le plan de « neutralisation » ne pourrait être réalisé, soit ; mais l'opposition à ce plan émanerait sûrement du Japon, peut-être aussi de la Russie. Puisque ce projet

de « neutralisation » était basé sur la politique de la porte ouverte et de la chance égale dont le principe avait été reconnu par toutes les puissances intéressées, donc, toute opposition à cette neutralisation pourrait être considérée par les Américains comme s'opposant à cette politique. Dès lors, en invoquant son droit acquis dans le contrat de K'ing-tchéou-Aigun, l'Amérique pourrait entrer en concurrence et en lutte avec les parties qui seraient « défavorables à la neutralisation ». Le plan Knox n'était donc au fond qu'une mesure diplomatique dont le but était de rendre la position américaine plus justifiable et plus solide.

Cependant, même en possession du contrat signé le 2 octobre, les Etats-Unis ne se pressaient pas d'assurer l'exécution de leur entreprise en Mandchourie ; l'échec du contrat de Hsinmintun-Fakumen en 1907, leur servait suffisamment d'exemple. A cause de cela, il leur fallait la coopération diplomatique avec une autre puissance intéressée, l'Angleterre, à qui ils devaient plus tard adresser le mémorandum du 6 novembre. La présentation du mémorandum donne, dans une large mesure, la justification de notre raisonnement. Car, si le plan Knox avait été conçu véritablement dans un esprit de coopération internationale de toutes les puissances intéressées à ladite neutralisation, le mémorandum américain aurait dû être communiqué simultanément au Japon et à la Russie, puissances beaucoup plus intéressées en Mandchourie que l'Angleterre. S'il n'en était pas ainsi, si la même communication n'avait été faite aux Gouvernements russe et japonais qu'un mois après celle faite à Londres, il était clair que les Etats-Unis avaient uniquement compté sur l'acceptation anglaise pour s'assurer de la réalisation de leur désir ; autrement dit, ils savaient d'avance que l'approbation de Tokio et peut-être aussi de Saint-Pétersbourg au plan Knox était en quelque sorte une chose impossible, et qu'ils devaient compter uniquement sur l'acceptation de Londres pour exécuter le contrat de K'ing-tchéou-Aigun. La participation anglaise était suffisante pour exclure les Puissances défavorables au plan Knox de l'entreprise de ce nouveau chemin de fer mandchourien. Ces circonstances nous amènent à constater

quelles devaient être les complications du problème mandchourien : d'une part, le Japon surtout, s'opposait fermement à toute initiative qui pourrait porter atteinte à sa position ; autrement dit, il gardait manifestement son esprit d'accaparement à l'égard de la Mandchourie ; d'autre part, des Puissances comme l'Amérique essayaient sans trêve de faire prévaloir leur droit conformément au principe de la porte ouverte. Et par là, l'Amérique trouvait suffisamment la justification de son initiative. Mais la réalisation pratique devait dépendre exclusivement de l'attitude anglaise.

Après avoir reçu la communication américaine, Sir Edward Grey donna, au nom du *British Foreign Office*, la réponse anglaise en date du 26 novembre. Il exprima son entière approbation au principe général invoqué dans la proposition américaine comme étant un plan « bien adapté pour assurer à la Chine l'entier contrôle en Mandchourie », mais suggéra que l'affaire devait être différée jusqu'à ce que les négociations dites de *Hukwang* fussent achevées ¹. Quant à la proposition concernant l'appui officiel anglo-américain aux stipulations privées du contrat de K'ing-tchéou-Aigun, le *British Foreign Office* suggéra que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne devaient s'efforcer de persuader le Gouvernement chinois d'admettre le Japon, en sa qualité de partie la plus intéressée, à la participation à la ligne K'ing-tchéou-Aigun ².

La réponse anglaise équivalait au rejet complet du plan Knox. En invoquant la situation financière réelle de la Chine qui était insuffisante pour garantir de nouveaux emprunts, l'Angleterre fit prévaloir que la réalisation immédiate était impossible, malgré l'acceptation par elle du principe général. Mais ce point n'avait qu'une importance secondaire, le trait essentiel résidait dans le second point de la réponse anglaise. Selon elle, l'exécution du projet de chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun devait

1. L'Angleterre s'occupa en ce moment de l'emprunt de Hukwang (Hou-Kouang) contracté par la Chine en vue de la construction d'un chemin de fer dans la Chine méridionale.

2. *Foreign Relations of United States*, 1910, pp. 237-236.

requérir la participation japonaise. Or, dans l'intention américaine, discrètement indiquée dans le mémorandum du 6 novembre, la participation des autres Puissances à ce chemin de fer était limitée à celles qui seraient « favorables à la neutralisation commerciale de la Mandchourie » ; le Japon, par suite de son esprit d'accaparement, n'y avait certainement pas sa place. Il semblait que l'Amérique plaçait son espoir dans la coopération anglaise afin de pouvoir résister aux Puissances récalcitrantes. Mais la réponse anglaise détruisit cet espoir : l'Angleterre tenait fortement à la participation japonaise pour décider du sort du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun. Par cette contre-proposition, l'Amérique fut complètement désarmée ; elle pouvait être sûre que la participation japonaise à son projet était le fait le plus chimérique qu'on puisse imaginer.

Après la réponse anglaise, les Etats-Unis entrèrent ouvertement en négociations avec toutes les Puissances intéressées y compris le Japon. Le 14 décembre 1909, c'est-à-dire plus d'un mois après le mémorandum communiqué à l'Angleterre, le Département d'Etat américain envoya le même plan Knox aux ministères des Affaires étrangères de la Chine, du Japon, de la Russie, de l'Allemagne et de la France¹.

En premier lieu, le 14 décembre, l'ambassadeur américain à Tokio, O'Brien, reçut l'instruction de communiquer au Gouvernement japonais un aperçu substantiel du mémorandum présenté au *British Foreign Office* ; mais en outre, il devait y joindre une déclaration expresse affirmant que le Gouvernement anglais avait déjà donné son assentiment aux principes généraux invoqués dans ledit mémorandum². Le même jour, le secrétaire d'Etat Knox répondit à Sir Edward Grey en lui expliquant les raisons qui nécessitaient l'adoption immédiate du plan américain³. Le jour suivant, à Tokio, l'ambassadeur O'Brien reçut une autre instruction d'informer le Gouvernement japonais que les Etats-Unis « feront bon accueil à l'appui du Japon » en lui garan-

1. *Op. cit.*, p. 236.

2. *Foreign Relations of United States*, 1910, p. 236.

3. *Op. cit.*, p. 236.

tissant la participation des capitaux japonais au projet de K'ing-tchéou-Aigun ¹. En même temps, le chargé d'affaires des Etats-Unis à Pékin fit des démarches auprès du Gouvernement chinois pour que ce dernier agréât cette participation japonaise ainsi que celle d'autres Puissances intéressées ². Quelques jours plus tard, le 18 décembre, l'ambassadeur O'Brien renouvela au Gouvernement de Tokio la déclaration américaine et un aperçu substantiel sur toutes les propositions américaines ³. D'autre part, vers le même moment, le Gouvernement russe reçut un important mémorandum américain, qui différait de la note envoyée au Japon en ce que la création de la ligne K'ing-tchéou-Aigun n'y était pas mentionnée ⁴.

Malgré les démarches diplomatiques des Etats-Unis, il était certain que la proposition Knox n'avait aucune chance de trouver un accueil favorable au Japon. Quant à la Russie, contrairement à la croyance américaine, elle manifestait autant de réticence que le Japon.

La réponse officielle du Japon au *State Department* était datée du 21 janvier 1910. A la veille de la réception, le secrétaire d'Etat Knox par un télégramme du 20 janvier, donna instruction à l'ambassadeur O'Brien d'appuyer de nouveau sur certains traits essentiels de sa proposition devant le Gouvernement japonais et d'attirer l'attention de ce dernier sur l'esprit de l'accord Root-Takahira de novembre 1908, accord qui stipulait que les deux puissances devaient respecter l'indépendance et l'intégrité de la Chine ainsi que le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans ce pays ⁵. Ce télégramme était un effort ultime de la part des Etats-Unis pour prévenir une réponse défavorable émanant du Japon : il s'efforçait de montrer les avantages qui pourraient résulter pour le Japon d'un concert entre les Puissances intéressées pour maintenir la paix en Mandchou-

1. *Op. cit.*, p. 237.

2. *Op. cit.*, p. 237.

3. *Op. cit.*, p. 237.

4. *Op. cit.*, p. 239.

5. *Op. cit.*, p. 247.

rie ¹. Mais cette dernière démarche ne produisit pas plus d'effet. Le télégramme avait été communiqué au comte Komura le 24 janvier et ne devait recevoir, le 3 mars, qu'une réponse négative ².

Voici la réponse officielle japonaise du 21 janvier au plan Knox. Elle commençait par reconnaître que la proposition américaine témoignait d'un esprit de désintéressement et était conçue en vue du bien de la Chine ; le Japon y réaffirmait son adhésion à la politique du respect de l'intégrité administrative et territoriale de la Chine et au principe de la porte ouverte. Mais, quant à la proposition Knox de neutralisation, son avis devait y être entièrement défavorable. La réponse était ainsi formulée :

« La plus sérieuse objection à la proposition en question réside dans le fait qu'elle présente une très importante contradiction avec les termes du traité de Portsmouth. Ce traité était destiné à établir un ordre de choses permanent en Mandchourie, et le Gouvernement impérial croit fermement que, pour assurer la plus haute garantie d'une paix et d'une tranquillité durables dans cette partie du monde et les progrès réguliers de la Mandchourie, il importe d'observer un respect strict et loyal des stipulations dudit traité. La question des chemins de fer, qui n'était point la moins difficile parmi les nombreux et difficiles problèmes mandchous, a été résolue à Portsmouth. Son règlement a reçu postérieurement dans le traité de Pékin la confirmation réfléchie du Gouvernement chinois, et les opérations ferroviaires entreprises en ce moment en Mandchourie méridionale sont compatibles avec les concessions primitives autant qu'avec celles accordées postérieurement avec la même réflexion, par la même puissance ³. »

Le Japon revendiquait donc sa « position privilégiée » en Mandchourie, il prétendait avoir le droit de décider seul

1. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 448.

2. *Foreign Relations of United States*, 1910, p. 263.

3. *Op. cit.*, 1950, p. 251.

de la situation et de s'opposer à toute proposition qui lui semblait défavorable. Voici sa réponse qui entra dans la discussion du plan Knox. Elle commençait par affirmer que « dans la condition actuelle en Mandchourie, le Gouvernement impérial ne voit aucun fait exceptionnel qui rende nécessaire ou désirable l'établissement dans cette contrée, d'un système spécial dont n'ont pas besoin les autres parties de la Chine » ; et qu'il « ne constate aucun fait qui ait porté atteinte aux droits politiques de la Chine en Mandchourie ». Quant à la question de la porte ouverte, « le principe de la chance égale possède dans son application en Mandchourie une portée plus large que dans toute autre partie de la Chine ». Car selon la réponse japonaise, les stipulations contenues dans l'article 7 du traité de Portsmouth avaient obligé le Japon et la Russie à n'employer leurs lignes respectives qu'« exclusivement pour les usages commerciaux et industriels ». Donc, d'après le point de vue japonais, aucune entrave n'avait existé à l'encontre de la politique incontestée de la porte ouverte. Or, la situation réelle créée par ce gouvernement était essentiellement opposée à ce qu'il venait de déclarer.

Passant au plan de neutralisation, le Japon s'y opposa fermement. Son argument était que la substitution d'une administration internationale pour le chemin de fer ne pouvait se justifier en économie et en efficacité, et qu'il en résulterait des possibilités de frictions politiques ; — il estimait en outre qu'un système de responsabilité divisée aurait pour résultat l'affaiblissement du service ferroviaire en Mandchourie. Pour conclure, le Japon précisait sa position dans ce territoire pour justifier son refus catégorique :

« Dans les régions desservies par les chemins de fer japonais en Mandchourie, se sont constituées de nombreuses entreprises commerciales et industrielles japonaises qui doivent leur naissance, comme leur durée, à ce fait que le Gouvernement impérial, en possession des chemins de fer en question, est capable d'étendre à ces entreprises et aux personnes qui s'y rattachent la protection et la défense

convenables contre les attaques et les pillages effectués par les bandes illégitimes qui infestent toujours le pays. Dans le développement de ces entreprises qui ont contribué dans une mesure si évidente à la prospérité et aux progrès de la Mandchourie, un grand nombre de sujets japonais et d'importants capitaux japonais ont été engagés, et le Gouvernement impérial ne pourrait en son âme et conscience, consentir à renoncer aux moyens qui lui permettent d'assurer une protection et une défense si utiles à tous. »

Par ces paroles, les Japonais faisaient comprendre leur refus aux Américains et leur arrachaient leur dernier espoir. Mais pour terminer, leur réponse se conformait à la courtoisie diplomatique :

« Les observations que j'ai (le ministre des Affaires étrangères) l'honneur de présenter à votre Excellence et que j'ose espérer devoir être convaincantes pour le Gouvernement de votre Excellence comme elles l'ont été pour moi-même, sont conformes au plan dans son esprit le plus large, mais elles ne sont, ajouterai-je, pas moins applicables vis-à-vis dudit plan dans sa forme plus restreinte, puisque les deux plans reposent sur les mêmes principes et diffèrent seulement en degré. »

La réponse japonaise ajoutait pour terminer :

« En conclusion, je voudrais exprimer à votre Excellence les remerciements sincères de mon Gouvernement pour l'offre courtoise des Etats-Unis concernant la ligne projetée de K'ing-tehéou-Aigun, et dire qu'en principe le Gouvernement impérial sera prêt à participer à l'entreprise avec les autres Puissances intéressées dans la question. Cependant, comme cette question peut clairement être distinguée du sujet essentiel de la note de Votre Excellence, je réserverai, avec votre permission, ce point secondaire à une observation ultérieure et indépendante lorsque les détails du projet touchant cette matière seront connus. »

Ainsi, après avoir rejeté catégoriquement la neutrali-

sation proposée par Knox, le Japon se réservait le droit de faire une étude indépendante de ce « point secondaire » qu'était le projet de K'ing-tchéou-Aigun, projet auquel les États-Unis avaient, sans nul doute, attaché la plus grande importance. Mais le résultat de cette réserve ne pouvait être que de mettre fin à ce projet.

D'abord l'obstruction japonaise se manifesta par des pressions sur le Gouvernement de Pékin. Le 31 janvier, le ministre japonais à Pékin envoya une note à *Wai Wou Pou* rédigée en termes impératifs : « Avant que le Gouvernement Chinois, disait cette note, ne décide quelque chose, le consentement de mon Gouvernement doit être obtenu en premier lieu. » Ceci visait le projet de chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun que les Japonais avaient déclaré comme une matière qui « doit être prise en considération avec une extrême précaution ». La note du ministre japonais avertissait la Chine que « si la position de mon pays était ignorée, et si une décision était prise sans en avoir référé à mon gouvernement, il serait difficile d'estimer la gravité des inconvénients qui pourraient en résulter dans les relations des deux pays. C'est pourquoi j'ai reçu l'instruction d'avertir le Gouvernement chinois d'avoir à tenir compte de l'importance de cette précaution ¹ ».

Deux semaines plus tard, le 14 février, une nouvelle note japonaise fut adressée à *Wai Wou Pou* précisant l'attitude du Japon à l'égard du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun. Elle montra nettement que le Japon ne s'opposait pas à ce que cette ligne fût virtuellement une ligne « parallèle » ou « rivale » au chemin de fer Sud-Mandchourien, mais qu'il était cependant disposé à participer au financement de ce chemin de fer à condition qu'un embranchement soit construit pour le relier au chemin de fer possédé par lui dans la Mandchourie méridionale. La note ajoutait que « le Japon participerait à la construction du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun en prenant part

1. Lancelot Lawton, *Empires of the Far East, a study of Japan and her colonial possessions, of China and Manchuria and of the political questions of Eastern Asia and the Pacific.*, vol. II, p. 4352.

W.W. Willoughby, *op. cit.*, vol. I, pp. 485 et suivantes.

à l'emprunt, en fournissant des ingénieurs et du matériel de chemin de fer, et en prenant part aux travaux de la construction ¹ ». Par cette affirmation, la Japon prétendait étendre son contrôle sur la nouvelle ligne et en faire une sorte de ligne auxiliaire du Sud-Mandchourien. Il était évident que non seulement le Gouvernement chinois considérait les exigences japonaises comme entièrement exorbitantes, mais encore que les États-Unis, à qui appartenaient l'initiative et la concession contractuelle dudit chemin de fer, estimèrent ces prétentions exagérées et contraires à leur intention primitive. Dès lors, le projet allait vers un échec certain.

D'autant plus que l'intransigeance japonaise allait trouver un solide appui dans l'attitude d'autres Puissances intéressées, principalement la Russie.

Lorsque le mémorandum américain fut communiqué en décembre à Saint-Pétersbourg par le chargé d'affaires Schuyler, le ministre des Affaires étrangères russe fit savoir, dans une entrevue avec Schuyler, le 29 décembre, que les propositions américaines « affectaient les intérêts vitaux russes, économiquement et stratégiquement », — et que le contrat de K'ing-tchéou-Aigun constituait une autre manifestation « de l'hostilité que les États-Unis avaient constamment montrée en Extrême-Orient à l'égard de la Russie, durant les dix dernières années ». L'attitude russe fut donc beaucoup plus ferme que les financiers et hommes d'État américains ne l'auraient jamais supposé. Dans sa réponse en date du 21 décembre, le Gouvernement russe se justifia de la façon suivante ² :

« Le développement de la Mandchourie et l'exploitation des ressources naturelles ne sont pas le seul but poursuivi par le chemin de fer de l'Est-Chinois. Ce dernier présente un intérêt de premier ordre pour la Russie. Il constitue la ligne principale de communications entre les possessions russes en Extrême-Orient et le reste de l'Empire ; c'est également une grande artère par laquelle les

1. L. Lawton, *op. cit.*, vol. II, p. 1355.

2. *Foreign Relations of United States*, 1910, pp. 249-252.

possessions russes se ravitaillent en marchandises russes. Ainsi conçue, la ligne fait donc partie intégrante du grand chemin de fer Trans-Sibérien, qui est utilisé presque uniquement pour les relations entre l'Europe occidentale et l'Extrême-Orient. C'est cette considération qui décide le Gouvernement russe à garantir, avec de très considérables dépenses, les capitaux investis dans la construction du chemin de fer de l'Est-Chinois et à couvrir le déficit résultant de ses opérations. Il s'ensuit que le Gouvernement impérial ne saurait être indifférent à ce que ledit chemin de fer ou reste sous la gestion d'une compagnie anonyme russe qui est obligée de ne fixer les taux et les conditions du transport des marchandises par ledit chemin de fer qu'avec l'approbation du Gouvernement russe, et qui, par sa nature d'une concession, est étroitement liée aux intérêts de la nation ; ou, au contraire, que ledit chemin de fer soit administré par un organe international. »

Quant au projet du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun, l'attitude de la Russie ne paraissait point plus favorable et les termes employés dans sa réponse ne paraissaient pas plus conciliants :

« Le Gouvernement impérial, poursuivait l'aide-mémoire russe, est obligé de déclarer qu'il regarde le projet de construction du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun comme étant d'une importance capitale pour la Russie. Son achèvement ouvrira un nouveau moyen d'accès, non seulement des régions méridionales au chemin de fer de l'Est-Chinois, mais encore directement aux possessions russes à Aigun. Cela indique suffisamment l'importance stratégique et politique de cette entreprise. De plus, la construction de cette ligne modifiera essentiellement les conditions dans lesquelles la Mongolie orientale et le nord de la Mandchourie se sont servis de l'Est-Chinois. Maintenant, le Gouvernement impérial ne saurait envisager les conséquences de cette proposition et fixer son attitude à cet égard avant d'avoir été informé de la base sur laquelle repose la proposition. Pour ces raisons,

le Gouvernement impérial, tout en étant en principe disposé à prendre cette question en considération, espère qu'il pourra connaître le fond de la proposition dans un délai convenable afin qu'il puisse, après une étude détaillée arriver à une attitude nette aussi bien à l'égard de la proposition elle-même qu'à l'égard de sa participation. »

En conséquence, le Gouvernement russe déclarait qu'« il doit se réserver le droit d'examiner chaque projet de ce genre au double point de vue de ses intérêts politiques et stratégiques et des intérêts du chemin de fer de l'Est-Chinois ».

Le 24 février 1910, le Gouvernement russe notifia à l'ambassadeur américain Rockhill une communication dans laquelle la Russie cherchait à faire prévaloir un contre-projet comportant la construction d'un chemin de fer reliant Pékin et Kalkan à Kiachka *via* Ourga, la capitale de la Mongolie extérieure. Ce contre-projet indiquait que cette ligne aurait pour la Russie un intérêt beaucoup plus grand et suggérait la participation financière internationale à la place de celle que les Américains avaient prévue pour la ligne. K'ing-tchéou-Aigun ; seulement, la construction du tronçon entre Ourga et Kiachka devait être assurée par les capitaux russes ¹.

A cette invitation, le *State Department* répondit que cette proposition permettait de mettre plein espoir dans une coopération éventuelle entre les deux États, — mais qu'il préférerait en user premièrement pour le projet de K'ing-tchéou-Aigun. Cependant l'attitude russe resta inébranlable. Dès la note russe du 24 février, le projet K'ing-tchéou-Aigun avait été condamné à une mort certaine ².

Si l'on rapproche l'attitude de la Russie de celle du Japon, on peut souligner leur similitude complète. En effet, dès que le projet K'ing-tchéou-Aigun se fit jour, ces deux Gouvernements se rapprochèrent aussitôt. Ils avaient notamment entretenu entre l'automne 1909 et l'été 1910,

1. *Foreign Relations of United States*, 1910, p. 262.

2. G. Walter Young, *op. cit.*, p. 146.

relations suivies et secrètes touchant à ce sujet. Il est à noter que les réponses russe et japonaise, déclarant respecter le plan Knox de neutralisation, furent reçues le même jour par les représentants américains à Saint-Pétersbourg et à Tokio, le 21 janvier 1910. De plus, le raisonnement dont ils s'étaient servis pour faire échec aux propositions américaines était exposé presque dans des termes identiques ; leurs contre-projets étaient conçus de la même façon. Quant aux autres Puissances intéressées, aucune ne manifesta des dispositions plus favorables au plan. Par la voix de Sir Edward Grey, en date du 25 novembre 1909, l'Angleterre manifesta explicitement son attitude pro-japonaise. La France appuya la cause de son alliée, la Russie ¹. L'Allemagne dont l'attitude était plus neutre préféra ne pas se compromettre ². De part et d'autre, tout contribua à l'échec complet du plan Knox, mais l'obstacle insurmontable résida surtout dans l'intransigeance du Gouvernement japonais.

3° Les consortiums bancaires : le Consortium de Quatre Puissances et le Consortium de Six Puissances.

— Les échecs réitérés des plans américains envisageant une participation internationale dans les opérations en Mandchourie sur la base de la politique de la porte ouverte et à l'encontre des intentions japonaises d'accaparement obligèrent les États-Unis à diriger leur activité dans une nouvelle direction : ce changement se manifesta par la création de consortiums bancaires internationaux. Ce genre de consortiums devait avoir pour but essentiel d'entreprendre des opérations industrielles et financières en Mandchourie. C'est ainsi que fut prévu un « Consortium de Quatre Puissances » duquel le Japon et la Russie auraient été exclus ; mais l'opposition de ces derniers fit échouer le plan primitif, et l'on arriva alors à la formation du « Consortium de Six Puissances » .

Ce genre de consortium bancaire devait trouver son

1. *Op. cit.*, p. 256.

2. *Op. cit.*, p. 260.

origine aux États-Unis. On se souvient qu'en été 1907, le Gouvernement chinois avait demandé à Edward H. Harriman de lancer un emprunt mandchourien de 20.000.000 dollars¹. Mais la panique financière de 1907 obligea Harriman à y renoncer momentanément. L'année suivante, l'ancien gouverneur du Fengtien, Tang Shao-yi, se rendit aux États-Unis avec la mission réelle de conclure avec les financiers américains un emprunt mandchourien dont le plan avait été présenté par lui-même lors de la conférence tenue à Moukden en mars 1908 par les gouverneurs des Trois Provinces de l'Est². Ce plan intéressa énormément les financiers américains. Notamment, la banque *Kuhn, Loeb and Company*, affiliée à Harriman, l'avait accepté³. Mais des changements politiques en Chine laissèrent le plan d'emprunt en suspens⁴.

Durant l'année 1908-1909, des groupes bancaires anglais, allemand et français s'intéressèrent également aux emprunts mandchouriens ; et le 8 novembre 1908, le vice-roi de la Mandchourie conclut un accord d'emprunt séparé avec *The Hongkong and Shanghai Banking Corporation* et ses collègues allemands et français pour un emprunt de 1.000.000 de dollars. Seulement, ce projet mandchourien était abandonné lors des négociations de 1909 pour lesquelles les banquiers anglais, allemands et français avaient décidé de rassembler leurs disponibilités financières⁵. L'activité des financiers étrangers encouragea vivement les États-Unis à agir et le président Taft, dans son message au Congrès le 7 décembre 1909, insista fortement sur la formation d'un syndicat bancaire en vue de lancer les emprunts chinois⁶. Ces projets du monde financier européen et américain devaient préparer la naissance en 1910 de la formation dite « Consortium Bancaire des Quatre Puissances ».

1. Croly, *op. cit.*, p. 242.

2. Croly, *op. cit.*, p. 255.

3. Croly, *op. cit.*, p. 272; *Foreign Relations of United States*, 1912, p. 88.

4. Croly, *op. cit.*, p. 272.

5. *Foreign Relations of United States*, 1912, p. 88.

6. *Op. cit.*, p. 92.

En 1910, le Gouvernement chinois sentant le besoin d'établir un système monétaire uniforme songea à recourir aux emprunts étrangers, et en même temps, il décida qu'une partie de ces emprunts serait destinée aux entreprises industrielles de la Mandchourie. En prenant cette initiative, le Gouvernement chinois signa le 27 octobre 1910 avec un groupe bancaire américain un accord préliminaire d'emprunt ¹. Sur l'instance du Gouvernement américain, les groupes financiers anglais, allemand et français prirent également part audit accord destiné à la fois à la réforme monétaire et au développement industriel de la Mandchourie ². L'accord fut signé le 15 avril 1911 : il est connu sous le nom d' « Accord de l'emprunt pour la réforme monétaire et le développement industriel de la Chine ³ ». Ses traits essentiels étaient les suivants :

Le montant de l'emprunt était limité à 20.000.000 de livres sterling et devait être employé aux usages suivants :

- 1° A la réforme monétaire de la Chine ;
- 2° Au développement industriel de la Mandchourie (article 3).

Le remboursement de l'emprunt et le paiement de ses intérêts ainsi que les autres dépenses occasionnées par ledit emprunt auront pour garantie certains revenus du Gouvernement chinois, revenus dont la moitié était fournie par divers impôts mandchouriens (article 5).

Si le Gouvernement chinois, dans le but de l'achèvement des opérations mentionnées dans ledit accord, désirait augmenter les fonds obtenus en s'adressant aux capitaux autres que les capitaux chinois, les emprunts qu'il émettrait à cet effet seraient soumis à l'approbation préalable du Consortium bancaire. Ce n'est que dans le cas où il y aurait désaccord entre le Consortium et le Gouvernement chinois au sujet de l'émission des nouveaux emprunts

1. Mac Murray, *op. cit.*, p. 834.

2. Pour ces trois puissances, les banques représentées étaient les suivantes : Banque de l'Indochine pour la France, *Deutsch-Asiatische Bank* pour l'Allemagne et *The Hongkong and Shanghai Banking Corporation* pour l'Angleterre.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 844

que ce dernier pourrait s'adresser à d'autres groupes financiers. Il était stipulé en outre, en ce qui concerne les opérations industrielles en Mandchourie projetées par le présent accord, que la coopération des Chinois était nécessaire et que le Consortium aurait le droit de priorité au cas où le Gouvernement chinois songerait à s'adresser aux capitaux étrangers (article 16).

Il est à remarquer que, conformément aux vœux du Gouvernement américain, l'emprunt mandchourien de 1910 était considéré comme une partie du nouvel emprunt, ceci pour le motif qu'un emprunt pour la Mandchourie « ne devait pas être traité différemment de celui pour le reste de la Chine »; ainsi, l'accord bancaire des quatre Puissances de 1911 ne proposait point de considérer la Mandchourie comme une unité administrative séparée ¹.

L'accord avait été secrètement conclu. Mais bientôt il fut révélé par la presse. Les Gouvernements russe et japonais s'y opposèrent avec autant de fermeté et d'énergie que lorsqu'il s'était agi du projet de chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun. Les dernières phrases contenues dans l'article 16 dudit accord leur donnèrent l'impression d'attribuer, à l'encontre de leurs intérêts, les entreprises mandchouriennes exclusivement au « Consortium bancaire des Quatre Puissances ». Le Japon se sentit principalement visé et pour s'assurer une participation sur la base de ses revendications le Gouvernement japonais conféra franchement avec le Gouvernement russe ².

Le 25 juin, le Japon présenta au Gouvernement français une note dans laquelle il affirmait que l'article 16 de l'accord en question était interprété dans le sens suivant : « dans l'ensemble des Trois Provinces mandchouriennes, le groupe financier des quatre Puissances obtient par rapport à tous les groupements et institutions étrangers la priorité non seulement concernant les entreprises visées par l'accord, mais encore concernant toutes les autres activités qui peuvent à l'avenir se rattacher à ces entre-

1. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 173.

2. *Foreign Relations of United States*, 1912, p. 96.

prises. » Quant à la position du Japon, la note prétendait que le « Japon possède dans les régions de la Mandchourie méridionale des droits et des intérêts spéciaux ; il est entièrement prêt dans l'avenir comme il l'a fait dans le passé à respecter les droits des autres, mais il lui est impossible de voir avec indifférence des mesures qui tendent non seulement à menacer ses droits et intérêts spéciaux mais encore à placer ses sujets et ses institutions dans une position désavantageuse par rapport aux sujets et aux institutions des autres pays ¹ ». En conclusion, le Japon insistait sur la suppression de l'article 16 de l'accord. Une note similaire était envoyée au Gouvernement britannique.

De son côté, la Russie agissait de même. Dans une lettre adressée au *State Department* par le Prince Koudascheff, chargé d'affaires russe à Washington, la Russie affirma : « il semble que le Consortium prétende au monopole des entreprises industrielles et financières dans les régions où la Russie possède d'importants intérêts spéciaux ² ».

Malgré leur opposition concertée, le Japon et la Russie se sentaient peu fondés à attaquer ouvertement et directement l'accord obtenu par le « Consortium bancaire des Quatre Puissances ». Car l'emprunt n'avait été accompagné d'aucune proposition agressive : au contraire, il avait été conçu en conformité absolue avec les stipulations conventionnelles concernant la Mandchourie et, d'autre part les quatre Puissances qui figuraient dans le Consortium avaient obtenu le droit de participation en vertu de dispositions contractuelles. Aucun argument juridique ne permettait soit à la Russie soit au Japon d'y faire obstacle. En conséquence, ils changèrent leur tactique d'obstruction et demandèrent la participation. Lorsque leur revendication fut acceptée par les États-Unis, ils allèrent de l'avant et demandèrent que cette participation les plaçât dans une position supérieure à celle d'un détenteur d'obligations ordinaire ³. Les discussions se prolongèrent jus-

1. *Op. cit.*, pp. 99-100.

2. *Op. cit.*, p. 100.

3. Shuhsi Hsü, *Essays on the Manchurian Problem*, p. 34.

qu'à ce que, la révolution ayant éclaté en Chine en commençant par la vallée de Yang-tsé, le projet d'emprunt fut laissé en suspens .

Durant le mois de mai 1912, une conférence se tint à Londres relative à un emprunt dit « de Réorganisation » demandé par le Gouvernement chinois; mais ses travaux furent bientôt suspendus par suite des prétentions excessives des Japonais et des Russes. Le groupe bancaire japonais désirait qu'une déclaration fût faite par tous les groupes bancaires, déclaration tendant à ce que « l'emprunt de Réorganisation » ne soit pas utilisé en Mandchourie ni en Mongolie ¹. Cette déclaration aurait eu pour résultat de rendre le Consortium sans aucun effet en Mandchourie.

Les négociations furent reprises à Paris, au mois de juin 1912. Alors les groupes bancaires japonais et russe manifestèrent leur désir d'entrer dans le nouveau consortium formé désormais par les six Puissances et de signer l'accord d'emprunt pour la réorganisation de la Chine, mais à condition que la conférence enregistrât la déclaration suivante ² :

« Le groupe russe déclare qu'il prend part à l'emprunt en entendant que nulle mesure liée à l'emprunt projeté ne sera opérée au préjudice des droits et des intérêts spéciaux de la Russie dans les régions de la Mandchourie septentrionale, de la Mongolie et de la Chine occidentale ; le groupe japonais déclare qu'il prend part à l'emprunt en entendant que nulle mesure liée à l'emprunt projeté ne sera opérée au préjudice des droits et des intérêts spéciaux du Japon dans les régions de la Mandchourie méridionale et de la portion orientale de la Mongolie intérieure aux confins de la Mandchourie méridionale. »

En fin de compte, cette disposition ne devait pas figurer dans les procès-verbaux de la conférence. Mais en place, une déclaration spéciale fut incorporée dans le procès-verbal du 19 juin 1912. Elle était ainsi conçue : « En cas

1. *Foreign Relations of United States*, 1912, p. 430.

2. *Op. cit.*, p. 157.

de désapprobation de quelque emprunt par l'un d'eux, si le Consortium, de son côté, estimait néanmoins convenable d'entreprendre un tel emprunt, ou bien les groupes japonais ou russe se retireraient du Consortium, ou bien leurs Gouvernements respectifs notifieront aux autres Gouvernements intéressés que « les opérations proposées sont contraires aux intérêts de la Russie ou du Japon ¹. »

Ainsi, organisé, le nouveau « Consortium bancaire des Six Puissances » fut officiellement formé le 26 juin 1912. Mais l'objet primitif, la réforme monétaire et le développement industriel de la Mandchourie, tel qu'il était figuré dans l'accord préliminaire signé le 15 avril 1911 avait entièrement disparu. Le Japon et ensuite la Russie se réjouirent de voir réaliser leurs prétentions, c'est-à-dire de se voir réserver à eux seuls non seulement les entreprises ferroviaires, question effectivement résolue à la suite de l'échec du plan Knox, mais également toutes opérations industrielles mandchouriennes, sans tenir compte des stipulations solennelles des traités, le traité de Portsmouth, par exemple. De cette façon, ils allaient au plus haut point à l'encontre des intérêts chinois, surtout vis-à-vis des Trois Provinces de l'Est.

Quelle devait être alors l'attitude du Gouvernement américain qui, à vrai dire, supportait avec impatience l'action hardie du Japon en Mandchourie. Durant les années qui suivent l'occupation d'une solide position par le Japon en Mandchourie, nous avons vu se dérouler successivement les diverses propositions américaines dont le but réel était d'opposer un contre-poids à l'expansion japonaise. Bien que les circonstances aient obligé les Américains à céder momentanément aux Japonais, accepteraient-ils désormais le fait accompli ? Nul doute que notre réponse doive être négative. En effet, à peine un an après la conférence des groupes bancaires de Paris, à l'occasion des protestations de divers Gouvernements auprès du Gouvernement chinois à propos de nomination par ce dernier de conseillers financiers étrangers, le président Wilson

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1024.

décida de retirer les États-Unis du Consortium bancaire des Six Puissances. Le 18 mars 1913, dans une déclaration à la presse, le Président affirma que « les conditions de l'emprunt (emprunt de réorganisation souscrit par le Consortium des Six Puissances) nous semblent toucher de très près à l'indépendance administrative de la Chine » ; et que « nos intérêts sont ceux de la porte ouverte, une porte d'amitié et de mutuel avantage. C'est la seule porte par laquelle nous voulons entrer ». Immédiatement après la déclaration du Président, le groupe bancaire américain annonça son retrait. Toutefois, les Américains déclarèrent qu'ils se réservaient le droit de rentrer au Consortium en cas de besoin.

Quant au Consortium lui-même, la guerre mondiale de 1914-1919 y apporta un important changement : l'Allemagne et la Russie s'en étaient retirées, le rôle de l'Angleterre et de la France y avait également diminué. Seuls les financiers japonais, appuyés par leur Gouvernement, prirent une part active dans la souscription des emprunts, soit ceux émis pour le compte du Gouvernement central chinois soit ceux des autorités locales des trois Provinces mandchouriennes.

Par ce qui précède, il est évident que depuis le lendemain de la guerre russo-japonaise jusqu'à la veille de la guerre européenne, la diplomatie américaine s'était sérieusement occupée de la question mandchourienne, et que les diverses propositions émanant des États-Unis semblaient être des tentatives visant à contrebalancer l'expansion japonaise dans cette immense et riche contrée. Mais finalement, les Américains, durent céder le pas aux Japonais. Et pourtant fondées sur le principe de la porte ouverte reconnu par toutes les Puissances intéressées, les initiatives américaines, n'avaient point manqué de bases solides ; et sur le terrain légal, rien ne permettait aux nations ambitieuses de s'opposer à leurs revendications. Si leur échec était inévitable, nous devons en chercher la cause dans l'attitude des principales Puissances intéressées. D'une part, les

Japonais avaient singulièrement affermi leur position en voyant les Russes combattre à côté d'eux ; et en outre, ils avaient pu compter sur le concours effectif de l'Angleterre, leur alliée, et sur celui de la France, alliée de la Russie ; d'autre part, les États-Unis étaient demeurés dans un complet isolement, l'unique appui sur lequel ils avaient compté, l'Angleterre, lui ayant manqué en fin de compte. Si cette situation internationale pouvait être considérée comme cause des échecs américains, il est nécessaire que nous abordions l'examen des relations anglo-japonaises et russo-japonaises concernant les Trois Provinces de l'Est.

2. — *Les relations du Japon avec l'Angleterre concernant la Mandchourie.*

Durant la période 1902 à 1921, période caractérisée par des traités d'alliance successifs, — et principalement pendant la période qui s'écoule entre la guerre russo-japonaise et la guerre européenne, les relations anglo-japonaises se traduisirent par une parfaite intimité et par une entr'aide mutuelle au sens strict du mot. Grâce à cette alliance avec l'Angleterre, le Japon bénéficiait non seulement de l'abstention d'une des Puissances les plus intéressées en Extrême-Orient à exercer concurremment avec lui son activité en Mandchourie, mais encore et surtout il bénéficiait de l'appréciable appui que cette Puissance lui fournissait. Bien que les intérêts britanniques fussent en général incompatibles avec les intérêts japonais, le Gouvernement de Londres fit preuve d'une entière bienveillance toutes les fois qu'il s'agissait d'une question intéressant la position du Japon dans les Trois Provinces chinoises de l'Est. Il laissait les Japonais poursuivre librement leur extension dans cette région, et au besoin, leur apportait son assistance matérielle autant que morale. C'est avec les fonds obtenus sur le marché de Londres que la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien avait pu commencer son œuvre d'expansion ; c'est également grâce à l'attitude pro-japonaise de l'Angleterre que le Japon avait pu maintenir sa position en Mandchourie en mettant en échec, les

mesures prises par le Gouvernement chinois et appuyées par les Américains. Tels sont les traits essentiels des relations anglo-japonaises au cours de cette décade.

1. Les traités d'alliance défensive anglo-japonais. —

Le premier traité d'alliance anglo-japonais avait été conclu le 30 janvier 1902¹; deux renouvellements furent effectués successivement : l'un en date du 12 août 1905², époque où la guerre russo-japonaise battait encore son plein; l'autre en date du 13 juillet 1911³, époque où les revendications américaines relatives à la participation aux entreprises de Mandchourie se faisaient fortement sentir. Outre l'alliance défensive faisant l'objet principal de ces trois traités, les deux parties contractantes s'engageaient à garantir mutuellement leurs intérêts dans leurs sphères respectives. Toutefois, dans le préambule de ces traités, elles avaient eu soin d'affirmer l'inviolabilité de l'intégrité politique et administrative de la Chine et du principe de l'égale chance commerciale et industrielle de toutes les nations dans leurs entreprises en Chine. En ce qui regardait la Mandchourie, aucune clause n'avait été spécialement formulée : l'Angleterre pouvait en conséquence paraître n'avoir point considéré la Mandchourie comme un champ d'action exclusif du Japon. Telle interprétation pourrait trouver une source dans l'article 4 du second traité signé en 1905. Par cet article, l'Angleterre reconnaissait le suprême intérêt politique, stratégique et économique du Japon en Corée et promettait son approbation pour toutes mesures prises par le Japon en vue de protéger ses intérêts; mais à condition que « ces mesures ne seraient pas prises à l'encontre du principe de la chance égale ». Si la Corée de 1905 était presque entièrement soumise à l'influence japonaise et si cependant toute action du Japon y devait être astreinte à une telle condition, il était évident que l'Angleterre, en signant le traité d'alliance avec le Japon, n'entendait nullement laisser à celui-

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 324.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 516.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 900.

ci pleine liberté d'action en Mandchourie, territoire entièrement soumis à la souveraineté chinoise, que le préambule des traités en question n'avait point manqué de garantir formellement. Néanmoins, le Japon se contenta de poursuivre outre mesure son expansion en Mandchourie. Et l'Angleterre, au lieu de maintenir ses engagements solennels, ferma les yeux ; de plus, elle consentit à apparaître complice du Japon en lui apportant bien des fois son appui au détriment de la souveraineté chinoise et du principe de l'égale chance commerciale et industrielle de toutes les nations en Chine, ou plus exactement dans les Trois Provinces de l'Est.

2. L'Angleterre et le chemin de fer Pékin-Moukden.

— Pour ce qui est de l'entreprise ferroviaire en Mandchourie, les Anglais possédaient de gros intérêts dans la ligne Pékin-Moukden. A ce sujet, il faut remonter à la période qui précéda la guerre russo-japonaise.

Le 7 juin 1898, le gouverneur du chemin de fer impérial du Nord conclut avec une banque anglaise, *The Hongkong and Shanghai Banking Corporation* un contrat d'emprunt destiné à financer la construction en Mandchourie de la ligne de prolongement du chemin de fer Pékin-Chanhaikouan ¹. Le contrat fut signé le 10 octobre entre les deux parties ². En vertu de ses stipulations, la firme anglaise, *British and Chinese Corporation*, obtint le droit de construire le chemin de fer de Chanhaikouan au port de Niéou-tchouang. En échange de la souscription à l'emprunt, le Gouvernement chinois promettait de porter son choix sur un Anglais pour le poste d'ingénieur en chef du chemin de fer visé dans ledit contrat ; la firme anglaise obtint en outre un droit de priorité pour le lancement de nouveaux emprunts en cas de demande faite ultérieurement par le Gouvernement chinois ³.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 179.

2. *Op. cit.*, p. 173.

3. *Op. cit.*, p. 174. Il était entendu que le chemin de fer en question faisait partie intégrale des lignes d'Etat chinoises, seulement le Gouvernement chinois s'assuma l'obligation de fournir les garanties nécessaires pour le remboursement de l'emprunt ainsi que le paiement de ses intérêts.

Quelques mois après le contrat obtenu par la compagnie privée anglaise, le Gouvernement britannique, par une note du 28 avril 1899 adressée au Gouvernement russe, promit à ce dernier que désormais il n'interviendrait plus en faveur ni de lui-même, ni de ses ressortissants, ni d'autres sujets étrangers pour obtenir une concession ferroviaire quelconque en Mandchourie ; la note précisait toutefois que cet engagement ne visait aucunement les droits acquis par le contrat sus-mentionné ¹.

A la veille de la guerre russo-japonaise, le chemin de fer en question était construit jusqu'à Hsinmintun, non loin de Moukden ; mais la guerre russo-japonaise devait interrompre les travaux en cours. Pendant les hostilités, les Japonais avaient construit, comme c'était le cas de la ligne Antung-Moukden, un chemin de fer militaire à voie étroite reliant Hsinmintun à Moukden. Le même procédé allait être suivi : d'abord, occupation militaire ; puis, légalisation de la situation et mise en exploitation sous une direction uniquement japonaise. La paix venue, les Japonais se gardèrent d'abandonner le tronçon qu'ils avaient construit. La Chine protesta contre cette occupation. On aboutit enfin à l'arrangement du 15 avril 1907 qui céda la petite ligne à la Chine moyennant une somme de 1.600.000 yens payée aux Japonais à titre de compensation.

Ainsi, ayant subi le même sort que la ligne Antung-Moukden, le tronçon Hsinmintun-Moukden connut un arrangement final tout à fait différent. Il ne pouvait aucunement être question de rétrocession par voie de remboursement lorsqu'il s'agissait de la ligne Antung-Moukden ; les Japonais y tenaient à tout prix. Or, celle de Hsinmintun-Moukden qui constituait un raccordement d'une extrême importance n'avait pas un intérêt moindre, cependant les Japonais consentirent finalement à la rétrocéder à la Chine. L'emprunt forcé imposé au Gouvernement chinois n'était d'ailleurs qu'une somme peu importante que la Chine avait aisément remboursée en entier en 1927.

1. *Op cit.*, p. 231.

Si, cette fois-ci, l'attitude japonaise avait été plus conciliante, il semble qu'il y eut à cela une raison d'ordre politique. Ce tronçon de Hsinmintun-Moukden ne faisait-il pas partie de la ligne Pékin-Moukden dont la construction entreprise par la firme anglaise s'était poursuivie avant la guerre russo-japonaise jusqu'à Hsinmintun ? Il est vrai que ce chemin de fer Pékin-Moukden, selon l'arrangement anglo-russe de 1899, devait être construit par le Gouvernement chinois lui-même, mais les moyens financiers avaient été procurés par les Anglais. La ligne représentait donc, à certains égards, d'importants intérêts anglais. Ce fait devait suffire à obliger le Gouvernement japonais à agir d'une manière toute autre afin que les intérêts de son alliée ne soient pas affectés. Voilà, vraisemblablement la cause profonde de la rétrocession à la Chine de la ligne Hsinmintun-Moukden. On peut la considérer comme la première manifestation de la sympathie réciproque et du concert étroit entre l'Angleterre et le Japon.

3. L'Angleterre et le projet du chemin de fer Hsinmintun-Fakumen. — Lorsque, vers 1907, M. Hsu shih-chang fut nommé au poste de vice-roi des Trois Provinces de l'Est, il eut comme première préoccupation de développer les lignes ferroviaires de cette contrée. Son plan comportait la construction d'une voie ferrée reliant le Kirin et le Heilungkiang au nord de la Chine ¹. Son projet reçut l'appui des ressortissants anglais du port de Niéoutchouang. A cet effet, il signa le 6 novembre 1907 avec une firme anglaise, *Pauling and Company*, un accord relatif à la construction d'un chemin de fer, long d'environ cinquante milles, partant de Hsinmintun et allant à Fakumen, ville d'une activité considérable au centre du Liaoning. Conformément à cet accord, les capitaux nécessaires à la construction devaient être fournis par *The British and Chinese Corporation* sous forme d'un emprunt émis par le gouvernement chinois ². Un accord complémentaire y

1. Tong-San-Ch'eng-Tseng-Luoh (*Recueil des matières administratives des Trois Provinces de l'Est sous le vice-roi Hsü shih-chang*, 1907-1908. Vol. XI, p. 47.

2. Lawton, *op. cit.*, vol. II, pp. 1208 et suivantes.

avait été joint en vue d'étendre la construction de la ligne jusqu'à Tsitsihar, la capitale du Heilungkiang¹. Au point de vue du Gouvernement chinois, étant donné l'existence du Sud-Mandchourien et de l'Est-Chinois contrôlés respectivement par le Japon et la Russie, la ligne projetée était une proposition fort intéressante vu que, pour des raisons stratégiques, une telle opération était absolument nécessaire à la Chine pour faciliter la défense de ses territoires lointains de la Mandchourie. De plus, comme la contrée traversée par la ligne projetée était le centre agricole le plus prospère de la Mandchourie, la création de moyens de communication constituait une nécessité absolue pour le bien du pays traversé et pour la Mandchourie toute entière. Ceci était hautement conforme à l'esprit et à la lettre des stipulations contractuelles qui visaient la Mandchourie et aux déclarations répétées des Puissances intéressées concernant cette même région.

Aussitôt que la nouvelle de ce contrat se répandit, le Japon protesta auprès du Gouvernement chinois en invoquant le prétexte que la ligne en question porterait atteinte aux chemins de fer Sud-Mandchouriens. A cet effet, le Japon fondait son opposition sur une clause d'un prétendu accord secret joint à la convention additionnelle de 1905, clause conçue :

« Le gouvernement chinois consent, afin de protéger les chemins de fer Sud-Mandchouriens, à ne pas construire, avant d'avoir repris possession desdits chemins de fer, de ligne concurrente ou parallèle à ces chemins de fer, ou d'embranchement qui puisse porter tort aux Chemins de fer Sud-Mandchouriens². »

Nous renvoyons l'examen de cette clause dans notre troisième partie, nous nous bornons ici à montrer les faits. Le Gouvernement japonais se fondait donc sur cette disposition pour opposer son *veto* au contrat liant la Chine et les établissements anglais. D'une façon évidente, le Gouver-

1. Herbert Croly, *op. cit.*, p. 243.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 549.

nement chinois ne se laissa pas aisément convaincre par la thèse japonaise et lui opposa la sienne. Cette dernière commençait par réfuter l'existence légale de ladite clause et, en outre, il démontrait que la ligne projetée était suffisamment éloignée du Sud-Mandchourien pour ne pas pouvoir être qualifiée de ligne concurrente ou parallèle à ce dernier, et pour ne lui causer aucun préjudice sérieux. Cette manière de voir était d'ailleurs partagée par les observateurs anglais, en particulier par la Chambre de commerce de Niéou-tchouang, composée surtout de sujets anglais ¹.

A trois reprises, le Japon essaya d'intimider la Chine par ses violentes protestations. Au dernier moment, il demanda que si la construction de la ligne Hsinmintun-Fakumen était effectuée, la ligne devrait se raccorder avec Tiehling, station du Chemin de fer Sud-Mandchourien. Cette proposition équivalait à supprimer l'intérêt qu'il y avait à construire la nouvelle ligne. Le Gouvernement chinois proposa alors de soumettre la question entière à la Cour d'arbitrage de La Haye pour demander une solution. Mais, nettement, le Japon refusa ².

Dans ces circonstances, quelle devait être l'attitude de l'Angleterre dont les ressortissants étaient en cause ? Déjà le correspondant spécial à Pékin du *Times* de Londres, le Dr Morrison, avait précisé dans son article les éléments du litige et affirmé le droit absolu du Gouvernement de Pékin à décider la construction de la ligne et à en attribuer l'entreprise à une société anglaise ³. Tout donnait à croire que l'Angleterre allait soutenir le contrat qui était alors définitivement signé. Mais Londres préféra se tenir à l'écart ; sans doute l'esprit de l'alliance avec le Japon l'emportait sur toute autre considération.

La question ne manqua pas de soulever des interpellations de la part de quelques membres de la Chambre des Communes. Mais Sir Edward Grey, dans sa réponse du

1. Lawton, *op. cit.*, vol. II, pp. 1223-1224.

2. Lawton, *op. cit.*, vol. II, p. 1240.

North China Herald, n° du 10 avril 1909.

3. *The London Times*, n° du 28 septembre 1908.

3 mars 1908, fit ressortir nettement la concession de la part de l'Angleterre à l'égard de la prétention japonaise ¹.

L'Angleterre cédant au Japon, il ne restait plus à la Chine qu'à satisfaire le désir des Nippons. Finalement, par un accord signé le 4 septembre 1909, la Chine fut contrainte à s'engager à « ne point construire de voie ferrée entre Hsinmintun et Fakumen sans, au préalable, consulter le Gouvernement japonais ² ».

Ainsi échoua le projet du chemin de fer de Hsinmintun-Fakumen. Par son attitude, l'Angleterre avait non seulement fait échouer un plan ayant une importance primordiale en tant que mesure destinée à rendre plus effective la souveraineté chinoise en Mandchourie, mais créé un précédent qui encouragea les Japonais à activer leur expansion soit au préjudice à la Chine soit à l'encontre du principe de la porte ouverte. C'est grâce à ce précédent que le Japon fortifia plus tard sa protestation contre les propositions américaines relatives au chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun et à la neutralisation des réseaux mandchouriens. C'est par là encore, que débuta l'attitude anglaise entièrement favorable au Japon et destinée à tenir en échec ces propositions américaines. Sans l'appui anglais aux débuts de sa politique expansionniste le Japon, qui était dans une position assez précaire, n'aurait jamais pu la mener si rapidement à bien. Si l'action japonaise était mal fondée par suite de son esprit d'expansion et d'accaparement, l'Angleterre, par son attitude pro-japonaise, apparaît comme sa complice dans la création de la situation anormale où se trouvent aujourd'hui les Trois Provinces de l'Est.

3. *Les relations du Japon avec la Russie concernant la Mandchourie.*

1. *Les accords russo-japonais du 30 juillet 1930.*

— La guerre de 1904-1905 avait obligé la Russie à

1. *Parliamentary Debats*, 3 mars 1908, vol. 185, p. 527.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 790.

transférer au Japon le bail de Liaotung et tous les droits compris dans le tronçon de voie ferrée au sud de Changchun. Par contre, la Russie garda ses intérêts dans la Mandchourie septentrionale. Dès lors une ligne de démarcation plus ou moins nette fut tracée pour distinguer la Mandchourie en deux parties : méridionale et septentrionale. Le nord demeura soumis à l'influence russe, le sud à l'influence japonaise.

Aussitôt que la paix fut rétablie entre eux à la suite du traité de Portsmouth, le Japon et la Russie oublièrent leur vieille rancune et parvinrent à établir une entente complète et même une entr'aide mutuelle. La Chine, lasse d'être opprimée par les Puissances étrangères, surtout en ce qui concernait les questions mandchouriennes, commença à prendre des mesures par elle-même pour garantir sa propre souveraineté territoriale et administrative. D'autre part, les financiers américains étaient prêts à fournir au Gouvernement chinois les capitaux nécessaires pour le développement de la Mandchourie. Tout cela semblait pouvoir provoquer de graves conséquences non seulement pour les intérêts du Japon, mais également pour ceux de la Russie. Ces circonstances eurent comme conséquence immédiate un concert étroit entre le Japon et la Russie, reconnaissant entre eux chacun sa position et faisant front contre toute mesure qui leur semblait défavorable ou dangereuse.

Tout d'abord, la France s'était offerte comme intermédiaire pour la réconciliation des deux anciens rivaux ¹. On sait que le 10 juin 1907, il fut signé entre le Japon et la France une convention en vertu de laquelle les deux parties contractantes s'engageaient à se prêter appui pour assurer le maintien de leurs situations respectives dans l'Empire chinois ². Ce qui était important dans cette convention franco-japonaise, c'étaient les lettres expressément jointes à la convention et destinées à délimiter les zones d'influence respectives des deux pays ; — les régions de la Mandchourie

1. Gérard, *Ma Mission au Japon*, pp. 7 et 28.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I. p. 640.

et de la Mongolie avaient été notamment désignées comme objets de droits spéciaux du Japon ¹. Cette convention, qui reconnaissait les intérêts du Japon en Mandchourie, laissait entrevoir la réconciliation du Japon avec l'alliée de la France, la Russie.

En effet, lors de la signature de l'accord franco-japonais par le vicomte Hayashi et M. Pichon, il fut convenu que le Japon et la Russie se prêteraient à la conclusion, non seulement d'un traité de commerce et d'une convention de pêche, mais d'un arrangement général. Cet arrangement n'était autre que le premier accord russo-japonais, signé le 30 juillet 1907 ². En voici le contenu :

« Chacune des deux parties contractantes s'engage à respecter l'intégrité territoriale de l'autre, ainsi que tous les droits résultant respectivement pour l'une et pour l'autre :

1° Des traités, conventions et contrats conclus entre elles et la Chine (traités, conventions et contrats dont les copies avaient été échangées entre elles) en tant que ces droits ne sont pas incompatibles avec le principe de l'égalité de traitement (art. 1) ;

2° Du traité de Portsmouth ainsi que des conventions spéciales conclues entre le Japon et la Russie.

En dehors de l'accord proprement dit, un protocole secret y était joint pour délimiter les prétendues zones d'influence des deux pays ³. En Mandchourie, la démarcation était celle qu'avait fixée le traité de Portsmouth. Changchun, point de jonction de la section sud du chemin de fer de l'Est-Chinois et du chemin de fer Sud-Mandchourien, devenait la frontière naturelle des deux sphères. Désormais une coopération réunissait les deux anciens ennemis, coopération qui se traduisait par le partage amiable des fruits de leur politique d'expansion dans les régions mandchouriennes et par une action commune en vue de prévenir le rétablissement de l'autorité chinoise

1. Gérard, *op. cit.*, p. 13.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 637.

3. Gérard, *op. cit.*, p. 32.

dans cette contrée, et de fermer la porte aux autres nationaux désirant y exercer leur activité.

A peine deux ans plus tard, l'entente russo-japonaise trouva une occasion d'éprouver son efficacité. Ce fut au moment où divers objets d'initiative chinoise et américaine furent présentés, notamment le projet de chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun et le plan Knox de neutralisation : tous semblaient aller à l'encontre de la position du Japon et de la Russie en Mandchourie. Les deux pays collaborèrent étroitement pour faire échec à toute cette série de mesures.

2. Les accords russo-japonais du 4 juillet 1910. — Immédiatement après l'échec du plan Knox et du projet de K'ing-tchéou-Aigun, l'entente russo-japonaise se trouvait plus étroite que jamais. Les deux pays avaient choisi, en 1910, l'« Indépendance Day » de l'Amérique, le 4 juillet, pour signer entre eux un second accord. Ce fut la deuxième convention politique importante entre le Japon et la Russie depuis les négociations de Portsmouth.

Les débuts de cette conversation russo-japonaise remontaient même aux mois de février ou de mars 1910, au moment où le plan Knox faisait le plus grand bruit. L'ambassadeur russe à Tokio avait notamment télégraphié le 23 février, 8 mars 1910 à Isvolsky que le baron Komura partageait les vues de la Russie sur la désirabilité d'un accord garantissant le *statu quo* en Mandchourie, déterminant les intérêts spéciaux russes et japonais et organisant leur protection contre l'agression de la part d'une tierce puissance¹.

Ceci visait exactement le rétablissement de l'autorité chinoise et les intentions des Etats-Unis d'Amérique. Il est à remarquer que durant le mois de février le ministre russe protesta en même temps que son collègue japonais auprès du Gouvernement chinois contre la construction du chemin de fer K'ing-tchéou-Aigun avec des capitaux

1. Siebrt and Schreiner, *Entente, Diplomacy and the World, 1909-1914*, p. 49.

anglo-américains ¹. Le renouvellement de l'accord de 1907 était donc la conséquence immédiate du projet de K'ing-tchéou-Aigun et du plan Knox de neutralisation.

Le nouvel accord du 4 juillet 1910 avait été signé à Saint-Pétersbourg par le baron Motono et le ministre des Affaires étrangères Isvolsky. Il stipulait :

I. Que les deux parties contractantes devaient coopérer amicalement à l'amélioration de leurs lignes respectives en Mandchourie, au perfectionnement des services de connexion desdites lignes ; qu'elles devaient s'abstenir de toute compétition préjudiciable à cette réalisation.

II. Que chacune des deux parties s'engageait à maintenir et à respecter le *statu quo* en Mandchourie, tel qu'il résultait des traités, conventions et autres arrangements conclus jusqu'à ce jour, soit entre le Japon et la Russie, soit entre l'une et l'autre de ces Puissances et la Chine.

III. Que si le *statu quo* ci-dessus mentionné venait à être menacé, les deux parties contractantes devraient en toute circonstance entrer en communication de façon à s'entendre quant aux mesures qu'elles jugeraient nécessaires pour le maintien dudit *statu quo*.

L'accord de 1910 était la réaffirmation du principe contenu dans celui signé en 1907, mais il était conçu cette fois-ci dans des termes plus énergiques et plus précis. Devant le danger menaçant mais légitime provenant de l'attitude du Gouvernement chinois et du plan de coopération internationale, les deux anciens rivaux, maintenant amis, n'avaient d'autre moyen que de le briser par la force en s'unissant étroitement. Désormais, en vertu de ce nouvel accord, leur entente était rendue automatique, et toute cause de complication et de différend à l'avenir dans les épineux problèmes mandchouriens était écartée pour les deux pays.

Pour mieux parvenir à cette fin, un arrangement secret

1. Le memorandum russe était transmis au Prince King le 8 février 1910 (Lancelot Lawton, *Empires of the Far East*, vol. II, p. 4354), tandis que la note du ministre japonais était arrivé à Wai Wou Pou le 14 février 1910 (Lawton, *op. cit.*, vol. II, p. 4355).

allait être pris par eux exactement de même que pour l'accord de 1907. Le nouveau document secret ne fut, lui non plus, jamais publié, mais son contenu peut être établi avec certitude¹.

Le protocole secret de 1910 établit d'une façon plus précise qu'en 1907, les prétendues zones d'influence et d'action respectives. Cette alliance rendait les Russes et les Japonais maîtres absolus en Mandchourie. Malgré les efforts poursuivis par le Gouvernement chinois avec l'appui américain, la Mandchourie demeurait aux mains des accapareurs. Cette situation impliquait en outre la défaite du Consortium bancaire des Quatre Puissances.

3. L'accord secret russo-japonais du 8 juillet 1912.
— Nous avons vu précédemment que l'initiative du consortium bancaire international n'avait point non seulement en vue le développement industriel de la Mandchourie, mais qu'elle prévoyait l'introduction dans le Consortium du Japon et de la Russie, deux puissances fermement opposées à toute entreprise portant tort à leurs intérêts. La coopération internationale écartée, les liens russo-japonais trouvèrent une fois de plus l'occasion de se resserrer.

En 1912, M. Sazonov remplaça M. Isvolsky dans le poste de ministre des Affaires étrangères de la Russie. Comme son prédécesseur, Sazonov était également désireux d'obtenir une parfaite entente avec le Japon dans les revendications russes concernant la Mandchourie et la Mongolie. A ce moment, la révolution chinoise venait d'emporter une victoire décisive sur l'ancien gouvernement impérial et l'avait complètement remplacé : la question de la reconnaissance diplomatique vis-à-vis du nouveau gouvernement républicain préoccupait en conséquence les principales puissances intéressées. En même temps, la question de la Mongolie, aggravée par le changement politique chinois, intéressait vivement les Russes. Sazonov voyait là une occasion de négocier avec le Japon un nou-

1. Siebert and Schneider, *op. cit.*, pp. 16-17.

veau traité se référant particulièrement à la délimitation des « sphères d'intérêt » des deux pays dans la Mongolie extérieure et la Mongolie intérieure. Le 8 juillet 1912, le troisième accord russo-japonais fut signé à Saint-Pétersbourg ¹. Il consistait à reporter de près de six degrés vers l'Ouest, soit du 122^e degré de longitude Est de Greenwich au 116^e degré 27, la ligne de partage des influences des deux parties contractantes. Entre le 116^e degré 27 et la mer s'étendait la prétendue zone japonaise ; entre le 116^e degré 27 et la frontière de l'Ouest, la prétendue zone russe. Par ce nouvel accord, non seulement les dispositions des accords secrets de 1907 et 1910 étaient confirmées, mais, en outre, le Japon reconnaissait les « intérêts spéciaux » de la Russie en Mongolie extérieure et réciproquement la Russie reconnaissait les « intérêts spéciaux » du Japon dans la Mongolie intérieure. Ainsi, la prétention japonaise se portait même au-delà de la Mandchourie.

Il faut mentionner en outre, qu'en 1916 un quatrième traité secret avait été conclu entre le Japon et la Russie. Ceci était le résultat de circonstances intimement liées à la grande guerre mondiale. Ayant conçu des appréhensions du fait que l'Allemagne avait présenté à Tokio des propositions de paix séparée, Sazonov, en vue de prévenir les démarches allemandes, signa avec le Japon l'accord du 20 juin 1916, doublé d'un traité secret de la même date ². Le trait essentiel était que dans le cas où « les droits territoriaux ou les privilèges spéciaux » des deux pays en Extrême-Orient seraient menacés par quelque puissance étrangère, l'un apporterait assistance à l'autre ». Cette stipulation n'était que la réaffirmation des engagements antérieurs entre le Japon et la Russie de respecter leurs sphères d'intérêts en Mandchourie.

Par ce résumé, on voit que, entre 1907 et 1916, le nombre d'accords de ce genre conclus par le Japon et la Russie

1. Siebert and Schreiner, *op. cit.*, pp. 39-40.
Gérard, *Ma Mission au Japon*, pp. 234-235.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 4327. Le texte du traité d'alliance secret russo-japonais de 1916 avait été pour la première fois publié dans le *Izvestia* en 1917.

n'était pas inférieur à sept, dont quatre avaient été gardés secrets par suite d'un engagement mutuel des deux parties contractantes ¹. La publication en 1922 par le gouvernement soviétique des documents secrets des Archives du ministère des Affaires étrangères de la Russie tsariste, ainsi que l'ouvrage de Siebert et Schreiner contribuent à donner une révélation presque complète de la prétention excessivement ambitieuse du Japon, soutenu par la Russie, d'étendre son influence en Mandchourie. Si la Chine, malgré la coopération américaine, n'avait pu mieux affermir sa souveraineté en Mandchourie et réaliser par ses propres moyens le développement progressif qu'il était en droit d'espérer, il faut qu'on se rende compte qu'elle avait en face d'elle deux puissances redoutables coalisées contre les intérêts chinois et ceux mêmes de la Mandchourie. Par contre, la façon d'agir du Japon et de la Russie constituait une violation flagrante et délibérée du traité de Portsmouth et de leurs engagements internationaux.

¹ En ce qui concerne l'authenticité des accords secrets russo-japonais, voir : C. Walter Young, *The International Relations of Manchuria*, pp. 266 et suivantes.

TROISIÈME PÉRIODE

(1915-1922).

Dans la troisième période, comme dans la période précédente, la guerre fut heureuse pour les Japonais. Nous avons vu que c'était grâce à la guerre faite en 1904-1905 contre la Russie que le Japon avait pu commencer son emprise en Mandchourie. Depuis lors, grâce à dix années de politique expansionniste, politique soutenue par la plupart des Puissances intéressées par suite de l'habileté diplomatique des Nippons, le Japon, appuyé constamment sur la force, était parvenu à fortifier et à étendre sa position dans cette région. La plupart des richesses naturelles de la Mandchourie étant dans leurs mains, l'activité économique appartenant à ses organisations, les Japonais ne se tinrent pas pour satisfaits. Brûlant les étapes, ils vont maintenant accentuer leur politique agressive.

Dans des circonstances normales, une telle politique agressive, par sa nature, aurait pu être difficilement pratiquée du fait de la perturbation causée dans la situation internationale. Il fallait qu'une situation toute exceptionnelle régnât en Extrême-Orient pour que les desseins japonais puissent être mis au jour. Or, la période que nous allons étudier offrait précisément aux Japonais une occasion exceptionnelle.

En effet, depuis 1914, les grandes Puissances étaient absorbées par la Grande Guerre, guerre à laquelle le Japon avait immédiatement pris part. L'occupation des puissances par la guerre d'une part, et la participation japonaise à cette guerre, d'autre part, ne pouvaient que laisser le Japon libre d'agir à son gré en Extrême-Orient, particulièrement en ce qui concernait la situation mandchourienne. Non seulement il obtint cette liberté d'action,

mais encore certaines Puissances l'assurèrent tacitement de la possibilité de leur concours au cas où l'action japonaise rencontrerait certaines difficultés ¹.

A cette situation favorable aux Japonais, vint s'ajouter un deuxième facteur qui n'eut pas moins d'importance que le premier. Nous avons vu que, dans la période précédente, le Gouvernement impérial chinois avait, à maintes reprises, agi de concert avec les Américains en vue de contrecarrer les prétentions japonaises. En ce moment, bien que les mouvements révolutionnaires battissent leur plein, les autorités du Gouvernement central chinois furent encore assez puissantes pour veiller sur les intérêts de la nation. Après 1911, le régime républicain s'implanta dans l'Empire du Milieu. Trois ans plus tard, le pays commença à s'enfoncer dans des troubles intérieurs ; les dissensions ne tardèrent pas à éclater à travers tout le territoire de la République par suite de la révélation de la tentative ambitieuse du Président Yuan Shih-kai. En s'appêtant à devenir empereur de Chine, Yuan s'occupait de gagner personnellement la sympathie de la nation voisine, et par là, il se souciait fort peu de sacrifier son pays.

Voilà deux circonstances uniques qui favorisèrent la réalisation de la nouvelle politique agressive japonaise

1. Lorsque les Puissances alliées souhaitèrent la participation de la Chine à la guerre contre les Empires centraux, le Japon exprima son opposition. Finalement devant les démarches des Puissances alliées, le Gouvernement japonais céda. Mais le vicomte Motono, alors ministre des Affaires étrangères du Japon, fit remarquer à l'ambassadeur russe « la nécessité où il se trouvait, en raison de l'attitude de l'opinion japonaise aussi bien que pour sauvegarder la situation du Japon à la future conférence de la paix si la Chine y était admise, de s'assurer de l'appui des Puissances alliées pour la réalisation des désirs du Japon relatifs à la situation d'Extrême-Orient. Le vicomte Motono ajouta même que le Gouvernement japonais serait heureux de recevoir, dès lors, du Gouvernement russe l'assurance qu'il était prêt à soutenir ces revendications. Dans sa réponse, datée de Tokio, le 15 mars 1917, Pétrograd donna au Japon l'assurance que ce dernier pouvait entièrement compter sur l'appui du Gouvernement impérial de Russie par rapport à ses desiderata. La Grande-Bretagne, de son côté, chargea son ambassadeur d'assurer le Japon de tout son appui au jour d'un règlement possible du conflit européen. Elle s'engagea notamment à reconnaître les droits du Japon au Chan-toung. Telle avait été également l'attitude des Gouvernements français et italien. Cela explique pourquoi, lors de la conférence de Versailles, les revendications chinoises concernant les « vingt-et-une demandes ne furent point écoutées par les puissances en question et pourquoi finalement la Chine fut obligée de ne pas apposer sa signature en bas du traité de Versailles.

vis-à-vis de la Chine et surtout de la Mandchourie. Cette politique agressive ne s'était pas manifestée autrement que sous la forme des fameuses « vingt-et-une demandes ». Après de longues négociations et une véritable démonstration de force, la Chine fut obligée de signer les traités du 25 mai 1915 dont l'un avec les notes échangées à la même date visait les Trois Provinces de l'Est. Avec les accords de 1915, la Mandchourie changeait de face, en ce sens que le Liaotung et le chemin de fer Sud-Mandchourien, qui étaient à leur origine des concessions faites pour une durée plus ou moins courte, cessaient pratiquement, en 1915, d'être Chinois.

Les accords de 1915 ne suffisaient pas encore aux Japonais ; leurs prétentions s'accrurent de jour en jour. La guerre se prolongeait en Europe, les troubles s'intensifiaient en Chine ; toute cette situation continua à profiter aux Japonais. Les Puissances se désintéressèrent du problème extrême-oriental ; même les Etats-Unis d'Amérique avaient cru bon de reconnaître, toutefois sous certaines conditions, la position dite « spéciale » du Japon dans les régions mandchouriennes. L'attitude des grandes Puissances encouragea encore les Nippons.

C'est alors qu'en Chine, après la mort de Yuan Shih-kai, la situation politique s'aggrava. La faction Anfou, composée de militaires ambitieux et de politiciens sans scrupules, détenait le pouvoir à Pékin. Pour maintenir sa position politique, cette faction sollicita le soutien des Japonais. C'est ainsi que, sous prétexte de faire face aux besoins pécuniaires nécessités par l'équipement des troupes chinoises en vue de participer à la guerre européenne (la Chine faisait alors partie des Puissances alliées) et par le développement industriel et financier du pays, le Japon entraîna la Chine dans une série imposante d'emprunts connus sous le nom d'« emprunts Nishihara ». Mais, en fait, ces emprunts entraînèrent deux heureux effets pour les Japonais : d'abord, la multiplication des concessions qui leur furent faites, ensuite et surtout, la désorganisation de la politique intérieure chinoise par suite des guerres civiles, guerres faites avec l'argent japonais. Cette politique eut

donc deux résultats : l'expansion japonaise et la décadence de l'autorité chinoise en Mandchourie. Voilà le trait caractéristique de la présente période.

Quant aux arguments invoqués par le Japon pour justifier sa position en Mandchourie, nous assistons durant cette période à un changement complet de tactique. Il n'eut plus du tout recours aux justifications juridiques, qui étaient désormais absolument insuffisantes. La mode revint aux considérations politiques. Forts par eux-mêmes et débarrassés de l'ingérence de la part d'autres Puissances, les Japonais se crurent capables de rejeter les considérations d'ordre juridique et de recourir aux arguments politiques. Or, il n'est rien de plus vague que les « arguments politiques ». La force seule leur donne une valeur. C'est ainsi que l'on allait entendre la thèse japonaise, justifiant sa position en Mandchourie par la nécessité d'assurer sa vie économique et sa défense nationale.

Il importe également de mentionner que par suite de la déchéance de la Russie tsariste, le Japon dont la position devait se limiter en Mandchourie méridionale progressa dans la Mandchourie septentrionale, soumise jadis à l'influence russe. En effet, les institutions financières japonaises rayonnèrent dans la vallée de Sungari dès le lendemain de l'affaiblissement de l'influence russe. D'ailleurs, en 1919, lors des troubles de Sibérie, les troupes japonaises eurent l'occasion de se masser le long du chemin de fer de l'Est-Chinois ; elles occupèrent même pendant un temps assez long une partie de la Sibérie orientale.

L'étude de la présente période comprendra trois parties. La première sera consacrée à l'affaire des « vingt-et-une demandes » et aux accords du 25 mai 1915 qui inaugurèrent une ère nouvelle de la position du Japon dans les Trois Provinces de l'Est. Dans la deuxième, nous étudierons les avantages que le Japon retira en Mandchourie de sa politique d'emprunts. La dernière partie aura trait aux relations entre le Japon et les autres Puissances concernant la Mandchourie.

CHAPITRE PREMIER

LES VINGT ET UNE DEMANDES ET LES ACCORDS DU 25 MAI 1915

1. **Les complications sino-japonaises à la veille des « vingt-et-une demandes ».** — Aussitôt que la grande guerre eut éclaté en Europe, la Chine proclama sa neutralité. Le décret présidentiel du 6 août 1914 exposait les raisons qui amenaient la Chine à rester neutre et exprimait le désir qu'avait ce pays de maintenir la paix en Extrême-Orient. En même temps que le décret présidentiel, un mémoire sur la neutralité fut communiqué par le Gouvernement chinois aux représentants des Puissances étrangères accréditées à Pékin. Le Gouvernement s'était notamment basé sur « la convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre » et sur « la convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et personnes neutres en cas de guerre maritime », conventions signées à La Haye en 1907, au bas desquelles la Chine avait apposé sa signature.

Pour assurer sa neutralisation absolue et pour éviter la propagation du conflit sur son territoire, la Chine proposa aux Puissances intéressées de neutraliser tous les territoires chinois cédés à bail soit à l'une ou l'autre des nations belligérantes, soit encore à celles qui pourraient le devenir par la suite. Le Japon, alors encore neutre, se déclara formellement opposé à ces propositions. Ces efforts demeurèrent vains jusqu'au jour où brusquement le Japon envoya un ultimatum à l'Allemagne, demandant à cette dernière l'abdication sans réserve, au profit du Japon, des droits qu'elle avait acquis en Extrême-Orient et plus particuliè-

rement de ceux qu'elle détenait sur le bail de Kiao-tchéou. Au lendemain de la remise dudit ultimatum, le 16 août 1914, le Japon déclara la guerre à l'Allemagne.

En fait, cette déclaration de guerre n'était guère faite par le Japon à l'Allemagne, elle était plutôt faite à la Chine. Les seuls actes d'hostilité entrepris par le Japon contre l'Allemagne devaient avoir lieu à Kiao-tchéou. Or, lorsque la Chine proposa la neutralisation des territoires à bail, l'Allemagne n'était-elle pas toute prête à accepter cette proposition, proposition en vertu de laquelle ce territoire se trouverait replacé sous le contrôle chinois. C'était là ce que le Japon voulait à tout prix éviter ; pour lui, il ne voyait dans sa déclaration de guerre à l'Allemagne qu'une occasion d'étendre son expansion en Chine.

Le Japon commença donc son action par attaquer la possession allemande. Mais son premier acte était de violer la neutralité chinoise. En effet, il débarquait un premier contingent de troupes le 2 septembre à Long-kéou, territoire entièrement chinois et séparé de Kiao-tchéou par une distance de 235 kilomètres. Ce débarquement en plein pays neutre constituait déjà une violation flagrante du droit international. Bien plus, les opérations militaires du Japon ne se limitaient pas aux environs de Kiao-tchéou où étaient stationnées les forces allemandes. Les troupes japonaises s'avancèrent dans les villes chinoises éloignées de la base allemande : d'abord à Wei-hien, puis, sans tenir compte des protestations du Gouvernement chinois, elles poussèrent jusqu'à Tsinan, prirent possession des trois gares de la ville, s'emparèrent de toute la voie ferrée qui va de Tsinan à Tsingtao.

Or, la voie ferrée Tsingtao-Tsinan appartenait à une compagnie sino-allemande, les gares étaient sous la protection des forces chinoises et étaient la propriété chinoise, le territoire traversé constituait un territoire purement neutre, et les forces allemandes à Tsingtao avaient été depuis longtemps isolées, coupées de toutes communications par ladite voie ferrée : aucune condition ou aucune circonstance ne permettait donc au Japon de justifier sa conduite. La Chine continua à protester auprès de l'en-

vahisseur déguisé, mais ses démarches demeurèrent sans aucun effet.

Après la capitulation des Allemands à Kiao-tchéou, les hostilités ayant pris fin, les troupes japonaises circulaient encore à l'intérieur du Chan-toung. Le Gouvernement chinois demanda alors au Japon le retrait de ses forces vers Tsingtao ; le Japon refusa d'acquiescer. La dernière note chinoise datait du 16 janvier 1915, le Japon y répliqua le 18 janvier par la remise des fameuses « vingt-et-une demandes ».

2. **Situation intérieure de la Chine au moment des pourparlers des « vingt et une demandes ».** — Depuis les grands événements se déroulant en Europe, la Chine se trouvait dans une situation extrêmement confuse. Le régime républicain, à ses débuts, était encore d'une fragilité toute particulière, les institutions gouvernementales étaient insuffisamment organisées, les mécontentements et les querelles s'accroissaient à l'intérieur. Le pays était toujours gouverné par la constitution provisoire proclamée à Nankin au début de la révolution. La loi sur l'élection présidentielle avait été votée, mais Yuan Shih-kai, alors président de la République, révéla publiquement son intention de revenir au régime autocratique : lui-même devait être proclamé empereur par ses fidèles. L'ambition de Yuan avait été l'objet de vives attaques de la part des éléments révolutionnaires. On était plongé dans de profondes dissensions. La dictature de Yuan demeurait même incapable d'assurer sa propre existence. Cet état de choses devait apparaître aux yeux des Japonais comme tout à fait propice pour porter un grand coup. En présentant ses « vingt-et-une demandes », le Japon menaçait de fomentier des troubles dans le pays si ses demandes n'étaient pas acceptées en bloc. Il allait jusqu'à prétendre obtenir par la force des armes l'acceptation de la Chine.

Dès les premiers jours de la remise des demandes japonaises, le pays tout entier manifesta ardemment sa volonté de les rejeter ; ce n'était pas seulement un désir, mais une volonté et une exigence fermes. Yuan, alors que pensait-il ?

Rejeter les demandes japonaises, ce serait la guerre, guerre à laquelle il ne pouvait absolument pas songer. Les dangers les plus imminents lui apparaissaient résider plutôt dans la situation intérieure. La guerre, il était absolument incapable de la conduire, et d'autre part, les troubles le renverseraient aussitôt. Yuan se trouvait donc pris entre deux menaces : d'un côté, l'invasion, et de l'autre, la révolution. Obligé de choisir, l'ambitieux Yuan préférait éviter l'invasion pour faire face à la révolution. Il ne lui restait qu'à satisfaire les prétentions japonaises. D'ailleurs, c'est bien ce que les Japonais avaient escompté.

3. L'irrégularité des démarches diplomatiques japonaises. — En effet, la remise même de la note japonaise et les circonstances qui accompagnaient cette remise prouvaient combien le Japon avait prémédité l'irrégularité de procédure qu'il allait commettre, irrégularité de procédure qui avait pour but d'assurer complètement son succès. Selon la coutume internationale, le chef d'Etat n'intervient dans les négociations diplomatiques que par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères. La note eût dû être transmise par le ministre du Japon à Pékin au ministre des Affaires étrangères de Chine. Or, M. Hioki, le ministre japonais, se conformant aux instructions expresses de son gouvernement, remit la note de « vingt-et-une demandes » au président Yuan Shih-kai, en personne. Il la lui remit en exigeant qu'elle ne fût pas rendue publique sous la menace de recevoir du Japon une série d'autres demandes plus exigeantes encore que les premières, si celles-ci n'étaient pas gardées secrètes.

En dépit de toutes les mesures prises par le Gouvernement japonais en vue de garder le silence, les points essentiels de la note japonaise furent bientôt connus dans les cercles politiques chinois et étrangers. Tout d'abord, le Japon essaya de démentir formellement les bruits qui couraient ; puis, ne pouvant plus rien arranger, il reconnut avoir présenté onze demandes y compris les problèmes ayant trait à la Mandchourie. Bien qu'il jugeât inopportune la révélation complète de ses exigences, le Japon se

méfia de l'opinion universelle qui était pourtant complètement impuissante à le contrecarrer de quelque façon que ce soit. Les circonstances étant uniques, il était libre de se livrer à cet « acte de banditisme » — il est impossible de qualifier autrement la politique du Japon en cette circonstance, comme l'a reconnu M. Escarra dans son remarquable ouvrage ¹.

Qu'il s'agisse d'un « acte de banditisme », on ne peut guère en douter : le Gouvernement japonais en a lui-même donné la preuve dans les instructions envoyées à son ministre à Pékin. En effet, le 3 septembre 1914, M. Hioki recevait à Tokio, avec le texte des vingt-et-une demandes, des instructions précises de son gouvernement. Dans celles-ci, on trouve les passages suivants :

« Afin de pourvoir au règlement de la situation résultant de la guerre entre le Japon et l'Allemagne, et dans le but d'assurer en Extrême-Orient une paix durable par le renforcement de l'Empire (japonais), le Gouvernement impérial a résolu d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement chinois en vue de conclure des traités et accords suivant les lignes générales indiquées dans les quatre premiers groupes des propositions ci-annexées (c'est-à-dire des « vingt-et-une demandes »)...

« Le Gouvernement impérial estime qu'il est absolument essentiel, pour fortifier la position du Japon dans l'Asie orientale aussi bien que pour sauvegarder les intérêts généraux de cette partie du monde, d'amener la Chine à adhérer aux propositions dont il s'agit, et il est déterminé à atteindre ce but par tous les moyens en son pouvoir. Vous êtes prié, en conséquence, d'apporter toute votre diligence à la conduite des négociations que nous remettons ainsi entre vos mains ² ».

Done, de l'aveu du Gouvernement japonais lui-même, la guerre européenne était une occasion unique pour « for-

1. Jean Escarra, *La Chine et le Droit International*, p. 253.

2. Ces instructions données par le baron Koto, alors ministre des Affaires étrangères du Japon, à M. Hioki ont été officiellement publiées à Tokio, le 9 juin 1915.

tifier sa position en Asie orientale », autrement dit, le Japon voulait profiter de l'absence de surveillance internationale pour écraser la Chine au profit de son expansion, et cela « par tous les moyens en son pouvoir », c'est-à-dire qu'il comptait utiliser la force pour appuyer sa politique de conquête, qu'il comptait se livrer aux dernières violences si sa victime persistait dans son refus. Dans l'histoire diplomatique des pays civilisés, ce fait était rare dans son genre. Nous ne saurions le considérer comme autre chose qu'un brigandage international.

Outre le brigandage, il y eut une hypocrisie audacieuse, mais familière aux Japonais. Comme les Etats-Unis s'étaient inquiétés des gestes du Japon et avaient même adressé expressément une note en date du 17 août 1914, aux différentes puissances, note relative à la préservation de la neutralité chinoise, le premier ministre du Japon, M. Okuma avait cru bon de rassurer l'opinion américaine. Dans son message du 24 août adressé au peuple américain, il avait notamment dit : « Comme Président du Conseil du Japon, j'ai déclaré et déclare de nouveau aujourd'hui au peuple des Etats-Unis et au monde entier que le Japon n'a aucune ambition future, nul désir de s'accroître en territoire, nulle pensée de déposséder la Chine ou n'importe quel autre pays. Mon Gouvernement et mon pays, en donnant leur parole et leur garantie, les observeront avec honneur comme ils le font pour toutes les promesses du Japon ¹. » Dans une autre note publiée également au mois d'août, le Japon avait déclaré aux Puissances qu'il demeurerait « rigoureusement fidèle au principe du maintien de l'intégrité de la Chine » ; et que « les opérations éventuelles en territoire chinois resteraient limitées aux frontières de la possession allemande dans le Chan-toung ».

Si les paroles avaient été aussi rassurantes, c'est que le Japon comptait d'abord écarter tout soupçon du monde pour imposer soudainement et à l'improviste son acte de banditisme à la Chine. Du moment qu'il obtenait l'assouvissement de son ambition, peu lui importait que ce fût

1. Message publié dans *The Independant* de New York.

par une tromperie compromettant l'honneur national. A l'instant où la justice internationale faisait défaut, le banditisme accompagné du mensonge assura le triomphe des Japonais.

4. La Mandchourie dans « les vingt-et-une demandes ».

— Des cinq groupes formant les fameuses vingt-et-une demandes, le second, relatif à la Mandchourie et à la Mongolie intérieure orientale, était le plus important par les prétentions qu'il renfermait. Il comportait sept articles, dont voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement chinois agréera la prolongation à quatre-vingt-dix-neuf ans de la durée du bail de Port-Arthur et de Dairen, et de celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antung-Moukden.

ARTICLE 2. — Les sujets japonais en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale auront le droit de prendre à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction de bâtiments appropriés pour le commerce et l'industrie, ou à l'agriculture.

ARTICLE 3. — Les sujets japonais seront libres de résider et de voyager dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale et d'entreprendre des affaires ou industries quelconques.

ARTICLE 4. — Le Gouvernement chinois consentira à concéder aux sujets japonais le droit d'exploiter des mines dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale. On décidera conjointement quelles mines devront être exploitées.

ARTICLE 5. — Le Gouvernement chinois reconnaîtra que dans les cas ci-dessous mentionnés le consentement du Gouvernement japonais doit être obtenu avant qu'aucune mesure ne soit prise :

a) Toutes les fois qu'un sujet d'une tierce Puissance est autorisé à construire un chemin de fer ou à contracter avec

une tierce Puissance un emprunt destiné à construire un chemin de fer en Mandchourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale qui serait donné en garantie.

b) Toutes les fois qu'il est question de contracter avec une tierce Puissance un emprunt pour lequel les taxes locales de la Mandchourie méridionale ou de la Mongolie intérieure orientale seraient données en garantie.

ARTICLE 6. — Le Gouvernement chinois consentira à remettre au Gouvernement japonais, pour un terme de quatre-vingt-dix-neuf ans à dater de la signature du présent accord, le contrôle de l'administration du chemin de fer de Changchun-Kirin.

ARTICLE 7. — Des conseillers ou instructeurs politiques, financiers, militaires ou de police, de nationalité japonaise doivent être employés par le Gouvernement chinois dans la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale¹.

Il va sans dire que pratiquement les demandes japonaises mettaient la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale sous la possession du Japon, voire même sous un régime de protectorat japonais. Aucune situation de fait, aucune disposition conventionnelle ne permettait au Japon de justifier une expansion ou même une annexion déguisée de façon si invraisemblable. Chose curieuse et ironique, le Japon allait jusqu'à insérer dans le préambule du groupe II des phrases suivantes :

« Le Gouvernement japonais et le Gouvernement chinois, considérant que le Gouvernement chinois a toujours reconnu la position spéciale² dont jouit le Japon dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale, se sont mis d'accord... »

Or, à aucun moment et dans aucun traité ou accord, la Chine n'a jamais reconnu une pareille situation du

1. *The Sino-Japanese Negotiations of 1915*, pp. 3-4.

2. Dans le texte chinois, il est figuré sous ce terme. Tandis que dans le texte anglais, c'est celui de « la position prédominante ».

Japon dans ces régions. Par sa propre initiative, le Japon semblait vouloir renverser d'un seul coup la situation normale en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale et justifier par là sa conduite. D'ailleurs, les Japonais avaient toujours été enclins à falsifier des pièces autant que leur ruse et leurs forces combinées leur permettaient.

5. Négociations des « vingt-et-une demandes ». — A la réception de la note japonaise, l'opinion chinoise s'était élevée avec indignation contre l'acceptation de l'une quelconque de ces demandes. Mais la Chine dont l'organisation militaire était complètement insuffisante ne pouvait songer à recourir à la force des armes. D'ailleurs, le chef d'Etat, Yuan Shih-kai, qui se conduisait en véritable dictateur, voyait son autorité s'affaiblir par suite de la révélation de ses ambitions personnelles et était incapable d'entreprendre une action énergique. Il ne lui restait qu'à adopter la politique conforme au pacifisme naturel de la Chine : on ordonna l'ouverture des négociations avec les Japonais.

Naturellement les débats furent plus pénibles que jamais. Entre la date de la remise de la première note concernant ces demandes et l'arrêt momentané des pourparlers, il y avait eu successivement vingt-cinq conférences entre les deux parties, conférences dans lesquelles les négociateurs chinois résistèrent pied à pied à l'offensive diplomatique des Japonais. La première conférence eut lieu le 2 février 1915, vingt-trois autres lui succédèrent, tenues à quelques jours d'intervalle, la dernière eut lieu le 17 avril. La question qui anima les débats ne devait être autre que celle de Mandchourie.

Au cours de la huitième conférence, la Chine accepta de porter à quatre-vingt-dix-neuf ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dairen, et celle du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antung-Moukden. Mais elle refusait d'augmenter de façon si considérable la durée du contrôle japonais sur le chemin de fer Kirin-Changchun. Au cours des conférences suivantes, elle concéda au Japon la préférence pour tout emprunt

destiné à la construction de chemins de fer en Mandchourie méridionale, emprunts dont la garantie serait constituée par les taxes prélevées dans cette région et la Mongolie intérieure orientale. En ce qui concernait la question de la participation japonaise à la police, la Chine consentit à employer des conseillers japonais en Mandchourie méridionale¹ ; elle consentit également à l'emploi des conseillers militaires, politiques ou financiers de nationalité japonaise en cas de besoin. Quant à la question d'accorder aux sujets japonais le droit de se livrer en toute liberté à leur activité économique en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale, question qui était l'une des plus importantes parmi celles du groupe II, la Chine consentit seulement à leur accorder le droit d'exploiter les mines dans neuf endroits déterminés en Mandchourie ; mais elle refusa d'accorder, aux ressortissants japonais, le droit « de prendre à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction de bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures, ou à des entreprises agricoles », ainsi que le droit « de résider et de voyager dans cette région ».

Ces dernières demandes furent considérées par les Chinois, ce qui était tout à fait exact, comme dépassant tout ce que pouvait fournir l'interprétation la plus large des traités existants entre la Chine et le Japon. N'oublions pas que les Puissances étrangères y compris le Japon avaient imposé à la Chine le régime d'exterritorialité. Accorder aux Japonais le droit de résidence à l'intérieur, c'eût été créer une disposition entièrement incompatible avec ledit régime de même qu'avec le principe de l'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine. Le danger apparaît d'autant plus grand si l'on se rend compte de l'état de choses que le Japon avait délibérément créé en Mandchourie en réglant son ingérence policière sur l'avance de ses nationaux. Acquiescer à cette demande des Japonais de résider librement dans l'intérieur de la Mandchourie, ce serait provoquer un empiètement presque complet du Japon sur les droits

1. *The Sino-Japanese Negotiations of 1915*, p. 70.

administratifs de la Chine. Quant à la question d'accorder la faculté aux sujets japonais d'acquérir des terrains, ce serait remettre entre leurs mains toute la propriété foncière de la région et porter une grosse atteinte à l'intégrité territoriale de la Chine qui n'avait déjà que trop été violée par le Japon.

Ces arguments étaient trop évidents pour ne pas amener la Chine à s'opposer aux prétentions japonaises. Cependant, effrayée par l'attitude violente de son voisin, elle chercha une formule de compromis pour sauvegarder les rapports des deux pays, amicaux encore à ce moment, au moins en apparence. Ainsi elle soumit une contre-proposition tendant à augmenter le champ d'action du commerce international en Mandchourie méridionale et à créer des entreprises sino-japonaises d'action commune. Les principales villes mandchouriennes seraient ouvertes au commerce international ; les Japonais bénéficieraient par là du droit de résidence dans ces localités jadis fermées aux étrangers ; cette mesure serait conforme à l'esprit et à la lettre des traités existants entre la Chine et les Puissances, notamment en ce qui concernait le principe d'exterritorialité et celui du traitement égal pour toutes les nations.

Mais ce n'était point là le désir du Japon. Son but était la monopolisation de la Mandchourie, ce qui excluait toute participation étrangère. Le Japon refusa donc catégoriquement d'accepter la contre-proposition chinoise. Le Gouvernement chinois chercha alors un amendement aux deux articles en question. Il proposa d'accorder aux sujets japonais le droit de résidence dans l'intérieur de la Mandchourie méridionale avec la condition que ces sujets japonais se devaient d'observer les règlements de police chinoise et de payer exactement les impôts prélevés sur la population locale, et que les cas relevant des tribunaux civils et criminels devaient être jugés par les autorités chinoises avec la présence facultative du consul japonais. Pas plus que la précédente contre-proposition, l'amendement chinois n'ébranla le moins du monde la ferme résolution des Japonais d'arriver complètement à leurs prétentions. 日清通商

Finalement, le Gouvernement chinois proposa d'accepter

le texte complet des articles 2 et 3 du groupe en question, mais en remplaçant les termes : « le droit d'acquérir des terrains » par « le droit de prendre à bail des terrains », et en ajoutant aux mots : « culture des terrains » les mots suivants : « dont les règlements seront spécifiés séparément ». Ces adjonctions et modifications rencontrèrent également l'opposition de la part du Japon.

Les pourparlers traînèrent jusqu'au 17 avril, date à laquelle, les Japonais suspendirent les négociations. Mais, soudain, le 26, le Japon présenta à la Chine une nouvelle série de vingt-quatre demandes et en exigea l'acceptation immédiate et sans discussion. De nouvelles demandes avaient été introduites relativement à la Mongolie intérieure orientale. Seulement, dans le même groupe de ces nouvelles demandes, l'expression employée dans le préambule « position spéciale » était remplacée par celle-ci : « relations économiques ».

La réponse chinoise en date du 1^{er} mai avait eu soin de définir géographiquement l'expression « Mongolie intérieure orientale », expression fabriquée par le Japon et connue pour la première fois en Chine. Le Gouvernement chinois, se basant sur une déclaration du ministre japonais qui définissait la région placée sous le contrôle administratif chinois, déclara que la Mongolie intérieure orientale était placée sous la juridiction de la Mandchourie méridionale et du Jéhol. La Chine, dans cette réponse, supprima la clause insérée précédemment au sujet des entreprises agricoles japonaises en Mandchourie ; elle accorda aux consuls japonais le droit de se faire représenter aux procès survenus entre Japonais et Chinois au sujet de la propriété ; elle consentit, en outre à modifier les mots : « lois et ordonnances de police » que les Japonais devaient observer en Mandchourie par ceux-ci : « règlements et arrêts de police. Mais cependant, tout ce qui avait été présenté par le Gouvernement chinois ne suffisait pas à donner satisfaction aux Japonais.

6. L'ultimatum japonais. — Le 7 mai, le ministre du Japon à Pékin remettait au Gouvernement chinois un

ultimatum se terminant par ces mots : « si le Gouvernement impérial ne recevait pas de réponse satisfaisante avant six heures de l'après-midi du 9 mai, il prendrait de son propre chef telles mesures qu'il jugerait nécessaires pour parer à la situation. » Voilà la menace, trait caractéristique du banditisme. Pour comble d'impudence et d'ironie, l'ultimatum japonais affirmait que toutes les demandes du Japon ne portaient nullement atteinte au principe de la souveraineté chinoise, non plus qu'aux traités conclus entre la Chine et les Puissances étrangères et il accusait le Gouvernement chinois d'avoir « librement modifié les articles que le Gouvernement impérial, dans un esprit de conciliation, avait formulé en conformité avec l'exposé des représentants chinois, et d'avoir transformé ainsi les exposés des représentants en conversations inutiles ».

Alors, au moment même des négociations en cours, d'importantes troupes japonaises furent amenées en Mandchourie méridionale et au Chan-toung ; déjà, le ministre japonais à Pékin déclara ouvertement que ces troupes ne seraient retirées qu'après l'acceptation totale par la Chine des demandes japonaises. La terreur se répandit avec la remise de l'ultimatum ; les bruits couraient que des vaisseaux de guerre japonais étaient dirigés vers la Chine et que de forts contingents de troupes commençaient leur débarquement. L'action positive et violente, la préparation à la guerre, voilà autant de signes qui avaient prouvé à la Chine que le Japon songeait résolument à se baser sur la force pour triompher.

Sous une pareille menace, quelle attitude devait prendre la Chine ? Isolée, impuissante, elle était véritablement la proie de la férocité japonaise. Où pouvait-elle trouver un refuge ? L'ambitieux Yuan qui dirigea tout le gouvernement préféra invoquer la soumission par la force pour se justifier devant le peuple chinois, peuple consterné dans sa profonde humiliation.

Le 8 mai, par une note remise au ministre japonais, le Gouvernement chinois accepta les termes de l'ultimatum. Dans son acceptation arrachée absolument par la force, le Gouvernement chinois ne manquait pas de déclarer que

cette acceptation n'entraînait point la révision des divers accords et conventions conclus avec ou entre d'autres Puissances au sujet du respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Chine et du principe de l'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations sur le territoire chinois.

7. La Mandchourie dans le traité du 25 mai 1915. — Le 25 mai avait eu lieu la signature des traités entre la Chine et le Japon. Voici les articles qui ont trait à la Mandchourie méridionale et à la Mongolie intérieure orientale :

ARTICLE PREMIER. — Les deux hautes parties contractantes conviennent que le terme de bail de Port-Arthur et de Dairen, et les termes des concessions du *South Manchuria Railway* et du *Antung-Moukden Railway*, seront portés à quatre-vingt-dix-neuf ans.

ARTICLE 2. — Les sujets japonais en Mandchourie peuvent, par voie de négociation, prendre à bail les terrains nécessaires pour y élever des constructions appropriées au commerce ou à l'industrie ou pour exploiter des entreprises agricoles.

ARTICLE 3. — Les sujets japonais auront la liberté de résider et de voyager dans la Mandchourie du Sud, et de se livrer à toute espèce d'occupation ou d'industrie.

ARTICLE 4. — Dans le cas où des Japonais et des Chinois désireraient entreprendre en participation des exploitations agricoles et des exploitations industrielles accessoires à celles-ci, le Gouvernement chinois (devra) donner son autorisation.

ARTICLE 5. — Les sujets japonais visés aux trois articles précédents, outre leur obligation de prendre les passeports des autorités locales qu'ils doivent se procurer, aux termes des règlements en vigueur, seront également soumis aux lois et ordonnances de police, et au système fiscal de la Chine.

Les cas civils ou criminels dans lesquels le défendeur

ou le prévenu est un sujet japonais, seront jugés par le consul du Japon ; ceux dans lesquels les défendeurs ou prévenus sont Chinois, seront jugés par les autorités chinoises. Dans l'un et l'autre cas, un fonctionnaire peut être envoyé au tribunal pour assister aux débats. Mais les affaires civiles mixtes entre les Chinois et Japonais concernant les droits réels, seront jugées par les représentants des deux nations, conjointement, conformément à la loi chinoise et aux usages locaux.

Lorsque, dans l'avenir, le système judiciaire de la région dont il s'agit sera complètement réformé, tous les cas civils et criminels concernant des sujets japonais seront jugés entièrement par les cours de justice chinoises.

ARTICLE 6. — Le Gouvernement chinois accepte que, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, certaines localités qui s'y prêtent, dans la Mongolie intérieure orientale, seront ouvertes comme ports de commerce par la Chine elle-même.

ARTICLE 7. — Le Gouvernement chinois accepte de procéder sans délai à une révision fondamentale du contrat relatif à l'emprunt du chemin de fer Kirin-Changchun, en prenant comme base les stipulations contenues dans les emprunts de chemins de fer intervenus antérieurement entre la Chine et les financiers étrangers.

Lorsque à l'avenir, des conditions plus avantageuses que celles des contrats actuels d'emprunts de chemins de fer seront accordés à des financiers étrangers en matière d'emprunts de ce genre, le contrat ci-dessus visé sera de nouveau révisé conformément aux souhaits du Japon.

ARTICLE 8. — Tous les traités en vigueur existants entre la Chine et le Japon au sujet de la Mandchourie, resteront en vigueur, sauf dans les cas où il en est autrement décidé par le présent traité ¹.

A la même date avaient été échangée entre les deux pays toute une série de notes, notes parmi lesquelles sept

1. J. Escarra, *op.*, pp. 337-338.

Mac Murray, vol. II, pp. 1220-1230.

se rapportaient à la Mandchourie. Dans ces sept notes, quatre avaient pour objet de préciser les stipulations contenues dans le traité lui-même ; et trois autres traitaient indépendamment des problèmes concernant les mêmes régions. La première des quatre notes déclarait, avec la référence à l'article 1 du traité, que les termes du bail de Port-Arthur et de Dairen expireraient en 1997 ; que les dates pour la restitution du chemin de fer de la Mandchourie méridionale et du chemin de fer Antung-Moukden seront respectivement les années 2002 et 2007 ; et que devait être annulée la stipulation dans l'article 22 de l'accord primitif relatif au chemin de fer Sud-Mandchourien prévoyant la restitution à la Chine dudit chemin de fer après trente-six ans depuis le jour où le trafic ferroviaire avait commencé. La seconde note déclarait que le terme de « prendre à bail des terrains par voie de négociation » contenu dans l'article 2 dudit traité devait être entendu comme signifiant un bail à long terme ne dépassant toutefois pas plus de trente ans, mais avec la possibilité d'être renouvelé sans condition. La troisième note déclarait que les autorités chinoises notifieraient aux consuls japonais les lois et les ordonnances de police et de taxation auxquelles les sujets japonais devraient être soumis conformément à l'article 5 ; ces lois ou ordonnances devant d'ailleurs parvenir à la connaissance des consuls japonais avant leur mise en vigueur. La dernière des quatre premières notes déclarait que le choix des localités ouvertes au commerce étranger et prévues par l'article 6 dudit traité et le règlement y annexé devront dépendre de la décision du Gouvernement chinois après consultation du ministre du Japon.

Dans l'une des trois dernières notes, la Chine concédait aux sujets japonais le privilège d'exploiter les mines situées dans neuf localités de la Mandchourie méridionale ; six de ces localités se trouvant dans le Liaoning et trois autres dans le Kirin. Dans une autre note, il est déclaré que « dans l'avenir, si des conseillers ou instructeurs étrangers en matière politique, financière, militaire ou de police étaient utilisés dans la Mandchourie méridionale, les Japonais

devraient être employés en premier lieu. Dans la dernière note, la déclaration suivante était ainsi faite : « dans l'avenir, la Chine procurera les fonds pour construire par elle-même les chemins de fer nécessaires en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale ; si, à cet effet, des capitaux étrangers étaient nécessaires, la Chine devrait en premier lieu négocier un emprunt avec les capitalistes japonais ; et, de plus, le Gouvernement chinois était tenu de négocier en premier lieu avec les capitalistes japonais lorsqu'il ferait dans l'avenir un emprunt à la garantie duquel les taxes locales des régions dont il s'agit seraient affectées ¹. »

Il nous paraît inutile d'insister sur l'importance du traité et des notes échangées en 1915 : le Japon, sans avoir besoin de recourir aux moyens militaires, avait pourtant obtenu satisfaction grâce à ses méthodes habituelles de menace et de contrainte. Le bail de Kwantung et les concessions ferroviaires qui, de durée assez courte en vertu des accords primitifs, étaient brusquement prolongés de façon si considérable que pratiquement, ce territoire et ces chemins de fer devenaient des possessions perpétuelles de l'Empire japonais. Ni les accords de 1898, ni les traités de 1905 n'avaient prévu et n'avaient admis de telles modalités. Poussant toujours plus avant, le Japon s'assurait désormais tous les avantages financiers, économiques, politiques, etc., pour la mise en valeur de la Mandchourie. Désormais c'est pratiquement le Japon seul qui sera en état de profiter des innombrables ressources naturelles de cette contrée dont la souveraineté appartenait et appartient toujours à la Chine. Il se réservait, de plus, le monopole de tous les emprunts dont la Chine aurait besoin pour le développement des régions de la Mandchourie qui demeureraient encore libres de toute hypothèque russe ou japonaise. Le Japon avait espéré par là priver la Chine d'une des armes les plus redoutables auxquelles la Chine pourrait recourir pour affermir sa position en Mandchourie, ou autrement dit pour arrêter l'expansion illicite du Japon.

¹ Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 423.

Tous les traités ou déclarations antérieurs et existants n'étaient pour les Japonais que des chiffons de papier qu'ils n'hésitèrent pas un instant à rejeter. Car toutes ces mesures équivalaient réellement à pratiquer en Mandchourie une politique de la porte « fermée » au profit des Japonais et au détriment de la souveraineté chinoise. La garantie de cette souveraineté chinoise, la politique de la porte ouverte, le principe de la chance égale, n'étaient-ils point autant de choses que le Gouvernement japonais avait maintes fois approuvées ? Et voilà que tout était bouleversé, que seul un principe demeurerait profitable au Japon, l'expansion et la conquête ! Au lendemain de la signature du traité de 1915, l'expansion japonaise était chose faite ; il lui manquait encore la conquête proprement dite. Le point difficile étant arrangé, le reste n'était plus qu'une question de temps. Ainsi, depuis 1915, se préparant à son aise, le Japon allait pouvoir profiter du moment favorable qu'était l'automne de 1931 pour poursuivre sa conquête et pour changer encore une fois la face de ce territoire incomparable, la Mandchourie.

8. Les accords de 1915 et les Puissances intéressées.

— Voici qu'on était à la période la plus critique de la guerre européenne ; le Japon, en sa qualité de Puissance de premier ordre, attira tout particulièrement l'attention des Puissances absorbées par la pénible lutte. Sans mentionner l'existence des relations étroites entre ce pays et la plupart des Puissances intéressées aux problèmes d'Extrême-Orient, son rôle dans la guerre européenne devait seul décider les Puissances à se taire devant l'action violente dont le Japon accabla la Chine. Par contre, d'autres Puissances, surtout les Etats-Unis d'Amérique, supportèrent difficilement cette injustice internationale, unique et extraordinaire dans son genre. Telles étaient les deux attitudes opposées qu'adoptèrent les principales Puissances dans les négociations sino-japonaises de 1915.

Lorsque le Gouvernement chinois fut entraîné par la note japonaise à entamer des négociations, l'attention de la Chambre des Communes, à Londres, se concentra sur ces

dernières. On interpella à plusieurs reprises le Gouvernement sur la question en cours, mais Sir Edward Grey refusa toujours d'entrer en discussion¹. A la date du 11 mars, le sous-secrétaire au *Foreign Office*, M. Primrose déclara que la position du Gouvernement anglais était liée à celle du Japon par le traité d'alliance, et que le Gouvernement anglais ne s'opposerait pas à l'expansion d'influence japonaise en Chine si les intérêts anglais n'étaient pas affectés². Dans la séance du 20 avril, Sir Edward Grey essaya même de déclarer au Parlement que, en général la politique du Gouvernement britannique à l'égard de la Chine était déterminée par les traités existants entre l'Angleterre et le Japon (traité d'alliance anglo-japonaise), traités dont l'objet était de garantir l'indépendance et l'intégrité de la Chine en vue de maintenir l'équilibre entre les intérêts des diverses Puissances en Chine et de se conformer au principe de la chance égale en vue d'assurer le développement commercial et industriel de toutes les Puissances dans ce pays³. Aussi, après l'ultimatum japonais au Gouvernement chinois, le Gouvernement anglais prétendit que ledit ultimatum n'affectait en rien les dispositions du traité d'alliance anglo-japonais. Sir Edward Grey affirma même que ladite alliance n'avait subi aucune atteinte⁴. L'argument était manifestement peu fondé si l'on jetait un coup d'œil sur ce qui s'était réellement passé en Extrême-Orient, ou si l'on se bornait à lire le texte des « vingt et une demandes » : on pouvait par là vérifier si l'action violente du Japon était ou non bien en accord avec les engagements du traité d'alliance anglo-japonais. Mais les faits étaient toujours appréciés à leur guise par les forts ; les Anglais estimaient que l'alliance japonaise devait être sauvegardée par-dessus tout, fût-ce au détriment de la justice internationale.

Si, par ailleurs, nous venons à l'attitude des Etats-Unis d'Amérique, nous voyons qu'elle était entièrement à l'op-

1. *Parliamentary Debates* (C) Feb. 13, 1915, vol. LIX, p. 1286; et (C) March 2, 1915, vol. LXX, p. 639.

2. *Op. cit.*, March 11, 1915, vol. LXX, p. 1721.

3. *Op. cit.*, April 20, 1915, vol. LXX, pp. 157-159.

4. *Op. cit.*, May 13, 1915, vol. LXXI, pp. 1825-1826.

posé de celle de l'Angleterre. Dès que la question du Chan-toung s'était posée, le ministre américain à Pékin, M. Paul S. Reinsch, s'intéressa vivement aux relations sino-japonaises. Bien que le Japon eût imposé à la Chine de garder le secret de ses démarches du 18 janvier 1915, le ministre américain avait appris dès le 22 janvier le contenu des « vingt et une demandes » japonaises¹. M. Reinsch avait même attiré l'attention du Président Wilson sur le fait que ces prétentions allaient à l'encontre des intérêts américains et détruisaient les espoirs que les Etats-Unis avaient fondés sur la Chine. Le 8 février, il reçut une lettre personnelle du Président, qui disait notamment ceci : « Je sens que conseiller franchement la Chine ou intervenir directement dans ces négociations n'aurait pour elle qu'un résultat nuisible ; car, ce faisant, on risquerait de provoquer la jalousie du Japon et une augmentation de violence à l'égard de la Chine²... ». Paroles qui semblaient à certains égards plus ou moins timides peut-être, mais qui traduisaient exactement la situation : l'occasion était trop belle pour le Japon, et en se laissant entraîner par le sentiment de sa force, ce pays était capable de se livrer aux extrêmes mesures. Ce n'était donc pas seulement la Chine qui, victime d'un acte de banditisme, ne pouvait songer à arrêter l'avance d'un envahisseur déguisé ; même les nations les mieux disposées à son égard n'avaient d'autre ressource que de s'incliner devant cette force.

Néanmoins, quelques jours après la remise de l'ultimatum japonais, le Gouvernement des Etats-Unis câbla une note identique aux Gouvernements chinois et japonais. Voici la note adressée au Gouvernement chinois :

« En raison des circonstances qui entourent les négociations entreprises et encore pendantes entre le Japon et la Chine, et les accords qui en ont résulté, le Gouvernement des Etats-Unis a l'honneur de notifier au Gouvernement de la République chinoise qu'il ne reconnaîtra aucun accord ou engagement intervenu entre les Gouvernements

1. Paul S. Reinsch, *An American Diplomat in China*, p. 151.

2. *Op. cit.*, p. 137.

de la Chine et du Japon qui porterait atteinte aux droits que les Etats-Unis et leurs citoyens tiennent des traités conclus avec la Chine, non plus qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la République chinoise ou à la politique internationale relative à la Chine connue sous le nom de politique de la porte ouverte ¹. »

Cette déclaration américaine, quoique inopérante quant à ses effets, ne constituait pas moins moralement et juridiquement une désapprobation formelle de l'injustice et de l'agression déguisée auxquelles venait de se livrer l'Empire japonais. Si la plupart des Puissances intéressées, absorbées par leur situation inquiétante, et contraintes de faire prévaloir la considération de leurs intérêts primordiaux, ne purent apporter la moindre objection à l'action japonaise de 1915, l'attitude américaine ne pouvait manquer d'indiquer le sens dans lequel devait se prononcer la justice internationale.

9. La question de la validité des accords de 1915. —

Les accords de 1915 conféraient au Japon de si nombreux et si considérables avantages qu'aucun pays dans l'histoire du monde ne pût prétendre en imposer de semblables à son voisin. Mais une question capitale se pose : celle de savoir si les avantages accordés sont légitimes, si le traité a été conclu conformément aux règles de droit.

On a vu dans quelles circonstances les négociations avaient été entamées et le traité conclu et signé. Le Japon avait habilement profité de la situation internationale et de l'ambition personnelle du Président Yuan Shih-kai pour imposer sa prétention tout en l'appuyant sur la force. A part Yuan, qui consentait à faire le jeu des Japonais, pour assouvir ses ambitions personnelles, le pays tout entier s'éleva avec autant d'indignation que d'humiliation contre Yuan et le Japon ainsi que contre leur œuvre indigne. Si la Chine toute entière était indignée, une grande partie de l'opinion japonaise partageait cette indignation.

¹. Reinsch, *op. cit.*, p. 148.

Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1236.

C'est ainsi que peu de temps après la conclusion dudit traité, plus de cent trente membres de la Diète japonaise avaient présenté à la Diète une motion condamnant l'action de leur Gouvernement. Cette motion était ainsi conçue :

« Considérant que les négociations engagées avec la Chine par le présent Gouvernement ont été incorrectes à tous égards ; qu'elles sont de nature à nuire aux relations amicales entre les deux pays, et provocatrices de suspicions de la part des autres Puissances ; qu'elles ont pour effet de diminuer le prestige de l'Empire japonais ; et que non seulement elles sont incapables d'établir une base de paix en Extrême-Orient, mais qu'elles constituent une source de complications futures ¹... »

La motion de ces honorables parlementaires prouve qu'il existait aussi au Japon des hommes loyaux. Malheureusement, le Gouvernement japonais de 1915 comme celui d'aujourd'hui était entre les mains du clan militariste. Pour les gens appartenant à ce clan, l'expansion, la conquête, la guerre, voilà les moyens essentiels de leur Empire ; par contre, le droit, la justice, la paix ne sont que de vains mots.

Quant aux Chinois, ils avaient plié sous la menace, sans doute, mais cela ne prouvait point qu'ils se soient soumis aux exigences japonaises. Pour eux, le traité et les notes de 1915 n'avaient été arrachés que par la force et dans des conditions illicites et illégales ; dès lors ils ne s'estiment aucunement tenus d'exécuter les engagements contenus dans lesdits traités et notes.

Comme, au moment des négociations et de la signature dudit traité, le parlement chinois institué en vertu de la constitution provisoire de 1912 ne pouvait fonctionner par suite de l'obstruction de Yuan Shih-kai, le pays, amputé de son organe suprême, n'avait pu exprimer son opinion. Un an après la signature du traité, le parlement se réunit à Pékin, mais il fut presque aussitôt dissous, de

1. Voir *Chinese Statement at the Washington Conference in Conference Minute*, publié par le ministère des Affaires étrangères de Chine, p. 166.

sorte que la question de la ratification des traités de 1915 ne put venir en discussion.

Après la mort de Yuan, la Chine entra dans une période de violents troubles intérieurs ; c'est seulement en 1922 que le parlement put être convoqué. Aussitôt installée, la Chambre des Députés avait vu présenter devant elle deux motions demandant l'annulation du traité de 1915. Voici le contenu de l'une d'elles :

« Les traités de 1915 ont été conclus à la suite d'un ultimatum imposé par le Japon au moment de la guerre européenne. Ces actes constituent la première étape de l'annexion de la Chine par le Japon et n'ont été aucunement approuvés par la Chine. Au moment de leur signature, Yuan Shih-kai a déclaré au monde que cette signature n'avait été faite que sous la menace. Lorsque la conférence de la paix mondiale s'est réunie à Versailles à la suite de la grande guerre, la délégation chinoise a formellement réclamé l'abrogation dudit traité ; et c'est parce que la conférence ne leur a pas donné satisfaction que les représentants chinois ont refusé d'apposer leur signature au bas du Traité de Paix. A la conférence de Washington, la délégation chinoise a présenté à nouveau une semblable revendication : c'est alors que le Japon s'est contenté de restituer le Chan-toung à la Chine et d'abandonner les réserves concernant le groupe V des « vingt et une demandes », mais la Chine s'est réservé le droit de résilier l'ensemble des stipulations. Il est évident que, aux yeux du monde, le Gouvernement chinois n'a jamais reconnu la validité des traités de 1915.

« Conformément à la constitution provisoire de la République chinoise, toute conclusion de traité diplomatique devait requérir le consentement du parlement. Lesdits traités non seulement n'ont pas obtenu le consentement du parlement, mais n'ont même pas été reconnus par le Gouvernement comme possédant le caractère d'un véritable traité. Mais, quoique le Gouvernement chinois ait considéré lesdits traités comme atteints de nullité, le Japon pourrait estimer valides les parties qui n'ont pas été expressément

annulées. Si le parlement ne proclamait pas solennellement que l'ensemble desdits traités est nul et non avenue et ne demandait pas au Gouvernement d'annoncer le fait au monde entier, des complications diplomatiques ne pourraient être évitées dans l'avenir, pas plus que les intérêts de la nation ne pourraient être sauvegardés ¹. »

Ces deux motions réunies en une seule avaient été votées à l'unanimité à la Chambre des Députés à la date du 1^{er} novembre 1922. Le Sénat avait approuvé l'année suivante, le vote de la Chambre. Cette dernière vota ensuite une résolution demandant au Gouvernement de reprendre le territoire à bail à l'expiration du délai prévu par les accords primitifs. Le *Wei-chiao-pou*, se conformant à la résolution du Parlement notifia le 10 mars au Gouvernement japonais une demande de discussion pour la question en cours — la durée du bail de Kwantung prévu dans l'accord de 1898 et des traités de Portsmouth et de Pékin devait prendre fin en 1923 — mais le Gouvernement japonais ajourna indéfiniment la question. Du côté japonais, on se contenta de prolonger les termes du bail de Kwantung et de la concession du chemin de fer Antung-Moukden ; du côté chinois, on tenait comme nulles et non avenues les dispositions accordant aux sujets japonais divers droits à l'intérieur de la Mandchourie méridionale.

Telle fut la situation de fait depuis la signature du traité de 1915 jusqu'à la veille des événements du 18 septembre 1931. Mais avant tout, il importe d'examiner cette question de la validité dudit traité. Puisque la Chine avait proclamé son annulation, il nous importe donc de mentionner le point de vue chinois. En général, selon ce pays, victime de la force japonaise, cette question de l'invalidité du traité de 1915 peut être examinée sous trois aspects : à savoir, l'annulabilité pour cause de violence, la contrariété avec les traités existants et la nullité pour cause d'inobservation des règles constitutionnelles.

Il est évident que le premier point intéresse dans une

1. *Le Journal de la Chambre des Députés* (en chinois), troisième session, n° 12 : Documents, p. 1.

très large mesure la paix et la tranquillité de toutes les nations civilisées. Voici qu'un cas unique dans son genre se produisait entre deux pays voisins dont les relations avaient été jusque-là parfaitement normales. Le Japon, d'un côté, possédait en effet d'innombrables avantages sur le territoire de son voisin, la Chine. En une courte période de dix ans, il avait vu dans une proportion surprenante s'accroître ses intérêts et s'étendre son expansion grâce à la pratique de sa méthode, méthode reposant sur l'égoïsme national poussé à l'extrême, sur un esprit d'accaparement des possessions d'autrui, et surtout sur la force pour imposer sa volonté au faible. D'un autre côté, la Chine, quoique péniblement troublée par les événements intérieurs, avait jusque-là observé scrupuleusement les engagements qu'elle avait contractés avec les étrangers, engagements pris d'ailleurs toujours au détriment des intérêts chinois. Jusque-là aucun blâme ne put être adressé à la Chine quant à l'exécution de ses obligations conventionnelles. Il n'existait donc entre la Chine et le Japon aucune circonstance qui permit à ce dernier d'imposer ses exigences à la Chine, sous la menace d'entreprendre une agression armée en cas de non-satisfaction.

Par malheur, éclatait entre les diverses Puissances intéressées une guerre dont les conséquences devaient se traduire pour la Chine par une lutte pour la possession d'un port que la Chine avait été forcée de céder à bail à l'une des Puissances en guerre. La Chine, pourtant, restait strictement neutre. En tant qu'Etat organisé et comme signataire des conventions de La Haye de 1907, elle avait le droit et le devoir de demeurer fidèle aux principes du droit international et notamment des conventions de 1907. Néanmoins, aussitôt entré en guerre, le premier acte du Japon était de violer la neutralité chinoise. Il y avait déjà là un précédent dangereux qu'il appartenait au monde civilisé de juger.

Cependant, cette violation de la neutralité chinoise ne constituait que le premier signe de ce que nous appelons « l'acte de banditisme » japonais. Profitant de ce que la Grande Guerre absorbait toute l'attention des Puissances

intéressées, il imposa à la Chine des exigences absolument extraordinaires. Cet acte était véritablement une agression quoiqu'il n'y eût pas recours aux armes, agression qui avait pour résultat de compromettre les intérêts vitaux de la Chine. En adressant à ce dernier pays l'ultimatum du 7 mai 1915, le Japon avait fait entendre qu'il obtiendrait satisfaction par les armes, c'est-à-dire par la guerre, si la Chine persistait dans son refus. Peut-on vraiment prétendre que cette façon d'agir différait beaucoup de l'ultimatum autrichien adressé le 23 juillet 1914, à la Serbie ? Si les Etats européens, victimes de l'injustice au cours de la guerre de 1914-1919, devaient être secourus au nom du droit et de l'humanité, pourquoi alors la Chine devait-elle se soumettre devant la supériorité des forces de l'Empire japonais ? Au nom du même droit, de la même humanité, puisque la Chine n'avait pas pu faire obstacle à cette force injuste, faute de l'appui des autres nations, ne devait-elle pas sauvegarder autant qu'elle le pouvait ses droits en face de la nation conquérante ? Et par là, ne mérite-t-elle pas la sympathie de la part de ceux qui furent eux-mêmes victimes de la force ?

C'est pourquoi les Chinois estimèrent qu'il était indispensable pour le monde d'éviter un dangereux précédent qui menacerait la paix et la tranquillité de toutes les nations. Aussi la première mesure devait être la désapprobation des traités imposés par la force et dans des conditions de violence incontestables. La Chine n'ayant pas donné un consentement libre, ne pouvait donc pas regarder comme valides les stipulations dudit traité ; et cette annulation est, en outre, aux yeux des Chinois, parfaitement conforme à la justice et à l'humanité.

Dans le deuxième argument, les Chinois se retranchent dans la thèse juridique suivante pour déclarer nuls et nonavenus les traités de 1915. Selon eux, au cours d'une trentaine d'années, la Chine avait été l'objet de toute une série de traités ou accords conclus soit entre elle et les diverses Puissances, soit entre ces Puissances elles-mêmes ; et parmi ces puissances le Japon figurait au premier plan. La Chine

avait été également l'objet de plusieurs déclarations de la part des Puissances étrangères, déclarations dont les principes avaient effectivement une valeur juridique, puisqu'elles avaient reçu l'adhésion de plusieurs Puissances, et notamment du Japon. En général, le contenu de ces traités, accords et déclarations pouvait se résumer en ces quelques principes : la garantie de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, le maintien du principe de la chance égale pour toutes les nations dans leurs entreprises industrielles et commerciales dans ce pays et le respect du *statu quo*.

Or, en imposant par la violence à la Chine le traité et les notes de 1915, le Japon obtenait que le bail du Kwantung et la concession des chemins de fer Sud-Mandchouriens soient portés à 99 ans, que les sujets japonais jouissent d'innombrables avantages que les autres nationaux n'avaient point obtenus, ainsi qu'un grand nombre d'avantages financiers économiques, politiques, etc., pour la mise en valeur de la Mandchourie. Il se réservait en outre, le monopole de tous les emprunts dont la Chine aurait besoin pour le développement de la Mandchourie, le droit de contrôle sur les futures entreprises chinoises, notamment sur les chemins de fer. Toutes ces dispositions modifiaient radicalement le *statu quo* en Mandchourie, compromettaient le principe du traitement égal, et créait de la sorte une violation flagrante des traités ou accords que le Japon avait signés et des déclarations auxquelles il avait adhéré. En outre, des dispositions permettaient au Japon d'empiéter sur la souveraineté territoriale et sur l'intégrité administrative de la Chine dans ses trois Provinces de l'Est ; ce qui était absolument contraire à la garantie que les Puissances y compris le Japon devaient scrupuleusement observer.

On voit par là que les termes des accords de 1915 sont incompatibles avec ceux des traités ou accords existants. De ce fait que, par lesdits accords de 1915, le Japon avait violé ses engagements conventionnels, les Chinois considéraient comme nuls et nonavenus tous les engagements

qu'ils avaient assumés vis-à-vis du Japon. Pour apprécier cet argument, il nous suffit de reprendre la phrase contenue dans la note américaine du 13 mai 1915, quatre jours après la signature dudit traité : « ... Le Gouvernement des Etats-Unis a l'honneur de notifier au Gouvernement de la République Chinoise qu'il ne reconnaîtra aucun accord ou engagement intervenu entre les Gouvernements de la Chine et du Japon qui porterait atteinte aux droits que les Etats-Unis et leurs citoyens tiennent des traités conclus avec la Chine, non plus qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la République Chinoise ou à la politique internationale relative à la Chine connue sous le nom de politique de la porte ouverte. »

Selon le troisième argument chinois, les accords de 1915 sont nuls pour cause d'inobservation des règles constitutionnelles de ratification des traités. Car, en vertu de la Constitution provisoire de la République chinoise, les traités conclus par le Gouvernement avec les pays étrangers ne peuvent être appliqués qu'après avoir obtenu le consentement du parlement. Or, les accords de 1915 ne lui avaient point été soumis après leur signature et, dès que le parlement eut à en discuter, il les désapprouva solennellement. De sorte que l'une des conditions essentielles pour la validité desdits traités, avait été négligée et que cette négligence entraîne leur nullité. Celle-ci amena les Chinois à considérer nuls et nonavenus les avantages que les Japonais avaient obtenus en 1915.

Mais la question se pose de savoir si cette inobservation des règles constitutionnelles était suffisante pour ébranler l'existence du traité lui-même. A cet égard, de nombreux auteurs, ont démontré, à l'aide des principes généraux du droit constitutionnel et du droit international, l'irrégularité des traités de 1915. Ils sont nombreux à admettre que lesdits traités et notes sont nuls ou annulables du fait que les plénipotentiaires chinois, et particulièrement le président Yuan Shih-kai, excédaient leurs pouvoirs constitutionnels, et que ces accords non seulement ne furent pas ratifiés par le parlement chinois, mais furent plus tard

repoussés définitivement par un acte solennel dudit parlement ¹. Pour donner appui à cet argument, la célèbre phrase de Oppenheim a été souvent citée :

« Tous traités, conclus par les chefs d'Etats ou les représentants autorisés par ces chefs, ayant violé les restrictions constitutionnelles, ne sont pas les traités réels et ne peuvent pas engager la nation dont il s'agit, car ses représentants ont excédé leur pouvoir en concluant lesdits traités ². »

Pour les Chinois et de nombreux auteurs étrangers, ce principe a toujours été accepté universellement et peut légalement justifier l'attitude de la Chine en ce qui concerne sa répudiation du traité et des notes de 1915.

On a souvent invoqué les circonstances particulières et anormales où se trouvait le Gouvernement chinois au moment des négociations de 1915 pour prétendre que ce principe fort apprécié du droit international ne pouvait pas s'appliquer à l'espèce qui nous occupe. Notamment le Dr C. Walter Young, dans son ouvrage, a jugé dans ce sens. Selon cet auteur, durant les mois de mars à avril, lorsque ces accords avec le Japon étaient en discussion, il n'y avait en fait pas de parlement en Chine, et le président Yuan Shih-kai avait signé ces accords en tant que seule autorité en Chine qualifiée juridiquement pour entretenir les relations avec les nations étrangères ³.

Du côté chinois, on admet certains faits réels qu'invoque Dr C. Walter Young. Il est parfaitement exact que le parlement chinois ne fonctionnait pas effectivement au moment des négociations sino-japonaises de 1915. Mais, si ce parlement ne fonctionnait pas, c'était que Yuan Shih-kai l'avait systématiquement paralysé. Cela n'implique pas que ledit parlement fut privé de son existence, car jusqu'alors, il n'avait pas été officiellement dissout ; non

1. *The Sino-Japanese Treaties of 1915*, p. 19.

T. F. F. Millard, *Testimony before Senate Foreign Relations Committee, U. S. Senate Documents*, vol. 40, 1919, LXVI^e Congrès, Session première, p. 446.

Grover Clark, dans le *Peking Leader* du 1^{er} mars 1923.

Hsü Shuhsi, *Essays on the Manchurian Problem*, pp. 252-254.

2. A. D. Mac Nair, *Oppenheim's International Law* (4^e édition), vol. I, p. 709.

3. C. Walter Young, *The International Legal Status of the Kwantung Leased Territory*, pp. 169-170.

seulement le gouvernement de Yuan Shih-kai avait la possibilité de le convoquer à tout moment, mais il avait le devoir de le consulter lorsqu'il s'agissait d'une question si importante expressément prévue par la Constitution. Jusqu'en mai 1915, la Chine demeura régie par la Constitution provisoire de 1912. Sans doute, le président Yuan Shih-kai avait bien été par sa conduite déloyale la seule autorité en Chine compétente pour entretenir des relations avec les nations étrangères. Mais cette compétence ne lui avait été accordée que par suite de son élection à la présidence. Et qui donc l'avait chargé de cette présidence, sinon la constitution provisoire de 1912. Donc, par la constitution qui l'avait élevé à la présidence de la République Chinoise, Yuan possédait compétence pour s'entretenir des relations avec les nations étrangères. Mais en même temps cette constitution le soumettait à certaines restrictions. Bien que les circonstances eussent en quelque sorte prorogé ses pouvoirs, il ne s'ensuivait pas pour autant que Yuan Shih-kai, en sa qualité de président, fut délié de ses obligations constitutionnelles. Pour dire que Yuan possédait seul l'autorité pour conclure des traités avec les nations étrangères sans avoir besoin d'en référer au parlement, il aurait fallu ou bien que la constitution provisoire eût été déclarée solennellement abrogée ou bien qu'elle fût remplacée par une autre qui aurait accordé au président de la République une compétence sans restriction. Tel n'était point le cas de la constitution provisoire de 1912 ; elle n'avait été ni abrogée ni suspendue au moment de la conclusion du traité de 1915. Le Japon qui avait pu arracher à sa victime, le malheureux Yuan, la signature dudit traité, aurait dû se conformer aux principes et à la coutume internationaux pour que toutes les conditions légales fussent remplies. Puisqu'il n'en était pas ainsi, le Japon n'avait qu'à s'en prendre aux actions illégales qu'il avait volontairement accomplies.

Tel est en général, le troisième argument invoqué par les Chinois. Nous reconnaissons qu'il y a encore des difficultés, dans le domaine des relations internationales, d'invoquer les règles constitutionnelles d'un Etat déter-

miné pour contester les engagements que cet Etat a assumés par des traités ou accords conclus par lui avec un autre Etat. Si nous nous rallions ici à l'un des arguments soutenus par la Chine pour aboutir à l'abolition du traité de 1915, c'est que, ici, il y a une raison toute particulière qu'on ne saurait rencontrer dans les relations normales entre Etats, où chacun des contractants possède son entière liberté de discussion. Dans le cas du traité de 1915, il s'agissait d'une nation, le Japon, qui fait jouer d'une part, la force, et de l'autre, toute une série d'actes illégaux, pour imposer à une autre nation, la Chine, des demandes qu'elle n'aurait jamais pu accepter si elle avait eu sa liberté. Alors pour prévenir tout refus de la nation victime, le Japon s'était délibérément livré à des irrégularités graves, afin d'ôter à sa victime tout moyen d'exprimer sa propre volonté. Tel était le fait capital dans les négociations de 1915. On ne peut oublier que, dès le début des négociations, le Japon avait violé la procédure régulière, en ordonnant à son ministre de remettre directement et en personne les « vingt-et-une demandes » au président Yuan Shih-kai. On ne saurait mieux prouver que le Japon ne comptait que sur Yuan pour lui arracher sa signature et qu'il savait ne pouvoir obtenir satisfaction que de lui seul. Il ne voulait pas voir qu'il y avait derrière Yuan toute la nation chinoise et il s'efforçait d'éviter que celle-ci pût manifester une volonté différente de celle de Yuan. D'ailleurs, le Japon savait parfaitement que toute la nation chinoise s'opposait aux projets de Yuan, et que ce que Yuan avait pu faire n'aurait jamais son consentement. Dans ces conditions, la question n'est plus de savoir si les difficultés d'ordre constitutionnel pouvaient ou non entraîner l'invalidation d'une convention internationale ; elle est de savoir si le Japon avait ou non agi de propos délibéré à l'encontre des dispositions constitutionnelles de la Chine. Si ce point était prouvé, comment ne pourrait-on justifier dans une large part la prétention chinoise d'invalidier les traités de 1915. Il nous est au moins permis de croire que lesdits traités sont annulables.

Par cet aperçu des trois arguments chinois concernant

les accords de 1915 : l'annulabilité pour cause de violence, l'incompatibilité avec les traités existants et la nullité pour cause d'inobservation des règles constitutionnelles, on ne saurait nier que ces arguments bien que juridiques, se fondent en partie sur la justice et l'équité, ou autrement dit, sur la morale internationale. Il est évident que cette morale internationale joue le premier rôle depuis le jour où nous vivons dans une société des nations, distincte de la société d'Etats de jadis, depuis le jour où des hommes de bonne volonté et doués d'une foi robuste ont imaginé et même réalisé en grande partie une nouvelle politique, la politique de l'organisation du monde par le droit. De ce point de vue, l'annulation des traités de 1915 ne peut être qu'un acte de nature à réjouir unanimement, non pas les seuls amis de la Chine, mais les amis de l'équité, les amis de la morale internationale. Cependant, cette morale internationale demeure aujourd'hui encore sans grande portée pour ceux qui appartiennent à la vieille école, pour ceux qui sont enclins à croire que la loi du plus fort est toujours la meilleure et qui ne considèrent que le fait accompli sans daigner examiner la cause, le passé et le fond même de l'affaire en question. Il en résulte que la thèse chinoise ne possède à leurs yeux qu'une valeur relative.

Donc, pour que l'annulation des traités de 1915 puisse être universellement admise, il fallait trouver également un argument conforme à l'esprit d'une société où on prise peu la morale internationale. Or, un tel argument ne fait nullement défaut aux Chinois.

Ce qui dispose certaines personnes à croire à la légitimité du droit pour le Japon de s'attribuer les avantages résultant des accords de 1915 est avant tout la situation de fait depuis la signature de ces accords. Le Japon avait obtenu la signature des traités de 1915 ; en Mandchourie, il avait effectivement mis en application certaines stipulations contenues dans lesdits accords : à l'expiration du délai prévu par le contrat primitif du bail du Kwantung, le territoire n'avait pas été restitué à la Chine ; les Japonais maintenaient également leur position dans les chemins de fer du Sud-Mandchourien. Voilà autant de faits accomplis

par suite de l'existence des traités de 1915. Mais, à côté de cette situation créée par les Japonais, on ne saurait négliger celle où se trouvent les Chinois. De leur côté aussi, on invoque une situation de fait pour justifier l'abrogation effective des accords de 1915. Voilà un fait plus ou moins méconnu, et qui nous oblige à préciser.

Pour examiner la situation de fait du côté chinois, commençons d'abord par indiquer quel était l'état d'esprit régnant au Japon à l'égard des accords de 1915. Nous avons vu que, au lendemain de la signature desdits accords, 130 membres de la Diète japonaise avaient, dans une motion, désapprouvé la politique de leur gouvernement. Dans une étude soumise à la troisième conférence de l'« Institut des Relations du Pacifique » tenue à Kyoto en 1929, le professeur Masamichi Royama, représentant le Japon, avait formulé les vues suivantes, vues que l'on peut considérer comme représentant le sentiment de la plus grande partie de la classe intellectuelle du Japon ¹.

« ... Il n'en est pas moins indéniable que dans ses rapports diplomatiques (le Japon) avec la Chine, pour autant qu'il s'agit de la Mandchourie, les progrès du Japon ont été caractérisés par le seul désir de fortifier et d'agrandir sa position propre, sans égard souvent pour l'effet psychologique produit sur la population chinoise. Les négociations sino-japonaises de 1915, personnifiées dans ce que l'on appelle les « vingt-et-une demandes », l'illustrent d'une manière frappante. Tout Japonais à l'esprit loyal, disposé à prendre une vue large de ce que devraient être les relations entre les deux nations, ne peut hésiter à décrire la diplomatie de son pays dans cette circonstance, comme une erreur. »

Or, cette « erreur » de la diplomatie avait précisément abouti à la conclusion des accords de 1915 qui, par conséquent, étaient désapprouvés par « tout Japonais à l'esprit loyal ». Ce la constitue un fait reconnu par les Japonais

1. *Problems of the Pacific*, 1929, *Proceeding of the Third Conference of the Institute of Pacific's Relations*, p. 536.

dès la conclusion desdits accords et même encore en 1929, lorsque le professeur Royama avait eu l'audace de parler au nom des Japonais devant les représentants des diverses nations, membres de l'Institut des Relations du Pacifique.

En deuxième lieu, dans le domaine des faits, la même constatation ne manque point de se présenter. Il est intéressant de voir la manière dont le Japon se comportant à l'égard des accords de 1915. Tantôt abandonnant certaines de leurs parties, tantôt revenant sur la parole donnée, le Japon indique par là non seulement qu'il ne leur attribuait pas un caractère de stabilité définitive, mais qu'il les considérait comme essentiellement susceptibles de modifications. Ceci dit, nous devons résumer en quelques lignes les conséquences des stipulations des traités de 1915.

D'abord en ce qui concerne les clauses considérées comme valides par les Japonais, on a le prolongement du bail du Kwantung et de la concession de l'exploitation des chemins de fer Sud-Mandchouriens. En cette matière, quoique l'accord fut répudié par les Chinois, les Japonais n'en continuaient pas moins à les conserver militairement. En outre, la question du chemin de fer Kirin-Changchun avait fait l'objet d'un nouveau contrat intervenu en 1917. C'est le contenu de ce contrat qui constituait réellement l'avantage obtenu par le Japon par suite des traités de 1915, mais pas plus. En effet, lors des négociations relatives à la formation du nouveau Consortium Bancaire International en 1919-1920, la nécessité de tenir compte de la situation réelle avait obligé le Japon à se relâcher de son intransigeance première et à admettre la participation des financiers autres que les Japonais aux entreprises ferroviaires et aux opérations financières dont il avait cru pouvoir se réserver le monopole grâce aux stipulations des traités de 1915. On verra dans la prochaine étude sur lesdites négociations comment la Grande-Bretagne et les Etats-Unis combattirent la prétention japonaise d'exclure la Mandchourie méridionale du champ d'activité du Consortium et comment le Japon avait été obligé de modifier ses prétentions. Un point très remarquable est que, pendant ces négociations, ni la Grande-Bretagne et les Etats-

Unis, d'une part, ni le Japon lui-même, d'autre part, n'avaient fait allusion à l'existence des accords de 1915 pour contester ou pour soutenir les revendications japonaises. Il était évident que le Japon doutait lui-même de la validité des accords de 1915, accords qu'il avait arrachés par une procédure irrégulière, incompatible avec les règles du droit international d'aujourd'hui. Ce qui explique qu'il évita avec soin dans ses démarches toute allusion se rapportant aux accords de 1915 qui devaient pourtant fournir au Japon le point de départ de ses revendications. C'est pourquoi, au lieu d'invoquer les arguments juridiques résultant des dispositions conventionnelles, il préféra se justifier par des considérations telles que la nécessité d'assurer sa vie économique et sa défenses nationale. Par suite, il est manifeste que, aux yeux aussi bien des Anglais ou des Américains que des Japonais, les traités de 1915 n'avaient aucun caractère définitif et étaient dépourvus de toute base juridique solide. Cette instabilité se manifesta de nouveau à l'occasion de la Conférence de Washington. Nous y voyons que, au cours des discussions, le Japon avait été amené à faire d'autres concessions additionnelles au Consortium Bancaire International et à renoncer au privilège de fournir à la Mandchourie méridionale des conseillers politiques, financiers, militaires ou de police. Voilà la deuxième situation de fait prouvant la nullité des traités de 1915 ; et il faut reconnaître que comme la première, cette situation provenait de l'attitude japonaise elle-même.

A côté de ces deux genres de faits accomplis, il en existait un troisième qui, quoique créé par les Chinois, n'en avait pas moins obtenu la reconnaissance tacite des Japonais. Nous savons que toute la nation chinoise s'était indignée de la conduite du Japon en 1915 et avait formellement condamné les traités du 25 mai 1915, de sorte que les Japonais avaient éprouvé de très grandes difficultés lorsqu'ils avaient voulu tirer avantage de certaines des clauses contenues dans lesdits traités. En particulier, l'opposition la plus vive qu'ils rencontrèrent se produisit lorsqu'ils voulurent réclamer le droit de résider et de voyager librement et d'acquérir ou de louer des terres dans la Mand-

chourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale, droit qui constituait le trait essentiel des traités de 1915. C'est pourquoi l'on peut noter les passages suivants dans le rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations : « Les actes des autorités chinoises ne furent pas conformes aux termes de cet accord (traité de 1915), dont elles contestaient toujours la validité. Des restrictions furent imposées quant à la résidence, à la circulation et à l'activité commerciale des ressortissants japonais à l'intérieur de la Mandchourie méridionale, et divers fonctionnaires chinois interdirent, par des ordonnances et des règlements, aux Japonais de résider en dehors des ports ouverts par traité ou de renouveler des baux d'immeubles. Selon la déclaration japonaise, les fonctionnaires chinois refusaient également de délivrer des passeports aux Japonais. L'intention des Chinois était de poursuivre leur politique nationale à restreindre les privilèges exceptionnels des Japonais en Mandchourie et à renforcer ainsi l'autorité de la Chine sur ses trois Provinces de l'Est. Ils justifiaient leurs actes en déclarant qu'ils considéraient le traité de 1915 comme étant sans validité fondamentale ¹. » Plus loin, le même rapport constate que « les fonctionnaires chinois, ne reconnaissant pas la validité du traité (traité de 1915), mettaient tous les obstacles possibles à la location de terrains à des Japonais, au moyen d'ordonnances provinciales et locales, tendant à faire de cette location un délit punissable selon le code pénal ; ils frappèrent ces locations de charges et de droits spéciaux, payables d'avance ; enfin, des instructions adressées aux fonctionnaires locaux leur interdirent, sous peine de châtement, d'approuver ces transferts de terrain ² ».

Voilà toute une série de mesures prises par les Chinois en vue de refuser aux Japonais les droits que ces derniers prétendaient obtenir en vertu des accords internationaux. Si les Chinois se permettaient de recourir ouvertement à ces mesures, cela s'explique tout simplement par ce

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 58.

2. *Op. cit.*, p. 59.

qu'ils estimaient nuls et non avenus les accords de 1915.

En face de cette politique chinoise, qu'elle devait être l'attitude japonaise ? Il est hautement intéressant de constater que les Japonais, malgré leur mécontentement, non seulement ne s'étaient pas opposés d'une façon vive aux mesures prises par les Chinois, mais qu'ils semblaient même reconnaître le bien-fondé desdites mesures. La preuve en était que, au lieu de recourir aux démarches diplomatiques pour soutenir leurs droits acquis, comme c'est toujours le cas lorsque l'exécution des accords internationaux est mise en cause, les Japonais préféraient employer d'autres moyens qui, en se conformant en apparence aux exigences chinoises, leur permissent de se procurer les avantages souhaités. Par exemple, en ce qui concernait la question des locations des terrains, « il y eut — comme l'a relaté le Rapport de la Commission d'Etude — au cours des dix années précédant 1931, au moins trois tentatives pour arriver à un accord par des négociations directes sino-japonaises. Une solution possible, qui, on a des raisons de le croire a été envisagée, aurait consisté à traiter simultanément les deux questions de la location des terres et de l'abolition de l'exterritorialité en Mandchourie ; les Japonais devaient renoncer à l'exterritorialité et les Chinois devaient permettre aux Japonais de louer librement des terres. Mais les négociations échouèrent ¹ ». Cela suffit à prouver que malgré l'existence des accords de 1915, les deux parties, aussi bien le bénéficiaire que le concessionnaire, ne considéraient pas comme valides les clauses des accords de 1915 ; et il en était ainsi parce que les Japonais comme les Chinois se rendaient compte que ces accords avaient été passés dans des conditions qui les viciaient irrémédiablement. D'ailleurs, le Rapport de la Commission d'Etude par la phrase suivante nous montre exactement ce qu'étaient les accords de 1915 : « Cette longue controverse sino-japonaise au sujet du droit des Japonais de louer des terres a son origine, comme les autres contestations, dans le conflit fondamental entre

1. *Op. cit.*, pp. 59-60.

des politiques rivales, les allégations et les contre-déclarations au sujet de la violation d'accords internationaux présentent moins d'importance en elles-mêmes que les objectifs fondamentaux de ces politiques ¹. » Cela signifie que si les deux parties s'attachèrent moins à la question de la violation d'accords internationaux, c'est précisément parce que l'affaire en question diffère essentiellement des accords internationaux en général et ne constitue pas une violation au sens ordinaire du mot. Voilà le troisième fait accompli dans cette question, fait qui devait justifier dans une large mesure la déclaration chinoise relative à l'invalidité des accords de 1915.

Par cet examen, nous voyons qu'à côté de la situation de fait invoquée par les Japonais pour faire croire à la validité des accords de 1915, il existait également celle invoquée par les Chinois pour leur invalidité. Il y avait donc là une situation extrêmement confuse qui fit naître inévitablement des controverses entre les deux nations et qui était incompatible avec le rétablissement de relations amicales et confiantes entre elles. C'est pourquoi, au premier rang des circonstances antérieures au 18 septembre 1931 qui occasionnèrent le conflit actuel, il faut mentionner les accords du 25 mai 1915. Cependant, étant donné que les diverses dispositions de ces accords étaient en fait inappliquées, étant donné que la manière dont l'ensemble de ces accords avait été imposé à la Chine les rendait suspects aux Japonais eux-mêmes et que le contenu desdits accords avait provoqué dès le début jusqu'au conflit actuel un état de tension déplorable entre les deux pays, nous sommes obligés de conclure que l'abrogation des accords de 1915 était une mesure indispensable, efficace et également conforme à la justice et à la morale internationale.

Quant à la question de la validité de ces accords, elle est nettement posée. Le caractère exceptionnel et complexe de ces accords, les controverses qui en résultent et la situation de fait dans laquelle ils se trouvent constituent

1. *Op. cit.*, p. 60.

autant de facteurs qui empêchent l'esprit le plus averti de croire à leur validité ou de voir en eux une question réglée et définitive. L'essentiel est que la question soit tranchée de la façon la plus impartiale d'après les principes de justice et d'équité. Mais avant tout règlement définitif, toute justification tirée de ces accords n'est pas souhaitable et même, selon nous, impossible.

CHAPITRE II

L'EXPANSION JAPONAISE EN MANDCHOURIE

La présente période de 1915 à 1922 constituait le meilleur moment pour favoriser l'expansion japonaise en Mandchourie. D'une part, les principales puissances affectées par la terrible guerre voyait diminuer leur influence en Extrême-Orient. Ce qui permettait au Japon d'agir selon son gré. Il se livra à une véritable politique d'accaparement sans se soucier des principes qui garantissaient cette partie du monde. D'autre part, la Chine entra dans une douloureuse période de troubles intestins où les clans militaires et les politiciens sans scrupules luttèrent les uns contre les autres pour satisfaire leurs ambitions personnelles. D'abord sous la domination de Yuan Shih-kai, ensuite sous la conduite de la faction Anfou, le Gouvernement de Pékin dénommé « le Gouvernement du Nord » se laissa manœuvrer par les Japonais. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment le Japon avait profité de l'ambition personnelle de Yuan Shih-kai pour imposer à la Chine les « vingt-et-une demandes » et pour obtenir de lui les accords du 25 mai 1915. Maintenant il s'agissait pour le Japon de se servir de la faction d'Anfou pour hâter son expansion en signant une série d'accords, corollaires des traités de 1915.

Pour parvenir à cette fin, le Japon pratiqua une politique à double effet. Comme la faction qui s'emparait du pouvoir avait en face d'elle des rivaux qu'il lui fallait combattre, un appui financier lui fut indispensable. Profitant de ces circonstances, le Japon lui fournit largement des fonds. Les effets immédiats furent que, d'une part, il obtint des con-

cessions d'importance capitale pour ses entreprises en Mandchourie ; et d'autre part, il parvint à précipiter la Chine dans un gouffre effroyable : la guerre civile. De là l'existence des fameux « emprunts Nishihara ». Ceux-ci embrassaient toute une série d'emprunts dont une grande partie avait trait à la Mandchourie et étaient faits apparemment sous forme d'emprunts destinés à répondre aux besoins des constructions ferroviaires et des opérations industrielles. Mais, en fait, une grande partie et même presque la totalité des sommes ainsi empruntées furent détournées de leur affectation économique et utilisées en vue de la désorganisation de la politique intérieure chinoise¹. De là, provenait la décadence de plus en plus prononcée de la Chine, et, parallèlement, l'expansion japonaise dans les Trois Provinces de l'Est.

En dehors de la question des emprunts que nous allons examiner dans le présent chapitre, nous résumons en quelques mots la position japonaise dans divers autres points de vue. Par l'ordonnance impériale du Gouvernement japonais du 31 juillet 1917, l'autorité du « Gouvernement Général du Kwantung » avait été renforcée, notamment en ce qui concerne le contrôle de la police japonaise sur le territoire des Trois Provinces de l'Est. Lors de l'intervention des troupes alliées en Sibérie en 1918, les troupes japonaises avaient occupé momentanément le chemin de fer de l'Est-Chinois et avaient même, pendant un certain temps, assumé la surveillance dudit chemin de fer.

a) Le contrat d'emprunt du 27 décembre 1915 pour la construction de la ligne Ssupingkai-Chengchiatun. — La ligne Ssupingkai-Chengchiatun avait été tout d'abord visée dans l'échange de notes de 1913 par lesquelles le Japon obtint le droit de construire cinq chemins de fer en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale. Cette ligne, qui devait relier le Sud-Mandchourien avec le nord et l'est de la Mandchourie, présentait une importance capitale pour l'expansion de l'influence japo-

1. Jean Esarra, *La Chine et le Droit International*, p. 254 ; voir également dans C. Walter Young, *op. cit.*, pp. 239 et suivantes.

naise. Par là s'explique la résolution du Japon de fournir lui-même à la Chine les fonds de l'emprunt destiné à sa construction. Le 27 décembre 1915, il parvint à passer un contrat d'emprunt avec la Chine par l'entremise de *The Yokohama Specie Bank*, organe financier semi-officiel du Japon. Le montant dudit emprunt, qui était de 5 millions de yens, devait être destiné à la construction de la ligne en question. D'après ce contrat, l'ingénieur en chef devait être Japonais et le matériel nécessaire à la construction, fourni par le Japon. Ce dernier avait eu, en outre, le soin d'exiger dans le contrat qu'en cas où les capitaux étrangers seraient nécessaires pour le prolongement ou pour la construction des embranchements de ladite ligne, le Japon jouirait d'un droit de préférence¹. Grâce à cette stipulation, le Japon obtint quelques années plus tard le droit de fournir de nouveaux emprunts pour le prolongement de la ligne Ssuningkai-Chengchiatun jusqu'à Taonan ainsi que pour la construction de la ligne Taonan-Angangchi, parvenant ainsi à étendre son influence jusqu'en Mandchourie septentrionale. En effet, en obtenant en 1919 le transfert par *The Yokohama Specie Bank* du droit de fournir de nouveaux emprunts en vertu du contrat de 1915, la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien commença la construction de la ligne Ssuningkai-Chengchiatun ; en 1923, elle acheva le prolongement de cette ligne jusqu'à Taonan ; puis, en 1924, elle passa un nouveau contrat avec les autorités locales des Trois Provinces de l'Est pour la construction de la ligne Taonan-Angangchi, ligne dont la construction était terminée en 1926. Cette dernière ligne Taonan-Angangchi était exactement le prolongement de la ligne Ssuningkai-Chengchiatun prévue par le contrat de 1915. De ce fait, le chemin de fer japonais du Sud-Mandchourien s'attribua une excellente ligne d'alimentation, qui facilita la réalisation des prétentions du Japon en Mandchourie septentrionale.

Il importe de rappeler que l'ensemble de cette voie ferrée qui relia le Heilungkiang au Liaoning était en étroit rap-

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 46.

port avec la construction de la ligne K'ing-tchéou-Aigun dont le projet avait été conçu par les Américains et pour laquelle un contrat d'emprunt avait été passé entre le Gouvernement chinois et les sujets américains. En outre, son prolongement, qui n'était autre que la ligne Taonan-Angangchi, donna lieu, de la part des Japonais, à une tentative d'obstruer la construction éventuelle de la ligne Taonan-Jéhol par le nouveau Consortium Bancaire International. Ce consortium institué en 1920, eut précisément de grandes difficultés pour combattre la thèse du Japon tendant à exclure ladite ligne du champ d'activité du Consortium. Dès 1916, les Etats-Unis, en assistant à la réalisation des prétentions japonaises, n'avaient pas hésité à recourir aux démarches diplomatiques en vue de sauvegarder leurs droits acquis. Le 13 octobre 1916, le ministre américain à Pékin adressa au Gouvernement chinois une note dans laquelle les Etats-Unis déclaraient se réserver le droit de financer la construction de la ligne K'ing-tchéou-Aigun, conformément aux stipulations du contrat de 1910 ¹. Plus tard, le 3 janvier 1917, les Etats-Unis notifièrent la même déclaration au Gouvernement japonais ². Seulement, comme la plupart du temps, la note diplomatique américaine resta sans effet et ne put aucunement contrecarrer l'expansion japonaise en Mandchourie. Lors des négociations au sujet de la formation du nouveau Consortium Bancaire International, le Japon fut obligé de laisser au Consortium le financement de la ligne Taonan-Jéhol et du prolongement de cette ligne au chemin de fer de l'Est-Chinois. Mais, en fait, le Consortium n'entreprit aucune des opérations financières relatives à la ligne qui lui avait été ainsi laissée : aussi, le Japon profita de cette inaction du Consortium pour financer lui-même la ligne Taonan-Angangchi.

b) Le nouveau contrat du 12 octobre 1917 concernant la ligne Kirin-Changchun. — Les accords du 25 mai 1915

1. *Foreign Relations of United States*, 1916, p. 189; *op. cit.*, 1917, pp. 168, 169.

2. *Op. cit.*, 1917, p. 169.

avaient prévu que le Gouvernement chinois s'engageait à procéder à une révision fondamentale du contrat d'emprunt du chemin de fer Kirin-Changchun, en prenant comme type les dispositions des accords relatifs aux chemins de fer conclus jusqu'à ce moment par la Chine avec des financiers étrangers. Bien que les dispositions des accords de 1915 possédassent un caractère manifestement abusif, le Japon alla toujours plus avant. Il obtint deux ans plus tard la révision de l'accord primitif de la ligne en question. Mais au lieu de rester dans le cadre indiqué par le traité du 25 mai 1915, c'est-à-dire de prendre comme type les dispositions des accords pour les chemins de fer conclus entre la Chine et les financiers étrangers, le Japon obligea la Chine à rédiger le nouveau contrat sous une forme qui n'avait jamais existé dans les accords auxquels le traité de 1915 avait fait allusion.

En effet, par le contrat d'emprunt du 12 octobre 1917, passé avec la Compagnie du Sud-Mandchourien, le Gouvernement chinois fut obligé d'accorder à celle-ci le droit de gérer la ligne Kirin-Changchun qui, en vertu de ce même contrat, restait toujours la propriété de l'État chinois. La Compagnie fournit ainsi au Gouvernement chinois une avance de 6.000.000 yens, avance réduite des 2 millions de yens dûs antérieurement par ladite ligne à la compagnie japonaise. Le terme de l'emprunt, qui avait été fixé à quinze ans par le contrat primitif de 1908 et qui devait expirer en 1934, fut alors porté à trente ans et ne devrait expirer qu'en 1947. Le Gouvernement chinois ne pourrait rembourser l'emprunt avant l'expiration de ce terme, et durant ce terme de trente ans, le droit de gestion de la ligne devait toujours appartenir à la Compagnie. En outre, la nomination aux postes de chefs des départements de technique, de trafic et de comptabilité devait être faite au profit de sujets japonais choisis par la Compagnie⁴.

Selon cet arrangement, la ligne Kirin-Changchun passa pratiquement aux mains des Japonais. Les fonctionnaires japonais désignés par la Compagnie du Sud-Mandchourien

4. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 4390.

administrèrent la ligne uniquement dans le sens des intérêts japonais, et ils n'avaient aucun souci d'observer le mandat qui les obligeait à agir pour le compte du Gouvernement chinois. Ils avaient même intérêt à faire travailler la ligne à perte et à l'endetter afin que le contrôle japonais y fût toujours maintenu et que l'influence japonaise pût mieux encore s'y exercer.

Il importe de remarquer en dernier lieu que, comme en vertu du présent contrat, la ligne Kirin-Changchun restait toujours la propriété de l'Etat chinois, tous les droits afférents appartenaient à la Chine. Bien qu'administrée par la Compagnie du Sud-Mandchourien d'après le contrat, la dite ligne différait essentiellement du chemin de fer Sud-Mandchourien, ce dernier étant propriété japonaise. Il s'agit, seulement, dans le contrat de 1917, de confier les opérations d'ordre économique à la firme japonaise.

c) **La question de la ligne ferrée Kirin-Hueining.** — Ayant pratiquement la possession de la ligne Kirin-Changchun, les Japonais revendiquèrent le droit de relier cette ligne au territoire coréen par une nouvelle voie ferrée. Celle-ci devait être la ligne Kirin-Hueining. La construction de cette dernière aurait pu mettre les régions centrales et occidentales des Trois Provinces de l'Est et une partie de la Mongolie intérieure orientale en relations directes avec le nord de la Corée et avec le réseau des chemins de fer coréens. En effet, le tracé part de la capitale de la province de Kirin, se dirige vers l'Est par Tunghua, Laotoukow et Longchingtsun dans le Chientao qui sert de frontière entre la Chine et la Corée, et rejoint, à Hueining, l'extrémité de la voie qui descend sur Séoul, la capitale coréenne. Elle a une longueur de 433 kilomètres sur le territoire chinois.

La ligne Kirin-Hueining présente une valeur primordiale au point de vue économique et commercial. Elle constitue la voie la plus courte faisant communiquer le nord et le centre de la Mandchourie avec la mer. Et par là elle apparaît comme la véritable ligne concurrente du chemin de fer de l'Est-Chinois. Mais à prendre son caractère essentiel,

la ligne Kirin-Hueining avait plus qu'une importance commerciale ordinaire. Considérée en effet, au point de vue stratégique, le Kirin-Hueining donnerait au Japon une nouvelle voie d'accès rapide au cœur des Trois Provinces de l'Est. Il lui permettrait, le cas échéant, d'y transporter en quelques heures des troupes massées sur le territoire coréen où il lui serait aisé de les concentrer par terre et par mer. La valeur stratégique de cette ligne est si grande pour le Japon qu'elle devait le faire passer outre à toute autre considération, même à celle de la concurrence que le Kirin-Hueining ferait au chemin de fer du Sud-Mandchourien. Car par Hueining, les produits du centre et aussi du nord de la Mandchourie gagneraient le Japon plus rapidement et à moins de frais que par le détour de Dairen, étant donné que la distance entre Changchun et Osaka est de 883 milles par Hueining, tandis qu'elle est de 1.405 milles par Dairen. Mais, avant tout, l'économie de parcours est beaucoup plus appréciable pour les transports militaires. Ce qui amenait le Japon à accentuer ses revendications.

La construction de la ligne Kirin-Hueining avait été envisagée pour la première fois par l'article 3 de la convention sino-japonaise du 15 avril 1907 relative au rachat de la ligne Hsingmintun-Moukden, lequel article portait que : « Au cas de construction ultérieure d'embranchements ou de prolongements du chemin de fer Kirin-Changchun, l'entreprise en appartiendrait en droit au Gouvernement chinois, mais si les capitaux nécessaires manquaient, on s'adresserait à la Compagnie du Chemin de fer Sud-Mandchourien pour un arrangement ¹. »

Le même projet avait été visé par l'accord de Chientao du 4 septembre 1909, accord où l'on trouve sous l'article 6 la stipulation suivante : « Le Gouvernement chinois entreprendra de prolonger la ligne Kirin-Changchun jusqu'à la frontière méridionale de Yenchi pour la relier à Hueining avec le réseau coréen, et ce prolongement sera fait aux mêmes conditions que le Kirin-Changchun. La date où

¹. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 627.

commencera la construction du prolongement envisagé sera déterminée par le Gouvernement chinois, prenant en considération les nécessités actuelles de la construction, et après en avoir conféré avec le Gouvernement japonais ¹. »

A l'occasion du règlement de la ligne Kirin-Changehun, il était intervenu entre le ministère des Finances et le ministère des Communications du Gouvernement chinois d'une part, et la Compagnie du Sud-Mandchourien d'autre part, un accord du 12 octobre 1917 dont l'article 17 était ainsi conçu : « Si à l'avenir, le Gouvernement chinois jugeait nécessaire de construire des embranchements ou prolongements du Chemin de fer (Kirin-Changehun), il le fera avec des capitaux chinois. Mais s'il avait besoin de se servir de capitaux étrangers, à moins qu'il n'en ait été autrement convenu, priorité sera donnée à la Compagnie d'entreprendre l'affaire comme entreprise commerciale ². » Le prolongement visé par l'article 17 n'était autre que la ligne Kirin-Hueining.

Le 18 juin 1918, un accord préliminaire en vue de la construction de la ligne avait été passé entre le Gouvernement chinois et un groupe de trois banques japonaises (la Banque Industrielle du Japon, la Banque de Chosen et la Banque de Taiwan) représenté par la Banque industrielle du Japon. L'accord préliminaire réglait les conditions principales d'émission d'un emprunt dont le produit serait affecté aux dépenses de la construction. Pour tous les points non prévus par ledit accord, il était stipulé, à l'article 7, que les parties « en décideraient en conformité avec le contrat d'emprunt du chemin de fer de Tientsin à Poukéou signé le 10^e jour de la 12^e lune de la 33^e année de Kwang-hsu » (13 janvier 1908) ³. D'après son article 8, cet accord préliminaire devait servir de base à un accord définitif qui devait être conclu dans les six mois, mais qui n'est jamais intervenu.

Cet accord préliminaire présentait un trait caractéristique extraordinaire. En tant que contrat, il est décidé-

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, p. 796.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1390.

3. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1430.

ment incomplet : pas d'indication du montant de l'emprunt, et pas de détails envisageant l'emploi de chaque émission ¹. Seulement, à l'occasion de la conclusion de cet accord, une somme de 10 millions de dollars avait été avancée au Gouvernement chinois par les Banques japonaises. Cette avance fut mentionnée dans un rapport officiel du ministre des Communications chinois, relatif à cet emprunt du chemin de fer Kirin-Hueining. Dans ce rapport officiel, le ministre s'exprima dans les termes suivants :

« En exécution de cette condition, une somme de dix millions de dollars (yens ?) a été payée au Bureau de Tokio de la *Sino-Japanese Exchange Bank*, le 19 juin, pour être placée au crédit du Gouvernement de Pékin qui a toute liberté d'en faire usage sans aucune condition ². »

Cet emprunt qui faisait partie de ce que l'on appelle les « emprunts Nishihara » était, comme les autres, destiné à la clique militaire de Pékin qui ne devait pas l'employer à la construction de la ligne en question, mais qui allait profiter de la latitude qui lui avait été ainsi laissée pour les utiliser à d'autres fins. Nous savons qu'à ce moment Pékin était sous la domination du clan Anfou, qui, par son attitude pro-japonaise et avec l'appui japonais, saccagea la Chine par ses ignobles méfaits. Le premier emprunt du Kirin-Hueining n'avait d'autre objet que de soutenir cette clique.

Lorsque, en 1919, des négociations furent ouvertes avec le ministère des Communications chinois en vue du contrat définitif, les banques japonaises posèrent comme condition de l'emprunt la nomination de deux techniciens japonais en qualité de chef de l'exploitation et de chef de la comptabilité du chemin de fer. Or, comme dans l'accord préliminaire, il était stipulé que les parties décideraient en conformité avec le contrat d'emprunt du chemin de fer Tientsin-Poukéou de 1908 ; mais, aucune condition

1. G. Walter Young, *Japan's Special Position in Manchuria*, p. 247.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1432.

revendiquée par les Japonais n'étant prévue dans le contrat d'emprunt du Pékin-Poukéou, le ministre chinois refusa d'accéder à la demande japonaise, refus à la suite duquel le groupe japonais rompit les pourparlers. Le 1^{er} mai 1920, le groupe japonais appelait l'attention du Gouvernement chinois sur l'urgence qu'il y aurait à rouvrir la négociation. Le Gouvernement chinois s'y déclara tout disposé. Néanmoins, aucune entente n'intervint. Il fallut attendre jusqu'en 1925 où un contrat d'emprunt fut passé pour la construction de la ligne Kirin-Tunghua, un important tronçon du Kirin-Hueining.

d) Contrat relatif aux emprunts pour la construction de quatre chemins de fer en Mandchourie et en Mongolie.

— Par l'échange de notes du 5 octobre 1913, les financiers japonais avaient obtenu la priorité de fournir des emprunts en cas où le Gouvernement chinois procéderait à la construction des cinq chemins de fer en Mandchourie et en Mongolie. Ces cinq chemins de fer étaient ceux de Ssupingkai-Chengchiatun. Kayuan-Hailung, Changchun-Taonan, Taonan-Jéhol et Kirin-Hailung. Maintenant que la ligne Ssupingkai-Chengchiatun était entre leurs mains par suite de la passation du contrat d'emprunt du 27 décembre 1915, le Japon ne se tint pas pour satisfait. Brûlant les étapes, il exigea l'emprise sur les autres lignes.

Le 28 novembre 1918, le Gouvernement chinois passa avec un groupe de trois banques japonaises (la Banque industrielle du Japon, la Banque de Taiwan et la Banque de Chosen) un contrat préliminaire d'emprunt pour la construction de quatre chemins de fer en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale. Cette fois, il s'agissait de la construction des lignes suivantes :

- 1^o Entre Kaiyuan et Kirin ;
- 2^o Entre Changchun et Taonan ;
- 3^o Entre Taonan et Jéhol ;
- 4^o D'un point entre Taonan et Jéhol à un port maritime sur le golfe Pétchili.

En vertu de ce contrat, les banques japonaises avancèrent 20 millions de yens au Gouvernement chinois. L'inté-

rêt de cette avance était de 8 p. 100 par an. Le terme de l'avance était fixé à quarante ans à partir de la date d'émission et le remboursement devait commencer à partir de la onzième année suivant un système convenu. Enfin, « tous les biens et les revenus présents et futurs des quatre lignes ferrées étaient donnés en garantie des emprunts par le Gouvernement chinois ¹.

Exactement comme dans le contrat préliminaire d'emprunt pour la construction de la ligne Kirin-Hueining, celui-ci mentionnait que le Gouvernement chinois, ou plutôt la clique militaire pro-japonaise de la faction Anfou, avait toute liberté de faire usage de l'emprunt sans aucune condition. Il laissa donc la possibilité aux politiciens chinois corrompus de se servir de cet emprunt pour attiser la guerre civile. Ces guerres civiles chinoises facilitées par l'appui financier déguisé du Japon eurent d'heureux effets pour l'expansion japonaise dans les Trois Provinces de l'Est, et le Japon obtint de plus la haute direction des principales voies ferrées de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure orientale.

Cependant, à part un petit tronçon de la ligne Kirin-Kaiyuan qui avait été construit avec des capitaux sino-japonais, toutes les autres lignes figurant dans l'accord préliminaire de 1913 n'avaient fait l'objet d'aucun accord définitif quant à leur construction. Car, au fond, les emprunts fournis par les Japonais n'avaient d'autre but que de fomenter et de faciliter les guerres civiles en Chine. Une fois leur objectif atteint, les Japonais tenaient moins au respect des clauses du contrat — à part celles concernant les lignes ferrées comme celle de Kirin-Hueining qui est d'une importance capitale. Seulement, il avait l'avantage de réserver les droits du Japon au cas où d'autres financiers étrangers essaieraient d'entreprendre l'opération. C'est ce qui s'était produit en 1919-1920 lors des négociations du nouveau Consortium Bancaire International. Celui-ci manifesta naturellement le désir d'exercer son activité sur les lignes de Mandchourie, par exemple, le

¹. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1448.

chemin de fer Taonan-Jéhol ; mais là, il rencontra l'opposition intransigeante du Japon. Néanmoins, il faut constater que, en face de la ferme attitude des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le Japon avait dû retirer ses prétentions, et le Taonan-Jéhol qui constituait l'une des lignes mentionnées dans le contrat préliminaire de 1918 fut enfin laissé dans le champ d'action du Consortium Bancaire International.

e) Les emprunts divers concernant la Mandchourie souscrits par le Japon. — Nous avons annoncé au début du présent chapitre que la période de 1915-1922, surtout dans les années de 1915 à 1918, fut caractérisée par une importante souscription d'emprunts par le Japon connus sous le nom d' « emprunts Nishihara », et que le Japon veilla à ce qu'une grande partie des sommes empruntées fussent détournées de leur affectation économique et utilisées en vue de la désorganisation de la politique intérieure chinoise. En effet, à côté des emprunts occasionnés par les projets de construction des voies ferrées mandchouriennes, il existait encore un grand nombre d'emprunts qui apparemment devaient être affectés à des fins industrielles. Nous mentionnons seulement ceux qui étaient relatifs aux Trois Provinces de l'Est.

La plus critiquable des activités de M. K. Nishihara concernant la Mandchourie, a constaté le Dr. C. Walter Young, était le contrat qu'il avait négocié et qui était connu sous le nom d' « accord de l'emprunt des mines d'or et des forêts du Kirin et du Heilungkiang » ¹. Cet accord fut signé le 2 août 1918 — après le premier arrangement conclu par Nishihara — par Tsao Ju-lin, le ministre des Finances chinois, réputé pour son attitude pro-japonaise et pour sa conduite immorale, et Kakiuchi, le directeur de *The Sino-Japanese Exchange Bank* ². En apparence, cet accord devait pourvoir aux besoins industriels. Mais, en fait, c'était un moyen destiné à dissimuler une transaction qui avait pour objet d'employer les fonds japonais à soutenir

1. C. Walter Young, *Japn's Special Position in Manchuria*, p. 254.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 4434.

la faction militaire d'Anfou dont Tuan Chih-ji était le chef. Le ministre Tsao Ju-lin qui negocia ledit accord, fit ultérieurement une déclaration qui dévoila que le prétendu accord d'emprunt des mines d'or et des forêts était fait dans le but unique de consolider la monnaie en vue d'appuyer le Gouvernement, spécialement en vue de sa campagne militaire contre le Sud, et que l'accord qualifié d'« emprunt industriel » avait pour but d'annihiler les stipulations contenues dans les accords que le Gouvernement chinois avait passés avec le Consortium Bancaire des Six-Puissances ¹. On voit par là que le Japon pratiqua manifestement une politique de corruption en vue de désorganiser la Chine et de fomenteur des guerres intestines, et qu'il agit de connivence avec les éléments perturbateurs, cela malgré les clauses de certains accords internationaux.

En vertu de cet accord, une somme de 30 millions de yens fut avancée au Gouvernement chinois pour une période de dix ans. Les mines d'or et les forêts domaniales des provinces de Kirin et de Heilungkiang ainsi que les revenus du Gouvernement chinois provenant desdites mines d'or et forêts devaient être affectés à la garantie de l'emprunt (art. 8). Une clause additionnelle prévoyait que, dans le cas où, dans l'avenir le Gouvernement chinois désirerait faire un emprunt supplémentaire avec les mêmes garanties, les banques japonaises en cause seraient consultées en premier lieu (art. 9). Dans un échange de notes ultérieur, il fut stipulé que des experts japonais devraient être engagés « pour aider et pour contrôler la gestion des offices chargés d'administrer les mines d'or et les forêts de ces deux provinces » ².

Il ne faut pas oublier que pas un yen dudit emprunt ne fut utilisé pour les fins stipulées dans l'accord. Il était évident, a jugé le Dr C. Walter Young, que, en un tel moment, l'accord était hautement préjudiciable au maintien de l'intégrité politique et administrative de la Chine. Il y avait là une concession dissimulée par suite de laquelle

1. *Far Eastern Review*., n° d'août 1913. p. 336; C. Walter Young. *op. cit.*, p. 255.

2. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 1437.

un très important revenu national et le développement des ressources naturelles de l'Etat furent d'un seul coup entièrement sacrifiés au profit d'un syndicat bancaire étranger, syndicat qui, si l'on tient compte des relations intimes entre le Gouvernement et les banques au Japon, était réellement une organisation semi-officielle ¹.

De plus, cet accord d'emprunt violait la politique de la chance égale en Mandchourie. Ce point avait été expressément indiqué par M. Mac Murray, alors chargé d'affaire à Pékin, dans sa communication à l'*American State Department* en date du 27 juillet 1918, communication dans laquelle M. Mac Murray avait attiré l'attention de son Gouvernement sur les articles 8 et 9 qui, à son avis, établissaient « effectivement un droit exclusif d'exploiter les forêts et les mines d'or dans les deux provinces septentrionales de la Mandchourie ² ». Ces deux articles stipulaient, en effet, le monopole financier du Japon pour le financement de tous les emprunts futurs destinés à développer les ressources naturelles de la Mandchourie. Il constituait donc manifestement une tentative d'établir le monopole qui avait été pourtant répudié par le Gouvernement japonais dans l'accord du 4 septembre 1909 concernant les mines et les chemins de fer en Mandchourie ³.

Pour compléter l'étude des « emprunts Nishihara » concernant la Mandchourie, nous signalons en dernier lieu que de semblables emprunts avaient été contractés par les autorités locales des Trois Provinces de l'Est. Par un accord en date du 22 avril 1918, la Banque de Chosen avait avancé une somme de 3 millions de yens au Gouvernement provincial du Fengtien ⁴. Cet emprunt était garanti par

1. G. Walter Young, *op. cit.*, p. 256.

2. *Foreign Relations of United States*, 1918, p. 152.

3. Dans l'accord du 4 septembre 1909, le Japon obligea la Chine de lui reconnaître le droit d'exploiter les houillères de Fushen et de Yentai. Les Etats-Unis protestèrent contre les clauses de cet accord. Le Gouvernement japonais déclara alors que ses stipulations n'avaient en aucun cas l'intention d'établir le monopole d'exploitation des mines de Mandchourie au détriment des citoyens des Etats-Unis ou des autres puissances (*Foreign Relations of United States*, 1909, p. 124).

4. Mac Murray, *op. cit.* vol. II, p. 1416.

les actions de *The Penhsiku Colliery Company* possédées par le Gouvernement provincial du Fengtien. D'après le Dr C. Walter Young, cet accord devait avoir pour conséquence de faciliter la circulation en Mandchourie des billets de Banque japonaise ¹.

1. C. Walter Young, *op. cit.*, pp. 258-259.

CHAPITRE III

L'ENTENTE ENTRE LE JAPON ET LES PUISSANCES AU SUJET DE LA MANDCHOURIE

Lorsque le Japon avait par un coup de force imposé à la Chine l'acceptation des « vingt-et-une demandes » dans les traités de 1915, il savait sans aucun doute que les termes desdits traités auraient pu, difficilement, être approuvés par les Puissances avec lesquelles il avait lui-même passé des traités ou des conventions relatives à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Il était lui-même convaincu que les stipulations des traités de 1915 n'auraient de force que le jour où ces traités seraient reconnus par ces Puissances. Donc il ne s'agissait pas seulement d'imposer sa force à la Chine pour obtenir des avantages si nombreux, il lui fallut également profiter de la situation de « force majeure » où se trouvaient lesdites Puissances pour les obliger à approuver la situation de fait japonaise à l'égard de la Chine, surtout en ce qui concernait les Trois Provinces de l'Est.

1. Traités passés avec la Russie. — Tout d'abord le Japon avait passé en 1916 avec la Russie des traités que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner dans la présente étude. Il s'agissait de la conclusion, en date du 3 juillet 1916, de deux traités dont l'un fut rendu public et, même avant d'être signé, communiqué au Gouvernement britannique ; mais dont l'autre constituait un traité secret en six articles.

Dans le premier de ces deux traités, en reconnaissant

leurs positions respectives (pour le Japon, il s'agit de la nouvelle position résultant du traité sino-japonais de 1915) le Japon et la Russie s'engageaient « pour le maintien de la paix permanente en Extrême-Orient » à s'abstenir mutuellement de contracter aucun arrangement ou aucune combinaison politique dirigé contre l'une ou l'autre des deux parties (art. 1) ; ils s'engageaient en outre, au cas où « les droits ou les intérêts spéciaux » en Extrême-Orient de chacun d'eux seraient menacés, à se concerter dans un esprit de soutien et de coopération quant aux mesures à prendre en vue de sauvegarder et de défendre leurs droits et intérêts (art. 2) ¹. Par ces clauses, le Japon obtenait non seulement la reconnaissance de la part de la Russie tsariste de sa nouvelle position en Mandchourie, mais encore le soutien de la Russie au cas où ladite position serait menacée.

Le traité secret de 1916 alla naturellement beaucoup plus loin. Après avoir rappelé dans le préambule l'existence des traités secrets de 1907, 1910 et 1912, et fait mention du partage des sphères d'influence en Mandchourie et en Mongolie, l'article premier était ainsi conçu : « les deux hautes parties contractantes, reconnaissant qu'elles ont intérêt à ne pas laisser tomber la Chine sous la domination d'une tierce puissance qui entretiendrait contre la Russie ou le Japon des desseins hostiles, s'engagent réciproquement, chaque fois que les circonstances l'exigeront, à se concerter franchement, dans un esprit de confiance mutuelle et complète en vue de prendre conjointement les mesures propres à prévenir l'avènement d'un pareil état de chose. » Par l'article 2, les deux pays contractants s'engageaient à se porter secours réciproquement à la première demande de l'un d'entre eux. Le dernier des six articles stipulait que le présent traité russo-japonais « serait tenu secret vis-à-vis de tous autres que les parties contractantes » ².

Quelle était donc la tierce Puissance visée par le traité

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 4327.

2. Le traité secret russo-japonais de 1916 fait partie de la publication des Documents secrets des Archives du ministère des Affaires Etrangères de la Russie (publiés par le gouvernement révolutionnaire russe en date du 22 novembre 1917, voir Emile Laloy, pp. 419-424).

secret russo-japonais de 1916 comme pouvant menacer la position et les intérêts russes et japonais en Extrême-Orient ? La plupart des Puissances étaient unies en ce moment dans un front commun contre les Empires centraux, et ce n'était pas d'elles qu'il pouvait être question. Mais la Chine et les Etats-Unis d'Amérique demeuraient encore dans l'état de neutralité : c'était précisément contre eux que le Japon avait pris une pareille précaution en attirant à lui la Russie. C'était en cela que résidait l'importance dudit traité secret.

« Ainsi donc, a pu écrire un historien réputé, le Japon avait encerclé la Chine : non seulement il la menaçait dans son indépendance et dans sa vie économique, mais il l'empêchait de rechercher au dehors un appui qui aurait pu contrecarrer des ambitions éclatant aux yeux de tous ceux qui ont conservé quelque clairvoyance ¹. »

Au moment de la conclusion des traités de 1916, le bruit courait que le Japon avait passé avec la Russie un accord prévoyant la vente par la Russie au Japon d'un tronçon (75 miles) de la patrie méridionale du chemin de fer de l'Est-Chinois. A Tokio, le vicomte Ishii reconnut d'avoir passé un accord préliminaire relatif à ladite vente, mais il précisa que la transaction ne pourrait s'effectuer qu'avec le consentement du Gouvernement chinois ². Finalement la vente n'avait pas eu lieu pour des causes encore inconnues. Mais à ce moment, un quotidien de Dairen publia des nouvelles relatives à l'accord de cette vente et mentionna à côté de celui-ci la conclusion par la Russie et le Japon d'un traité secret d'alliance offensive et défensive ³. Ainsi informé, l'ambassadeur des Etats-Unis à Tokio s'enquit auprès du ministre des Affaires étrangères japonais s'il n'existait pas d'autres traités additionnels en dehors du traité rendu public. Le Japon répondit par la négative ⁴. Il était manifeste que l'attention de l'ambas-

1. *La Chine et le Japon*, article paru dans le *Correspondant* du 25 août 1919, Paris, pp. 238 et suivantes.

2. *Foreign Relations of United States*, 1916, pp. 442-446.

3. *Op. cit.*, p. 434.

4. *Op. cit.*, pp. 442-446.

sadeur américain se portait uniquement sur le traité d'alliance secret. Or, par sa réponse confuse, le Japon fit semblant de croire que la question américaine visait uniquement l'accord relatif à la vente d'une partie du chemin de fer de l'Est-Chinois, vente qui, c'était exact, n'avait pas eu lieu,

2. L'accord Lansing-Ishii du 2 novembre 1917. — Les succès qu'avaient obtenus les Japonais grâce à la connivence de la Russie ne furent qu'éphémères, car à peine quelques mois après la conclusion du traité secret de 1916, la révolution Russe devait modifier radicalement toute la politique extérieure du Gouvernement tsariste. Le Japon s'efforça alors de s'entendre avec les Etats-Unis, pays qui lui était toujours apparu redoutable. La situation politique internationale devait lui fournir le meilleur moment pour atteindre son but. Certes, quoique d'une façon assez imprécise et pour une période assez courte, le Japon allait donner au moins apparemment l'impression qu'il obtiendrait gain de cause dans ses démarches avec l'Amérique.

Avant d'arriver à l'accord conclu entre le Japon et les Etats-Unis en 1917, il importe de signaler l'attitude de Washington vis-à-vis du Japon depuis la remise au Président Yuan Shih-kai des « vingt-et-une demandes » japonaises.

Lorsqu'au printemps 1915, le Japon imposa à la Chine d'entamer les négociations relatives à ses « vingt-et-une demandes », le secrétaire d'Etat américain, M. Bryan, avait, dans une note du 13 mars 1915, protesté auprès de l'ambassadeur japonais à Washington, le vicomte Chinda. La note protestait surtout contre le monopole que le Japon voulait s'attribuer en ce qui concerne l'emploi des sujets japonais comme conseillers politiques, militaires et de police en Mandchourie méridionale. Les Etats-Unis considéraient ces revendications japonaises comme détruisant l'indépendance politique et l'intégrité administrative de la Chine. Par contre, ils avaient exprimé dans ladite note leur reconnaissance des « relations spéciales entre le Japon et la

Chine provenant de la proximité géographique de ces deux pays »¹. Deux mois plus tard, lorsque la Chine eut accepté l'ultimatum japonais, le Département d'Etat avait cru bon d'exprimer dans des termes énergiques que le Gouvernement américain ne reconnaîtrait aucun accord ou engagement intervenu entre la Chine et le Japon qui porterait atteinte à l'intégrité politique ou territoriale de la République chinoise ou à la politique connue sous le nom de politique de la porte ouverte². Il était clair que, dans ces circonstances, les Etats-Unis n'avaient aucune intention de reconnaître la situation illicite que le Japon s'était fait attribuer.

Mais la question se pose de savoir si les Etats-Unis dans la note Bryan du 13 mars 1915 n'avaient pas donné à croire qu'ils reconnaissaient la situation spéciale du Japon en Mandchourie. Car une telle reconnaissance de la part de l'Amérique paraissait avoir été exprimée en 1917. En effet, lorsqu'au début de 1917 le groupe bancaire américain avait été sollicité de rentrer dans le Consortium Bancaire International institué en 1913, l'ambassadeur japonais à Washington demanda au Département d'Etat si cette rentrée du groupe bancaire américain était possible et quelle allait être l'attitude américaine à l'égard des constructions ferroviaires en Mandchourie. Le secrétaire d'Etat Lansing avait notamment répondu que le Gouvernement japonais devait savoir que « le Gouvernement américain a reconnu que le Japon possède des intérêts spéciaux en Mandchourie »³. Il en résulte qu'à cette occasion, le terme d'« intérêts spéciaux » du Japon en Mandchourie avait figuré dans le langage officiel américain.

Répondant au Dr Reinsch, le ministre américain à Pékin, qui se renseigne auprès du *State Department* sur la réponse en cause, le secrétaire d'Etat Lansing donna l'explication suivante⁴ :

1. *Foreign Relations of United States*, 1915, pp. 405-411.

2. *Op. cit.*, p. 146.

3. *Foreign Relations of United States*, 1917, p. 117.

4. *Op. cit.*, p. 187.

« Dans ma conversation avec l'ambassadeur japonais, je n'avais d'autre intention que de faire ressortir la différence entre les conditions dans le Chan-toung et dans la Mandchourie ; et, par l'emploi du terme « intérêts spéciaux », je visais seulement certaines concessions bien déterminées, comme le bail de la péninsule de Liaotung et la concession du Sud-Mandchourien et des autres chemins de fer avec le droit de maintenir les gardes du chemin de fer, etc...

« En ce qui concerne les notes échangées en mai 1915 par le Japon et la Chine, le Département d'Etat n'a pas modifié la position qu'il a indiquée dans ses instructions télégraphiques du 11 mai 1915.

« ... Dans la conception du Département d'Etat, les « intérêts spéciaux » du Japon doivent être entendus comme visant uniquement les droits et les privilèges particuliers qui avaient été obtenus de la Chine et de la Russie par le Gouvernement japonais par la voie d'accords internationaux. »

Cette explication indique clairement ce que les Etats-Unis entendaient par l'expression : « les intérêts spéciaux » du Japon en Mandchourie. Cette déclaration précise fut de nouveau réitérée dans la communication orale du secrétaire Lansing à l'ambassadeur japonais quelques jours après que celui-ci l'eût informé de la prochaine arrivée aux Etats-Unis du vicomte Ishii ¹. Dans cette communication, M. Lansing saisit l'occasion de reprendre la déclaration du secrétaire d'Etat Bryan dans la note du 11 mai 1915. Il insista longuement sur ce fait que la note Bryan avait déclaré toute réserve de droit préférentiel pour le Japon en ce qui concerne l'emploi des conseillers étrangers en Chine, comme susceptible de compromettre l'indépendance politique et l'intégrité administrative de la Chine. Quant au terme employé par le secrétaire Bryan : « les relations spéciales entre le Japon et la Chine résultant de la proximité géographique des deux pays », la communi-

1. *Op. cit.*, p. 259.

cation en question en donnait l'explication expresse en ces termes :

« ... Le secrétaire d'Etat Bryan a seulement déclaré que les Etats-Unis reconnaissent les relations spéciales entre le Japon et le Chan-toung, la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale comme résultant de la proximité géographique, et n'a point prétendu que, à l'égard des relations futures entre la Chine et le Japon concernant ces régions, les Etats-Unis ne pourraient exprimer leur opinion en ce qui concerne le maintien de la justice. »

Il en résultait que, avant les négociations qui aboutirent à l'accord Lansing-Ishii, les Etats-Unis n'avaient jamais reconnu officiellement aucune prétention du Japon pour ses « intérêts spéciaux » en Chine selon l'interprétation japonaise. D'ailleurs, le vicomte Ishii dans sa propre déclaration avait nettement indiqué qu'en 1915, « à l'égard des accords sino-japonais, les Etats-Unis évitèrent toute action qui pût apparaître comme la reconnaissance des « intérêts spéciaux » du Japon en Mandchourie » ¹.

Telle était l'attitude du gouvernement des Etats-Unis à l'égard de la position japonaise en Chine, particulièrement en Mandchourie à la veille de l'accord de 1917.

Le 14 juin 1917, l'ambassade japonaise à Washington informa le *State Department* que le vicomte Ishii, ancien ministre des Affaires étrangères, avait été nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au près du Gouvernement de Washington et qu'il était sur le point de se rendre aux Etats-Unis, chargé d'une mission de première importance. Par sa réponse du 22 juin, M. Lansing communiqua à l'ambassadeur japonais que les Etats-Unis recevraient avec plaisir le vicomte Ishii et sa suite.

Quelles étaient donc la cause et la nature de la mission

1. Ishii, *Caigo Yoroku* (notes diplomatiques), chapitre vi. *Les intérêts spéciaux du Japon en Chine*, publié par Iwanami Shoten, Tokio, 1930 (en japonais), pp. 132-164.

Ishii ? Le Dr C. Walter Young croit que, apparemment, ni la mission elle-même, ni les résultats de la mission ne peuvent être détachés du fait de l'existence de la grande guerre — particulièrement en Europe. S'il n'y avait pas eu de guerre en Europe, il n'y aurait pas eu d'accord Lansing-Ishii ¹. La mission Ishii devait consister sans nul doute à faire un « effort pour obtenir, en ce moment présumé opportun, une reconnaissance définitive de la part des Etats-Unis de certaines des revendications que le Japon cherchait à mettre en avant en ce qui concernait sa position en Chine et spécialement en Mandchourie » ². C'est ce qui amène le vicomte Ishii à la définir dans son autobiographie une « mission de guerre ».

Il ne faut pas perdre de vue que la guerre européenne changea profondément la situation internationale en Extrême-Orient. Le Japon faisait partie des Alliés, il avait derrière lui la plupart des Puissances intéressées aux problèmes extrême-orientaux. La Chine se trouvait de plus en plus isolée, mais la situation était la même pour les Etats-Unis. C'est ce qui rendait les Japonais libres de leurs actes en Chine et les délivrait du souci de mécontenter les autres Puissances, et spécialement les Etats-Unis. C'est pourquoi l'ultimatum concernant « les vingt et une demandes » fut accepté, et le traité de 1915 signé ; deux ans s'écoulèrent sans que cette situation de fait subit le moindre obstacle. Les Etats-Unis n'avaient rien pu faire ; il fallait profiter de ce moment opportun, et faire un pas de plus pour les amener à se prononcer de façon définitive afin que les avantages résultant de la position japonaise en Mandchourie fussent assurés. C'est ce qu'exprime le vicomte Ishii dans ses « Notes Diplomatiques », en disant que sa mission avait spécialement pour objet d'aboutir à « une échange d'opinions franches entre les personnalités responsables américaines et japonaises vis-à-vis de la

1. En ce qui concerne l'objet de la mission Ishii, voir dans : C. Walter Young, *Japan's Special Position Manchuria*, pp. 199-208.

2. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 197.

situation chinoise, et de faire quelque progrès vers une entente entre les deux pays ¹ ».

Avant d'entrer dans les termes de l'accord Lansing-Ishii du 2 novembre 1917, il est intéressant de mentionner un passage de la conversation entre le vicomte Ishii et l'homme d'Etat américain. La mission Ishii arriva au mois de septembre à Washington. Après avoir entamé le 6 septembre, la première conversation avec le secrétaire d'Etat Lansing, il fut reçu par le président Wilson en personne. Les principaux passages de la conversation entre le président et l'ambassadeur japonais ont été reproduits dans l'autobiographie du vicomte Ishii. Il y est rapporté que le président Wilson avait, dans cette conversation, fait ressortir que les Etats-Unis n'avaient d'autre intérêt en Chine que le respect de la politique de la porte ouverte et que, personnellement, il était opposé fortement à l'établissement en Chine des « sphères d'influence ». Le vicomte Ishii avait alors cru bon de répondre que malgré la Russie et l'Allemagne, qui, respectivement en Mandchourie et au Chan-toung, étaient responsables à l'origine de l'établissement de pareilles « sphères d'influence », le Japon avait adhéré sans réserve à la politique de la « porte ouverte » du secrétaire d'Etat John Hay ².

Selon l'autobiographie du vicomte Ishii, immédiatement après son entrevue avec le président Wilson, Ishii câbla à son gouvernement le conseil de faire une déclaration expresse en vue d'abolir « les sphères d'influence » en Chine. Selon lui, le Japon ayant été accusé d'avoir violé la politique de la porte ouverte en Mandchourie, ce serait une politique prudente de « dissiper les soupçons des étrangers » en soutenant cette abolition. Car au point de vue du vicomte Ishii, la politique de la porte ouverte était de nature à jouer en faveur du Japon et il convenait au Gouvernement japonais « de rendre ouverte la porte de Mandchourie et d'appuyer le principe de la chance égale vis-à-vis de toutes les nations ³ ». Le point de vue du diplomate

1. Ishii, *Gaigo Yoroku*, Chapitre vi.

2. *Op. cit.*, Chapitre vi.

3. *Op. cit.*, chap. vi.

japonais était réellement une mesure prudente, mais elle ne devait pas convenir au Japon militariste ; après avoir heureusement imposé à la Chine ses prétentions, il n'était plus question de revenir en arrière. Le vicomte Ishii attendit vainement la réponse à sa proposition qui d'ailleurs était désapprouvée par un grand nombre de personnalités influentes à Tokio ; il fut donc contraint d'entrer en négociations avec le secrétaire d'Etat Lansing ¹.

La première journée (6 septembre) des conversations, M. Lansing fit savoir à l'envoyé japonais qu'il entendait courir des bruits selon lesquels le Japon avait entrepris d'établir la domination sur certaines régions d'Extrême-Orient et s'était assuré une position tout à fait privilégiée en Chine. Pour mettre fin à ces bruits, il proposa que les deux pays, par une déclaration commune, s'engagent à respecter l'intégrité territoriale de la Chine et le principe de la porte ouverte. L'ambassadeur japonais argua qu'une telle mesure n'était point nécessaire, attendu qu'une pareille déclaration avait été antérieurement faite ; la répéter de nouveau serait, selon lui, de nature à porter le peuple japonais à croire que les Etats-Unis doutaient du désintéressement du Japon. Pour lui, le Japon possédait en Chine des intérêts nettement supérieurs à ceux de n'importe quel autre pays — aussi importants que ceux que les Etats-Unis possèdent au Mexique —, et que ceci provenait de sa « situation géographique providentielle » ; à cet effet, il semblait naturel au Japon qu'on reconnût ses « intérêts spéciaux » en Chine. Cette assertion apparut à l'homme d'Etat américain comme une sérieuse matière sur quoi on devait porter une attention toute particulière.

Après le retour du vicomte Ishii de New-York à Washington, M. Lansing demanda à l'envoyé japonais d'indiquer quelle phrase il désirerait insérer dans le texte de l'accord en question. Ce dernier répondit franchement que le terme « d'intérêts primordiaux » (paramount interests) convenait pour qualifier les intérêts du Japon en Chine. M. Lansing s'y opposa, disant que ce terme avait une acception extrê-

1. Voir : C. Walter Young, *Japan's Special Position in Manchuria*, pp. 209 211.

mement large et que, une fois qu'ils auraient reconnu la position du Japon en ces termes, les Etats-Unis ne seraient plus en état de protester contre aucune attitude que le Japon pourrait postérieurement prendre en Chine. Après quelques échanges de vues, Ishii proposa d'employer le terme de « intérêts et influence spéciaux ». Ceuli-ci souleva également objection du côté américain. Finalement on arriva à un compromis : l'expression employée devrait être « intérêts spéciaux », en retranchant le mot « influence »¹. C'est ainsi que, le point principal ayant reçu une solution, on aboutit à l'accord du 2 novembre 1917.

Voici le texte complet de l'accord Lansing-Ishii :

« Les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon reconnaissent que la proximité territoriale crée des relations spéciales entre deux pays, et en conséquence, le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que le Japon possède des intérêts spéciaux en Chine, particulièrement dans la partie dont les possessions japonaises sont contiguës.

« La souveraineté territoriale de la Chine reste intacte et le Gouvernement des Etats-Unis a toute confiance dans l'assurance répétée du Gouvernement impérial japonais que, bien que la position géographique donne au Japon de tels intérêts spéciaux, il n'a aucun désir d'en user en vue de faire obstacle au commerce des autres nations ou de méconnaître les droits commerciaux accordés jusqu'ici par la Chine dans les traités passés avec d'autres Puissances.

« Les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon affirment qu'ils n'ont aucun dessein de violer en quoi que ce soit l'indépendance ou l'intégrité territoriale de la Chine et ils déclarent, en outre, qu'ils adhèrent toujours au principe dit de la « porte ouverte » ou de la « chance égale pour le commerce et l'industrie en Chine. »

« De plus, ils déclarent mutuellement qu'ils s'opposent à l'acquisition par tout Gouvernement de tous droits spéciaux ou privilèges qui pourraient affecter l'indépendance

1. Les détails de ces échanges de vue figurent dans l'explication du secrétaire d'Etat Lansing devant le Sénat américain; voir *Foreign Relations of United States*, p. 260.

ou l'intégrité territoriale de la Chine ou qui pourraient priver les sujets ou citoyens des autres nations de la jouissance complète de la chance égale dans le commerce et dans l'industrie en Chine ¹. »

L'accord Lansing-Ishii se compose donc de deux éléments : d'un côté, les Etats-Unis admettaient de reconnaître au Japon des « intérêts spéciaux » en Chine, particulièrement en Mandchourie ; d'un autre côté, le Japon promettait d'observer le principe américain de « porte ouverte ».

Champions de la garantie de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, les Etats-Unis n'avaient jusqu'ici jamais admis l'empiètement japonais aussi bien dans les Trois Provinces de l'Est que dans la Chine toute entière. Et voilà que, par un changement brusque, ils admettaient la situation de fait accompli que le Japon avait conquise uniquement par des procédés illicites. Bien que les intérêts spéciaux du Japon fussent entendus par l'Amérique dans un sens fort limité, cela n'en constituait pas moins une confirmation de la position japonaise en Chine, et particulièrement en Mandchourie.

En retour, qu'obtenaient les Américains ? L'engagement japonais de respecter l'indépendance de la Chine et le principe de la porte ouverte ! Quelle belle illusion ! Par le traité de 1915, l'indépendance de la Chine était menacée, et le Japon allait continuer et continuera de la détruire ; la porte de la Mandchourie était pratiquement fermée, il n'y avait plus de place pour les nationaux d'autres Puissances.

Donc, le résultat de l'accord Lansing-Ishii était : pour le Japon, la reconnaissance américaine des intérêts spéciaux japonais, c'est-à-dire un gain précieux ; pour les Etats-Unis, une promesse chimérique. Voilà encore un triomphe japonais. Triomphe appréciable et d'autant plus important que c'était sur les Américains que les Japonais le remportaient.

De fait, l'ambassadeur russe à Tokio, M. Krupensky, diplomate très averti des affaires d'Extrême-Orient, en

¹. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II. pp. 1394-1396 ; *Foreign Relations of United States*, 1917, pp. 264-265.

avait prévu, dès les négociations à Washington, toutes les conséquences fatales. Voici la dépêche adressée au Gouvernement russe le 22 octobre 1917 ¹ :

« Les Japonais manifestent de plus en plus clairement une tendance à interpréter la position spéciale du Japon en Chine, *inter alios*, dans ce sens que les autres Puissances ne doivent entreprendre en Chine aucune action politique sans avoir, au préalable, échangé des vues avec le Japon à ce sujet... D'un autre côté, le Gouvernement japonais n'attache pas grande importance à sa reconnaissance du principe de la porte ouverte et de l'intégrité de la Chine, qu'il considère comme une simple répétition des assurances précédemment données aux autres Puissances comme n'impliquant aucune restriction nouvelle à la politique qu'il pratique en Chine. Il est fort possible, par conséquent, qu'il se produise plus tard, quelque malentendu à ce sujet entre les Etats-Unis et le Japon... »

Quant à la Chine, la réaction de l'opinion avait été des plus défavorables.

Le texte de l'accord Lansing-Ishii fut remis officiellement au Gouvernement chinois par le ministre du Japon à Pékin, le 4 novembre, et par le ministre des Etats-Unis, le 8 novembre. Les Chinois ressentirent vivement l'injure faite à leur dignité nationale. Surtout, ils trouvèrent inadmissible qu'un accord fût intervenu au sujet de la Chine sans que celle-ci eût été consultée.

En réponse aux notes qu'il avait reçues des Etats-Unis et du Japon, le Gouvernement adressa le 12 novembre, aux Gouvernements de ces deux pays une déclaration qui s'exprimait ainsi : « Ayant adopté à l'égard des nations amies les principes de justice, d'égalité et de respect des droits conventionnels et ne reconnaissant les relations spéciales créées par la proximité territoriale qu'autant qu'elles sont exprimées dans des traités passés avec la

1. Cette dépêche fait partie de la publication par le Gouvernement révolutionnaire russe des documents secrets des Archives du ministère des Affaires étrangères de la Russie tsariste.

Chine, le Gouvernement chinois ne peut se considérer comme lié par aucun accord passé, au sujet de la Chine, entre d'autres nations ¹. »

Toutefois il faut reconnaître que, selon l'interprétation américaine, le terme « intérêts spéciaux » employé dans l'accord Lansing-Ishii ne faisait allusion qu'à des entreprises commerciales et industrielles « pour lesquelles le Japon est plus favorisé par sa situation géographique que les autres nations ». Telle était l'explication donnée au ministre de Chine à Washington par le *State Department* au lendemain de la protestation chinoise ². Il ne semblait pas que l'intention des Etats-Unis eût été d'aller plus loin. Car on peut rapprocher cette interprétation de l'expression employée dans la note Bryan de 1915 pour se rendre compte que les Etats-Unis ne partageaient point la conception japonaise. Mais le Japon, indifférent de l'interprétation américaine, essaiera sûrement plus tard de faire prévaloir la sienne.

3. Les négociations du Consortium bancaire international. — La guerre européenne de 1914-1919 avait détourné non seulement l'attention politique des Puissances à l'égard de la Chine, mais également celle des groupes financiers américains ou européens à l'égard des opérations financières en Chine prévues lors de la formation en 1913 du Consortium bancaire international. Cette situation laissa aux Japonais le champ entièrement libre pour monopoliser les emprunts demandés par le Gouvernement chinois. Aussi, bien qu'ayant échoué dans ses efforts pour amener les Etats-Unis à reconnaître soit ses « intérêts primordiaux », soit ses « intérêts et influence spéciaux » en Mandchourie, le Gouvernement japonais avait enregistré d'importants et nombreux succès en soutenant ses banquiers dans leurs opérations indépendantes en Mandchourie durant les années 1917 et 1918. Le résultat était que les banquiers japonais avaient acquis un grand nombre de

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. II, p. 4396.

2. *Foreign Relations of United States*, 1917, p. 263.

droits d'option aux emprunts ferroviaires et industriels en Mandchourie ¹.

Néanmoins, bien que la continuation de la Grande Guerre rendait impossible toute activité financière en Chine de la part de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de la Russie, il restait quand même en face des Japonais les Etats-Unis d'Amérique. L'action du Japon allarma considérablement ces derniers. Le 11 février 1918, le ministre américain à Pékin, M. Paul Reinsch, télégraphia à son Gouvernement que, en présence du mouvement de la faction Anfou ² et de l'appui financier que lui apportent les Japonais, il était urgent de suivre très attentivement la situation de l'Extrême-Orient ³. Et lorsque, à la fin de février 1918, les troupes du feu maréchal Tchang Tso-lin, avec les armes et munitions fournies par les Japonais, s'avancèrent dans la direction de Pékin, le ministre américain informa son Gouvernement que « le Gouvernement japonais choisissait ce moment pour tenter de faire prédominer l'influence japonaise dans les affaires chinoises ⁴ ». Voilà la situation qui dut amener M. Robert Lansing, le secrétaire d'Etat, à tracer un plan pour faciliter la formation d'un nouveau consortium dont l'objet serait d'entreprendre des lancements d'emprunts en Chine ⁵.

A cet effet, une conférence fut tenu le 26 juin entre le *State Department* et les représentants des banquiers américains. A la date du 8 juillet, ceux-ci sollicitèrent la formation d'un nouveau consortium bancaire international auquel devaient participer les groupes bancaires japonais, anglais et français, et demandèrent que les clauses des emprunts émis par la Chine soient conformes à la politique de la porte ouverte et assurent l'égalité de la participation des divers groupes. Il était dit en outre que, en vue de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité de la Chine,

1. C. Walter Young, *Japan's Special Position in Manchuria*, p. 261.

2. La faction Anfou qui était connue par son attitude pro-japonaise prit le pouvoir en Chine durant 1918.

3. *Foreign Relations of United States*, 1917, p. 84.

4. *Op. cit.*, p. 91.

5. *Op. cit.*, p. 169.

les stipulations de l'emprunt devaient assurer l'emploi des fonds à des constructions ¹. Le lendemain, le secrétaire d'Etat Lansing offrit l'appui du Gouvernement américain à ce nouveau plan prévoyant la participation des groupes bancaires de quatre Puissances. Le *State Department* commença aussitôt ses démarches. Le 10 juillet, il communiqua le plan aux ambassadeurs japonais, britannique et français à Washington. En mai 1919, on commença les pourparlers à Paris.

La conférence se heurta dès le début aux prétentions japonaises. En effet, depuis la fin de mai 1919 jusqu'à l'été 1920, les groupes bancaires japonais ainsi que leur Gouvernement tentèrent constamment de limiter les opérations du consortium en demandant aux autres groupes de consentir à l'exclusion complète de la Mandchourie du champ des entreprises à créer. Leurs revendications se fondaient sur la situation spéciale du Japon en Mandchourie, et ils désiraient également obtenir à cette occasion la reconnaissance par les autres pays des droits et « intérêts spéciaux » du Japon dans cette région. C'était toujours la même prétention qui reparaisait, mais les Japonais agissaient à cette nouvelle occasion avec beaucoup plus d'habileté.

La première tentative du Japon à la Conférence se manifeste dans une lettre du 18 juin 1919. M. Odagiri, représentant du groupe japonais, l'écrivit à M. Thomas W. Lamont, représentant du groupe américain, pour informer ce dernier qu'il avait reçu les instructions du groupe japonais tendant à ce que « tous les droits et options acquis par le Japon dans les régions de la Mandchourie et de la Mongolie, où le Japon possède les intérêts spéciaux, soient exclus des opérations communes stipulées dans l'accord. » Ceci », continuait la lettre, « est basé sur les véritables relations spéciales dont le Japon jouit géographiquement et historiquement avec les régions en question, relations qui ont été reconnues à maintes reprises par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et la Russie. » Le représentant japonais avait même cru avantageux de

1. *Op. cit.*, pp. 171-173; *The Consortium* (publié par *Carnegie Endowment for International Peace*, Washington, 1921), p. 2.

dire : « en cette occasion, je voudrais attirer votre attention sur la note du secrétaire d'Etat à l'ambassadeur japonais, datée de Washington le 2 novembre 1917 » (accord Lansing-Ishii) ¹. En terminant, la lettre reprenait la déclaration du groupe japonais consignée dans les procès-verbaux de la conférence du Consortium des Six-Puissances, tenue à Paris en 1912.

Il est inutile de rappeler que l'interprétation américaine du terme d' « intérêts spéciaux » employé dans l'accord Lansing-Ishii ne s'accordait nullement avec l'interprétation japonaise. L'attitude du représentant britannique n'était pas non plus conforme aux prétentions japonaises. Sir Charles S. Addis, de *The Hongkong and Shanghai Banking Corporation*, avait, dans sa lettre du 21 juin 1919 adressée au *British Foreign Office*, indiqué la position anglaise à ce sujet. « Les Japonais basent leur revendication de l'exclusion de la Mandchourie et de la Mongolie sur la note du 2 novembre 1917, passé entre le *State Department* et leur ambassadeur à Washington... L'objection du groupe britannique est que la déclaration (contenue dans l'accord Lansing-Ishii) ne peut servir de base aux demandes japonaises ». Dans ladite lettre, le représentant britannique n'avait pas manqué de citer les autres parties de l'accord Lansing-Ishii relatives à l'adhésion des deux parties à la politique de la chance égale en Chine ².

Devant cette interprétation unilatérale japonaise, le *State Department* répliqua par un refus pur et simple. C'est ainsi qu'il répondit au représentant japonais que « la Mandchourie et la Mongolie sont des parties importantes de la Chine, et que toute tentative en vue de les exclure du champ d'activité du Consortium ne peut être admise ». De plus, il affirma que « les intérêts spéciaux » auxquels les Japonais avaient fait allusion, n'étaient à son avis, nullement en cause en matière économique. A cet effet, le *State Department* adressa le 30 juillet un mémorandum à l'ambassade japonaise à Washington protestant contre toute ten-

1. *The Consortium*, pp. 49-20.

2. *The Nation* New York, n° du 8 juin 1926, p. 823.

tative de monopoliser la Mandchourie et la Mongolie¹. Le point de vue américain fut partagé par le Gouvernement britannique. Ce dernier alla même plus loin dans son mémorandum du 11 août adressé à l'ambassadeur japonais à Londres, et il ne cacha pas sa désapprobation des revendications émanant de n'importe quelle puissances, et tendant à établir des sphères d'intérêts particuliers. Car selon le Gouvernement anglais, le consortium était destiné, en fait, « à éliminer de pareilles revendications »².

L'attitude anglaise n'avait été jamais plus ferme en face des demandes provoquées par l'insatiabilité japonaise. Ici, il faut remarquer que c'était d'une façon tout à fait exceptionnelle que la Grande-Bretagne s'était opposée au Japon et ralliée par contre au point de vue américain.

Alors le Gouvernement japonais se lança hardiment en avant, et son premier geste fut d'envoyer à Washington un mémorandum en date du 27 août, dont le contenu n'était autre que la répétition de ses revendications au sujet de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure orientale³. Après le refus formel des Gouvernements américain et britannique, il leur présenta le 2 mars 1920, un nouveau mémorandum dans lequel il était dit :

« Etant donné les circonstances, les régions de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure orientale qui sont contiguës à la Corée demeurent en rapports très étroits avec la défense nationale et l'existence économique du Japon. Par conséquent, les entreprises créées dans ces régions posent souvent des problèmes vitaux pour la sûreté du pays. C'est pourquoi le Japon possède des intérêts spéciaux dans ces régions et s'y est acquis des droits spéciaux de diverses sortes... De plus, le développement récent de la situation russe exerçant une influence dangereuse pour l'Extrême-Orient, le Japon est particulièrement visé... En effet, la Mandchourie méridionale et la Mongolie sont la porte par laquelle ces dangereuses influences peu-

1. *The Consortium*, p. 26.

2. *Op. cit.*, p. 30.

3. *Op. cit.*, p. 30.

vent effectuer leur pénétration au Japon et en Extrême-Orient et menacer profondément leur sécurité¹. »

Le même mémorandum s'occupait également de mentionner « les intérêts de propriété investis » (vested proprietary interests) du Japon en Mandchourie, comme les mines et les chemins de fer en exploitation, et la construction des diverses voies ferrées, notamment la ligne de Taonan-Jéhol et la branche reliant cette ligne au Golfe de Péchili, etc. ; il faisait d'autre part, allusion à la position commerciale du Japon et aux intérêts politiques de ce pays provenant de la propagation possible du bolchevisme de la Mandchourie en Corée. Quant aux emprunts concernant la Mandchourie, le Japon prétendait s'en réserver le monopole en se fondant sur la nécessité de garantir son existence économique et sa défense nationale.

Ici, on peut remarquer un tournant d'une importance capitale dans la politique japonaise à l'égard de la Mandchourie. Etant donné que les dispositions juridiques résultant des traités ou conventions existants n'étaient point suffisantes pour justifier ses revendications sur cette région, il faut bien reconnaître que la position japonaise actuelle dans les Trois Provinces chinoises de l'Est ne s'appuie que dans une très petite part sur des arguments juridiques. C'est d'ailleurs pour cela que le Japon inaugure une politique nouvelle à double base : d'un côté la raison économique, et de l'autre, la raison politique. C'est ainsi qu'il revendique un droit de veto quant au lancement d'emprunts en Mandchourie, en se fondant sur ce que la Mandchourie était économiquement pour lui un centre d'intérêts vitaux, sur ce fait que politiquement ce droit de veto, ou plutôt ce droit de monopole, était nécessaire à sa défense nationale, particulièrement vis-à-vis de « l'influence horrible » venant de la Russie soviétique. Voici donc un changement radical aussi bien quant à l'objectif que quant aux procédés de l'Empire japonais. Tandis que dans la précédente période et même quelques années plus tôt, la Russie était pour le Japon une intime collaboratrice, c'était

1. *Op. cit.*, p. 34.

maintenant contre elle, son influence ayant disparu, que le Japon dirigeait sa politique, et c'était elle qui allait fournir au Japon un prétexte apparent pour justifier son action. C'est là qu'apparaît une évolution dans le problème mandchourien et que peut s'analyser la politique extérieure du Japon. Ce changement d'attitude permit notamment au Japon de justifier son intervention dans le territoire situé au nord de la frontière coréenne durant l'intervention interalliée en Sibérie en 1918. C'est là qu'est l'origine de l'affirmation japonaise du droit à l'intervention militaire en Mandchourie pour y sauvegarder « la paix et l'ordre » en 1925 et en 1929. Une pareille revendication fut soutenue durant la période récente de la révolution chinoise ¹. C'est là encore le précieux argument que les honorables représentants japonais invoquèrent devant la S. D. N. lors de l'appel du Gouvernement chinois.

Donc, les Japonais façonnèrent une nouvelle formule consistant à exclure des opérations du Consortium, tous projets qui pourraient « créer un obstacle sérieux à la sécurité de la vie économique et de la défense nationale du Japon ». A cette demande, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne refusèrent catégoriquement de donner leur approbation. Le secrétaire d'Etat Lansing saisit l'occasion de se référer à l'accord du 2 novembre 1917 pour affirmer que ledit accord n'impliquait de la part des Etats-Unis aucun renoncement à leur politique d'opposition à la revendication japonaise de sphères d'intérêts en Mandchourie ². Quant au *British Foreign Office* à qui l'ambassadeur japonais avait remis le 16 mars 1920 un mémorandum semblable à celui adressé au *State Department*, sa réponse dans ses grandes lignes ne différait pas beaucoup de la réponse américaine. En effet, dans sa réponse du 20 mars, le Gouvernement britannique déclara qu'il était nécessaire, à son point de vue, d'éviter de faire toute mention qui pourrait donner l'impression qu'« une sphère d'intérêt » était officiellement reconnue au Japon ³.

1. C. Walter Young, *Japan's Special Position in Manchuria*, p. 274.

2. *The Consortium*, pp. 38 et suivantes.

3. *Op. cit.*, p. 45.

Néanmoins, l'intransigeance japonaise avait contraint les Américains et les Anglais à promettre aux Japonais qu'ils ne donneraient pas leur appui à leurs banquiers pour financer les entreprises dans lesquelles les financiers japonais auraient obtenu des droits de priorité, comme c'était le cas pour le projet d'extention de la ligne Kirin-Changchun jusqu'à la frontière coréenne.

Les négociations se tournèrent alors entièrement à la question du financement des projets de construction ferroviaire dans la Mandchourie occidentale. On discuta le projet du chemin de fer Taonan-Jéhol et de la branche partant de ce chemin de fer et allant au golfe de Petchili. Le Japon revint toujours à ses objections. Dans son mémorandum adressé le 16 à l'*American Department of State* et le 14 avril au *British Foreign Office*, il fit savoir qu'il ne s'opposerait pas au projet des deux lignes en question, mais proposait que dans le cas où le nouveau consortium songerait à prolonger la ligne Taonan-Jéhol jusqu'au chemin de fer de l'Est-Chinois, il lui serait permis d'exercer son droit de veto. Car, d'après lui, un pareil chemin de fer constituerait le renouvellement de la ligne dite K'ing-tchéou-Aigun à laquelle le Japon avait fait opposition en 1910 ; il ajoutait que si cette ligne était construite, cela aurait de sérieux inconvénients sur le chemin de fer Sud-Mandchourien ¹.

La prétention japonaise ne pouvait guère provoquer un accueil favorable de la part des Gouvernements américain et anglais. Tous deux rejetèrent la demande de veto du Japon sur la construction par le Consortium du prolongement de Taonan-Jéhol à l'Est-Chinois. Tous deux s'opposèrent à l'accord à un gouvernement quelconque d'un pareil droit de veto sur des projets qui n'avaient jamais été expressément exclus des opérations du Consortium ². Il ne restait au Japon qu'à retirer ses revendications ³ qui, à aucun point de vue, n'étaient justifiables.

De cet examen rapide, on peut conclure que, durant les négociations, les demandes japonaises avaient été formelle-

1. *Op. cit.*, pp. 47-48.

2. *Op. cit.*, pp. 53-54.

3. *Op. cit.*, p. 56.

ment rejetées tant par la Grande-Bretagne que par les Etats-Unis. Tout d'abord, le Japon avait tenté d'obtenir la reconnaissance par les deux pays de ses revendications concernant sa sphère d'intérêt économique et politique en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale ; ensuite, il avait essayé de s'attribuer l'exercice du droit de veto à l'égard de la construction future du prolongement de la ligne Taonan-Jéhol jusqu'à la Mandchourie septentrionale. Dans toutes ces tentatives, il échoua ¹. Par conséquent, les lignes en question devaient désormais dépendre des activités du Consortium qui devait entreprendre ses opérations seulement lorsque le Gouvernement chinois lui demanderait de fournir des capitaux.

Cependant, en face de l'obstination japonaise, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, malgré le témoignage de leur attitude résolue et énergique, jugèrent opportun de ne pas maintenir fermement les arguments invoqués au cours des négociations pour arriver à déterminer la position réelle du Japon dans les Trois Provinces de l'Est. A leur tour, ils firent une concession aux Japonais. Ils leur donnèrent finalement l'assurance de ne pas favoiriser l'activité du Consortium dans un sens contraire à la défense nationale et à la vie économique du Japon ². Le 11 mai 1920, M. Lamont, au nom du groupe américain écrivit à M. W. Kajiwara, du groupe japonais, une lettre dans laquelle il faisait au sujet des divers projets de chemins de fer mandchouriens la déclaration suivante ³ :

« La compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien et ses branches actuelles comprenant les mines annexes dudit chemin de fer ne sont pas comprises dans le champ d'activité du Consortium ;

La ligne projetée de Taonan-Jéhol et celle reliant un point de cette ligne avec le port maritime sont incluses dans les termes de l'accord du Consortium ;

Les lignes Kirin-Hueining, Chengchiatun-Taonan, Kai-

1. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 284.

2. *The Consortium*, pp. 52 et 54.

3. *Op. cit.* p. 61.

yuan-Kirin, Kirin-Changechun, Hsinmintun-Moukden et Ssupingkai-Chengchiatun sont en dehors du champ d'activité du Consortium. »

Cette déclaration équivalait à la reconnaissance et au respect des intérêts ferroviaires en Mandchourie que le Japon avait obtenus de la Chine. Du côté du Consortium, on pouvait se justifier par la nécessité de parvenir à un compromis en vue de favoriser la formation du nouveau Consortium. Mais, du côté chinois, on considérait comme un acte de partage d'influence dans les Trois Provinces de l'Est entre le Japon, d'une part, et le Consortium, d'autre part. Cela explique pourquoi lors de la visite de M. Lamont au Japon au printemps de 1920, le bruit courait en Chine que les banquiers faisant partie du Consortium avaient, avec le consentement tacite de leurs gouvernements respectifs, signé une sorte de « gentlemen's agreement » qui comportait notamment l'engagement donné au groupe japonais et à son gouvernement de respecter la position du Japon en Mandchourie et en Mongolie intérieure orientale¹. Quoiqu'en réalité ce genre d'accord n'eût pas existé, la lettre sus-mentionnée semblait suffisante pour accorder aux Japonais la réserve qui avait fait l'objet de leurs grands efforts pendant les négociations. Cependant une lecture attentive de ladite lettre et des nombreux documents échangés pendant les négociations pouvait mettre en évidence que, à part les divers projets ferroviaires qui avaient fait auparavant l'objet d'arrangements spéciaux entre la Chine et le Japon, la Mandchourie devait demeurer dans le champ d'activité du Consortium², mais que ce dernier n'exercerait son activité qu'à la demande du Gouvernement chinois.

Au reçu de la lettre de M. Lamont, M. Kajiware répondit au nom du groupe japonais, que, étant donné le contenu de ladite lettre, il était maintenant possible au groupe japonais, conformément aux instructions de son Gouver-

1. Voir *The Japan Weekly Chronicle*, n° du 19 septembre 1920.

2. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 286.

nement de retirer sa lettre du 18 juin 1919 et d'annoncer que conjointement avec les groupes américain, britannique et français, le groupe japonais acceptait l'accord du nouveau Consortium ¹.

Le 15 octobre 1920, on signa à New York l'accord pour la formation du nouveau Consortium Bancaire International ². Cet accord appuyé par les ministères des Affaires étrangères des pays participants fut adressé au ministère des Affaires étrangères chinois ³. La Chine qui ne faisait pas partie du Consortium n'était pas légalement tenue, en conséquence, de donner toute considération. Seule, des motifs politiques devaient dicter son attitude, une attitude incertaine de doute et d'opposition dictée par l'espoir d'un résultat profitable pour elle ⁴. Toutefois, dès que le contenu de l'accord eut été communiqué à la Chine, il provoqua une impression fort hostile dans l'opinion générale de ce pays.

Le Consortium ainsi organisé après de pénibles et longues négociations ne devait en fait exécuter aucun de ses projets malgré tant d'efforts prodigués pour leur prompt réalisation. Quant à la ligne de Taonan-Jéhol, ni le Consortium ni les Japonais n'en avaient obtenu le financement. Tandis que les Chinois, au contraire, unirent leurs efforts en vue du développement ferroviaire de la Mandchourie en se servant exclusivement de leurs propres capitaux. Ainsi plusieurs petites lignes avaient été construites depuis 1925, notamment la ligne de Tahushan-Tungliao et celle du port maritime de Hulutao à Lienshan sur le chemin de fer Pékin-Moukden, uniquement avec des capitaux chinois. Ces deux dernières lignes par leur situation se rapprochaient de la ligne Taonan-Jéhol projetée par le Consortium. Mais la Chine se garda de demander aucun concours financier ni au Consortium, ni aux banques japonaises.

Telle fut la situation du nouveau Consortium tant avant qu'après sa formation. Ce qui mérite d'être retenu est que,

1. Voir le texte complet dans *The Nation*, New York, 8 juin 1921, p. 328.

2. *The Consortium*, pp. 67-73.

3. *Op. cit.*, p. 73.

4. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 283.

vers la fin des négociations, il arriva que le Gouvernement japonais retira expressément sa revendication sur les chemins de fer de la Mandchourie méridionale, et que le Japon avait été amené à se déclarer officiellement opposé à « l'idée du monopole économique ou de la revendication d'une doctrine de sphère d'intérêt sans souci des aspirations légitimes de la Chine aussi bien que des intérêts possédés dans cette région par les autres Puissances » ¹.

Nous devons remarquer, en outre, que l'attitude de la Grande-Bretagne était entièrement changée par rapport à la période précédente. La Russie étant écartée, la France se tut ; le Japon retomba dans l'isolement, isolement qui n'était autre que la conséquence de sa politique expansionniste à outrance.

Là se marque la première étape de la défaite japonaise dans ses prétentions excessives en Mandchourie. Mais il fallait attendre la Conférence de Washington pour que juridiquement lesdites prétentions perdissent en droit toute base justificative.

1. C. Walter Young, *op. cit.*, p. 282.

QUATRIÈME PÉRIODE

(1922-1931)

Durant la période de 1922-1931, bien que, apparemment, le Japon maintint sa position de fait prédominante en Mandchourie, la situation était au fond différente, dans une large mesure, de celle des périodes précédentes. Les conditions d'avant-guerre qui jusqu'alors avaient contribué à renforcer et à faire progresser la position japonaise dans cette région subissaient d'importants changements, et d'autre part, de nouveaux facteurs intervenaient pour en précipiter la modification.

En effet, dans les périodes précédentes, on constate que, pour réaliser ses prétentions, le Japon avait profité habilement, d'un côté, de la situation internationale et, d'un autre côté, de l'inertie et des dissensions du Gouvernement chinois, — qui se laissa manœuvrer sans résistance. Les conventions russo-japonaises et les traités d'alliance anglo-japonais avaient été les meilleurs instruments diplomatiques de l'Empire nippon. D'autre part, le Gouvernement chinois était demeuré dans l'inaction à l'égard de l'expansion de son ambitieux voisin, les désordres intérieurs l'ayant entièrement absorbé; au contraire, le Japon s'était servi de cette dissension au sein de ce pays pour lui imposer ses prétentions soit par les procédés de menace ou de contrainte, soit par la corruption exercée sur les fonctionnaires ou par l'appui accordé aux factions qui s'étaient emparé du pouvoir.

Or, à partir de 1922, toute cette situation fut profondément modifiée. D'abord dans le domaine des relations entre le Japon et les autres Puissances intéressées, ce fut un désastre pour le Gouvernement japonais. Déjà depuis l'établissement du Gouvernement soviétique, les conven-

tions russo-japonaises si profitables au Japon étaient devenues caduques. La Russie, elle-même, voyait s'effacer le rôle important qu'elle avait joué jadis en Mandchourie. Avec son nouveau régime, elle devenait une rivale de l'Empire japonais. D'autre part, la Conférence de Washington mit fin au traité d'alliance anglo-japonais : dès lors, l'Angleterre cessa d'être tenue conventionnellement de fournir son appui aux Japonais. Les États-Unis améliorèrent aussi leur position en face du Japon par suite de leurs succès à Washington. Quant à la Mandchourie, sa sécurité fut, comme celle de la Chine toute entière, garantie par le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922. En un mot, c'était l'isolement du Japon en face de la Mandchourie sur laquelle la souveraineté chinoise était de plus en plus raffermie, au moins du point de vue des relations internationales.

Quant aux relations du Japon avec la Chine au sujet de la Mandchourie, on constate également une différence essentielle entre cette période et les précédentes. Une remarque doit être faite en premier lieu sur la politique pratiquée par le Japon dans les affaires intérieures de la Chine. La visée principale de la politique japonaise était d'empêcher l'œuvre d'unification que la nation chinoise poursuivait avec succès grâce à de lourds sacrifices. Ceci n'a rien d'étonnant, étant donné que dès son entrée en Mandchourie, le Japon avait fait de grands efforts pour désorganiser la politique chinoise en fournissant fréquemment à la fois aux deux parties rivales les concours nécessaires afin de susciter des conflits sanglants. Pendant la présente période, cette politique sera pratiquée à outrance. Le motif de cette politique japonaise est simple. Il se produisait à ce moment un fait nouveau que le Japon n'avait aucun intérêt à voir se généraliser : le réveil national battait son plein en Chine. Dans ce mouvement nationaliste, le pays entier, aussi bien que ses « seigneurs de guerre » apercevait le péril que constituait l'expansion de l'influence japonaise sur le territoire chinois. C'est pourquoi, bien que la guerre civile fit rage en Chine, les partis rivaux, qu'il s'agit du Gouvernement de Nankin ou de celui

de Pékin, conservaient le même souci de délivrer la Chine de l'oppression extérieure. Sans parler du Gouvernement nationaliste établi à Nankin en 1927, dont le programme était essentiellement d'arrêter l'expansion japonaise, le maréchal Tchang Tso-lin lui-même, que l'on avait souvent accusé d'être pro-japonais, cessa de donner satisfaction aux prétentions des Nippons. Il s'ensuivit que le Japon n'eut plus la possibilité d'obtenir de nouvelles concessions des dirigeants chinois. C'est pourquoi, l'unification de la Chine paraissait le plus grave danger pour le Japon, ce dernier songeait à l'empêcher de toutes ses forces. Cette politique japonaise nous fait comprendre que, pendant la présente période, un nouveau facteur apparut dans le problème mandchourien.

Mais un autre phénomène caractéristique se produisit. Dans la période précédente l'activité économique de cette région avait été aux mains des Japonais, puisque c'était eux qui disposaient de la principale voie ferrée et qui contrôlaient le plus important port mandchourien. Or, dans la période où nous entrons, des millions de Chinois affluent vers les Trois Provinces de l'Est ; avec leurs propres capitaux et leurs propres efforts, les Chinois construisent des chemins de fer, développent l'agriculture et entreprennent toutes sortes d'opérations industrielles et commerciales. Il est évident que l'accroissement économique des Chinois en Mandchourie diminue l'importance de la position japonaise.

Si nous insistons assez longuement sur ces points, c'est que cette période précède immédiatement les événements de septembre 1931. Or il est évident que la cause immédiate de ces événements est dans la situation que fait apparaître l'étude de cette période de 1922-1931.

Selon nous, en dehors de l'état de tension et de vieille rancune entre les Chinois et les Japonais et de la situation de la politique intérieure au Japon, on pourrait faire ressortir trois principaux facteurs, qui tous apparaissent dans la présente période, pour établir les causes des événements actuels :

Le premier facteur provient de la situation internatio-

nale. Celle-ci avait, depuis la Conférence de Washington, mis le Japon dans un état d'isolement, isolement qui devait le décider à agir seul. C'est pourquoi, profitant de l'aggravation des difficultés internationales, le Japon se lança dans son audacieuse aventure.

Le second se trouve dans l'échec du Japon lorsqu'il tenta d'empêcher l'unification chinoise. Une fois la Chine étroitement unifiée, le Japon ne pouvait que voir décroître sa position en Mandchourie même appuyée toujours sur la force armée.

La troisième cause provient de l'accroissement de la puissance économique des Chinois dans les Trois Provinces de l'Est. Nul doute que cet accroissement ne dut qu'atténuer les avantages des Japonais.

Ces faits nouveaux seront exposés dans l'étude suivante qui est divisée en deux sections : d'abord la conférence de Washington et le traité des Neuf Puissances, ensuite les relations du Japon avec la Chine. Dans cette dernière section nous étudierons la politique japonaise d'une part et le développement économique chinois, d'autre part.

CHAPITRE PREMIER

LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON (1921-1922) ET LE TRAITÉ DES NEUF PUISSANCES DU 6 FÉVRIER 1922

1. — *Les négociations de Washington et le Traité des « Neuf Puissances » du 6 février 1922*

Conformément à la déclaration du 10 juillet 1921 du Département d'État américain, la Conférence de Washington de 1921-1922 avait consacré une grande partie de ses travaux aux problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient, particulièrement aux questions concernant la Mandchourie.

Dès l'ouverture de la première séance de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, le représentant de la Chine y présenta une déclaration dans laquelle la Chine proposait à l'examen et à l'adoption de la Conférence quelques principes généraux devant s'appliquer dans le règlement des questions relatives à la Chine. Parmi ces principes, voici ceux qui nous intéressent :

« Les Puissances s'engagent à respecter et à observer l'intégrité territoriale ainsi que l'indépendance politique et administrative de la République chinoise (principe 1).

« La Chine est prête à accepter et à appliquer le principe dit de la porte ouverte ou de l'égalité de chance pour le commerce et l'industrie de toutes les Nations ayant des relations par traités avec la Chine (principe 2).

« Tous droits, immunités ou engagements spéciaux, quels que soient leurs caractères ou leur base contractuelle, revendiqués par l'une des Puissances en Chine, ou ayant trait à la Chine, devront être déclarés, et toutes

revendication de cette nature, présentes ou futures, n'ayant pas été ainsi rendues publiques, seront considérées comme de nul effet. Les droits, privilèges, immunités et engagements actuellement connus ou qui doivent faire l'objet d'une déclaration devront être soumis à un examen en vue de déterminer leur portée et leur validité et s'ils sont valides, de les mettre en harmonie tant entre eux qu'avec les principes proclamés par la présente Conférence (principe 4).

« Immédiatement, ou aussi rapidement que les circonstances le permettent, les restrictions apportées actuellement à la liberté de la Chine en matière politique, juridictionnelle et administrative, devront être supprimées (principe 5).

« Pour l'interprétation des textes accordant des droits spéciaux ou des privilèges, lesdits droits doivent être strictement interprétés dans le sens le plus favorable à celui qui les a concédés (principe 7). »

Il apparaît sans nul doute que ces principes intéressaient particulièrement la Mandchourie et étaient implicitement dirigés contre le Japon qui, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, persistaient à arguer de leurs intérêts spéciaux ou de leur position spéciale dans ces régions.

Le 21 novembre, la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient adopta, sur la proposition de M. Root, quatre principes généraux pour diriger ses délibérations, principes par lesquels les Puissances s'engagent à :

1^o Respecter le souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2^o Donner à la Chine la possibilité de se développer et de s'assurer un gouvernement stable et efficace ;

3^o Établir et maintenir le principe de l'égalité pour le commerce et l'industrie de toutes les Nations ;

4^o S'abstenir de rechercher des privilèges spéciaux en profitant de l'anarchie actuelle de la Chine¹.

1. *Conférence on the Limitation of Armements*, p. 890.

Or, ces principes, aussi bien que ceux contenus dans la déclaration chinoise, sont directement incompatibles avec les prétendues sphères d'intérêt ou d'influence. Comme ces dernières étaient fondées sur les différents accords internationaux dont la Chine avait été victime, pour les supprimer, il importait de rendre caducs les accords sur lesquels elles étaient assises, et empêcher d'en conclure de nouveaux pour que la politique de la porte ouverte fût entièrement efficace.

En se référant aux nombreux accords concernant la Chine conclus entre les Puissances et renfermant soit l'engagement mutuel de s'abstenir de certaines mesures dans les régions spécifiées de la Chine, soit celui de s'entraider pour défendre les intérêts spéciaux réclamés par les parties signataires de l'accord, accord créant ainsi ce que l'on appelait des « sphères d'intérêts ou sphères d'influence », le représentant chinois, Dr. T. V. Wellington Koo, s'efforça de démontrer que ces accords avaient été cause d'un état de choses affectant d'une manière directe le développement économique de la Chine et le principe de la porte ouverte. Aussi le représentant chinois demanda directement aux Puissances présentes à la Conférence de « désavouer toute revendication d'une sphère d'intérêt ou d'une sphère d'influence ou de tous droits spéciaux dans le territoire de la Chine ¹ ».

Répondant au délégué chinois, Lord Balfour déclara que, « en ce qui concerne la Grande-Bretagne, les sphères d'intérêts sont chose du passé. Le Gouvernement britannique n'a pas le moindre désir de prolonger une situation qui a cessé d'exister ² ».

Mais, le représentant britannique estima que la proposition chinoise avait peu de chance d'être acceptée, étant donné qu'aucune Puissance ne souscrirait à un principe qui aurait pour résultat une limitation de son droit de négocier des traités. Tel fut également l'avis du délégué japonais, M. Hanihara. Au contraire, M. Hughes, secré-

1. W. W. Willoughby, *China at the Conference*, pp. 174 et suivantes

2. W. W. Willoughby, *op. cit.*, p. 177.

taire d'État américain, soutenu par MM. Viviani et Schanzer, jugea la proposition de Balfour insuffisante et contesta les arguments de Hanihara. Finalement on se mit d'accord sur une résolution dans laquelle les Puissances déclarèrent que leur intention était de ne participer à aucun traité, accord, arrangement ou entente soit entre elles, soit séparément ou collectivement qui porterait atteinte ou contreviendrait aux principes contenus dans la résolution adoptée le 21 novembre.

Mais cette résolution n'était guère suffisante aux yeux de la Chine. Il lui importait avant tout que les Puissances renoncent expressément à leurs sphères d'intérêt ou d'influence qui étaient jusqu'alors une cause essentielle de la perturbation en Extrême-Orient. Guidé par cet esprit, le Dr Wang Ch'ung-hui présenta le 12 décembre une demande pressante dont voici la conclusion :

« Il est agréable de savoir que les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont montrés fortement opposés au maintien des sphères d'intérêt en Chine. M. Balfour a bien voulu dire qu'une sphère d'intérêt est une chose du passé. Les revendications des Puissances relatives aux sphères d'intérêt ont été pour le peuple chinois un sujet de malentendus et de craintes, et en tenant compte des considérations que je viens d'avancer, la délégation chinoise demande que les Puissances représentées à cette Conférence désavouent toutes revendications à une sphère ou aux sphères d'intérêts ou d'influence, ou à tous intérêts spéciaux dans les limites du territoire de la Chine¹. »

A cette demande, M. Root proposa à la délégation chinoise de spécifier les restrictions dont la Chine désirait être libérée pour qu'il fût possible à la Commission d'étudier la question².

Conformément à la proposition américaine, M. Wang déposa à la séance suivante du 14 novembre, une liste de vingt traités et conventions dont souffre la Chine, et parmi

1. *Conference on the Limitation of Armements*, p. 1146.

2. *Op. cit.*, p. 1146.

eux ceux qui concernaient la Mandchourie étaient les suivants :

- Traités sino-japonais et échanges de notes du 25 mai 1915.
- Accords franco-japonais du 10 juin 1907 ;
- Traité d'alliance défensive anglo-japonais du 13 juillet 1911 ;
- Convention russo-japonaise du 30 juillet 1907 ;
- Convention secrète russo-japonaise du 30 juillet 1907 ;
- Convention russo-japonaise du 4 juillet 1910 ;
- Convention secrète russo-japonaise du 4 juillet 1910 ;
- Convention secrète russo-japonaise du 8 juillet 1912 ;
- Convention russo-japonaise du 3 juillet 1916 ;
- Traité secret d'alliance russo-japonais du 3 juillet 1916 ;
- Échange de notes américaines-japonaises dite accord Root-Takahira du 30 novembre 1908 ;
- Échange de notes américaines-japonaises dite accord Lansing-Ishii du 2 novembre 1917 ¹.

Nous avons examiné dans les pages précédentes comment ces traités, conventions ou accords avaient servi d'instruments pour l'avancement de la position du Japon dans les Trois Provinces de l'Est. Si l'on ne libérait pas la Mandchourie des entraves provenant du dehors, comment pourrait-on respecter la souveraineté chinoise sur cette région et rendre efficace et effective la politique de la porte ouverte ?

La Chine demandait donc résolument l'abolition de ces accords internationaux, mais immédiatement elle se heurta une fois de plus à la vive opposition du Japon ². La Commission ajourna ses débats jusqu'en janvier. Quand elle reprit son travail, elle s'adonna à d'ardentes discussions sur le principe de la porte ouverte et aboutit au moins à préciser le sens et la portée dudit principe. Quant à la demande chinoise, on adopta une demi-mesure, une mesure plus ou moins théorique, contenue dans ce qu'on appelle le « traité des Neuf Puissances » du 6 février 1922.

Ce traité avait pour but, comme il avait été précisé dans

1. *Op. cit.*, pp. 1152-1160.

2. *Op. cit.*, p. 1169.

le préambule, d'adopter une politique de nature à stabiliser la situation en Extrême-Orient, à sauvegarder les droits et intérêts de la Chine et à développer les relations entre la Chine et les autres Puissances sur la base de l'égalité des chances. Pour parvenir à ce résultat, les Puissances contractantes s'engageaient à respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine et d'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application sur tout le territoire de la Chine le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les Nations (art. 1).

Elles s'engageaient à ne participer à aucun traité, accord, arrangement ou entente soit conclu entre elles, soit conclu séparément ou collectivement avec une ou plusieurs Puissances, et qui porteraient atteinte ou contreviendraient aux principes exposés dans l'article 1 (art. 2).

En vue d'appliquer avec plus d'efficacité les principes de la porte ouverte et de la chance égale, il était stipulé que les Puissances contractantes convenaient de ne pas rechercher ni aider leurs ressortissants à rechercher :

a) La conclusion d'accords qui tendraient à établir en faveur de leurs intérêts des droits généraux supérieurs à ceux des autres touchant le développement commercial ou économique dans une région déterminée de la Chine ;

b) L'obtention de monopoles ou de traitements préférentiels en Chine qui seraient de nature à constituer en pratique une violation du principe de la chance égale (art. 3).

Enfin, les Puissances contractantes s'engageaient à ne pas donner leur appui à des accords qui seraient conclus entre leurs ressortissants respectifs avec l'intention d'établir au profit de ces derniers des sphères d'influence ou de leur assurer des avantages exclusifs dans des régions déterminées du territoire chinois (art. 4).

Il résulte de ces quatre articles que quatre questions devaient être définitivement résolues, à savoir : 1^o et 2^o Respect de la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

le maintien en application sur tout le territoire de la Chine du principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations : tous deux formant les corollaires essentiels du principe de la porte ouverte ; 3° L'interdiction de participer à tout traité, accord, arrangement ou entente qui porterait atteinte au principe de la porte ouverte, et 4° La renonciation à établir des sphères d'influence dans les régions déterminées du territoire chinois : le troisième principe étant lié au quatrième, car, dans le passé, ce genre d'accords avait précisément pour but essentiel d'établir de telles sphères d'influence.

En ce qui concerne la Mandchourie, il importe de mentionner qu'au cours des discussions de Washington aucune distinction n'avait été faite tendant à accorder aux Trois Provinces de l'Est un caractère distinct des autres parties de la Chine. La Mandchourie, d'après le traité multilatéral de 1922, demeure partie intégrante du territoire chinois. Aussi, ce traité intéresse au plus haut point la Mandchourie, plus encore que les autres parties de la Chine. Car c'était en Mandchourie que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine avait été manifestement violé, que l'application du principe de la chance égale avait été pratiquement supprimée, que des accords portant atteinte à la politique dite « de la porte ouverte », la plupart sous forme secrète, avaient été conclus entre quelques-unes des Puissances intéressées, dans le but d'établir effectivement entre elles des « sphères d'intérêt ou d'influence ». L'effet immédiat du traité des Neuf Puissances de 1922 devait consister à libérer les Trois Provinces de l'Est de cette situation qui aggravait le problème d'Extrême-Orient.

Or, de toute façon, cette situation n'était que le résultat de la politique expansionniste du Japon à l'égard de la Chine, spécialement à l'égard des Trois Provinces de l'Est. Par conséquent, c'était contre le Japon que manifestement le traité des Neuf Puissances semblait être dirigé, c'était vis-à-vis du Japon que l'on s'empressait de prendre des précautions destinées à prévenir toute aggravation de la situation. C'est là un point essentiel à

observer et à retenir dans l'ensemble du traité de 1922. Ce n'est donc que justice de la part de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations de recommander dans son rapport, voté le 24 février 1933, que la solution du différend sino-japonais soit conforme, non seulement aux dispositions du Pacte de la Société des Nations et du Pacte de Paris, mais également à celles du Traité des Neuf Puissances de Washington.

2. — *La Conférence de Washington et ses conséquences.*

Nous venons d'exposer l'aspect général de la Conférence de Washington et le traité des Neuf Puissances. Nous abordons maintenant l'examen des questions se rapportant à la Mandchourie discutées au cours de la Conférence.

1. Renonciation aux sphères d'intérêt ou d'influence.

— Nous avons rapporté que, répondant au délégué chinois, Lord Balfour avait déclaré que, « en ce qui concerne la Grande-Bretagne, les sphères d'intérêt sont chose du passé » Mais la question fondamentale était l'attitude du Japon.

Le 19 novembre 1921, le baron Kato avait déclaré que le Japon adhéraît « sans question ou réserve au principe de la porte ouverte ou de la chance égale » et que le Japon ne « revendiquait aucun droit ou privilège spéciaux ¹ ». Mais, par contre, le délégué japonais incita les représentants des Puissances présents à la Conférence à définir et à préciser une fois de plus le sens de cette politique dite « de la porte ouverte ». Bien que de nombreuses tentatives eussent été faites par le représentant japonais en vue de restreindre le sens de cette expression, il n'empêcha pas la Conférence de préciser que cette politique devait être comprise dans un double sens : le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, et le maintien du principe de la chance égale. Finalement le traité

1. Willoughby, *op. cit.*, p. 498.

des Neuf Puissances consacra, d'une façon précise et stricte, l'application de cette politique qui, durant vingt ans, avait été l'objet de tant de déclarations et aussi de tant de violations. Le traité l'a clairement exposé, dans ses principaux articles. D'abord, par ses stipulations générales contenues dans les articles 1 et 3, le traité de 1922 rend impossible toute revendication, dans l'avenir, non seulement en ce qui concerne les mesures restreignant la souveraineté ou l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, mais également en ce qui concerne tout monopole économique relatif à n'importe quelle partie de la Chine. Dès lors, toute prétention à établir des sphères d'intérêts ou d'influence ne pouvait qu'être incompatible avec les principes formulés par le traité de 1922. L'article 4, en obligeant les parties contractantes à ne pas donner appui à des accords qui seraient conclus entre leurs ressortissants respectifs avec l'intention d'établir au profit de ces derniers des sphères d'influence dans les régions déterminées du territoire chinois, précisait l'esprit dudit traité par une condamnation formelle de ce genre de sphère. Il en résulte, que, après la ratification du traité des Neuf Puissances, toute revendication tendant à établir des sphères d'intérêts ou d'influence cesse d'avoir un caractère licite. D'ailleurs, les accords antérieurs tels que les conventions secrètes russo-japonaises qui avaient le plus audacieusement créé de telles sphères d'intérêts en Mandchourie avaient été annulés après l'avènement du Gouvernement bolcheviste ; d'autre part, le traité d'alliance anglo-japonais qui les avait implicitement reconnues prit fin après la Conférence de Washington ; de même l'accord Lansing-Ishii qui, sous l'expression de « position spéciale », semblait avoir reconnu la sphère d'influence du Japon en Mandchourie prit fin par une dénonciation mutuelle en date du 14 avril 1923. Au point de vue légal, les sphères d'intérêt ou d'influence étaient définitivement supprimées. Mais cette suppression n'était que nominale, tandis que du point de vue pratique, les droits, les privilèges, la position du Japon en Mandchourie qui n'étaient que les fruits et le symbole de l'établissement de ce genre de sphères

demeuraient intacts. Voilà le point le plus faible de la Conférence de Washington, qui n'avait pas empêché le Japon de jouir de sa position privilégiée de fait en Mandchourie et de continuer à outrance sa politique au dépens du double principe contenu dans la politique dite « de la porte ouverte » réaffirmée pourtant dans le traité des Neuf Puissances.

2. La Conférence de Washington et les accords sino-japonais du 25 mai 1915. — Un autre résultat dû à la Conférence de Washington avait été l'annulation, au moins partielle, des accords sino-japonais du 25 mai 1915. Comme en 1919, lors de la Conférence de Versailles, la délégation chinoise avait soulevé au cours de la conférence de Washington, lors de la treizième et de la trente-et-unième séances de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, la question de la validité des accords sino-japonais du 25 mai 1915, accords qui étaient le fruit de la violence et de la violation des principes posés dans de nombreux accords internationaux. Répondant à l'objection du représentant japonais, le représentant chinois avait notamment remarqué qu'« un précédent encore plus dangereux aurait été établi et aurait pu avoir sur la stabilité des relations internationales des répercussions incalculables, s'il avait été admis que, sans protestation possible de la part des autres Puissances, une nation pouvait obtenir d'un voisin ami mais plus faible au point de vue militaire, et dans des circonstances comme celles qui avaient accompagné les négociations et la signature des traités de 1915, d'importantes concessions sans aucune espèce de contre-partie ¹ ».

Bien que la Conférence fût loin de satisfaire au désir chinois, elle n'avait pas moins rendu caduques quelques-unes des principales parties des traités de 1915.

En effet, le 2 février, le Japon déclara solennellement sa renonciation au droit de priorité en ce qui concerne les emprunts étrangers nécessités par la construction des chemins de fer en Mandchourie méridionale et les emprunts sur la garantie des revenus de ces mêmes régions. Il renonça,

1. *Op. cit.*, pp. 1556-1560.

en outre, au droit de priorité en ce qui concerne la nomination en Mandchourie méridionale des conseillers politiques, financiers, militaires et de police¹. Par cette renonciation aux points les plus essentiels des traités de 1915, le Japon semblait dès lors partager, dans une certaine mesure, l'opinion chinoise qui a toujours considéré que lesdits traités sont essentiellement caducs. Seuls le territoire à bail du Kwantung et les chemins de fer Sud-Mandchouriens, grâce à l'emploi de la force armée, demeurent dans la possession japonaise.

Plusieurs questions d'importance capitale avaient été également soulevées au cours de la Conférence de Washington, notamment la question du territoire à bail du Kwantung, le retrait des troupes et des forces de police du Japon en Mandchourie, la suppression des bureaux de poste japonais et des stations radiotélégraphiques et télégraphiques japonaises en Mandchourie : aucune n'avait reçu de solution définitive à la Conférence de Washington. Là encore on constate la faiblesse de ladite conférence. Pourtant la question de l'efficacité du traité des Neuf Puissances était étroitement liée à la solution des principales questions pendantes entre la Chine et le Japon en ce qui concerne les Trois Provinces de l'Est. Si l'on n'y prêtait pas attention ou si l'on n'y apportait pas un remède décisif, cet arrangement n'était qu'un palliatif chimérique. Dès lors, l'aggravation du problème mandchourien était en quelque sorte inévitable, étant donné que la bonne foi du Gouvernement japonais s'agissant d'accords concernant la Mandchourie était toujours à redouter. La preuve la plus caractéristique de la faiblesse de la conférence de Washington se trouve exactement dans les événements actuels éclatés depuis le 18 septembre 1931, c'est-à-dire moins de dix ans après la conclusion du traité des Neuf Puissances.

Au point de vue international, il convient de retenir de la Conférence de Washington et du traité des Neuf Puissances les points suivants :

1. *Op. cit.*, pp. 4510-4512.

1° La Mandchourie comme toute autre partie de la Chine était, par suite d'un engagement multilatéral, visée par la garantie de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et administrative chinoise. Cet engagement peut, à certains égards, être comparé à la neutralité perpétuelle de la Belgique.

2° Toute politique conçue dans l'esprit d'accaparement ou de monopole au dépens du principe de la porte ouverte en Mandchourie, comme dans toute autre région déterminée du territoire chinois, est condamnée par un engagement solennel multilatéral signé par le Japon.

3° Les sphères d'intérêt ou d'influence ont depuis lors perdu leur existence, surtout en Mandchourie où il en avait été le plus question. Cette renonciation aux sphères d'intérêt coïncidait avec la fin de l'entente entre le Japon et certaines des autres Puissances intéressées, entente grâce à laquelle le Japon était parvenu à raffermir sa position en Mandchourie.

4° L'annulation de certaines des parties essentielles des traités du 25 mai 1915, annulation qui renforce, dans une large mesure, la thèse de l'invalidité desdits traités soulevée par la Chine.

De tous ces traits caractéristiques de l'œuvre de la Conférence de Washington, les plus significatifs sont d'une part, l'engagement garantissant la sécurité de la Mandchourie contre toute agression extérieure et, d'autre part, l'isolement de la position japonaise en Mandchourie.

En effet, en ce qui concerne le dernier point, nous avons suffisamment démontré que dans les périodes de 1905-1915 et de 1915-1921, le Japon, se servant des conventions russo-japonaises et des traités d'alliance anglo-japonais, avait obtenu soit la coopération étroite soit le concours indirect respectivement de la part de la Russie et de l'Angleterre. Depuis 1921-1922, la situation s'était profondément transformée. La Russie, sous la dictature bolcheviste avait changé, dans une large mesure, sa politique extérieure à l'égard de la Mandchourie, tout en demeurant dans les relations apparemment amicales avec le Japon.

Ses intérêts en Mandchourie avaient moins d'importance qu'avant la révolution de 1917 et l'entente avec le Japon n'était plus une nécessité pour elle. Au contraire, sous le régime soviétique, la Russie est désormais un prétexte de la part du Japon qui la considère comme pouvant mettre en danger la position de l'Empire nippon. Cela se traduit par une rivalité entre les deux pays à l'égard de laquelle l'opinion générale au Japon montre de plus en plus une inquiétude particulière. Quant à l'Angleterre, elle commença à se rapprocher apparemment, après la guerre mondiale, du côté américain. Déjà, au cours des négociations relatives à la formation du nouveau Consortium bancaire international (1918-1920), elle pencha plutôt en faveur de la thèse des États-Unis à l'encontre de la position japonaise en Mandchourie. Avec la Conférence de Washington, le traité d'alliance anglo-japonais fut remplacé virtuellement par une sorte d'entente entre quatre Puissances, l'Angleterre, les États-Unis, la France et le Japon ¹. Désormais l'Angleterre, de son côté, n'était plus liée légalement au Japon et la cessation de cette alliance anglo-japonaise indique au moins psychologiquement l'isolement du Japon dans son emprise en Mandchourie.

Quant au premier point, la stipulation se trouve encore plus renforcée par suite des instruments qui régissent la nouvelle organisation internationale. Ces instruments ne sont autres que le Pacte de la Société des Nations.

L'article 10 du Pacte de la Société des Nations stipule que « les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société ».

Désormais, la Mandchourie, en sa qualité de partie intégrante de la Chine, est garantie contre toute agression extérieure. Cette garantie ne résulte plus, comme dans le passé, des accords ou des déclarations intervenus entre les différentes Puissances autres que la Chine, mais des règles qui constituent l'organisation nouvelle de la paix mondiale.

¹. *Op. cit.*, pp. 1612-1616.

CHAPITRE II

LES RELATIONS ENTRE LE JAPON ET LA CHINE CONCERNANT LA MANDCHOURIE

1. — *L'expansion japonaise.*

Dans la présente période, l'action du Japon en Mandchourie, aussi bien dans la partie méridionale que dans la partie septentrionale, s'exerce d'une manière exceptionnellement active. La position économique japonaise dans ces régions augmente d'importance d'une façon surprenante. A titre d'exemple, la recette du chemin de fer du Sud-Mandchourien passait de 147.100.603 yens en 1921 à 240.998.062 yens en 1929 ¹. Mais, si cette expansion était aussi impressionnante, la cause véritable en était dans l'interprétation abusive, de la part du Japon, des avantages qu'il avait obtenus par traités.

Cependant, contrairement aux périodes précédentes, le Japon n'avait pas pu obtenir de la Chine, au cours de la période présente, d'importantes concessions dans cette région. A part quelques constructions ferroviaires, on n'enregistra guère de nouveaux droits accordés par la Chine à son voisin de l'Est. Encore ces constructions ferroviaires étaient-elles faites en exécution des engagements contractés par la Chine au cours des précédentes périodes.

Comme constructions ferroviaires, il y a lieu de mentionner celle de la ligne Taonan-Augangchi et celle de la ligne Kirin-Tunghua.

a) **La ligne Taonan-Augangchi.** — Cette ligne avait été

1. *Annuaire de Mandchourie et de Mongolie*, 1932 (en japonais), p. 304.

longtemps l'objet de négociations entre le Japon et la Chine, et elle avait figuré dans divers accords antérieurs. Sa construction ne commença qu'après la conclusion d'un contrat d'emprunt entre la Compagnie du Sud-Mandchourien et les autorités locales des Trois Provinces de l'Est, contrat signé le 3 septembre 1924 ¹, le jour où le maréchal Tchang Tso-lin, battu sous la Grance Muraille, avait senti le besoin de l'appui japonais. En vertu de ce contrat d'emprunt, la Compagnie du Sud-Mandchourien se chargera de la construction de la ligne en question. Les fonds nécessaires pour la construction, qui atteignaient 12.920.000 yens, étaient fournis par ladite Compagnie sous forme d'avance ². Dans les six mois suivant la livraison à la Chine de la ligne entièrement construite, l'avance devait être remboursée. Dans le cas contraire, on devait passer un nouveau contrat qui transformerait l'avance en emprunt dont le taux d'intérêt annuel devait être de 9 p. 100 et qui aurait comme garantie la ligne en question ainsi que ses recettes. La ligne était, avant tout, la propriété du Gouvernement chinois et devait être contrôlée par le directeur chinois. Commencée durant l'été 1925, la construction était achevée vers la seconde partie de 1926. La nouvelle voie reliait la Mandchourie septentrionale à la Mandchourie méridionale sans emprunter le Sud-Mandchourien ni l'Est-Chinois.

b) La ligne Kirin-Tunghua. — La ligne Kirin-Tunghua, qui constitue un tronçon de la ligne Kirin-Hueining avait été, comme la ligne précédente, l'objet de maintes conversations et avait figuré dans de nombreux accords. C'est en profitant de la reprise momentanée du pouvoir à Pékiu par la faction Anfou dont Touan Chih-joui était le chef et qui avait d'étroits rapports avec les Japonais, que le Japon obtint la signature d'un nouveau contrat d'emprunt en date du 24 octobre 1925, passé entre le ministère des Communications du Gouvernement chinois et la Compa-

1. China Year-Book, 1928, p. 264.

2. C. Walter Young, *Economic Bases for New Railway in Manchuria*, article publié dans *Chinese Economical Review*, vol. I, n° 4, avril 1927.

gnie du Sud-Mandchourien¹. Conformément à ce contrat, le ministre chinois autorise la Compagnie du Sud-Mandchourien à construire le chemin de fer de Kirin à Tunghua. Toutes les sommes nécessaires à la construction dudit chemin de fer et à son outillage en matériel roulant seront entièrement fournies par la Compagnie sous forme d'avance à 9 p. 100 d'intérêt par an. Dans l'année de l'achèvement du chemin de fer, le Gouvernement chinois remboursera à la Compagnie la somme avancée; mais si cela n'était pas possible, l'avance serait convertie en emprunt dont le taux d'intérêt annuel sera également de 9 p. 100. Pendant la période de construction, le directeur dudit chemin de fer, qui sera toujours un chinois nommera, parmi le personnel de la Compagnie, un ingénieur japonais pour remplir les fonctions d'ingénieur en chef jusqu'à ce que les travaux de construction du chemin de fer soient terminés. L'exploitation de ce chemin de fer relèvera du directeur chinois; ce dernier pourra organiser le service conformément au règlement général des chemins de fer du Gouvernement chinois. Seulement, il s'engage à nommer un expert-comptable japonais qui remplira les fonctions de chef comptable, jusqu'au remboursement complet de l'avance faite par la Compagnie.

Lorsque le Gouvernement chinois procéda à la réception du chemin de fer, il souleva des objections. Il avait en effet découvert que sur 181 ponts environ, les travaux étaient défectueux et que le coût de construction était beaucoup plus élevé que celui des autres chemins de fer établis dans les mêmes conditions². En effet, le chemin de fer en question semblait avoir coûté 161.000 dollars par mile, au lieu de 95.000 dollars par mile pour le chemin de fer Kirin-Changchun, 89.000 dollars par mile pour le chemin de fer Taonan-Angangchi et 78.000 dollars par mile pour le chemin de fer Ssuningkaï-Taonan³. En outre, d'après la

1. *China Year-Book*, 1928, p. 265; *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, pp. 67-69.

2. *Memoranda du Gouvernement chinois présentés à la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 152.

3. *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 49.

déclaration du Gouvernement chinois ; les devis avaient, dans presque tous les cas, été de beaucoup dépassés. Par exemple, le devis primitif de l'ingénieur japonais, pour les travaux de terrassement prévoyait 6, 579,096 mètres cubes à un prix par unité de 0,30 yen, ce qui aurait donné une dépense totale de 1.973.725 yens. Mais, lorsque les travaux furent achevés, le coût effectif fut de 0,70 yen par unité, ce qui équivalait à une dépense totale de 4.606.116 yens. De tels écarts entre les devis présentés par l'ingénieur et les dépenses définitives étaient anormaux. Le Gouvernement chinois demanda alors l'explication à la Compagnie du Sud-Mandchourien. Il organisa une commission composée d'experts et demanda à la Compagnie d'envoyer des représentants, de telle sorte que l'on pût poursuivre les travaux. La Compagnie de son côté, persista dans son refus. La question resta pendante jusqu'aux événements du 18 septembre 1931,

2. — *La politique japonaise à l'égard des constructions de voies ferrées par la Chine.*

Nous avons constaté qu'au cours des précédentes périodes, le Japon s'était toujours opposé aux projets de constructions ferroviaires en Mandchourie, et cela dans le but de monopoliser la vie économique dans cette région. Mais il s'agissait alors des obstructions apportées aux chemins de fer chinois construits avec des capitaux étrangers, par exemple, le chemin de fer Hsinmingtun-Fakumen et le chemin de fer K'ing-Tchéou-Aigun. Au cours de la présente période le Japon avait entravé la construction par la Chine elle-même avec ses propres capitaux des lignes ferrées dans les Trois Provinces de l'Est.

D'abord lorsque le Gouvernement chinois songea, en vue de développer le territoire et de fournir plus de facilités à la population locale, à construire un embranchement du chemin de fer Pékin-Moukden, allant de la gare de Tahusan à Tungliao, d'une longueur de 253 kilomètres, Tahusan étant à 281 li et Tungliao à 415 li du chemin de fer Sud-Mandchourien, le Gouvernement japonais, se

servit du prétendu protocole de 1905 interdisant la construction d'une ligne parallèle au Sud-Mandchourien pour protester contre la mise à exécution du projet chinois. Ce n'est qu'après des négociations prolongées que la ligne Taurusan-Tungliao fut enfin construite.

Les mêmes circonstances se répétèrent lors de la construction successive des lignes Moukden-Hailung et Kirin-Hailung. Ces lignes furent construites, mais le Japon continua toujours ses protestations. L'affaire était toujours une des « questions pendantes » entre les deux pays. Lorsque la Commission d'Étude de la Société des Nations procéda à son enquête en Extrême-Orient, l'assesseur japonais affirmait encore dans le Document « B », que les Chinois avaient projeté de poursuivre leur tactique de concurrence en construisant, en 1928, une ligne de raccordement reliant Kwanchangtze, terminus du secteur sud du chemin de fer de l'Est-Chinois et Changchun, terminus du chemin de fer Kirin-Changchun, en vue d'enlever au chemin de fer Sud-Mandchourien une partie du trafic qui lui arrivait du chemin de fer de l'Est-Chinois ¹.

Il apparaît que par cette méthode d'obstruction pratiquée par le Japon, les efforts de la Chine dans le développement économique des Trois Provinces, même avec les capitaux purement chinois, rencontraient des entraves permanentes, conséquence de la politique d'accaparement du Japon.

3 — *La politique japonaise à l'égard de la Chine en ce qui concerne les Trois Provinces de l'Est.*

Le trait le plus caractéristique de la présente période consiste dans la pratique à outrance et à découvert de la politique japonaise de destruction de l'unité chinoise. Bien entendu, cette politique visait particulièrement les Trois Provinces de l'Est.

Pour préciser, on doit constater que cette politique japo-

1. Documents annexés au Rapport de la Commission d'Étude de la Société des Nations, p. 41.

naise n'était pas nouvelle ; elle avait été pratiquée depuis les dernières années de la dynastie des Ts'ing. La méthode dont le Japon s'est servi pour réaliser cette politique a consisté non seulement à soutenir une faction contre l'autre mais encore à aider simultanément les deux, de sorte que ni l'une ni l'autre ne soit complètement écrasée et que la guerre civile soit entretenue et prolongée. Par exemple, en 1911, tout en prêtant assistance au parti révolutionnaire, le Gouvernement japonais envoyait des représentants marchander avec la maison impériale et offrir son appui pour supprimer les rebelles à Chang-hai. Ou encore, dans les années de 1914-1915, le Japon se déclare prêt à aider Yuan Shih-kai à réaliser ses désirs monarchiques alors qu'en même temps il aidait et subventionnait les républicains pour s'opposer aux complots monarchistes. En 1917 et 1918, comme nous l'avons vu, il avait pratiquement subventionné la campagne menée par la faction Anfou contre le Sud, en lui fournissant sous les appellations différentes un grand nombre d'emprunts, connus sous le nom d' « emprunts Nishihara ». Ce sont autant de faits incontestés qui suffisent à ruiner les allégations répandues par les agents du Gouvernement japonais d'après lesquelles le Japon souhaiterait sincèrement et ardemment avoir en face de lui, une Chine unie, organisée et forte. Le Rapport de la Commission Lytton, quoique d'une façon timide, ne s'est pas moins exprimé dans ce sens par la phrase suivante : « La vision d'une Chine unifiée, forte et hostile, d'une nation de 400 millions d'âmes, dominant la Mandchourie et l'Asie orientale, préoccupe sérieusement de nombreux Japonais ¹. »

Or, durant les années antérieures à la présente période, cette politique japonaise était pratiquée plutôt dans la coulisse. Tandis que, maintenant, le Japon la pratique ouvertement et publiquement sans se gêner en rien. En cela précisément consiste le programme essentiel et commun des partis politiques du Japon. Évidemment, il s'agissait tout d'abord de la Mandchourie. Le Rapport de la

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 42.

Commission Lytton nous dit notamment que « dans les diverses politiques adoptées pour réaliser ces fins (expansion des entreprises japonaises en Mandchourie), on retrouve un caractère essentiel qui, peut-on dire, est commun à toutes : c'est la tendance à regarder la Mandchourie et la Mongolie intérieure orientale comme distinctes du reste de la Chine... Quelles que soient les différences que l'on ait pu constater entre les politiques préconisées par les divers cabinets japonais, par exemple entre ce que l'on a appelé la « politique d'amitié » du baron Shidehara et la « politique positive » de feu le général baron Tanaka, elles ont toujours présenté ce caractère commun ¹.

Mais beaucoup plus grave était la politique positive du baron Tanaka, politique caractérisée par la tendance à recourir dans une large mesure aux méthodes d'intervention accompagnées d'une menace d'employer la force armée. Rien n'est plus aisé à reconnaître que la portée de ces méthodes, même rapportées de la manière la plus objective, consistent à détruire toute œuvre de l'unification de la Chine. Cette impression était frappante par suite de l'apparition en ce moment du fameux « Mémoire Tanaka » dont l'essentiel est de préconiser la conquête immédiate de la Mandchourie ².

Comme trait représentatif de cette politique qui avait été effectivement pratiquée dans les Trois Provinces de l'Est, on peut remonter aux affaires de T'sin-houang-chun de 1916. Les dessous de cette affaire ont pu être révélés grâce à la publication d'un document secret émanant d'un homme d'État japonais, le baron Shimpei Koto, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement japonais. D'après ce document, on avait ordonné au colonel Doi, officier japonais breveté, commandant du 5^e régiment, d'amener avec lui un grand nombre d'officiers japonais non brevetés pour organiser les armées dirigées contre Yuan Shih-kai et établir le plan d'opération.

1. *Op. cit.*, p. 44.

2. Bien que l'authenticité du « Mémoire Tanaka » ait été vivement discutée par les Japonais, les événements depuis septembre 1931 ont amené les esprits les plus avertis à croire à son existence.

En conséquence, plus de 2. 000 impérialistes recrutés parmi les bandits furent mobilisés à Dairen, au printemps 1916, et furent organisés en une armée, appelée Ts'in-houang-chun (troupe destinée à la délivrance du trône impérial). D'autre part, un accord fut passé avec un bandit mongol, Bapouchapou, accord par lequel le Japon consentait à lui fournir des armes et des munitions dans son mouvement de révolte contre le gouvernement de la République chinoise. Aussitôt après la mort de Yuan Shih-kai le fameux chef des bandits mongols pénétra avec sa bande dans les plaines du Liaoning et fut sérieusement pris à partie par les soldats chinois. Les troupes japonaises intervinrent alors pour permettre aux bandits de s'enfuir sains et saufs et de trouver abri à Kouo-chia-tien, situé dans la « zone » du chemin de fer Sud-Mandchourien. L'indignation des troupes chinoises amena une querelle avec les troupes japonaises, querelle qui est connue sous le nom d'incident de Cheng-chiatun » ; le Japon profita de ce prétexte pour présenter huit demandes à la Chine. D'autre part, le Japon s'efforça de persuader la Chine de consentir à ce que les rebelles mongols puissent rentrer en Mongolie sans être inquiétés ; mais en même temps, il fit envoyer 800 hommes des 2.000 de l'armée impériale Ts'in-houang-chun, qui étaient à Dairen, par le chemin de fer Sud-Mandchourien à Kouo-chia-tien pour se joindre à la bande mongole. Le Japon leur fournit en outre des carabines, des fusils et des mitrailleuses. Les bandits mongols devenaient ainsi de plus en plus menaçants avec la coopération de Ts'in-houang-chun. Au lieu de se diriger vers la Mongolie, ils marchèrent sur les districts riches de la Mandchourie. Les Chinois furent obligés de lancer une nouvelle expédition de répression contre eux. Mais quand tout indiquait que la défaite des bandits allait être complète, les Japonais intervinrent de nouveau et demandèrent que les troupes chinoises leur permettent de s'enfuir sains et saufs ¹.

Après l'échec du mouvement monarchique de 1916, le

1. Voir *Memoranda du Gouvernement chinois présentés à la Commission d'Etude de la Société des Nations*, pp. 113-114 et pp. 120-126.

Japon songea à utiliser d'autres moyens à l'égard de la Mandchourie. Il accentua sa tendance consistant à regarder les Trois Provinces de l'Est comme distinctes du reste de la Chine. Le but fondamental était d'empêcher le resserrement des liens entre ces régions et le Gouvernement central chinois. Pour cette raison, sa politique en Mandchourie s'était spécialement attachée au problème de ses relations avec le maître de fait des Trois Provinces. Il lui donna un certain appui, appui qui pouvait mettre effectivement les autorités locales sous sa dépendance. C'était le trait caractéristique dans la période allant de la Conférence de Washington jusqu'en 1929. Quelles que soient les différences entre les politiques préconisées par les divers cabinets japonais, par exemple entre ce que l'on a appelé la « politique d'amitié » du baron Shidehara et la « politique positive » du baron Tanaka, elles présentèrent toujours ce caractère commun.

Ainsi toutes les fois lorsqu'il se produisit des événements politiques en Chine intéressant la Mandchourie, le Japon n'hésita pas à utiliser la violence. Les faits principaux de cette nature sont ceux que nous allons exposer successivement.

a) L'intervention du Japon dans le mouvement de réforme du général Kouo Soung-lin. — Dans l'intention de se délivrer de la domination exercée par le maréchal Tchang Tso-lin et son entourage, les jeunes éléments progressistes des Trois Provinces de l'Est commencèrent un mouvement de réforme en 1925 sous la direction du général Kouo Soung-lin. Le 22 novembre 1925, le général envoya de Louan-tchéou un télégramme circulaire demandant que le maréchal Tchang Tso-lin démissionne en faveur de son fils, le général Tchang Hsuch-liang, et que l'on mette fin à toutes les hostilités entre le Gouvernement de Pékin et les autorités de l'extérieur de la Grande Muraille. Aussitôt, le général Kouo mit ses troupes en marche de Chan-hai-kouan vers Moukden. Au cours de plusieurs engagements avec les forces du maréchal Tchang, il leur infligea de sérieux échecs. L'ancien régime de Moukden était sur le point de s'effondrer.

Le Japon, de son côté, jugea dangereux pour ses intérêts le nouveau mouvement, et il s'empressa d'agir. Le 9 décembre, le quartier général de la 10^e division de l'armée japonaise stationnée à Liaoyang fut transféré à Moukden. Le 15, le Gouvernement japonais ordonna à ses forces stationnées à Longchan (Corée) d'entrer en Mandchourie, et le 19, elles arrivèrent à Moukden. Avec ses forces puissantes concentrées dans cette ville, le Japon intervint ouvertement pour empêcher l'avance des forces du général Kouo sur Ying-kéou et déclara qu'aucune troupe chinoise ne serait admise à moins de 20 li de la « zone » du chemin de fer Sud-Mandchourien. Comme Moukden se trouvait à l'intérieur de ce périmètre ; la déclaration japonaise signifiait que les forces du général Kouo ne pourraient attaquer la capitale de la province et provoquer la chute de l'ancien régime sans entrer en conflit avec les Japonais. Tout indiquait que l'armée japonaise, avec son quartier général à Moukden, prenait une part active à la direction des opérations contre le général Kouo. C'est grâce à ces agissements et à certaine autre aide donnée par les Japonais au maréchal Tchang Tso-lin, que le général fut finalement capturé et exécuté sur le champ de bataille. L'occasion était perdue pour ces provinces de rentrer immédiatement sous la pleine autorité du Gouvernement central, et la position japonaise y était par contre renforcée.

b) L'obstruction apportée par le Japon à l'unification de la Chine. — Au printemps 1927, le Gouvernement national ayant achevé son œuvre d'unification de la Chine méridionale jusqu'au delà de la vallée du Yang-tsé, fit avancer ses forces vers le Nord, dominé alors par le maréchal Tchang Tso-lin avec les forces des Trois Provinces de l'Est.

Craignant que l'avance foudroyante de ce mouvement d'unification de la Chine ne marquât l'abaissement de la position japonaise en Mandchourie, le Japon dépêcha de 1927 à 1928, à trois occasions successives, un grand nombre de troupes au Chan-toung pour barrer l'avance de l'armée nationaliste. Dans le conflit avec cette dernière à Tsinan,

les Japonais bombardèrent la ville et massacrèrent des milliers de civils chinois : l'affaire est connue sous le nom d'« incident de Tsinan » (mai 1928).

Malgré l'intervention des forces japonaises, l'armée nationaliste poursuivit, mais avec grand retard, sa marche vers Pékin dont le Gouvernement était encore sous le contrôle de Tchang Tso-lin. Comme elle approchait de l'ancienne capitale chinoise, le Gouvernement japonais, dont le premier ministre était alors le baron Tanaka, fit connaître par une déclaration qu'en raison de « sa situation spéciale » en Mandchourie, le Japon y ferait intervenir ses forces. Lorsqu'il apparut que les armées nationalistes pourraient s'avancer au nord de la Grande Muraille, le Gouvernement japonais notifia, le 18 mai, par l'intermédiaire de son consul et de son ministre, au Gouvernement nationaliste de Nankin et au gouvernement de Pékin, un mémorandum ainsi conçu :

« Le Gouvernement japonais attache la plus grande importance au maintien de la paix et de l'ordre en Mandchourie, et il est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher tout état de chose de nature à troubler la paix et l'ordre ou à devenir la cause probable d'une telle perturbation.

« Dans ces conditions, si les troubles se propageaient dans la direction de Pékin et de Tientsin et que la situation devînt assez menaçante pour mettre en danger la paix et l'ordre en Mandchourie, le Japon pourrait se voir obligé de prendre des mesures appropriées et effectives pour maintenir la paix et l'ordre en Mandchourie ¹. »

L'annonce de cette politique provoqua des protestations de la part des Gouvernements tant de Pékin que de Nankin. La réponse de Nankin déclarait que les mesures envisagées par le Japon constitueraient non seulement « une immixtion dans les affaires intérieures chinoises, mais aussi une violation flagrante du principe du respect mutuel

1. Voir le *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 45.

de la souveraineté territoriale¹ ». Il importe de mentionner que, au Japon même, cette démarche tendant à la mise à exécution de ce que l'on appelle « la politique positive » du gouvernement Tanaka fut énergiquement critiquée par le groupe Shidehara, qui estimait que le maintien de la paix et de l'ordre de toute la Mandchourie n'incombait pas au Japon.

Devant cette attitude du gouvernement Tanaka, il était évident que d'autres incidents similaires à ceux de Tsinan auraient l'occasion de se produire aux abords de la Grande Muraille. Cependant, au dernier moment, le maréchal Tehang Tso-lin songea à la pacification du pays, et préféra céder à l'armée nationaliste en cessant de lui résister. Résolument, le maréchal quitta Pékin et laissa son adversaire politique y entrer sans encombre. Tout risque de conflit grave avec le Japon allait cesser ; mais il se produisit immédiatement un événement qui allait coûter la vie du maréchal.

c) Le Japon et l'assassinat du maréchal Tehang Tso-lin.

— Durant sa domination sur les Trois Provinces de l'Est, le maréchal Tehang Tso-lin, bien qu'il fût opposé à beaucoup des revendications japonaises, semblait avoir jugé nécessaire d'accéder, dans une certaine mesure, à des désirs qui pouvaient à tout moment lui être imposés par le Japon, grâce à sa supériorité militaire. En retour, le Japon lui donna un certain appui notamment lors du mouvement provoqué par le général Kouo Soung-lin. En agissant de cette façon, il est évident que le Japon avait espéré obtenir du maréchal la récompense qui satisferait ses désirs. Or, au cours de ses dernières années, bien loin de servir de simple instrument aux mains du Japon, Tehang avait refusé de lui accorder maints privilèges qu'il prétendait acquérir, et avait en outre construit le chemin de fer Tachusian-Tungliao, que les Japonais considéraient comme affectant considérablement leurs intérêts. Ainsi ses relations avec le Japon s'étaient de plus en plus tendues avant

1. *Op. cit.*, p. 46.

même son entrée à Pékin pour s'y proclamer dictateur du nord de la Chine.

Au moment où l'armée nationaliste marchait sur Pékin, M. Yoshizawa, ministre du Japon à Pékin, présenta, en mai 1928, une note au maréchal Tchang, déclarant que si la guerre s'étendait en Mandchourie, le Japon prendrait des mesures effectives telles qu'il les jugerait nécessaires. En outre, le ministre japonais engagea verbalement le maréchal à ne pas retourner dans les Trois Provinces de l'Est. Afin de montrer la détermination du Japon à empêcher le retour de Tchang, le quartier général de l'armée de Kwantung fut transféré à Moukden. Le commandant japonais concentra un fort contingent de troupes dans la capitale de la province et fit des préparatifs de défense à K'ing-tchéou et à Chang-hai-kouan. Les raisons qui poussèrent le Japon à empêcher le retour de Tchang en Mandchourie étaient très simples. D'abord le Japon désirait maintenir le maréchal et ses troupes à l'intérieur de la Grande Muraille, de manière à avoir les mains plus libres pour agir à sa guise en Mandchourie. Ensuite, le maréchal serait obligé de continuer la lutte contre l'armée nationaliste, ce qui prolongerait les désordres en Chine ; et enfin, la position de Tchang serait affaiblie dans les Trois Provinces et n'y constituerait plus une entrave à l'expansion japonaise.

Résolument, le maréchal décida de quitter Pékin, le 3 juin pour Moukden, mais il fut tué, le lendemain, à la suite d'une explosion qui fit sauter son train juste à l'entrée de la ville, à l'endroit où le chemin de fer Pékin-Moukden passe sous le pont qui porte les voies du chemin de fer Sud-Mandchourien ¹.

La responsabilité de l'assassinat du maréchal Tchang. Tso-lin incombe manifestement au Japon. Le Rapport de la Commission d'Étude a pourtant montré une attitude indécise en s'exprimant ainsi :

« Les responsabilités, en ce qui concerne l'assassinat du maréchal, n'ont jamais été établies. Cette tragédie reste

1. Rapport de la Commission d'Étude de la Société des Nations, p. 32.

enveloppée de mystère, mais les soupçons, qu'elle suscita au sujet de la complicité du Japon, ajoutèrent à la tension que l'on constatait déjà dans les relations sino-japonaises¹ ».

Néanmoins, les circonstances dans lesquelles la tragédie s'était produite devaient amener tout esprit impartial à reconnaître le bien fondé de ces soupçons. Avant tout, il importe de noter que l'explosion de dynamite détruisit entièrement deux wagons dans lesquels se trouvaient précisément le maréchal Tchang et le gouverneur du Heilungkiang, les deux seules victimes de l'attentat. Cette explosion eut lieu juste au croisement des deux lignes. Conformément aux arrangements en vigueur, le chemin de fer du niveau supérieur, lequel est le Sud-Mandchourien, devait être gardé par les Japonais, tandis que la ligne d'en-dessous, laquelle est chinoise, était sous la garde chinoise. Mais quelques jours avant l'assassinat, ce croisement avait été fortement gardé par des soldats japonais, qui empêchaient les soldats chinois de garder la ligne chinoise. Il fallait une permission spéciale du quartier général militaire japonais pour y passer. Donc le point où se produisit l'explosion fut placé sous la garde japonaise. D'autre part, pour perpétrer l'attentat avec une telle précision, il fallait connaître avec la plus grande exactitude la marche du train du maréchal Tchang, information qui ne pouvait être donnée que par ceux qui avaient le contrôle des moyens de communication. De part et d'autre, on voit de toute évidence à qui devait incomber la responsabilité de l'explosion juste au moment désiré.

En dernier lieu, il faut mentionner que quelques minutes après l'assassinat, les Japonais détruisirent toutes les traces de l'explosion malgré la protestation des Chinois. Le baron Tanaka, de son côté ne fournit jamais aucune explication durant les ardues interpellations des membres du parlement japonais.

d) La tension des relations entre le Japon et Tchang Hsueh-liang. — Après l'assassinat de Tchang Tso-lin,

1. *Op. cit.*, p. 32.

l'armée nationaliste atteignit la Grande Muraille. Tchang Hsueh-liang, qui assumait le contrôle des Trois Provinces de l'Est partageait nettement les aspirations nationales de la jeune génération ; il désirait mettre fin à la guerre civile et aider le Kouomingtang dans son aspiration à faire cesser les prétentions japonaises. Le 22 juillet 1928, le consul général du Japon à Moukden reçut l'ordre de son Gouvernement d'aviser le jeune général qu'il ferait mieux de ne pas prendre de parti. Le 28 juillet, Tchang Hsueh-liang se déclara prêt à obéir au Gouvernement central et à arborer en Mandchourie le nouveau drapeau national. Mais le 4 août, le baron Hayashi, envoyé japonais en mission spéciale à Moukden, l'avertit que s'il agissait contre les vœux du Japon, le Gouvernement japonais se considérerait libre d'agir à sa guise en Mandchourie, tandis que s'il voulait supprimer le parti qui était en faveur de se rallier au Gouvernement nationaliste, le Japon l'y aiderait de toutes ses forces. Sous la menace de la part du Japon, Tchang fut contraint d'ajourner la date où il arborerait le nouveau drapeau national dans les Trois Provinces. Le Rapport de la Commission Lytton a clairement exposé la situation par les phrases suivantes :

« Les relations du Japon avec le maréchal Tchang Hsueh-liang devinrent de plus en plus tendues. Le Japon désirait que la Mandchourie restât séparée du Gouvernement national nouvellement établi à Nankin, tandis que le maréchal Tchang Hsueh-liang voulait reconnaître l'autorité de ce gouvernement. Des fonctionnaires japonais conseillèrent instamment au maréchal de ne pas faire une déclaration de fidélité à l'égard du Gouvernement central¹ »

Il importe ici de connaître que quelques années passées, le Japon avait solennellement posé à Washington sa signature au bas du traité qui l'engageait à respecter l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. En agissant en Mandchourie de la façon que l'on a constatée, on ne peut qu'affirmer qu'il se livrait, de propos délibéré, à une vio-

1. Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, p. 46.

lation flagrante de ce traité de Washington. Or, cette violation présente aux yeux des Japonais une importance tout à fait minime, minime précisément parce qu'ils pourraient commettre des violations beaucoup plus flagrantes encore. Les événements qui se sont déroulés depuis le 18 septembre 1931, d'ailleurs condamnés universellement, en fournissent la preuve la plus évidente.

L'intervention ou plutôt la menace de la part du Japon, ne devait pas aboutir à un résultat décisif. A la fin de 1928 Tchang Hsueh-liang fit une décalration de fidélité à l'égard du Gouvernement central et le nouveau drapeau national flotta sur tous les édifices publics des Trois Provinces de l'Est.

Tchang Hsueh-liang ne fut plus un simple instrument aux mains des Japonais. Le réveil national se manifesta sur un rythme accéléré dans les Trois Provinces. Les relations entre le Japon et les autorités chinoises en Mandchourie devinrent dès lors de plus en plus tendues et de graves difficultés surgissent successivement. Aussi le Japon ne songeait plus qu'à une seule chose : faire cesser cette situation qui lui paraissait dangereuse. Voilà une des causes principales de l'agression japonaise de septembre 1931.

4. — *Le développement économique chinois en Mandchourie.*

La présente période est caractérisée par un nouveau facteur extrêmement important dû aux efforts poursuivis par les Chinois en vue de développer les Trois Provinces de l'Est. Sur ce point, le Rapport de la Commission Lytton nous donne un long passage à ce sujet :

« Quelles qu'aient pu être les insuffisances de l'administration manchourienne au cours de la période qui a précédé les événements de septembre 1931, on doit noter que des efforts furent tentés, dans certaines parties du pays, pour améliorer l'administration et que certains progrès furent réalisés, particulièrement dans le domaine de l'ins-

truction publique, de l'administration municipale et dans celui des travaux d'utilité publique. Il est nécessaire, notamment, de souligner que, pendant cette période, sous l'administration du maréchal Tchang Tso-lin et du maréchal Tchang Hsueh-liang, la population et les intérêts chinois ont joué un rôle beaucoup plus important qu'auparavant dans le développement et dans l'organisation des ressources économiques de la Mandchourie.

« L'installation de nombreux immigrants chinois a aidé à développer les relations économiques et sociales entre la Mandchourie et le reste de la Chine, Mais, outre cette colonisation, c'est pendant cette période que des chemins de fer chinois, indépendants des capitaux japonais, notamment les lignes Moukden-Hailung, Tahushan-Tungliao (embranchement de la ligne Peïping-Moukden), Tsitsihar-Koshang et Hulun-Hailun furent construits, que le projet du port de Hulutao, le projet de travaux sur le fleuve Liao et diverses entreprises de navigation sur plusieurs rivières furent mis en œuvre. Des capitaux chinois, officiels et privés, participèrent à de nombreuses entreprises. Dans l'industrie minière, les Chinois, s'intéressèrent aux mines de charbon de Penhsihu, Muling, Chalainoerh et Laotoukou, et ils assumèrent l'entière responsabilité du développement d'autres mines dont beaucoup se trouvaient placées sous la direction de l'administration minière officielle du Nord-Est ; ils s'intéressèrent également à l'exploitation des gisements aurifères de la province de Heilungkiang. En matière d'exploitation forestière, ils s'intéressèrent avec les Japonais à la Compagnie des bois du Yalou et contribuèrent au développement de l'industrie du bois dans les provinces de Heilungkiang et de Kirin. Des stations expérimentales d'agriculture furent créées dans différentes localités de Mandchourie et on encouragea la création d'associations agricoles, ainsi que des projets d'irrigation. Enfin, des intérêts chinois furent engagés dans la minoterie et l'industrie textile, dans des usines et moulins pour les haricots soja, l'huile, et la farine, ainsi que dans des filatures et des tissages de pongée ou soie « tussah », de coton et de laine.

« Le commerce entre la Mandchourie et le reste de la Chine augmenta également. Ce commerce fut financé en partie par les banques chinoises, notamment la Banque de Chine qui avaient établi des succursales dans les principales villes de Mandchourie. Des jonques et des vapeurs chinois circulaient entre la Chine proprement dite et Dairen, Yingkow (Newchwang) et Antung. Il transportaient des cargaisons de plus en plus considérables et occupaient la seconde place dans le commerce maritime de la Mandchourie, la première étant occupée par le tonnage japonais. Les compagnies d'assurances chinoises développaient également leur activité et les douanes maritimes chinoises tiraient du commerce de la Mandchourie des revenus de plus en plus importants¹. »

Le plus important des effets résultant des efforts poursuivis par les Chinois se manifeste surtout dans le domaine de transport. Pendant cette période, plusieurs nouvelles lignes ferroviaires avaient été construites par les Chinois avec leurs propres capitaux. Par suite de la construction de ces nouvelles lignes, il se produisit, dans une certaine mesure, des changements au point de vue du trafic. Ces nouvelles lignes mettaient la Compagnie du Sud-Mandchourien dans l'obligation d'abaisser son tarif afin de pouvoir soutenir la concurrence et par là elle voyait diminuer son profit. Au cours de ces dernières années, le port de Yingkéou paraît s'être développé considérablement en tant que centre d'exportation, tandis que le port de Dairen, port sous le contrôle japonais, périclité depuis 1929². En outre, la Chine procéda à la construction du nouveau port de Hulutao.

Ce développement économique provoqué par les Chinois raffermir considérablement les liens entre la Chine et ses Trois Provinces de l'Est. Par contre, la position du Japon semblait diminuer nettement d'importance. Économique-

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, pp. 34-35.

2. *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 38.

ment parlant, les Japonais sentaient leur infériorité dans la concurrence avec les Chinois. C'est pourquoi ils abandonnent les moyens pacifiques et c'est à la force qu'ils se préparent à recourir. Voilà donc une autre cause fondamentale de leur agression en Mandchourie.

TROISIÈME PARTIE

LES DROITS DU JAPON EN MANDCHOURIE

Se basant sur les constatations contenues dans le Rapport de la Commission d'Etude, l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations a jugé ainsi dans son rapport final adopté à l'unanimité — sauf évidemment le Japon —, la situation de ce dernier :

« Le Japon a acquis ou revendiqué en Mandchourie des droits ayant pour effet de restreindre l'exercice de la souveraineté de la Chine d'une manière et à un degré tout à fait exceptionnels. Il gouvernait le territoire à bail du Kwantung en y exerçant pratiquement une souveraineté complète. Par l'entremise du Chemin de fer Sud-Mandchourien, il administrait les zones du chemin de fer, y compris plusieurs villes et d'importantes parties de cités populeuses, telles que Moukden et Changchun ; dans ces zones, il avait la haute main sur la police, les impôts, l'enseignement et les services publics. Il maintenait des forces armées dans certaines parties du pays : l'armée du Kwantung dans le territoire à bail ; des gardes du chemin de fer dans les zones du chemin de fer ; une police consulaire dans les divers districts. Un tel état de choses aurait peut-être pu se prolonger sans provoquer des complications et des contestations incessantes s'il avait été librement souhaité ou accepté de part et d'autre, et s'il avait été l'expression et la manifestation d'une politique bien comprise d'étroite collaboration dans le domaine économique

et politique. Mais, en l'absence de ces conditions, il ne pouvait qu'aboutir à des froissements et à des conflits. L'enchevêtrement des droits respectifs, parfois l'incertitude de la situation juridique, l'opposition croissante entre la conception que se faisaient les Japonais de leur « situation spéciale » en Mandchourie et les revendications du nationalisme chinois multipliaient les différends et incidents¹. »

Même pour ceux qui n'ont aucune connaissance particulière de la situation mandchourienne, une simple lecture du passage cité suffit pour donner une impression d'un enchevêtrement extraordinaire de droits et privilèges japonais en Mandchourie et d'une situation « sans parallèle exact dans d'autres parties du monde ». Un tel état de choses avait-il été « librement souhaité ou accepté de part et d'autre » et avait-il été « l'expression et la manifestation d'une politique bien comprise d'étroite collaboration dans le domaine économique et politique » ? Par quelles circonstances s'était traduit l'« enchevêtrement des droits respectifs » ? Dans quelle mesure s'était présentée l'« incertitude de la situation juridique » ? D'où était venue cette « situation spéciale » du Japon en Mandchourie ? Comment pouvaient se justifier les « revendications du nationalisme chinois » ? Voilà autant de questions fondamentales que les documents de l'organisme de Genève ont beaucoup de peine à définir et à préciser.

Il va sans dire que c'est précisément là que réside la clé du problème, que c'est là ce qui intéresse ceux qui désirent avoir « une connaissance réelle » de la situation mandchourienne. Mais une telle discussion ne saurait guère donner de résultats certains si elle se plaçait sur le plan politique. Aussi une explication franche et nette ne peut résulter que d'un examen juridique. C'est d'après ce principe que nous croyons devoir diriger notre étude.

Parmi les questions posées ci-dessus, celle de l'évolution de cet état de choses a été exposée dans la partie précédente de notre étude. Maintenant il s'agit de répondre aux ques-

1. Voir la série de publication de la Société des Nations, VII. Questions politiques, 1933, VII, 2. Document n° officiel. A (Ext.). 22. 1933. VII, p. 16.

tions suivantes : dans quel état se présente le dit enchevêtrement des droits respectifs des deux pays en présence, ou plutôt quels sont les droits obtenus par le Japon et perdus par la Chine ; et enfin quels sont les motifs qui justifient les revendications chinoises ? En un mot, quels sont les droits du Japon en Mandchourie au point de vue strictement juridique ?

En poursuivant notre recherche en vue de préciser les droits du Japon en Mandchourie, nous croyons indispensable d'émettre certaines réserves qui, non seulement possèdent une importance capitale pour la solution de la question, mais qui sont nécessaires pour l'intelligence de notre travail.

1° L'exclusion des prétendus droits sans aucune base conventionnelle ou contractuelle mais qui prennent comme fondement les précédents créés par la Russie soit en Mandchourie septentrionale soit en Mandchourie méridionale, ou qui résultent de la guerre russo-japonaise. On sait que les droits fondamentaux du Japon en Mandchourie proviennent de son héritage des droits russes. Mais cet acte de transfert a ses limites, c'est-à-dire, il doit s'enfermer dans les limites des droits que les Russes avaient obtenus conformément aux traités. Si des précédents illégitimes ont été créés par les Russes, ni le droit ni la justice ne permet aux Japonais d'en profiter ni de les imiter.

2° L'exclusion des droits résultant des accords dépourvus des conditions fondamentales pour que ces accords puissent être valables comme des traités ou d'autres actes conventionnels. On sait qu'il existe une certaine quantité d'actes illégaux passés, souvent secrètement, entre les Japonais et les autorités locales ; il existe même de grandes difficultés pour connaître l'existence de ces actes ainsi que leur contenu. Les règles communes du droit international ne nous permettent guère de cataloguer ces actes, et surtout d'apprécier leur validité aussi les dispositions résultant de ces actes ne peuvent accorder au Japon de véritables droits.

3° L'exclusion des droits résultant des traités du 25 mai 1915. Notre long exposé sur la question de la validité des traités en question nous a amené à conclure que lesdits

traités sont douteux quant à leur validité. Du moment que cette question fondamentale n'a pas encore été tranchée, il est impossible de mentionner l'existence des droits du Japon résultant de ces traités.

Ayant donc écarté les droits qui font l'objet de nos réserves, nous procédons à l'examen des divers droits du Japon en Mandchourie. Notre étude porte essentiellement sur les droits et les prétendus droits japonais énumérés dans le Rapport de la Commission d'Etude ou dans celui de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations, à savoir : le droit d'administration, de juridiction, de stationnement des troupes, de police, et d'exploitation économique. Dans ce dernier domaine, nous n'étudierons que la question des chemins de fer, celle concernant les mines, les exploitations forestières, etc., ayant été précédemment mentionnée.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT D'ADMINISTRATION DU JAPON EN MANDCHOURIE

Sous la rubrique de droit d'administration est compris le droit d'administration dans son sens propre, tel que le droit de taxation, d'enseignement, de gestion des services publics sous ses diverses formes.

L'examen du droit d'administration du Japon en Mandchourie vise aussi bien le territoire à bail du Kwantung, (pour les Japonais, le « Département de Kwantung »), que les terrains utilisés par les chemins de fer Sud-Mandchouriens que les Japonais appellent « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Même d'après la plupart des Japonais, la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » diffère essentiellement du territoire à bail du Kwantung. Parce que, d'abord, leur origine et leur statut juridique sont essentiellement différents, et que leur organisation administrative actuelle n'est guère semblable : le territoire à bail est dirigé par le Département de Kwantung, tandis que la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » est administrée par la Compagnie du Chemin de fer Sud-Mandchourien, bien que celle-ci soit soumise au contrôle du Département de Kwantung. Nous examinons donc le droit d'administration du Japon en deux sections : l'une consacrée au territoire à bail du Kwantung, l'autre, à la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ».

1. — *Le droit d'administration du Japon dans le Territoire à bail du Kwantung.*

Nous examinons le territoire à bail du Kwantung en faisant remarquer que ce bail prenait son origine dans la

convention sino-russe du 27 mars 1898 et que sa durée y était fixée à vingt-cinq ans. Lorsque le Japon avait été subrogé dans ses droits par la Russie, subrogation acceptée également par la Chine, il avait assumé l'obligation de se conformer à la convention originelle. Si le bail du Kwantung, qui devait expirer en mars 1923, continue à courir au profit des Japonais, c'est par suite de l'inclusion, dans les traités et échanges de notes du 25 mai 1915, d'une clause portant à 99 ans la durée du bail. Mais la validité de cette prolongation est fort discutable, étant donnée que la question de la validité des traités de 1915 demande encore, comme nous l'avons exposé, à être tranchée. Sous réserve de cette remarque, nous allons exposer le droit d'administration du Japon dans le territoire à bail du Kwantung tel qu'il résulte des stipulations conventionnelles.

Etant donné que le bail du Kwantung a été stipulé par la convention sino-russe du 27 mai 1898, notre examen doit obligatoirement se concentrer sur les clauses de ladite convention. Nous rechercherons d'abord le motif qui rendait nécessaire le bail de ce territoire. L'article premier de la convention l'indique clairement :

« Afin d'assurer aux forces navales russes la possession d'une base entièrement abritée sur le littoral de la Chine du Nord, S. M. l'Empereur de Chine convient de mettre à bail à la disposition du Gouvernement russe, Port-Arthur (Lu-Chouen-Kéou) et Ta-lien-wan (Dalny) avec les eaux adjacentes à ses ports. Toutefois, cet acte de bail ne viole aucunement les droits souverains de S. M. l'Empereur de Chine dans le territoire ci-dessus mentionné. »

Avant tout, le bail du Kwantung était nécessité par les besoins militaires russes, mais il était formellement proclamé que les droits souverains de la Chine n'étaient aucunement aliénés.

Après l'article 3 de la même convention qui fixait la durée du bail à vingt-cinq ans à partir de la signature de la convention, plusieurs articles suivants intéressent la question du droit d'administration dans le Kwantung :

ARTICLE 4. — « Durant la période du bail, dans ce territoire et l'étendue de ses eaux territoriales, le commandement militaire des forces terrestres et navales ainsi que l'administration civile suprême seront entièrement accordés aux autorités russes et seront concentrés dans les mains d'une seule personne qui, toutefois, ne pourra prendre le titre de Gouverneur ou de Gouverneur Général. Les forces militaires terrestres chinoises quelles qu'elles soient ne seront pas admises dans le territoire spécifié. Les habitants chinois conserveront le droit, s'ils le désiraient, ou bien de s'éloigner des limites du territoire pris à bail par la Russie, ou bien de demeurer dans ces limites sans subir de restrictions de la part des autorités russes. Dans le cas où un sujet chinois commettrait quelque crime dans les limites du territoire à bail, le coupable devrait être traduit devant les autorités chinoises les plus proches pour être jugé et puni conformément aux lois chinoises, d'après l'article 8 du traité de Pékin de 1860. »

ARTICLE 6. — « Les deux Gouvernements agréent que Port-Arthur, comme port exclusivement militaire (naval) sera utilisé exclusivement par les vaisseaux russes et chinois et sera considéré comme un port fermé aux vaisseaux de guerre et aux navires de commerce des autres pays. En ce qui concerne Ta-lien-wan, le port, à l'exception de l'une des baies intérieures qui, comme Port-Arthur, sera exclusivement affectée à l'usage des navires russes et chinois, sera considéré comme ouvert au commerce étranger de toutes les nations. »

ARTICLE 7. — « Le Gouvernement russe pourvoira lui-même à ses propres dépenses ; et avec ses propres ressources pour construire tous les bâtiments nécessaires pour sa flotte et pour ses forces terrestres dans l'étendue à bail et spécialement dans Port-Arthur et Ta-lien-wan ; il s'engage à construire des fortifications, maintenir des garnisons et d'une façon générale à prendre toutes les mesures nécessaires pour la défense des localités spécifiées contre l'attaque hostile. Pareillement le Gouvernement russe s'engage à construire et à entretenir à ses propres frais

les phares et les autres signes de précaution nécessités par la sécurité de la navigation. »

Il est donc exact que, se basant sur des nécessités d'ordre militaire, la Chine accordait à la Russie pour une période déterminée de vingt-cinq ans le droit de contrôle du territoire à bail. Mais la personne chargée de ce contrôle ne pouvait être désignée comme « gouverneur » ou « gouverneur général » c'est-à-dire que l'administration ne devait pas se présenter sous forme d'un « gouvernement », par exemple, dans le genre de celui de Hongkong. Car une pareille institution aurait eu pour résultat de confier aux autorités russes tout ce qui intéresse l'administration du territoire ; ce qui est incompatible avec les droits « souverains » réservés formellement à la Chine.

La phrase : « cet acte de bail ne viole aucunement les droits souverains de S. M. l'Empereur de Chine dans le territoire sus-mentionné » a donc un sens et une portée très considérables. Il convient de l'interpréter dans ce sens que, en dehors des concessions énumérées dans la convention, la Chine conserve tous ses droits souverains bien que le territoire en question soit donné à bail à une puissance étrangère. Il y a là une restriction importante au droit d'administration accordé à ce dernier pays. Quant aux concessions figurées dans le présent accord, elles intéressent uniquement les considérations d'ordre militaire : la Russie pouvait exercer sur le territoire à bail le commandement de ses forces navales et terrestres, y construire des fortifications, y maintenir des garnisons et prendre toutes les mesures intéressant la défense dudit territoire, de même que celles intéressant les établissements nécessités par la sécurité de la navigation. Si les mentions ont été faites minutieusement en ce qui concerne les concessions d'ordre militaire, il en est tout autrement en ce qui concerne le droit d'administration dans le territoire. Il s'ensuit que son absence dans le texte de la convention prouve qu'il rentre dans les termes de « droits souverains » réservés, par contre, à la Chine. Si pourtant on voit figurer dans l'article 4 l'expression de « suprême administration

civile » qui devait également relever des autorités russes, c'est parce qu'il est nécessaire de faire une distinction entre cette « suprême administration civile » et le droit d'administration en général. La première était liée au commandement militaire confié à la Russie tandis que le dernier paraissait faire partie des « droits souverains » gardés par la Chine. Autrement il n'aurait pas été nécessaire de faire cette importante réserve et d'énumérer en détail tous les droits accordés à la Russie en ce qui concerne les opérations militaires. Car alors la Russie serait entièrement libre de disposer de ce territoire à bail sans avoir besoin du consentement exprès du Gouvernement chinois, vu que certaines des concessions ont été mentionnées dans la convention, et que ce qui manque dans le texte ne peut être considéré, par conséquent, comme rentrant dans les droits obtenus par la Russie. Dès lors il faut reconnaître que ce terme « suprême administration absolue », quelle que soit son interprétation, ne peut avoir eu pour conséquence d'accorder à la Russie un droit d'administration absolu dans le territoire à bail du Kwantung.

Il faut admettre, en outre, que ce n'est pas seulement, en théorie, par le terme de « droits souverains », que la Chine demeure en relations avec le Kwantung malgré le bail accordé à une puissance étrangère, mais que c'est également en pratique qu'elle puisse continuer à jouir d'une grande partie de ses droits sur ce territoire. Elle continue notamment d'utiliser conjointement avec la Russie les ports, et en particulier, Port-Arthur. L'article 6 est très explicite dans ce sens. Si ses forces terrestres doivent se retirer du territoire à bail, cela est dû à la nécessité d'écarter le danger provenant du mélange des forces des deux nations sur le même territoire, puisque d'après l'article 4, le commandement militaire est transféré à la Russie. Mais lorsqu'il s'agit du port, le danger est moindre, alors les vaisseaux chinois et russes peuvent l'utiliser conjointement. Il s'ensuit que d'après les engagements conventionnels, la position de la Chine n'est nullement effacée dans le Kwantung et en conséquence, les droits d'admi-

nistration de ce pays sont loin d'y être entièrement abandonnés.

On doit également remarquer que toutes les fois qu'il s'agit d'entreprendre les constructions intéressant les opérations militaires et la sécurité de la navigation, il était expressément déclaré que le Gouvernement russe effectuerait les dépenses sur ses propres ressources. Il est donc explicitement annoncé que le territoire à bail n'a pas à supporter les frais nécessités par les besoins de la Russie. Cela équivalait à dire que, par exemple, le droit de taxation, comme tous les autres droits, sera compris dans « les droits souverains » de la Chine dont une clause expresse stipule l'inviolabilité.

Cette situation est plus remarquable concernant la ville de K'ing-tchéou. Cette ville, située à l'intérieur du territoire à bail, était régie par une clause contenue dans l'accord additionnel du 7 mai 1898. En voici l'article 4 :

« Le Gouvernement russe consent à la demande du Gouvernement chinois que l'administration et la police de la ville de King-tchéou restent chinoises. Les troupes chinoises seront retirées de King-tchéou et remplacées par les troupes russes. Les habitants de la ville ont le droit d'utiliser les routes de King-tchéou à la limite nord du territoire à bail ainsi que les eaux se trouvant près de la ville et habituellement indispensables et dont l'usage a été cédé à la Russie ; mais ils n'ont pas le droit d'utiliser la côte maritime. »

Ici, la même situation que tout à l'heure se présente. Parce que la côte maritime intéresse la défense du territoire à bail, son contrôle passait à la Russie. Bien plus, l'administration militaire était assumée par les troupes russes. Tandis que l'administration et la police, comme constituant les « droits souverains » de la Chine, demeuraient chinoises.

Voilà en résumé la vraie nature juridique des droits accordés au Gouvernement russe par suite de la cession du bail du Kwantung par le Gouvernement chinois.

Le point essentiel est que tout ce qui intéresse les opérations militaires ainsi que la suprême administration civile inhérente à ces opérations était concédé à la Russie comme indispensable au but du bail ; tandis que les autres droits demeuraient inviolablement chinois.

Il est vari que dans les années qui suivirent, les Russes commirent des violations flagrantes des engagements qu'ils avaient assumés envers la Chine, et rendirent leurs autorités administratives entièrement prépondérantes dans le territoire à bail. Mais ceci ne prouve pas qu'ils se firent attribuer de nouveaux droits par des moyens licites. D'ailleurs, les années postérieures à 1898 furent caractérisées par l'extrême violence à laquelle la Russie recourut en Mandchourie. Toute la Mandchourie demeurait sous l'occupation par force de l'armée russe : évidemment le territoire à bail du Kwantung n'y faisait point exception. Pourtant cette occupation russe des Trois Provinces avait soulevé des protestations, et finalement, les Russes avaient dû se retirer. C'est pourquoi il est décidément inutile de discuter cet état de choses dans le territoire à bail, étant donné que l'absence de tout motif de droit à cette occupation n'est que trop évidente.

Nous avons indiqué l'origine réelle du droit d'administration dans le Kwantung telle qu'elle résulte des engagements conventionnels. Il nous appartient maintenant d'examiner la situation après que ce bail eût été transféré au Japon comme conséquence de la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

L'article 5 du traité de Portsmouth du 5 septembre 1905 était conçu dans les termes suivants :

« Le Gouvernement du Tsar transfère et assigne au Japon avec le consentement du Gouvernement chinois, le bail de Port-Arthur-Talienwan et du territoire adjacent, les eaux territoriales et tous les droits, privilèges et concessions connexes ou inclus dans ledit bail. »

L'article 2 du traité de Pékin du 22 décembre 1905, a fait expressément la déclaration suivante :

« Le Gouvernement impérial japonais s'engage en ce qui concerne le territoire cédé à bail, aussi bien qu'en ce qui concerne la construction des voies ferrées et l'exploitation, à se conformer consciencieusement¹ aux accords primitifs conclus entre la Russie et la Chine » ;

Il s'ensuit que le transfert effectué par la Russie au Japon ainsi que le consentement de la Chine à ce transfert devaient s'effectuer dans les limites des droits, privilèges, et concessions que la Russie avait légalement obtenus de la Chine, en un mot, ceux qui avaient été stipulés dans les accords primitifs conclus entre la Russie et la Chine. C'est là que doivent être limités les droits du Japon sur le territoire à bail du Kwantung. C'est-à-dire que le droit de contrôle militaire, particulièrement en ce qui concerne les mesures intéressant la défense militaire du territoire à bail, était absolu jusqu'en mars 1923 avec une importante restriction provenant de ce que les ports navals devaient être utilisés aussi bien par la Chine que par le pays bénéficiaire du bail. Quant aux autres droits rentrant dans le terme de « droits souverains », ils demeuraient toujours dans la possession chinoise avec également l'exception résultant de la « suprême administration civile » indispensable pour assurer la sécurité des opérations d'ordre militaire. Ni le traité de Portsmouth ni le traité de Pékin n'avait apporté une modification ou un élargissement de ces clauses, mais bien au contraire, ils avaient réaffirmé la nécessité de se conformer aux accords primitifs. Même que dans le texte japonais, le terme employé dans l'article 2 du traité de Pékin « autant que possible » laisse une certaine latitude, l'esprit essentiel de cet article n'a point été pour cela supprimé. Tandis que, d'après le texte chinois, le Japon doit se conformer consciencieusement aux accords primitifs.

Or, à côté de ces dispositions légales qui déterminent le véritable droit du Japon dans le territoire à bail du Kwantung, la situation du Japon d'aujourd'hui y est toute différente.

1. Dans le texte japonais du traité de Pékin de 1903, c'est le terme de « conformer autant que possible... » qui a été employé.

Immédiatement après la conclusion du traité de paix de Portsmouth, le Japon institua le « Gouvernement général de Kwantung ». Le 1^{er} août 1906 fut publiée l'ordonnance impériale fixant le statut de l'organisation du Gouvernement de Kwantung ¹ dont le chef suprême prenait le titre de « gouverneur général ». Par une nouvelle ordonnance impériale du 12 avril 1917, le « Gouvernement général de Kwantung » fit place au « Département de Kwantung » à la tête duquel se trouve un « gouverneur » à côté du commandant en chef de l'armée de Kwantung ². Il est évident que cette situation est incompatible avec l'esprit et la lettre de la clause contenue dans l'article 4 de la convention sino-russe du 27 mars 1898 d'après laquelle la personne qui représente les autorités russes dans ce territoire à bail n'aura pas le titre de gouverneur ni de gouverneur général ». Si les Russes avaient créé un précédent en ce sens dans les années suivant la conclusion de ladite convention, on ne saurait considérer la situation comme résultant des droits conventionnels au sens juridique du mot. De plus, l'action russe en Mandchourie, depuis 1900 jusqu'à la veille de la guerre russo-japonaise avait été qualifiée d'illégale par les Japonais ; cette même expression figurait notamment dans le manifeste lancé par le Mikado en date du 10 février 1904. Or, la même situation qui était illégale pour les Russes avant la guerre de 1904-1905 ne saurait se transformer subitement après cette guerre, et devenir légale pour les Japonais.

En continuant notre étude, nous verrons que l'action du Japon dans le territoire à bail du Kwantung fut toujours fort loin de se conformer aux accords primitifs conclus entre la Chine et le Japon. Particulièrement en ce qui concerne les clauses tendant à réserver les droits de celui qui accorde la concession du bail, autrement dit à restreindre ceux du bénéficiaire, le Japon n'en tint pas le moindre compte.

1. Ordonnance impériale n° 196. *Journal Officiel* (Kouampo) du 1^{er} août 1906 ; voir également *Foreign Relations of United States*, 1906, pp. 1051-1059.

2. Ordonnance impériale n° 94. *Journal Officiel* (Kouampo) du 12 avril 1919 ; voir également *Histoire du vingtième Anniversaire du Gouvernement de Kwantung* (en japonais), Dairen, août 1926, p. 274.

Par exemple, Port-Arthur avait été expressément affecté, par l'article 6 de la convention de 1898, à l'usage commun de la Chine et de la Russie. Mais depuis qu'ils ont succédé aux Russes dans le Kwantung, les Japonais ont imposé toutes sortes de restrictions qui ont virtuellement fermé Port-Arthur aux vaisseaux chinois. De plus, d'après l'article 4 de la convention additionnelle sino-russe du 7 mai 1898, l'administration et la police de la ville de King-tchéou, ville située dans le territoire à bail, appartenait aux autorités chinoises. En 1914, le nom de King-tchéou fut remplacé par le Gouvernement chinois par celui de King-hien et la ville fut soumise au contrôle du Gouvernement provincial de Fengtien (Liaoning). Mais depuis qu'il a hérité des droits résultant du bail, le Japon n'a jamais respecté cette clause. Il s'est même efforcé d'empêcher la Chine d'envoyer ses fonctionnaires exercer dans cette ville le droit d'administration et de police, comme l'a stipulé expressément la clause contenue dans l'article 4 de la convention additionnelle du 7 mai 1898. Il est à remarquer que depuis cette dernière date, aucun accord ultérieur n'est intervenu pour changer le régime du droit d'administration de la Chine dans cette ville. Par suite, l'attitude du Japon est entièrement illicite.

2. — *Le droit d'administration du Japon dans la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ».*

Si le droit d'administration du Japon dans le territoire à bail du Kwantung est contestable dans la mesure où les Japonais le prétendent absolu, il en est forcément beaucoup plus lorsqu'il s'agit de ce que les Japonais appellent la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ». La contestation porte non seulement sur la nature exacte du droit d'administration dans les localités mais, bien plus, le terme de « zone du chemin de fer » donne immédiatement lieu à de sérieuses objections.

1. Ce qu'est la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » ? — Dans la troisième conférence de l'Institut

des Relations du Pacifique (Institute of Pacific Relations), tenue à Kyoto en 1929, la question du statut de la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » avait été l'objet d'ardentes discussions. Par la bouche du Professeur Royama, le Japon avait présenté aussi abondamment que possible ses arguments. D'abord, en commençant à définir la « zone du chemin de fer », le Professeur Royama, dans son article intitulé « La zone du chemin de fer Sud-Mandchourien et la nature de son administration », disait :

« Ladite zone du chemin de fer est une longue bande étroite suivant la ligne principale du chemin de fer Sud-Mandchourien (427 miles), la ligne Antung-Moukden (161 miles) et les autres lignes d'embranchement, faisant un total de 700 miles. La zone longeant le chemin de fer couvre une superficie de 109 miles carrés.

Ceci dit, le même auteur poursuit :

« Dans l'intention de déterminer la nature du droit d'administration de la zone du chemin de fer, il nous semble qu'il y a premièrement lieu de reconnaître que le droit en question a été et est encore traité dans ses rapports avec la loi du Japon comme une sorte de droit de gouvernement, et ensuite de déterminer la nature de ce droit au point de vue international et à celui des relations avec les Chinois et les autres étrangers...

« Secondement, nous devons nous mettre à comparer la zone du chemin de fer avec les concessions étrangères (foreign settlements) dans les autres parties de la Chine et voir quels facteurs de ces dernières se sont trouvés dans la première. Après que ces facteurs ont été trouvés dans la dernière et aussi après qu'il a semblé que ces facteurs peuvent être discutés indépendamment de la question de la nature de la zone, les cas de Tientsin et de Chang-haï peuvent être cités comme constituant des précédents pour le problème qui nous occupe. »

L'attitude japonaise sur la nature de la « zone du chemin

de fer » est ainsi nettement indiquée. Les terrains au long des chemins de fer Sud-Mandchouriens sont ainsi nommés par les Japonais comme « terrains attachés au Sud-Mandchourien » ou en japonais d'après la prononciation chinoise « Man-t'ieh-fou-chou-ti », et sont, d'après eux, comparables aux concessions étrangères soit de Tientsin soit de Chang-haï.

De toute évidence, la présentation de la thèse japonaise se fait absolument dans des conditions unilatérales et surtout fragiles au point de vue juridique. Notre tâche consiste tout l'abord à préciser l'origine de cette prétendue « zone de chemin de fer » qui, aux dires des Japonais, est comparable aux concessions étrangères en Chine.

On sait que le droit que possède le Japon dans le chemin de fer Sud-Mandchourien auquel la prétendue zone est attachée provient de l'article 6 du traité de Portsmouth et de l'article premier du traité de Pékin de 1905. Dans l'article 6 du traité de Portsmouth la Russie déclarait transférer au Japon la voie ferrée entre Changchun et Port-Arthur et tous ses embranchements, ainsi que tous droits et privilèges et propriétés s'y rattachant. D'autre part, dans l'article premier du traité de Pékin, la Chine accepta tous les transferts que la Russie consentit au Japon ; en revanche, le Japon s'engagea à se conformer aux accords primitifs conclus entre la Russie et la Chine. Le régime du Sud-Mandchourien se trouve ainsi dans l'accord du 6 juillet 1898 conclu entre le Gouvernement chinois et la Société du chemin de fer de l'Est-Chinois, accord dans lequel les deux parties déclarent se conformer à l'accord conclu le 8 septembre 1896 à l'occasion de la construction du chemin de fer de l'Est-Chinois. C'est dans ce dernier accord que l'on trouve l'origine de la prétendue zone du chemin de fer. En effet, l'article 6 de l'accord du 8 septembre 1896 est ainsi intitulé :

« Les terrains réellement nécessaires pour la construction, exploitation et protection de la ligne, ainsi que les terrains aux environs de la ligne, nécessaires pour se procurer des sables, pierres, chaux, etc., seront remis à la Société

gratuitement, si ces terrains sont la propriété de l'Etat ; s'ils appartiennent à des particuliers, ils seront remis à la Société contre un seul paiement ou une location annuelle aux propriétaires, au prix courant.

« Les terrains appartenant à la Société seront exempts de tout impôt foncier.

« La Société aura le droit absolu et exclusif de l'administration de ses terrains.

« La Société aura le droit de construire sur ces terrains des constructions de tout genre, et également de construire et d'exploiter le télégraphe nécessaire pour les besoins de la ligne... »

Ici, s'impose une remarque d'importance capitale : c'est que les terrains dont l'administration est confiée à la Société sont les terrains « réellement nécessaires pour la construction, exploitation et protection de la ligne », c'est-à-dire les terrains utilisés pour le bon fonctionnement du chemin de fer en tant que simple moyen de communication, sans qu'il existe aucun accord entre la Chine et la Russie ou entre la Chine et le Japon pour déterminer la quantité de terrains susceptibles d'être acquis soit par la Société de l'Est-Chinois, soit par la Compagnie du Sud-Mandchourien. La limite de ce droit d'acquisition est nettement indiquée par les mots : « réellement nécessaires » au fonctionnement de la ligne. Ces mots n'indiquent aucunement que le bénéficiaire de ce contrat soit en droit ou ait la possibilité d'étendre les terrains en dehors de la limite de ses besoins réels et, à plus forte raison, de s'en servir à des usages qui n'ont aucun rapport avec les opérations de nature économique. Il s'ensuit que les terrains acquis devaient être des « terrains utilisés par le chemin de fer » et non pas des terrains qui puissent constituer une « zone » distincte comme l'ont prétendu les Japonais. Car ici le mot « zone » implique l'idée d'une étendue vaste et continue, ce qui est en contradiction avec l'esprit du traité.

Dans la situation où se trouve actuellement la prétendue zone du chemin de fer Sud-Mandchourien, l'étendue en est de fait extrêmement vaste. C'est tantôt un étroit ruban

de terre variant de 50 à 300 pieds de chaque côté de la ligne, mais on y trouve parfois des vastes espaces comprenant de grandes villes, une partie de la ville de Moukden, par exemple. Une telle situation ne concorde évidemment pas avec l'accord primitif.

Ainsi, il n'y a pas de « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » au sens juridique du terme, il n'y a surtout pas de « zone » délimitée par un accord, mais cette « zone » s'est pourtant élargie d'une manière constante par suite du fait que le Japon accapare les territoires qu'il ne peut aucunement justifier comme nécessaires à l'exploitation du chemin de fer, si bien que le terme « zone du chemin de fer » est de plus en plus incorrect.

Pour justifier leur position, les Japonais ont fait valoir les précédents créés par les Russes et prétendent se borner à profiter de l'état de choses créé par leurs prédécesseurs. Ceci nous amène à établir la situation réelle dans laquelle se trouvaient les Russes. Mais tout d'abord nous devons remarquer que ce dont le Japon a hérité de la Russie, ce sont les droits au sens juridique du mot, et non point les droits exercés en fait, mais en violation des engagements contractuels résultant des accords primitifs auxquels le Japon s'était engagé à se conformer.

Ceci dit, voyons quelle est la situation réelle de cette prétendue zone. On doit même distinguer dans les différentes régions du chemin de fer Sud-Mandchourien plusieurs catégories de terrains d'après l'origine de leur incorporation à la zone. Un aperçu sur ces catégories de terrains suffit à démontrer à quel point la situation de cette prétendue zone aujourd'hui sous l'administration aussi bien politique que commerciale de la Compagnie du Sud-Mandchourien, ou plus exactement sous celle du Japon, est loin des accords primitifs statuant sur ce sujet. Nous empruntons ici la classification du Dr. C. Walter Young qui en a distingué jusqu'à six ¹ :

1° Terrains acquis par le Japon en 1905 selon les termes

1. C. Walter Young, *Japanese Jurisdiction in the South Manchuria Railway Areas*, pp. 134 et suivantes.

du traité de Portsmouth et du traité de Pékin, à la suite du transfert opéré par le Gouvernement russe, y compris seulement les terrains possédés par Chemin de fer de l'Est-Chinois. Ici, on doit remarquer que pour cette catégorie même, la base légale n'est guère justifiée dans la plupart de ces terrains vu que les stipulations des accords primitifs n'avaient pas été observés.

2^o Terrains acquis pendant et après les guerres russo-japonaises par les autorités militaires japonaises, *a*) par l'appropriation ou confiscation, ou *b*) par l'acquisition faite à des propriétaires chinois. Sur cette catégorie, la justification légale est complètement impossible. D'abord parce que la Chine était neutre pendant la guerre russo-japonaise ; le respect de la neutralité par les belligérants suffit à condamner les Japonais d'avoir procédé aux mesures d'appropriations ou de confiscation des propriétés chinoises pendant la guerre même. D'autre part, le même respect de la neutralité de la Chine ne permettait pas au Japon de forcer la Chine et ses sujets à lui céder des terrains pour faciliter ses opérations militaires. Cette action japonaise était déjà condamnable en elle-même pendant la guerre russo-japonaise et elle l'est, *a fortiori*, beaucoup plus du fait que l'occupation illégale est devenue permanente après ladite guerre. Ensuite parce que, surtout à ce moment, les étrangers n'avaient pas le droit d'acquérir des terrains dans l'intérieur de la Chine et qu'en outre, les accords primitifs conclus entre la Chine et la Société de l'Est-Chinois n'autorisaient cette dernière à acquérir que les terrains réellement nécessaires aux opérations du chemin de fer.

3^o Terrains acquis par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien par achat direct aux possesseurs chinois locaux, soi-disant selon les termes de l'article 6 de l'accord du 8 septembre 1896. Ici la même observation se présente, l'accord en question a imposé une restriction à l'acquisition des terrains par le terme « strictement nécessaires ».

4^o Terrains acquis par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien sous forme de bails à trente ans, ou

bien *a*) en vertu des arrangements locaux faits avec les possesseurs chinois avant 1915, ou bien *b*) selon les mêmes arrangements après 1915, et probablement en vertu de l'échange des notes sino-japonaises du 25 mai de cette année. Sur le mode d'acquisition de cette catégorie de terrains, une double observation s'impose. D'abord, ce mode suppose ou bien que les possesseurs chinois ont cédé les terrains aux Japonais sans que les autorités chinoises locales en aient eu la connaissance, ce qui constitue une infraction flagrante aux lois chinoises, car celles-ci ont toujours formellement interdit la cession aux étrangers de terrains dans la Chine intérieure ; ou bien que ces mêmes autorités aient négocié avec les Japonais des accords secrets sur ce sujet sans que ces accords aient été portés à la connaissance du Gouvernement central ou plus exactement au ministère des Affaires étrangères chinois. Tels sont les cas nombreux d'un grand nombre de règlements irréguliers faits par les Chinois de Moukden, règlements grâce auxquels, on vit les Japonais se prévaloir de droits particuliers, de droits fonciers, entre autres. De part et d'autre, des arrangements de ce genre n'ont guère de base légale d'après le droit international. On peut au moins affirmer qu'ils sont frappés d'un vice de forme, étant donné que tous ceux qui intéressent les rapports internationaux doivent être sanctionnés par des traités, — ce qui n'a certainement pas eu lieu pour les arrangements en question. Ce point révèle le dessein du Japon de rendre les Trois Provinces de l'Est indépendantes du reste de la Chine pour continuer librement leur expansion. Ensuite les traités sino-japonais du 25 mai 1915 qui soulèvent une question fondamentale, la question de leur validité, demeurent encore parmi les problèmes en suspens entre la Chine et le Japon. Avant donc l'étude de leur nature fondamentale, il est peu logique d'y faire allusion pour justifier la légalité de ce mode d'acquisition pratiqué par les Japonais.

5° Terrains acquis, et réellement possédés à bail perpétuel, par la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien dans les « ports ouverts », comme Moukden, Antung et Yingkow (Ying-kéou). Cette catégorie de terrains

est comparable à certains égards aux concessions étrangères de Chang-haï ou de Tientsin, mais diffère essentiellement du territoire à bail de Kwantung. Bien entendu, il n'est aucunement autorisé à dépasser les limites des droits accordés par la Chine à des concessions étrangères auxquelles on a fait allusion.

6° Terrains n'étant pas la propriété intégrale de la Compagnie du Chemin de fer Sud-Mandchourien, mais possédés par des Japonais en vertu de baux au terme de trente ans et situés notamment dans les régions d'Yingkow et d'Antung ; le Gouvernement japonais en a attribué l'administration à la Compagnie uniquement dans le but d'établir une organisation municipale dans ces étendues compactes où la population est pour la plupart japonaise. Dans cette catégorie, on pourrait voir la tentative faite par le Japon pour les assimiler aux concessions de Yingkow ou d'Antung. Il faut faire ici une distinction fondamentale : c'est que les terrains de la précédente catégorie qui présentent certaines analogies avec les concessions étrangères dans d'autres parties de la Chine ont été mentionnées en quelque sorte par le traité. L'article 9 de la convention additionnelle de Pékin du 22 décembre 1905 a notamment stipulé que « les fonctionnaires japonais et chinois doivent régler les établissements de la concession japonaise à Yingkow, à Antung et à Moukden dans la province de Chen-King » (Liaoning). Or la présente catégorie n'a jamais fait l'objet d'un traité quelconque et par conséquent constitue l'exemple le plus frappant de l'action illégale du Japon.

En dehors de ces six catégories il faut ajouter une septième provenant du régime des terrains situés le long de la ligne Antung-Moukden. On se rappelle que cette ligne ferrée avait été construite, pour des usages militaires, par les Japonais pendant la guerre russo-japonaise et que conformément aux termes de l'article 6 de la convention additionnelle de Pékin du 22 décembre 1905 le Gouvernement chinois consentait à l'exploitation et à l'amélioration par les Japonais de ce chemin de fer. Le 19 août 1909, avait eu lieu un accord sino-japonais déterminant la cons-

truction de la ligne en question. Deux autres accords réglant les détails étaient intervenus respectivement le 30 octobre et le 2 novembre 1911. Aucun des accords régissant la ligne Antung Moukden n'a fait mention du consentement chinois à ce que ladite ligne soit placée sous le régime de l'accord de 1896 dont le Sud-Mandchourien a bénéficié. Il n'est que trop manifeste que si cette création d'une prétendue « zone » au long de la ligne Changchun-Port-Arthur semble dériver de cet accord de 1896, il en est tout autrement pour la ligne Antung-Moukden qui n'a aucun rapport avec cet accord. Quand la Russie transféra au Japon ses droits sur le chemin de fer de la Mandchourie méridionale, elle ne put forcément pas lui transférer ceux qui ne lui appartenaient juridiquement pas.

Par ce résumé, on voit que sur chacune de ces catégories de terrains qui constituent, selon les Japonais, la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien », le prétendu droit d'administration du Japon comporte des nuances selon l'origine de ces terrains : parfois il dérive de l'interprétation abusive des accords originaires passés entre le Gouvernement chinois et la Banque Russo-Chinoise ou la Société de l'Est-Chinois, parfois de pratiques illégales opérées de connivence avec les autorités locales, parfois encore, d'une simple appropriation de fait généralement exécutée par l'emploi de la force armée. Dans l'ensemble, la raison du plus fort a été l'unique justification donnée de leur action par les autorités japonaises lorsqu'elles ont constitué ce qu'elles appellent la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ».

2. Le Japon possède-t-il légalement le droit d'administration dans les territoires du chemin de fer? — Le droit d'administration que s'attribue le Japon dans les territoires soi-disant « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » provient d'une phrase contenue dans l'article 6 de l'accord conclu entre le Gouvernement chinois et la Banque russo-chinoise : « La Société aura le droit absolu et exclusif d'administration de ses terrains. »

Nous voici devant le mot « administration » qui cons-

titue la clé du problème. Or ce mot en français a un double sens : il s'applique aussi bien à des objectifs politiques qu'à des objectifs d'affaires. La tâche consiste donc à interpréter le vrai sens de ce mot dans l'accord de 1896.

Il faut tout d'abord remarquer que l'accord en question a été rédigé en chinois et en français. Dans le texte chinois, il est clairement indiqué que ce terme vise l'administration au sens étroit du mot. Si dans le texte français, le mot administration prête à des équivoques, il est hautement indispensable de chercher l'interprétation exacte soit d'après les circonstances de la conclusion dudit accord soit dans le texte de l'accord lui-même.

D'abord dans les circonstances de la conclusion de ce fameux accord ou dans sa forme extrinsèque, il faut reconnaître que le présent accord est conclu dans une forme un peu différente de celle d'un véritable traité internationale : il se présente plutôt comme un contrat passé entre le Gouvernement d'un État, d'une part, et une banque dont le même Gouvernement faisait partie, d'autre part¹, c'est-à-dire qu'il s'agit plutôt d'un contrat de droit commun, et non pas de droit international. L'absence du caractère de traité international se manifeste notamment dans le préambule du contrat qui est ainsi conçu :

« Le Gouvernement chinois versera la somme de Kou-ping Taëls, 5.000.000 (5 millions) à la Banque Russo-Chinoise et participera, en proportion de cette mise de fonds, aux bénéfices et pertes de la Banque, aux conditions fixées par un contrat spécial.

« Le Gouvernement chinois ayant décidé la construction d'une ligne de chemin de fer établissant une communication directe entre la ville de Tchita et le chemin de fer russe de Sud-Oussoury, confie la construction et l'exploitation de ce chemin de fer à la Banque Russo-Chinoise aux conditions suivantes... »

1. Article I^{er} du contrat passé entre le Gouvernement chinois et la Banque Russo-Chinoise est ainsi intitulé : « Le Gouvernement chinois s'intéressera aux affaires de la Banque Russo-Chinoise avec une mise de fonds de Kou-ping Taëls 5.000.000 (5 millions) et participera à partir du jour de versement au prorata des profits et des pertes. »

D'autre part, nous voyons que dans l'article premier du présent contrat il est stipulé que « la Banque Russo-Chinoise établira pour la construction et exploitation de ce chemin de fer une société sous le nom de : Société du chemin de fer Chinois de l'Est. Le sceau, dont cette société devra se servir, lui sera donné par le Gouvernement chinois ». « Le Président de cette Société sera nommé par le Gouvernement chinois, mais rétribué par la Société. »

La Société présente un double caractère : Elle a été chargée par le Gouvernement chinois de la construction et de l'exploitation du chemin de fer ; puis, elle doit dépendre, dans certaine mesure, de ce Gouvernement. Il en résulte que cette nouvelle institution se présente essentiellement comme un établissement d'affaires qui est insuffisant en lui-même pour qu'un État indépendant aliène en sa faveur ses principaux droits souverains. Sur ce point, il importe de rappeler que pendant les négociations de Saint-Petersbourg, en mai 1896, entre Li Hong-tchang et le comte Witte, ce dernier avait vivement réclamé que le chemin de fer en question fût construit et exploité par le ministère des Finances russe, mais il rencontra le refus catégorique de Li Hong-tchang ; les deux parties convinrent enfin de le confier à une société privée dont le Gouvernement chinois lui-même ferait partie. Si un refus à la suggestion du négociateur russe avait été jugé nécessaire par l'envoyé extraordinaire chinois, c'est évidemment parce que la Chine avait décidé d'ores et déjà de ne point conférer au chemin de fer en question une personnalité réelle au point de vue du droit international pour qu'il ne puisse pas s'attribuer les fonctions essentielles d'un État au détriment des droits souverains de la Chine. L'avis du Gouvernement chinois n'était certainement pas ignoré par le Gouvernement russe ; au contraire, selon nous, ce dernier avait dû le savoir officiellement. En effet, l'on avait pris soin de déterminer expressément dans le contrat du 8 septembre 1896 le domaine de l'autorité chinoise sur les points les plus importants, ceux qui constituent les attributs essentiels d'un État. L'article 5 est ainsi conçu :

« Le Gouvernement chinois prendra des mesures pour assurer la sécurité du chemin de fer et des personnes à son service contre toute attaque.

La Compagnie aura le droit d'employer, à son choix, le nombre d'étrangers ou d'indigènes, comme elle trouvera nécessaire dans l'intérêt de l'administration, etc...

Les cas criminels, procès, etc. sur le territoire du chemin de fer, devront être réglés par les autorités locales d'après les stipulations des traités. »

Dans cet ordre d'idée, on voit que le Gouvernement chinois ne s'était nullement engagé à confier l'administration des terrains au sens politique du mot à une société ordinaire — ce qui eut été un acte sans précédent dans le monde entier.

Quant au contrat lui-même, on sait qu'il a deux textes officiels : l'un en français, l'autre en chinois. Dans le texte français le mot « administration » paraît avoir un sens large, tandis que dans le texte chinois, le terme employé comporte seulement des objectifs d'affaires. Rien n'est plus facile à prouver que, étant donné que le mot employé dans le texte français ne permet pas de fixer un sens précis, l'on se réfère au texte chinois en vue de trouver une interprétation exacte. Si ce procédé était considéré comme insuffisant, un examen minutieux du texte français lui-même permet une interprétation facile. Nous présentons notre argument de la façon suivante :

Le mot « administration » a figuré à deux occasions dans le même texte français. L'une se trouve dans le fameux article 6 en question « la Société aura le droit absolu et exclusif de l'administration de ses terrains » ; tandis que l'autre se présente dans l'article 5 : « La Compagnie aura le droit d'employer, à son choix, le nombre d'étrangers ou d'indigènes, comme elle trouvera nécessaire dans l'intérêt de l'administration. » Il semble qu'à cette dernière occasion le même mot « administration » présente, d'une façon plus précise, le sens de gestion technique. Car s'il devait impliquer les objectifs politiques, ce serait plus exactement les sujets russes et chinois qui seraient chargés de cette admi-

nistration, et l'on concevrait alors difficilement que le mot « étranger », employé d'une façon vague sans distinction de nationalité, puisse figurer dans le contrat. Sur ce point, le texte chinois est encore plus précis. Sa retraduction en français est la suivante : « Quant à la gestion du chemin de fer etc., la Compagnie sera autorisée à employer le nombre d'étrangers ou de Chinois. » Tel est exactement le sens du mot « administration » employé dans l'article 5. Rien n'est donc plus invraisemblable que le même mot employé simultanément dans le texte du contrat en question puisse présenter deux sens entièrement différents l'un de l'autre. S'il ne comporte qu'un seul sens, ce sera à coup sûr celui de gestion technique, et non point celui de direction politique.

D'ailleurs, interpréter ces termes d'après la prétention des Russes et ensuite des Japonais, ce serait aller à l'encontre du contrat lui-même. On a vu que les principales fonctions, que comporte l'administration au sens politique ont été, conformément aux termes de ce contrat, retenues par le Gouvernement chinois. Par exemple, dans l'article 5, on voit qu'il est stipulé que « le Gouvernement chinois prendra des mesures pour assurer la sécurité du chemin de fer et des personnes à son service contre toute attaque ». Cette stipulation montre clairement que ce Gouvernement n'a pas l'intention et qu'il n'est pas en droit d'abandonner ses droits d'administration dans les terrains utilisés par la Société.

Une autre stipulation contenue dans l'article 6 révèle d'une façon plus typique combien la prétention de l'Est-Chinois, et ensuite du Sud-Mandchourien au droit d'administration est peu fondée. Dans cet article, nous avons cette phrase : « Les terrains appartenant à la Société, seront exempts de tout impôt foncier. » L'insertion de cette phrase montre exactement que, dans son aspect normal, ces terrains auraient dû payer l'impôt foncier au Gouvernement chinois en tant qu'ils sont administrés dans un but d'affaires, et que par suite le droit d'administration au sens politique appartient aux autorités chinoises. Ce n'est que par une faveur exceptionnelle et dans le but d'assurer le

développement du chemin de fer que les terrains appartenant à celui-ci bénéficient de cet avantage d'être exempts d'impôt foncier. S'il y avait vraiment au sein de ces terrains une administration au sens politique indépendante des autorités chinoises, dans laquelle la souveraineté chinoise serait complètement effacée, pourquoi la Société pourrait-elle désirer l'insertion d'une telle clause, puisque par la perte de leur droit d'administration, toute taxation imposée par les autorités chinoises aurait été entièrement impossible ? Rien n'est donc plus contradictoire, que, d'après les termes du même contrat, d'un côté, la Société sollicite du Gouvernement chinois l'exemption de tout impôt foncier, et que, de l'autre côté, elle prétende s'attribuer le droit d'administration au sens politique du terme, dans les terrains qui lui sont réellement nécessaires.

Par cet examen sur l'ensemble du contrat du 8 septembre 1896, il nous est parfaitement permis d'affirmer que cet acte contractuel n'avait point accordé à son bénéficiaire le droit absolu et exclusif d'administration au sens politique du mot. Par conséquent, il est facile de voir l'absence de base juridique au droit d'administration tel que le revendiquait la Russie par l'entremise de la Société de l'Est-Chinois, droit dont le Japon, hérita par le traité de Portsmouth de 1905, à la suite duquel il organisa la Compagnie du Sud-Mandchourien.

D'ailleurs notre affirmation ne représente pas seulement l'opinion chinoise, l'opinion neutre d'une tierce Puissance s'est manifestée dans le même sens. C'est ainsi qu'une communication du 9 avril 1908, émanée du Gouvernement américain et présentée à l'ambassadeur de Russie à Washington, est conçue en ces termes ¹ :

« La concession par l'acte du 8 septembre 1896 à la Compagnie du chemin de fer du droit d'administration sur ses propres terrains ne saurait même si on l'envisage isolément, être regardée comme comportant le droit d'administration politique, qui équivaldrait à un transfert des droits de souveraineté... »

Un peu plus tard, le 6 novembre de la même année, une note du Gouvernement américain à l'ambassade russe s'exprimait, d'une façon plus précise encore¹ :

« La revendication du chemin de fer de l'Est-Chinois selon laquelle la Chine lui a cédé le pouvoir municipal nécessaire à l'administration de toutes les cités et villes construites sur les terrains à bail du chemin de fer n'est pas considérée par le Gouvernement des États-Unis comme pouvant être justifiée par les termes du contrat originel de 1896 entre le Gouvernement chinois et la Banque Russo-Chinoise, contrat qui est l'acte de concession en vertu duquel le chemin de fer de l'Est-Chinois a été construit et existe aujourd'hui. L'administration par la Compagnie du chemin de fer de ses terrains à bail, administration stipulée dans l'article 6 du contrat, peut seulement se rapporter à une administration technique pouvant être nécessaire à la « construction, à l'exploitation et à la protection » du chemin de fer, objets mentionnés expressément dans cet article, et justifiant la cession de ces terrains par la Chine. »

« Une lecture du contrat tout entier, concluait le Gouvernement américain, prive le second paragraphe de l'article 6 de toute apparence de se rapporter à une administration politique. »

On ne saurait interpréter plus nettement le sens du contrat de 1896 et juger plus loyalement la valeur juridique que présente son fameux article 6.

Voilà ce qu'est un des principaux droits que le Japon a hérités de la Russie en vertu du traité de Portsmouth et du traité de Pékin. Si, héritant des droits de la Russie le Japon avait assumé envers la Chine l'engagement de se conformer aux accords primitifs conclus entre la Russie et la Chine, on ne saurait trouver aucune justification possible au fait qu'il dépasse les limites conventionnelles et prétende hériter d'avantages dépourvus de base juridique.

1. *Op. cit.*, p. 249.

Néanmoins l'opinion générale a été souvent influencée par ce fait que, au moment où il hérita des droits et privilèges ou concessions de la Russie, le Japon se trouvait en face d'une situation exceptionnelle, bien qu'illégale, créée par les Russes, et contre laquelle les autorités chinoises à l'époque ne protestèrent que timidement. Mais il faut reconnaître que la réserve expresse de la souveraineté politique du Gouvernement de la Chine formulée dans l'instrument originel, apparaît en pleine conformité avec l'idée exprimée par le Gouvernement russe dans le traité de Portsmouth, traité qui rend le Japon héritier de la Russie, à savoir que : « la Russie n'a pas d'avantages territoriaux ni de condition préférentielle ou exclusive dans la Mandchourie de nature à compromettre la souveraineté de la Chine, ou incompatibles avec le principe de l'égalité des chances » (article 4 du traité de Portsmouth). Peut-être l'attitude moins rigide qu'observait le Gouvernement chinois vis-à-vis de l'état de chose dans les terrains appartenant à l'Est-Chinois et plus tard de la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » constitue le point faible de la position chinoise dans la controverse affectant les droits du Japon dans cette région. Mais cette infériorité n'est qu'apparente car le silence, en pareille matière, ne vaut point consentement et laisse par suite intact le droit de la Chine à contester, quand elle le veut, ce qu'elle n'a fait que tolérer antérieurement¹. Ainsi, restant strictement sur le terrain juridique, nous ne voyons nullement comment le droit du Japon en cette matière pouvait être incontestable.

La situation est beaucoup plus frappante encore lorsqu'il s'agit du régime pratiqué dans les territoires au long du chemin de fer Antung-Moukden. Ce chemin de fer fut construit par les Japonais pendant la guerre russo-japonaise et reconnu plus tard par la Chine comme ligne à usage commercial. Par conséquent, il n'a aucun rapport avec les accords primitifs régissant l'Est-Chinois et plus tard son embranchement de Harbine-Port-Arthur, embranchement dont fait partie le Sud-Mandchourien actuel.

1. Jean Escarra. *La Position et les Droits du Japon en Mandchourie*, p. 24.

Il est impossible d'imaginer que pour prétendre à l'administration dans la « zone » du Sud-Mandchourien, le Japon puisse se baser sur les contrats primitifs sino-russes ; dès lors, pour la « zone » d'Antung-Moukden, comment saurait-on reconnaître les mêmes bases conventionnelles, d'ailleurs contestables dans la plus grande partie, pour justifier une situation qui n'est aucunement liée aux mêmes instruments juridiques.

Tel est dans ses grandes lignes l'appréciation juridique du droit d'administration du Japon dans la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ».

Les auteurs japonais ont longuement discuté sur sa nature juridique ; une série d'explications fondées sur l'idée de « cession territoriale » ; de « concession », de « quasi-location », et de « chemins de fer coloniaux », ont été données¹. Toutes ces théories ont, comme l'a remarqué M. Jean Escarra, le même objet, à savoir : tenter de justifier une occupation territoriale qui ne résulte évidemment pas des traités². A notre avis, quelque ingénieuses qu'elles puissent être, toutes ces explications japonaises supposent en premier lieu un consentement bilatéral, c'est-à-dire une sanction solennelle par traités comme ce fut le cas pour une grande quantité de cessions ou de concessions dans les relations sino-étrangères. Dépourvues de cette base fondamentale, ces explications n'ont aucune valeur juridique. Il est par suite inutile de les étudier plus en détail.

1. C. Walter Young, *Japanese Jurisdiction in the South Manchuria Railway Areas*, pp. 102 et suivantes.

2. Jean Escarra, *op. cit.*, p. 19.

CHAPITRE II

LE DROIT DE JURIDICTION DU JAPON EN MANDCHOURIE

L'examen sur le droit de juridiction du Japon en Mandchourie comporte également deux domaines distincts : d'abord, dans le territoire à bail du Kwantung ; ensuite, dans ce que les Japonais appellent la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Bien que la juridiction consulaire dans cette prétendue « zone » soit pratiquement une pièce dans l'ensemble de l'organisation judiciaire du Japon en Mandchourie, organisation dont le pouvoir suprême est exercé par le « Département de Kwantung », il existe, théoriquement, même d'après les auteurs japonais, une différence fondamentale entre le régime institué au Kwantung et celui de la « zone ». D'abord le régime territorial est complètement différent entre les deux genres de territoires soumis pratiquement tous les deux à l'entier contrôle japonais, ensuite la justification de l'exercice du droit de juridiction par le Japon exige également une distinction essentielle entre ces deux domaines.

1. — *Le droit de juridiction du Japon dans le territoire à bail du Kwantung.*

Par l'étude des conventions de 1898, nous avons établi dans le chapitre précédent la nature exacte du droit d'administration de la Russie, puis du Japon, dans le territoire à bail du Kwantung. Il s'agit maintenant de nous servir des mêmes textes pour préciser la nature exacte du droit de juridiction dans ce territoire à bail. Le texte des accords primitifs est tout à fait net dans ses stipulations. En effet,

l'article 4 de la convention sino-russe du 27 mars 1898 contient la clause suivante :

« Dans le cas où un sujet chinois commet certain crime dans le territoire (territoire à bail du Kwantung), le coupable sera traduit devant les autorités chinoises les plus proches pour être jugé et puni conformément aux lois chinoises selon l'article 8 du traité de Pékin de 1860. »

Avant tout, il importe de reconnaître que, en ce moment, la loi chinoise n'avait pas établi une démarcation précise entre les cas civils et les cas criminels ; tous ceux qui contrevenaient aux lois étaient considérés coupables. Il suit de cette considération que, dans le sens chinois, les affaires civiles et criminelles du territoire à bail devaient relever des autorités chinoises établies dans les localités les plus proches de ce territoire. D'ailleurs, cette stipulation est en pleine conformité avec cette déclaration expresse que l'acte de bail ne viole pas les droits souverains de la Chine.

La référence à l'article 8 du traité de Pékin du 2 novembre 1860 confirme cette appréciation. L'article en question est ainsi conçu :

« ... Toutes les affaires concernant les marchands de l'un et de l'autre Empire sont examinées par eux de gré à gré ; les crimes et délits doivent être jugés, comme il est réglé par l'article 7 du Traité de Tientsin, d'après les lois de l'Empire dont le coupable est sujet.

« Les litiges, revendications et autres malentendus de même nature, survenant entre marchands à propos d'affaires commerciales, seront réglés par les marchands eux-mêmes, au moyen d'arbitres choisis par eux ; les consuls et les autorités locales doivent se borner à coopérer à l'arrangement à l'amiable, sans prendre aucune responsabilité relativement aux revendications.

« En cas de recel d'un sujet russe parmi les Chinois, ou de sa fuite dans l'intérieur du pays, l'autorité locale, aussitôt après avoir été informée par le consul russe, prend immédiatement des mesures pour faire rechercher le fugitif, et aussitôt après l'avoir découvert, le remet au consulat russe.

La même marche doit également être observée relativement à tout sujet chinois qui se cacherait chez des Russes ou se serait enfui en Russie.

« Dans les cas de crimes graves, tels que meurtre, brigandage avec de graves blessures, attentat contre la vie, incendie prémédité, etc., si le coupable est russe, il est envoyé en Russie pour être traité selon les lois de son pays, et s'il est Chinois, sa punition lui est infligée par l'autorité du lieu où le crime a été commis, ou bien, si les lois de l'Etat l'exigent, le coupable est envoyé dans une autre ville ou une autre province pour y recevoir son châtiment.

« En cas de crime, quelle qu'en soit la gravité, le consul et le chef local ne peuvent prendre les mesures nécessaires que relativement au coupable appartenant à leur pays, et ni l'un, ni l'autre n'a le droit d'incarcérer ni de juger séparément, et encore moins de châtier un individu non-sujet de son Gouvernement. »

La référence à cet article du traité de Pékin fait clairement ressortir le régime de la juridiction sur les sujets chinois habitant au Kwantung. Les affaires aussi bien civiles que criminelles entre les Chinois relèvent exclusivement des autorités chinoises. Il en résulte que la Russie, dont le Japon est successeur, tout en bénéficiant le bail du Kwantung n'y possède, d'après l'accord primitif, aucun droit de juridiction sur les habitants chinois du Kwantung. Le droit de juridiction que le bénéficiaire du bail pourra obtenir sur le territoire ne peut assurément s'exercer que sur ses propres ressortissants et cela en vertu du régime de l'exterritorialité plutôt que de l'acte de bail.

Actuellement le Japon exerce pleinement le droit de juridiction dans le territoire à bail du Kwantung. L'ordonnance impériale (n° 112) promulguée en 1908 proclame que les lois japonaises s'appliquent dans le Kwantung. En ce qui concerne les habitants chinois du territoire, le Gouvernement japonais, considérant la différence de leur coutume nationale, établit pour eux vingt-trois règlements spéciaux. Ainsi dans les cas concernant les Chinois, les juges japonais se contentent de prendre en considération des

usages locaux et des lois spéciales japonaises s'appliquant à eux. Les tribunaux établis dans le territoire à bail sont sous le contrôle direct du gouverneur du Kwantung et sont compétents dans toutes les affaires tant civiles que criminelles. Il va sans dire que de cette façon, le Japon s'arroge des droits qui ne lui ont point été reconnus et va ainsi à l'encontre des engagements conventionnels pris par lui.

2. — *Le droit de juridiction du Japon dans la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ».*

Dans le chapitre précédent nous avons fait toutes réserves utiles sur cette prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » qui n'est qu'une extension illicite de ce que le contrat du 8 septembre 1896 a qualifié de « terrains réellement nécessaires pour la construction, l'exploitation et la protection de la ligne ». L'article 6 qui avait fait cette remarque n'a donné aucun rapport entre ces terrains et le régime juridictionnel. Au contraire, le contrat en question contient une disposition expresse réservant le droit de juridiction au Gouvernement de la Chine. C'est ainsi l'on trouve dans son article 5 la clause suivante :

« Les cas criminels, procès, etc., sur le territoire du chemin de fer devront être réglés par les autorités locales d'après les stipulations des traités. »

Aussi, en héritant des droits russes dans l'embranchement Changchun-Port-Arthur, devenu depuis le Sud-Mandchourien, le Japon n'a aucune justification de prétendre exercer aucun droit juridictionnel dans les territoires qu'il appellera plus tard la « zone du chemin de fer ».

Or la situation actuelle au point de vue judiciaire du côté japonais est toute exceptionnelle et contraire aux stipulations de l'accord que nous venons de citer. Le Japon s'attribue tout le pouvoir judiciaire dans la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Ce pouvoir est exercé par les consuls japonais qui assument en même

temps la juridiction sur les sujets japonais résidant dans l'intérieur de la Mandchourie pour tous procès civils et criminels. En 1908, une ordonnance impériale fut publiée, limitant la juridiction des cours consulaires aux affaires secondaires et transférant les cas importants aux tribunaux du Département de Kwantung. En vertu de cette ordonnance, les consuls japonais établis dans les territoires du Sud-Mandchourien ne sont compétents qu'en premier ressort, alors que le jugement en dernier ressort appartient toujours aux tribunaux établis dans le Kwantung. Cette institution doit avoir comme conséquence d'étendre le pouvoir juridictionnel du territoire à bail du Kwantung dans toute la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien », tandis que les consuls japonais chargés de la juridiction consulaire ne sont que des juges relevant des cours du Kwantung. De cette façon, le pouvoir judiciaire du Japon et les lois japonaises s'appliquent entièrement sur cette « zone » exactement de la même manière que quand il s'agit du Kwantung. Ainsi la juridiction japonaise s'exerce non seulement sur les ressortissants japonais, mais également sur les Chinois résidant dans la « zone » et cela pour tous les cas aussi bien criminels que civils.

Les auteurs japonais ont fait de grands efforts en vue de tenter une explication juridique. D'abord, le Dr. S. Ninagawa, écrivant en 1913, prétendait que les territoires du chemin de fer avaient été transférés du contrôle d'une compagnie privée (la Société du Chemin de fer Chinois de l'Est) à celui du Gouvernement japonais, et que, en conséquence, les stipulations des accords primitifs cédant aux autorités chinoises le droit de juger leurs propres ressortissants dans ce territoire étaient devenues caduques. Ainsi, selon cet auteur, non seulement les cas criminels, mais les cas civils qui affectent les biens et personnes de tous les résidents dans ces territoires de chemin de fer sont assujettis à la juridiction exclusive du Gouvernement japonais¹.

Rien n'est plus aisé que de mettre en échec une pareille thèse, audacieuse autant qu'il est possible de l'être. Il est

1. S. Ninagawa, *Japan's Rights in South Manchuria* (en japonais), pp. 101 et suivantes.

en effet évident que cette compagnie privée ne pouvait transférer ce droit qu'avec le consentement du Gouvernement chinois comme il a été mentionné dans le traité de Portsmouth, et cela strictement dans les limites des droits qu'elle avait obtenus. Une simple référence au texte des accords de 1896 et 1898 et des traités de 1905 prouve immédiatement que le droit réservé par les autorités chinoises de juger leurs propres nationaux dans les territoires du Sud-Mandchourien n'est point déchu à la suite de l'acte de transfert, et que la juridiction exclusive du Gouvernement japonais ne trouve dans ce dernier aucun fondement légal.

La vue du Dr Ninagawa a été réfutée non seulement par des écrivains japonais, mais également par le fait évident que le Gouvernement japonais a toujours officiellement prétendu que son exercice de l'autorité judiciaire dans les territoires du Chemin de fer dérivait de son droit d'exterritorialité en Chine¹.

Cette dernière justification apparaît dans de nombreux écrits japonais. Notamment le Dr S. Nagao s'exprimait dans ce sens dans son ouvrage publié en 1928. Cet auteur prétend que l'autorité judiciaire du Japon dans ces territoires « a été acquise sous l'influence des droits d'exterritorialité d'une Puissance étrangère² ». Tel est également l'avis du professeur Royama, qui affirme que « les cas judiciaires dans la zone du chemin de fer Sud-Mandchourien sont sous la juridiction consulaire conformément aux règles de l'exterritorialité dans les traités sino-japonais ».

Ainsi, c'est bien par le système de l'exterritorialité que le Japon justifie son droit de juridiction dans les territoires du Sud-Mandchourien. Une remarque s'impose : en quoi consiste l'exterritorialité juridictionnelle ? Celle-ci est une fiction en vertu de laquelle les ressortissants d'un Etat sont soustraits à la compétence des tribunaux de leur rési-

1. C. Walter Young, *Japanese Jurisdiction in the South Manchuria Railway Areas*, p. 247.

2. S. Nagao, *A Study of Colonial Railways* (en japonais) p. 168.

3. M. Royama, *Japan's Position in Manchuria dans Problems of the Pacific* 1929, p. 342.

dence au profit des tribunaux de leur nationalité. Cet avantage résultant du régime d'exterritorialité en Chine a été accordé au Japon par le traité de commerce et de navigation du 21 juillet 1896. D'après son article 20 : la juridiction sur les personnes et sur les biens des Japonais en Chine est exclusivement réservée aux autorités japonaises auxquelles il appartiendra de décider dans les causes engagées pour ou contre des Japonais, et cela sans l'intervention des autorités chinoises. Et l'article 22 :

« Tout Japonais poursuivi pour crimes ou délits contre les Japonais en Chine sera jugé et puni s'il est coupable, par les autorités japonaises conformément aux lois japonaises. De même, tout Chinois poursuivi pour crimes ou délits contre les Japonais en Chine sera jugé ou puni, s'il y a lieu, par les autorités chinoises, conformément aux lois chinoises. »

C'est en cela que consiste le droit possédé par le Japon en vertu de cette exterritorialité juridictionnelle. Il en résulte que si les consuls japonais sont autorisés à exercer ce pouvoir dans la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien », ils ne sauraient dépasser les limites déterminées par le traité du 21 juillet 1896. Puisque l'article 5 de l'accord du contrat du 8 septembre 1896 spécifiait clairement que tous les cas judiciaires seraient jugés par les autorités chinoises. D'autre part, aucun accord signé par la Chine n'a reconnu la juridiction consulaire japonaise sur les Chinois dans les territoires soi-disant zone du Sud-Mandchourien, territoires dans lesquels la Chine garde expressément son pouvoir judiciaire.

Prenons même les opinions japonaises d'après lesquelles « la zone en chemin de fer » serait assimilable aux concessions étrangères de Chang-haï ou de Tientsin, nous n'y voyons pas pourquoi le droit de juridiction dans ladite « zone » doit appartenir aux consuls japonais en premier ressort et aux tribunaux du Kwantung en appel. Cette question nous invite à étudier le régime juridictionnel des concessions étrangères, celles de Chang-haï, par exemple.

Sans remonter au régime postérieur à 1930, un examen sur le régime en vigueur au moment où les Japonais mettaient les mains sur le chemin de fer Sud-Mandchourien suffit à prouver que le régime juridictionnel dans la « zone du chemin de fer » ne correspond aucunement avec celui établi dans les concessions étrangères. En ce qui concerne ces dernières, nous trouvons dans l'ouvrage d'un auteur qualifié par sa connaissance dans ce domaine le passage suivant :

« En principe, l'existence de concession devrait être sans influence sur le régime juridictionnel des étrangers. Au moins en ce qui concerne certaines concessions, le principe du maintien du *statu quo*, notamment à l'égard des Chinois résidant dans la concession, découle du fait que les pouvoirs de juridiction, à la différence du pouvoir d'administration, n'ont jamais fait l'objet d'une cession formelle de la part de la Chine à la Puissance concessionnaire. C'est ainsi que l'article premier des articles additionnels au traité de Tientsin signé, le 28 juillet 1868, par les Etats-Unis et la Chine, réserve expressément le droit de juridiction des autoités chinoises sur la personne et les biens de leurs ressortissants dans toutes les portions de terrains affectés à la résidence des étrangers. Le même principe a été affirmé dans d'autres actes officiels, notamment dans la convention du 3 octobre 1895, relativement à la concession allemande de Han-kéou ¹. »

L'auteur a remarqué que des raisons spéciales ont donné naissance à la juridiction mixte dans certaines concessions. Le statut officiel de la Cour mixte du *Settlement* de Chang-hai fut établi le 24 avril 1869. D'après son article premier, un fonctionnaire chinois ayant rang de sous-préfet devait être désigné à l'intérieur de la concession, avec compétence civile et pénale. Il devait connaître des affaires civiles et commerciales entre Chinois résidant dans la concession et entre Chinois et résidents étrangers. Dans toutes les affaires intéressant un étranger, le consul de la nationalité

1. Jean Escarra. *La Chine et le Droit International*, p. 61.

de cet étranger, ou un délégué du consul devait siéger avec le fonctionnaire chinois. Le magistrat chinois avait juridiction pénale sur les Chinois de la concession et disposait à leur égard des sanctions alors appelées en droit chinois « moyens de châtimement inférieur ». S'il s'agissait d'affaires pénales graves, la décision définitive appartenait à son supérieur, le Tao-tai. Dans l'ensemble, ces dispositions suivaient d'assez près le régime des traités en matière de juridiction conjointe et respectaient le principe de la compétence exclusive de l'autorité chinoise dans les affaires purement chinoises ¹.

Telle était la situation juridictionnelle de la concession internationale de Chang-haï au moment où les Japonais héritaient des droits et privilèges russes dans les territoires du Sud-Mandchourien actuel. Il est d'ailleurs à remarquer que, depuis l'accord du 17 février 1930, la connaissance des causes mixtes dans la concession appartient désormais à un tribunal local chinois de droit commun d'où ont été exclus le consul ou les fonctionnaires consulaires qui étaient chargés de suivre les débats et de siéger conjointement avec le magistrat chinois. Sans avoir même besoin de nous référer à la réforme résultant de ce dernier accord, la situation aux environs de 1905 suffit à illustrer que l'introduction de la juridiction japonaise dans les territoires du Sud-Mandchourien constitue un fait dépassant de loin la situation privilégiée des concessions étrangères en Chine, concessions auxquelles les Japonais tentent d'assimiler leur prétendue « zone du chemin de fer ». Si l'on tenait compte que légalement cette prétendue zone ne jouit aucunement des conditions spéciales des concessions et *settlements* étrangers, on serait persuadé complètement de l'impossibilité pour les Japonais d'invoquer le régime de l'exterritorialité pour justifier l'exercice de la juridiction japonaise sur les Chinois résidant dans ladite zone tant en matières civiles que pénales.

D'un autre côté, il faut reconnaître que malgré que l'usurpation japonaise dans les territoires du Sud-Mand-

1. Jean Escarra, *op. cit.*, pp. 65-66.

chourien soit impossible à justifier par le régime de l'extritorialité juridictionnelle, un des traits essentiels de ce régime subsiste manifestement. C'est ainsi que les étrangers résidant dans la prétendue zone qui sont sujets des pays ayant bénéficié du droit d'extritorialité sont soumis à la juridiction de leurs fonctionnaires consulaires respectifs dans tous les cas où ils sont défendeurs en matière civile ou accusés en matière criminelle, cela exactement comme dans les autres parties de la Chine. La raison en est que la souveraineté dans ces territoires a été toujours considérée comme appartenant à la Chine, laquelle a concédé à certaines Puissances la jouissance de l'extritorialité. Dès lors s'impose l'alternative suivante : ou bien ces territoires sont soumis à la juridiction japonaise d'une manière absolue et exclusive, comme c'est l'avis des Japonais, juridiction qui diffère même du régime établi dans les diverses concessions étrangères en Chine, puisque les résidents chinois dans ces territoires sont entièrement soumis aux tribunaux japonais et aux lois japonaises. Mais alors logiquement le bénéfice d'extritorialité des autres nationaux devrait disparaître exactement comme cela se passerait au Japon même. Ou bien, en respectant l'existence des droits souverains de la Chine dans ces territoires, le régime d'extritorialité y est maintenu au profit des étrangers bénéficiant de ce régime conformément aux traités conclus avec la Chine, et en conséquence, le Japon jouit à son tour du même privilège en ce qui concerne les cas dans lesquels ses ressortissants sont mis en cause. Mais alors on ne voit pas pourquoi les Chinois résidant dans ces territoires doivent entièrement être soumis à la juridiction consulaire japonaise et en même temps aux tribunaux du Kwantung. En d'autres termes, ou bien le régime d'extritorialité existe dans ces territoires — et il doit s'appliquer à tous les étrangers, — ou bien il n'en existe pas, et aucun étranger ne doit en bénéficier. La solution juridique ou même logique n'autorise pas le Japon à créer un état de choses qui embrasse conjointement les deux principes : c'est-à-dire pour les étrangers, le traitement est le même que dans les autres parties de la Chine ; pour les Chinois, il est tout différent.

Cette situation ne nous apparaît que trop contradictoire et paradoxale. Impuissants à trouver une explication juridique, nous pensons possible d'en rechercher une politique : à l'égard des Chinois, la force est suffisante pour permettre au Japon d'arranger à son aise sans besoin de tenir compte des stipulations conventionnelles, tandis que vis-à-vis des étrangers, la justice et le droit reprennent leur honneur.

La notion d'exterritorialité est donc insuffisante pour justifier l'exercice actuel du droit de juridiction par le Japon dans le territoire du Sud-Mandchourien. Un autre argument tiré de l'état de fait créé par les Russes dans le territoire de l'Est-Chinois avant l'entrée du Japon en Mandchourie pourrait-il servir à la justification du droit japonais en matière juridictionnelle ? Au point de vue juridique, non. En effet, les Russes avaient établi leur autorité judiciaire à Kharbine et dans les territoires du chemin de fer de l'Est-Chinois, et le principe de cette organisation se trouve dans des accords locaux de mai et de juillet 1899 avec les autorités locales chinoises des provinces de Heilungkiang et de Kirin¹. Mais ces accords ne sauraient avoir la même force que si le Gouvernement central chinois les avait signés. D'ailleurs, même si ces accords de 1899 étaient valables en eux-mêmes, ils visaient seulement le Heilungkiang et le Kirin et non point la province de Liaoning, province dans laquelle se trouve précisément le chemin de fer Sud-Mandchourien. Il nous est impossible de trouver un accord officiel conclu entre le Japon et la Chine dans lequel le Japon verrait confirmer par les Chinois son droit de juridiction dans la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Il va sans dire que l'exercice de ce droit par le Japon est encore plus illicite dans les territoires du chemin de fer Antung-Moukden, puisque ce chemin de fer n'a aucun lien juridique avec la branche qui constitue le Sud-Mandchourien.

1. Mac Murray, *op. cit.*, vol. I, pp. 274, 277, 324.

CHAPITRE III

LE DROIT EN MATIÈRE DE POLICE DU JAPON EN MANDCHOURIE

La question du droit de police du Japon en Mandchourie est liée, à bien des égards, à celle des « gardes de chemin de fer ». La prétention japonaise à l'exercice de ce droit, exactement comme celle concernant les gardes de chemin de fer, a provoqué de vives controverses entre la Chine et le Japon. Non seulement ce droit n'a point figuré dans les nombreux accords sino-russes ou sino-japonais, mais encore le Gouvernement chinois l'a toujours repoussé. A maintes reprises le Gouvernement japonais demanda le privilège de stationner des agents de police japonais en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale. Toujours, le Gouvernement chinois répondit par un refus formel. En dépit du refus de la Chine et de ses protestations répétées, le Japon n'a cependant pas cessé d'établir depuis 1905 des postes de police en Mandchourie.

Le stationnement des policiers japonais en Mandchourie présente quelques traits caractéristiques. D'abord, la police japonaise se trouve non seulement dans le territoire à bail du Kwantung et dans celui du Sud-Mandchourien, mais encore dans les importantes localités mandchouriennes où sont établis les sujets japonais. Dans l'organisation administrative du Département de Kwantung se trouve l'« Office général de Police », organe supérieur de la police qui fait régner l'influence japonaise dans toute la Mandchourie. Le chef de cet Office, nommé par l'empereur du Japon, exerce non seulement son pouvoir dans le territoire à bail, mais possède également la direction et le con-

trôle à la fois de tous les « Bureaux des Affaires civiles » et des différents « Bureaux de police » établis dans de nombreuses localités mandchouriennes. Le plus remarquable est que ces bureaux de police japonais se trouvent partout où l'influence japonaise se fait sentir, et cela même, dans des localités en dehors de la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien », notamment dans la région de Chientao et dans de grandes villes telles que Kharbine ou Kirin.

Le deuxième trait caractéristique consiste dans le cumul des fonctions diplomatiques et des fonctions policières par les consuls japonais envoyés en Mandchourie. Depuis 1908, les consuls japonais établis en Mandchourie sont en même temps des fonctionnaires attachés au Gouvernement général de Kwantung. En cette dernière qualité, ils sont chargés du contrôle des affaires de police de la localité où ils sont installés. On comprend quelle doit être l'importance des fonctions de consul, puisque, aux fonctions normales s'ajoutent des fonctions juridictionnelles et, de plus, des fonctions policières. Mais le rôle prépondérant que jouent les consuls doit inévitablement aller à l'encontre des droits des autorités locales chinoises ; d'où des conflits presque permanents.

Le troisième trait est la prédominance du caractère militaire dans l'organisation policière japonaise en Mandchourie. Pratiquement tous les agents de police sont d'anciens soldats. Le service dans l'armée a toujours été exigé par la direction de la police comme condition de l'enrôlement des agents. Et dans l'école d'entraînement des agents de police instituée par le Département de Kwantung, on s'attache particulièrement à l'éducation militaire. Ainsi les forces policières japonaises en Mandchourie constituent plutôt des forces militaires. Elles peuvent être considérées comme des réserves de l'armée et pourraient jouer le rôle de cette dernière en cas de besoin. D'autre part, l'armée elle-même peut souvent remplir le rôle de police, notamment au cas où les forces de police sont jugées insuffisantes. Le plus souvent les gardes du chemin de fer remplissent le rôle de police consulaire. En résumé, il

apparaît que la présence de la police japonaise dans les Trois Provinces de l'Est est motivée par des considérations beaucoup plus importantes que celle d'assurer l'ordre.

Telle est la situation réelle résultant de l'exercice par le Japon du droit de police en Mandchourie. Sans nul doute, cette situation est anormale et exceptionnelle. Mais avant tout, d'où résulte-t-elle ? C'est là un point capital qui demande une explication dans notre étude.

A l'origine, le Japon aussi bien que la Russie s'était servi de la fameuse clause contenue dans l'article 6 du contrat du 8 septembre 1896 pour faire prévaloir sa prétention : « La Société aura le droit absolu et exclusif de l'administration de ses terrains. » Cette clause fut, de la part de son bénéficiaire, l'objet d'une interprétation manifestement abusive selon laquelle la société aurait eu le droit d'agir entièrement à sa guise. Or, en ce qui concerne les autorités de police, le contrat de 1896 est conçu dans les termes suivants « : Le Gouvernement chinois prendra des mesures pour assurer la sécurité du chemin de fer et des personnes à son service contre toute attaque. » Il est évident que ce texte interdit absolument à l'exploitant du chemin de fer d'usurper le pouvoir de police dans les territoires du chemin de fer. Ainsi tout exercice d'abord par la Russie, ensuite par le Japon, d'actes de police constitue une violation flagrante de cet acte solennel. Cela est encore plus net en ce qui concerne les territoires du chemin de fer Antung-Moukden, ligne qui est indépendante, comme nous l'avons souvent répété, de l'embranchement Changchun-Port-Arthur dont fait partie le Sud-Mandchourien actuel. La violation est beaucoup plus grave quand il s'agit de l'exercice de la police en dehors de la prétendue « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ».

Même dans le territoire à bail du Kwantung, rien ne permet au Japon d'exercer l'administration absolue de la police. Notamment la convention additionnelle du 25 avril 1898 stipule que l'administration civile et la police de la ville de King-tchéou appartiennent aux autorités chinoises. Si actuellement le Japon empêche les autorités chinoises d'exercer leur droit légal et s'empare, par contre,

entièrement de la police, il se livre, une fois de plus, à une violation des traités.

Incapable de trouver un appui juridique dans les traités existants et valables, le Japon a formulé un nouvel argument qui est, lui aussi, fondé sur une interprétation abusive des traités. Cette fois, il prétend que la présence de la police japonaise est nécessaire pour la protection des sujets japonais et constitue un corollaire du droit d'exterritorialité. Un tel argument n'a aucune valeur en lui-même. Personne ne peut nier que la question de la police est tout à fait indépendante de celle de l'exterritorialité et ne peut nullement être considérée comme son corollaire. Nulle part, parmi des dispositions conventionnelles accordant au Japon le bénéfice de l'exterritorialité en Chine on ne trouve la moindre allusion au droit de police. Jamais semblable prétention n'a été émise par n'importe quelle autre Puissance depuis la consulsion des traités d'exterritorialité. Surtout actuellement, ni en Mandchourie, ni en d'autres parties de la Chine, aucune Puissance ne possède ou n'exerce un droit de police comme celui auquel prétendent les Japonais. Il en résulte que cette action illégale du Japon en Mandchourie ne peut trouver aucune justification par les traités d'exterritorialité, mais que, par contre, le Japon crée une situation sans précédent et nettement condamnable au point de vue du droit international.

En dernier lieu, il est également nécessaire d'ajouter que l'usurpation japonaise du droit de police en Mandchourie s'exerce au détriment de la souveraineté territoriale et de l'intégrité administrative de la Chine. Non seulement elle n'a point de précédent dans les relations internationales, mais elle est manifestement incompatible avec de nombreux traités ou accords dans lesquels le Japon a notamment assumé l'engagement de respecter la souveraineté territoriale et l'intégrité administrative de la Chine.

CHAPITRE IV

LE DROIT DE STATIONNEMENT DES FORCES MILITAIRES DU JAPON EN MANDCHOURIE

La légitimité du stationnement des troupes japonaises dans le territoire mandchourien a toujours été contestée par la Chine. La question est une de celles qui ont été le plus souvent et le plus vivement controversée entre le Japon et la Chine ; et cette dernière considère toujours que le maintien de cet état de choses constitue une atteinte des plus sérieuses aux droits de sa souveraineté. En effet, la présente question est non seulement une source constante de difficultés entre les autorités japonaises et l'administration locale chinoise, mais également une cause de troubles dans les territoires mandchouriens. Ce qui amène un écrivain étranger à remarquer que « la liste est longue des innocents appartenant à la population civile qui ont été blessés ou tués depuis 1906, victimes du système de police de la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ¹ ».

Avant d'examiner les arguments juridiques sur lesquels le Japon fonde ce droit, il importe de mentionner la situation réelle du stationnement des troupes japonaises en Mandchourie.

L'organisation des forces armées du Japon en Mandchourie avant les événements de 1931 comporte des forces présentées comme l'armée régulière du Japon, et d'autres, affectées spécialement à la Mandchourie. L'ensemble constitue l'armée du Kwantung soumise à un commandant

¹ C. Walter Young. *Japanese jurisdiction in the South Manchuria Railway Areas*, p. 261.

en chef dont le quartier général est établi à Port-Arthur et qui relève directement de l'empereur du Japon.

1. La division en stationnement. — Au lendemain de la guerre russo-japonaise, le Japon laissa deux divisions stationnées en Mandchourie méridionale. A partir de 1906 une de ces deux divisions fut rapatriée et remplacée par des garnisons indépendantes. La division qui demeure stationnée en Mandchourie se compose de deux brigades dont l'ensemble comprend 14.760 hommes et dont une partie seulement se trouve dans le territoire à bail du Kwantung, l'autre partie étant stationnée dans les territoires du Sud-Mandchourien. Son quartier général se trouve à Liaoyang, non loin de Moukden. Dans cette localité, se trouve également le quartier général de l'une des deux brigades, et un régiment d'infanterie, un bataillon de génie et un bataillon de train y tiennent garnison. Le quartier général de l'autre brigade se trouve à Tiehling, au nord même de Moukden, où se trouve également un régiment d'infanterie. Il existe en outre un régiment d'infanterie à Moukden, un régiment d'infanterie à Changchun, un régiment de cavalerie et un régiment indépendant d'artillerie de montagne à Kungchuling, un régiment d'artillerie de campagne à Haicheng, un bataillon de chemin de fer à Tashichiao, un bataillon de train blindé à Wafangtein et enfin un régiment d'aviation à Chowshutze avec 52 avions et 620 aviateurs. Donc une grande partie de cette division se trouve plutôt dans les territoires du Sud-Mandchourien que dans le Kwantung.

2. Les garnisons indépendantes. — Les garnisons indépendantes, qui sont également connues sous le nom de « gardes de chemin de fer » (Railway guards), se composent depuis 1929 de six bataillons. Comme leur nom l'indique, elles stationnent au long du chemin de fer Sud-Mandchourien. Elles comportent au total 5. 400 hommes.

3. La gendarmerie de Kwantung. — Comme les autres catégories, elle est en majeure partie stationnée le long du Sud-Mandchourien. Elle est composée de 2.561 hommes.

A cela il faut ajouter douze compagnies de police spéciale, qui, d'après leur nature, peuvent être considérées comme des corps militaires. Ces policiers spéciaux ne sont pas en uniforme et sont connus sous le nom de « plainclothes corps ». La plupart d'entre eux se dispersent également dans les territoires du Sud-Mandchourien.

Ainsi, même en temps normal, les forces armées du Japon en Mandchourie se composent de plus de 23.000 hommes. Il convient d'y ajouter plus de 60.000 soldats de réserve auxquels un grand nombre de dépôts de munitions japonais répartis sous tous les points importants du Sud-Mandchourien peuvent fournir à tout instant l'armement nécessaire.

De cette situation, on peut tirer quelques observations. D'abord la très grosse majorité des forces japonaises est stationnée sur les territoires du Sud-Mandchourien et remplit le même rôle que les « gardes du chemin de fer », bien que les troupes ainsi dénommées soient en nombre largement suffisant pour faire face à tous les besoins. D'autre part, les gardes japonais du chemin de fer ne constituent pas à proprement parler une force armée spéciale, pourvue d'insignes distinctifs. Parfois on rencontre dans les trains du Sud-Mandchourien de véritables « gardes » chargés de la police des convois, mais ceux-ci, comme nous l'avons vu, sont en nombre moins important ; parfois ce sont des troupes de l'armée régulière japonaise, réparties entre les stations les plus importantes de la ligne. De sorte que la distinction entre les « gardes du chemin de fer et les troupes régulières japonaises stationnées en Mandchourie n'est qu'apparente. Il faut d'ailleurs remarquer que depuis l'invasion japonaise des Trois-Provinces de l'Est en septembre 1931, toute distinction même apparente paraît avoir été abolie. En dernier lieu, il faut noter que l'action des « gardes » japonais ne s'exerce point uniquement à l'intérieur des limites du chemin de fer à la protection duquel ils sont affectés, mais que les autorités japonaises les utilisent dans les agglomérations urbaines ou sur les périmètres miniers fort éloignés des territoires du chemin de fer lui-même.

Il va sans dire que la présence de ces nombreux corps armés du Japon constitue une grave atteinte aux droits de souveraineté de la Chine. D'autant plus que du côté chinois on a relevé depuis 1905 des faits nombreux d'immixtion abusive des gardes japonais dans l'administration chinoise, et des cas non moins fréquents où ces gardes se sont avancés sans autorisation au delà des limites du chemin de fer¹. A cela s'ajoutent de nombreux incidents qui ont coûté la vie à des civils chinois.

A propos de cet état de choses, la Commission d'Étude de la S. D. N. a donné dans son rapport les renseignements suivants :

« Les différents qui se sont produits au sujet des gardes de chemin de fer japonais ne se sont pas limités à la question de leur présence ou de leur activité dans la zone du chemin de fer. Ces gardes étaient des soldats japonais, et ils exerçaient fréquemment leur fonction de police dans les districts avoisinants ou effectuaient des manœuvres en dehors des zones du chemin de fer, avec ou sans permission des autorités chinoises, et en les ayant ou ne les ayant pas prévenues. Ces pratiques étaient particulièrement désagréables aux Chinois, fonctionnaires et autres, et elles étaient considérées comme injustifiables en droit et de nature à provoquer des incidents malheureux.

« Les manœuvres causaient des fréquents malentendus, ainsi que des dommages considérables aux récoltes chinoises, et les indemnités versées ne réussissaient pas à atténuer les sentiments d'hostilité ainsi créés². »

Malgré la manière modérée dans laquelle s'exprime la Commission d'Étude, on peut deviner la gravité de la situation créée au détriment de la tranquillité de la population civile chinoise en Mandchourie.

Une telle situation nécessite évidemment une étude sur la question fondamentale, celle de sa légitimité. Du point

1. *Memoranda du Gouvernement chinois présentés à la Commission d'Étude de la Société des Nations*, p. 76.

2. *Rapport de la Commission d'Étude de la Société des Nations*, p. 57.

de vue strictement juridique, il nous paraît que seul le stationnement des troupes japonaises dans le territoire à bail du Kwantung est défendable, comme étant fondé sur des dispositions conventionnelles. En effet, l'article 4 de la convention sino-russe du 27 mars 1898 stipule que le commandement des forces militaires appartient à la Russie, pays dont les droits et avantages avaient passé au Japon en vertu du traité de Portsmouth et du traité de Pékin de 1905. La présence de forces armées régulières japonaises, camouflées sous le nom de « gardes du chemin de fer » est uniquement le fruit d'une politique de force à peine déguisée.

Examinons d'abord les clauses contenues dans le contrat primitif, celui du 8 septembre 1896 passé entre le Gouvernement chinois et la Banque Russo-Chinoise. Le texte est parfaitement clair et affirmatif. En effet, le premier alinéa de l'article 5 stipule que « le Gouvernement chinois prendra des mesures pour assurer la sécurité du chemin de fer et des personnes à son service contre toute attaque ». La protection de la ligne, qui constitue le prétexte essentiel de la présence de forces armées, appartient donc uniquement à la Chine.

Mieux que cela même, le stationnement des troupes étrangères est formellement interdit par l'article 8 :

« La Société est responsable que des troupes et du matériel de guerre russes, expédiés en transit par cette ligne, seront acheminés directement d'une gare russe à l'autre, sans s'arrêter en route, sous aucun prétexte, plus qu'il n'est strictement nécessaires. »

Il suit de cette stipulation que les troupes russes en transit de la Transbaïkalie à la Province Maritime russe doivent être acheminées directement et sans arrêt en cours de route, c'est-à-dire dans les territoires mandchouriens que traverse la voie ferrée en question. Ainsi, non seulement le droit de protection de la ligne et de son personnel ne peut être assumé par des troupes autres que chinoises, mais encore tout stationnement non strictement indispensable

des troupes russes sur un point quelconque de la ligne constituerait une violation de l'accord intervenu.

Malgré ces obligations strictes et précises que lui imposait le contrat de 1896, le Gouvernement russe chercha à s'en affranchir. Il tenta de faire une distinction entre le maintien de la sécurité à l'extérieur du périmètre du chemin de fer et de ses terrains et le maintien de la sécurité à l'intérieur de ce périmètre. Il se contenta de laisser le premier à la Chine, mais se réserva le second. C'est ainsi les statuts de la Compagnie du chemin de fer de l'Est-Chinois, approuvés par ukase impérial du 16 septembre 1896 portent dant leur article 8 la clause suivante :

« Le Gouvernement chinois s'est chargé de prendre des mesures pour assurer la sécurité du chemin de fer et des personnes à son service contre toute attaque extérieure. L'observation de la loi et le maintien de l'ordre sur les terrains affectés au chemin de fer et sur ses dépendances seront confiés à des agents de police nommés par la Compagnie. La Compagnie préparera et établira des règlements à cet effet. »

Il est certain que ni les dispositions de l'article 8 des statuts de la Compagnie, ni la distinction que la Russie cherchait à établir dans l'article 5 du contrat de 1896 entre la sécurité extérieure et la sécurité intérieure du chemin de fer n'était conforme aux obligations que ledit contrat imposait aux Russes. En présence de termes aussi précis, la Russie ne pouvait tout de même pas faire tenir garnison à ses troupes régulières sur la ligne. C'est pourquoi elle recourut au subterfuge qui consistait à pourvoir d'un insigne spécial des détachements de réguliers, à les baptiser « gardes du chemin de fer », et à les disperser le long de la voie.

Il va sans dire que cette création, qui constituait une telle violation de l'acte contractuel et en même temps un sérieux empiètement sur les droits souverains de la Chine n'a été nullement reconnue ou sanctionnée par le Gouvernement chinois. Au contraire, ce dernier a protesté à maintes

reprises auprès de la Russie contre ce genre d'initiatives illégales. Prête à la résistance et s'appuyant sur la force armée, la Russie tenait peu compte des protestations chinoises. A la suite de l'affaire des « Boxers », elle trouva une belle occasion d'envoyer en Mandchourie des contingents de troupes considérables pour occuper tout le pays et augmenter le nombre des « gardes de chemin de fer » qui finit par atteindre 20.000 hommes.

Après de longues et pénibles négociations, la Russie s'engagea vis-à-vis de la Chine, conformément aux dispositions de la convention du 8 avril 1902, à faire évacuer les Trois Provinces de l'Est par toutes ses forces dans les délais fixés ¹. Aucune exception n'était consentie en faveur des gardes du chemin de fer : faisant partie en réalité des armées régulières, ils devaient quitter le territoire chinois en même temps que les autres troupes. Cependant l'évacuation traîna en longueur jusqu'au moment où éclata la guerre russo-japonaises.

Le traité de Portsmouth, qui mit fin à la guerre entre la Russie et le Japon, parle de cette question d'importance capitale. Mais par suite de ses stipulations contradictoires, il laisse, en fait, la question intacte. C'est ainsi que dans l'article 3, les deux parties contractantes s'engageaient à évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, à l'exception du territoire à bail de Liaotung. Mais au traité principal, étaient adjoints deux articles additionnels dont le premier, après avoir fixé les détails d'évacuation, stipulait :

« Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de maintenir des gardes pour protéger leurs lignes respectives de chemin de fer en Mandchourie. Le nombre de ces gardes ne pourra pas excéder quinze hommes par kilomètre, et dans cette limite maxima, les commandants des armées japonaises et russes fixeront d'un commun accord le nombre des gardes à employer, aussi bas que possible en égard aux nécessités réelles. »

1. Voir *supra*, p. 99.

Ainsi, réapparaissait la différenciation établie par la Russie entre les armées ordinaires et des gardes de chemin de fer. Les armées devaient se retirer de la Mandchourie, mais les gardes y demeuraient . Il importe de remarquer que la disposition contenue dans les articles additionnels sus-mentionnés et accordant au Japon et à la Russie le droit de maintenir les gardes était insérée par ces deux pays seuls, et cela en violation des engagements contenus dans le contrat primitif de 1896. La Chine, pays auquel seul en appartenait le droit, n'a pas donné son consentement.

En effet, en donnant son consentement au transfert fait par la Russie d'après les articles 5 et 6 du traité de Portsmouth, la Chine avait dans le traité de Pékin reçu l'engagement du Japon de « s'employer consciencieusement à se conformer aux accords primitifs conclus entre la Chine et la Russie ». D'où l'exclusion absolue du droit de maintenir des gardes le long de la voie ferrée. Cependant les Japonais estimèrent avantageux de se servir d'un autre instrument qui n'est autre que la convention additionnelle annexée au traité de Pékin. Celle-ci fait allusion à la question. Son article 2 est ainsi conçu :

« Par suite du désir sérieux exprimé par le Gouvernement Impérial Chinois de voir retirer les troupes et gardes des voies ferrées japonaises et russes en Mandchourie aussitôt que possible, et afin de donner satisfaction à ce désir, le Gouvernement Impérial Japonais, dans le cas où la Russie consentirait au retrait de ses gardes de voies ferrées, ou dans le cas où d'autres mesures convenables seraient prises d'un commun accord entre la Chine et la Russie, consent à prendre les mêmes mesures. Quand la tranquillité aura été rétablie en Mandchourie, et que la Chine sera elle-même capable d'assurer une protection complète de la vie et des biens des étrangers, le Japon retirera ses gardes en même temps que la Russie. »

Il reste à remarquer que l'article en question ne visait en aucune manière l'article additionnel du traité russo-japonais de Portsmouth. Les stipulations résultant de ce dernier étaient un pur jeu arrangé par le Japon et la Russie

eux-mêmes, stipulations auxquelles la Chine n'a aucunement donné son approbation.

Malgré tout, c'est donc sur l'article 2 de la convention additionnelle de Pékin du 22 décembre 1905 que le Japon fonde sa prétention à maintenir des gardes de chemin de fer dans la prétendue zone du chemin de fer Sud-Mandchourien. La question se pose de savoir quel est le sens et la portée de l'article en question. Nous trouvons la réponse dans une déclaration insérée dans les procès-verbaux des négociations qui ont précédé la signature du traité et de la convention additionnelle du 22 décembre 1905. Cette déclaration est conçue en ces termes :

« Bien qu'il soit mentionné aux articles de la convention additionnelle que le Japon maintient des gardes de chemin de fer depuis Changchun jusqu'à la limite du territoire à bail de Port-Arthur et de Ta-lien-wan, la Chine considère cette question comme non-résolue et il est nécessaire que cette réserve soit portée au procès-verbal de la Conférence. »

La déclaration figure au procès-verbal sous la signature des deux parties. Elle fait ressortir clairement le caractère temporaire de la présence des gardes japonais au long du chemin de fer Sud-Mandchourien. Le Japon s'engageait en principe à retirer aussitôt que possible ses « gardes de chemin de fer ». Seulement le retrait était déclaré subordonné à certaines conditions dont la principale vise la façon dont agirait la Russie. Sans avoir besoin de recourir aux arguments démontrant la violation par le Japon de l'accord primitif de 1896 et le non-consentement de la Chine aux arrangements conclus entre le Japon et la Russie en 1905, ce texte prouve aisément que la présence des troupes japonaises n'est aucunement fondée en droit, car l'engagement pris par le Japon dans l'article 2 de la convention additionnelle de Pékin nous semble suffisant pour obliger le Japon à retirer ses gardes de chemin de fer. En effet, les conditions qu'il avait lui-même posées à ce retrait sont depuis longtemps remplies.

Le Japon s'engageait par cet article 2, à retirer ses gardes lorsque la Russie aurait retiré les siens et que d'autres mesures convenables auraient été prises d'un commun accord entre la Chine et la Russie. Or, douze ans après la signature de la convention visée, la Chine commença à assurer la protection du chemin de fer de l'Est-Chinois, et cela en vertu d'un commun accord avec les principales Puissances intéressées, y compris le Japon. Dès 1917 la Russie avait complètement cessé d'entretenir des gardes sur la ligne. Désormais les stipulations contenues dans les articles du contrat de concession de 1896 s'appliquent avec pleine efficacité. D'autre part, quelques années plus tard, intervient l'accord sino-soviétique du 31 mai 1924 qui règle définitivement la question. Aux termes de l'article 8 de cet accord, le chemin de fer de l'Est-Chinois est déclaré entreprise purement commerciale, toutes matières affectant les droits du Gouvernement national ou des administrations locales de la République chinoise, telles que l'administration militaire, la police... devant être réglées par les autorités chinoises.

Il est donc évident que les conditions essentielles posées par le Japon ont été pleinement remplies : on a à la fois le retrait effectif des gardes de chemin de fer russes, et les « mesures convenables prises d'un commun accord entre la Chine et la Russie » en vue d'assurer la sécurité du chemin de fer. Le Japon est donc dans l'obligation de prendre les mêmes mesures comme il s'y était solennellement engagé.

Cependant, il en est tout autrement ; le Japon maintient inébranlablement ses prétentions, et ses gardes de chemin de fer font sentir de plus en plus leur dure influence dans une partie importante des Trois Provinces de l'Est. Le Japon a soutenu que la seconde phrase de l'article en question lui donne le droit de conserver ses gardes tant qu'il estime que la tranquillité n'est pas rétablie en Mandchourie et que la Chine n'est pas capable d'y assurer la protection de la vie et des biens des étrangers.

Nous tenons à faire remarquer que la dernière phrase de l'article 2 en question ne constitue pas une condition qui puisse faire échec au problème. Elle vise plutôt le cas

où la Russie n'aurait pas retiré ses gardes et où aucun accord ne serait intervenu entre la Chine et la Russie. En pareil cas, la Chine a le droit de demander le retrait des troupes du Japon si ce dernier reconnaît que la protection par la Chine elle-même des étrangers en Mandchourie était satisfaisante, sous la réserve que la Russie consente à retirer les siens. Ainsi, dans le premier cas, le retrait russe entraîne automatiquement le retrait japonais. Le second cas n'est à envisager que si le premier ne se réalisait pas, et il suppose alors un accord simultané avec les deux parties. De cette constatation, il ressort que, au lendemain du jour où la Russie avait restitué à la Chine son droit d'assurer la protection, ou plus exactement avait enlevé les entraves arbitraires mises à l'exercice des droits normaux de la Chine, il n'existait plus aucun motif pour le Japon de garder un nombre si imposant de gardes de chemin de fer en Mandchourie.

Il est à remarquer que l'opinion générale a été parfois influencée par la thèse japonaise se fondant sur la seconde phrase dudit article 2 : « Si la protection chinoise de la vie et des biens étrangers est reconnue suffisante » par le Japon. Cet argument ne saurait se présenter sous forme juridique, étant donné que le Japon peut interpréter la situation à sa guise pour justifier la présence de ses « gardes de chemin de fer » ou plutôt de ses troupes régulières. Incontestablement c'est la réalité qu'il importe de juger impartialement. Depuis que les gardes chinois assurent la protection du chemin de fer de l'Est-Chinois, la direction de ce chemin de fer n'a pas nié son efficacité. De son côté, la ligne chinoise de Peiping-Moukden (Pékin-Moukden) fonctionne aussi normalement que le Sud-Mandchourien. Il serait vraiment difficile de justifier la présence des gardes japonais comme absolument indispensable pour la protection de la ligne japonaise. Si cette thèse du Japon pouvait jouer, les Chinois, de leur côté, pourraient se servir du même argument pour hâter leur demande du retrait des gardes japonais. Car, comme on l'a constaté, la présence de ceux-ci a causé la mort d'un très grand nombre de civils chinois.

Ayant exposé la situation actuelle des troupes japonaises stationnées en Mandchourie et les conditions juridiques de leur présence dans cette région, nous nous bornons à préciser certains points très importants pour comprendre l'état de tension presque constante au cours de ce dernier quart de siècle aussi bien entre les Gouvernements chinois et japonais qu'entre leurs sujets respectifs. Voici ces points :

1. La création par la Russie d'un corps de gardes de chemin de fer de l'Est-Chinois était entièrement contraire à l'esprit et à la lettre du contrat de 1896. Cette situation avait été aggravée par les événements politiques, qui amenèrent les Russes à accélérer leur action illicite ; cette action non seulement n'avait point reçu l'approbation du Gouvernement chinois mais encore avait été condamnée universellement, et en particulier par le Japon. Ce dernier, en s'engageant à se conformer aux termes dudit contrat, ne pouvait tenir de la Russie aucun droit, soit au stationnement de son armée régulière, soit à l'établissement de gardes de la voie ferrée.

2. Les stipulations contenues dans les articles additionnels au traité de Portsmouth autorisant le Japon et la Russie à maintenir sur leurs lignes respectives des gardes dont le nombre maximum ne pourrait pas excéder 15 par kilomètre, ne peuvent se justifier en elles-mêmes, étant donné que contrairement aux autres stipulations celles-ci n'avaient point reçu le consentement du Gouvernement chinois. Si le respect des droits souverains de la Chine avait dû amener les deux parties contractantes à demander expressément le consentement du Gouvernement chinois en ce qui concerne le transfert du territoire à bail et de la voie ferrée, la même considération devait forcément les amener à demander l'assentiment chinois pour le maintien de leurs gardes respectifs. D'autant plus que, en vertu de la clause insérée dans l'article 3 du traité de Portsmouth, les deux parties s'étaient engagées à évacuer complètement et simultanément la Mandchourie, la présence de l'armée régulière japonaise le long du Sud-Mandchourien ne peut donc en aucune façon se justifier.

3. Même l'article 2 dont le Japon s'est servi pour justifier

sa prétention ne donne pas au maintien des gardes japonais un caractère permanent comme celui qui leur a été donné en fait. Au contraire, la déclaration insérée dans les procès-verbaux des négociations de Pékin fait clairement ressortir le caractère temporaire de leur présence. De plus, la présence des forces japonaises avait été provoquée par la guerre de 1904-1905. Il va de soi que le retrait devait avoir lieu lorsque le *statu quo* aurait été rétabli, conformément à l'engagement donné par les deux parties dans le traité de Portsmouth. Or, ce *statu quo* est depuis longtemps rétabli, et par suite, il ne saurait avoir de justification pour le Japon à différer indéfiniment cette évacuation.

4. Le Japon s'était engagé envers la Chine à retirer aussitôt que possible ses gardes dans le cas où la situation dans laquelle se trouve la Russie cesserait d'exister. Depuis longtemps les conditions mises par le Japon à ce retrait ont été remplies, mais les Japonais n'ont jamais manifesté la moindre intention de retirer leurs forces.

5. En dernier lieu, il est à remarquer qu'à l'origine, les Russes eux-mêmes avaient été dans l'obligation de recourir à des subterfuges pour créer un corps distinct sous le nom de « gardes de chemin de fer ». Les Japonais vont encore plus loin : La majeure partie du Sud-Mandchourien est gardée par l'armée régulière japonaise, bien qu'à côté d'elle il existe un grand nombre de gardes de chemin de fer. Il n'est que trop manifeste que cette situation illégale est en relation directe avec les événements actuels. Ces derniers montrent quels étaient les desseins véritables du Japon quand ils ont créé cette situation.

CHAPITRE V

LE DROIT EN MATIÈRE FERROVIAIRE DU JAPON EN MANDCHOURIE

1. — *La question de la légalité du statut de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien.*

Nous avons constaté au cours de la deuxième partie, l'activité extraordinaire et l'importance exceptionnelle de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, et nous avons renvoyé l'examen de sa légitimité dans l'étude juridique. Maintenant la question est de savoir si son activité s'exerce conformément au droit et si son importance qui s'accroît graduellement provient bien de l'exercice de ce droit, c'est-à-dire rester dans les limites déterminées par les stipulations des actes conventionnels.

On sait que l'importance de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien résulte surtout de ses liens étroits et directs avec le Gouvernement de Tokio. Elle se présente autant comme un agent politique que comme un instrument économique du Japon dans son expansion multiforme. Ses fonctions essentielles ne consistent pas uniquement dans l'exploitation ferroviaire, industrielle et commerciale ; son rôle est également de servir de liaison entre le Japon et les autorités chinoises. Tout acte intéressant le Japon en ce qui concerne les Trois Provinces de l'Est, intéresse en même temps et directement la Compagnie. Ce caractère politique se manifeste particulièrement dans l'administration des territoires que les Japonais appellent « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Somme toute, la Compagnie ne possède point le caractère strict d'une

entreprise commerciale ou industrielle. D'ailleurs, sa prépondérance politique a été voulue et créée de toutes pièces par le Gouvernement japonais, et cela dès le lendemain des traités de Portsmouth et de Pékin, traités qui donnèrent le droit au Japon d'exploiter le tronçon de la ligne ferrée entre Changchun et Port-Arthur.

Cependant, en donnant ce privilège au Japon, les traités de Portsmouth et de Pékin en ont fixé les limites. L'article 7 du traité de Portsmouth est ainsi conçu :

« Le Japon et la Russie s'engagent à n'exploiter leurs chemins de fer respectifs qu'exclusivement dans un but commercial et industriel et en aucune manière dans un but stratégique. »

Donc par les mots commercial et industriel, il n'est pas entendu que la Compagnie du Sud-Mandchourien puisse servir d'agent politique au Gouvernement japonais. Les dispositions que ce dernier avait eu le soin minutieux d'insérer dans l'ordonnance du 1^{er} août 1906 sont manifestement incompatibles avec le traité de Portsmouth.

D'autre part, par le traité de Pékin, signé le 22 décembre 1905, le Japon s'engagea à se conformer consciencieusement aux arrangements primitifs conclus entre la Chine et la Russie. Ces arrangements primitifs sino-russes ne devaient essentiellement qu'être le contrat de concession passé le 8 septembre 1896 entre le Gouvernement chinois et la Banque Russo-Chinoise. Les points importants de ce contrat donnant naissance au chemin de fer de l'Est-Chinois dont faisait partie le Sud-Mandchourien sont les suivants :

1. « Les actions de la Société (du chemin de fer de l'Est-Chinois) ne pourront être acquises que par des sujets chinois ou russes. »

2. « Le président de cette Société sera nommé par le Gouvernement chinois » et « le sceau, dont cette Société devra se servir, lui sera donné par le Gouvernement chinois. »

Or, par ses arrangements exprès, qui mettaient effec-

tivement le chemin de fer sous son contrôle direct, et en s'attribuant plus de la moitié des actions de la Compagnie, le Gouvernement japonais avait mis de propos délibéré le Gouvernement et les sujets chinois dans l'impossibilité absolue de participer à l'exploitation dudit chemin de fer. D'autre part, le président de la Compagnie, au lieu d'être nommé par le Gouvernement chinois comme celui de l'Est-Chinois l'avait été, fut nommé directement par l'empereur du Japon ainsi que le vice-président et les membres du conseil d'administration.

Ces faits suffisent à prouver l'incompatibilité du statut du Sud-Mandchourien avec les stipulations de l'accord primitif auquel le Japon a l'obligation de se conformer. Il en résulte que dans sa nature fondamentale, la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien prête à des contestations concernant sa légitimité.

2. — *La question de la « ligne parallèle ».*

A d'autres points de vue, la question se pose de savoir si l'activité du Sud-Mandchourien s'exerce dans des limites légales. Ses limites prennent source notamment dans l'engagement du Gouvernement japonais par le traité de Portsmouth. En effet, par l'article 4 dudit traité, le Japon et la Russie s'engageaient à respecter les mesures générales communes à tous les pays que la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie de la Mandchourie. L'engagement était strict et formel. Or, le Gouvernement japonais y a passé outre, sa politique consiste toujours à se réserver le monopole de toute exploitation commerciale ou industrielle. C'est ainsi qu'il réclamait depuis longtemps la reconnaissance de la part des autres Puissances de sa « situation spéciale », de son « influence et de ses intérêts spéciaux » ou de ses « intérêts primordiaux » en Mandchourie. C'est ainsi qu'il prit tous les moyens possibles pour mettre en échec, soit les projets conçus par les diverses Puissances pour le développement de la Mandchourie, notamment le projet de chemin de fer Hsinmingtun-Fakumen, le projet de chemin

de fer K'ing-tchéou-Aigun et le plan d'internationalisation des chemins de fer Mandchouriens, soit les constructions envisagées par la Chine avec ses propres capitaux, telles que les lignes de Tahushan-Tungliao, de Moukden-Hailung, de Kirin-Hailung, etc. Nous avons suffisamment donné, dans notre étude, l'idée exacte de cette politique japonaise de monopolisation ou d'accaparement.

Par-dessus tout, la thèse japonaise prétend être fondée sur des arguments juridiques particulièrement en ce qui concerne la construction des lignes parallèles au Sud-Mandchourien. La dernière question est extrêmement délicate et d'une importance capitale, elle nous oblige à l'examiner plus en détail.

La question des « lignes parallèles » s'est posée pour la première fois en 1907-1908, au moment où le Gouvernement japonais s'est opposé à la construction de la ligne ferrée Hsinmintun-Fakumen par le Gouvernement chinois, grâce à un contrat passé avec une firme britannique. Le Gouvernement japonais invoque l'existence d'un « protocole » en vertu duquel le Gouvernement chinois avait pris vis-à-vis du Japon l'engagement suivant :

« Le Gouvernement chinois s'engage, en vue de protéger les intérêts du chemin de fer Sud-Mandchourien, à ne pas construire, avant d'avoir recouvré ledit chemin de fer, de ligne principale dans le voisinage de ce chemin de fer et parallèle à lui, ou de ligne secondaire qui puisse porter préjudice aux intérêts du chemin de fer susmentionné. »

Ainsi apparaît le fameux « protocole de Pékin de 1905 ». Pour le Gouvernement japonais c'est un protocole dont les engagements ont un caractère obligatoire comme s'il s'agit d'un traité. Il a même publié récemment ce qu'il présente comme étant le texte, en 16 articles numérotés, de ce « protocole » qui aurait été signé pendant les conférences de Pékin, de novembre-décembre 1905. De l'aveu même du Gouvernement japonais, son ministre des Affaires étrangères, M. T. Kato, avait communiqué en février 1906 à M. Huntington Wilson, chargé d'affaires des Etats-Unis

d'Amérique à Tokio, pour être transmis au Département d'Etat, une version semblable qualifiée de « protocole » de ladite conférence et suggérant expressément que ce protocole « devait être tenu strictement secret, par déférence pour le désir exprimé *par le Gouvernement chinois*¹ ».

Telle est, d'après les Japonais, l'authenticité du « protocole de 1905 ». Quelque vraisemblable que le Japon tentât de le faire paraître, son existence réelle suscite des doutes très sérieux. La vérité a été enfin rétablie.

Dans les Archives du Gouvernement chinois, on peut voir les minutes de la conférence de Pékin de novembre-décembre, tenues en chinois et en japonais et comprenant une série de comptes rendus, un par conférence, où sont consignés les « aperçus des conversations », les déclarations et les rédactions, non encore mises au point, des projets de stipulations qui constituent les procès-verbaux de cette conférence. On a remarqué qu'à la première séance du 17 novembre 1905, les plénipotentiaires japonais proposèrent, et il fut convenu, « que les actes de la conférence demeureraient strictement secrets ».

Enfin, c'est dans ces procès-verbaux que l'on trouve la fameuse déclaration. Par contre, on a constaté qu'aucun « protocole », secret ou non, n'a été signé pendant la conférence de Pékin.

La même constatation a été relevée par la Commission d'Etude de la Société des Nations au cours de son enquête sur place. On trouve dans son rapport le passage suivant :

« Avant l'arrivée de la Commission d'Etude en Extrême-Orient, on avait exprimé des doutes très sérieux au sujet de l'existence réelle d'un engagement du genre de celui qu'invoquait le Japon. Etant donné l'importance de ce différend qui dure déjà depuis longtemps, la Commission s'est tout spécialement préoccupée de recueillir des renseignements sur les faits essentiels. A Tokio, à Nankin et à Pékin, tous les documents pertinents ont été examinés, et nous sommes aujourd'hui en mesure de déclarer que le pré-

1. *Memoranda du Gouvernement chinois présentés à la Commission d'Etude de la Société des Nations*, p. 28.

tendu engagement des plénipotentiaires chinois à la conférence de Pékin de novembre-décembre 1905, au sujet des « voies ferrées parallèles », ne figure dans aucun traité officiel ; que le prétendu engagement en question se trouve dans le procès-verbal de la onzième journée de la conférence de Pékin (4 décembre 1905). Nous avons obtenu confirmation, de la part des assesseurs japonais et chinois, qu'il n'existe, en dehors de ce passage des procès-verbaux de la conférence de Pékin, aucun autre document contenant ce prétendu engagement ¹. »

Et pourtant les Japonais ont tenté de faire croire à l'existence d'un acte solennel. C'est vraiment là un procédé extraordinaire dans les relations internationales que celui qui consiste de la part du Japon à découper arbitrairement, dans les procès-verbaux de la conférence, seize passages et, après leur avoir donné une numération fantaisiste, à les présenter officiellement à d'autres gouvernements comme le texte authentique d'un arrangement passé en bonne et due forme avec la Chine, et dans lequel il aurait obtenu des avantages aussi invraisemblables ².

Ce point fondamental éclairci, il reste à savoir si la mention qui figure dans les procès-verbaux de la conférence de Pékin de 1905, constitue de la part de la Chine un engagement obligatoire ayant la force d'un accord formel et sans restriction.

Quant au Japon, il est prouvé qu'il a recouru à des procédés indignes en faussant de toutes pièces le soi-disant « protocole secret » pour créer une présomption dans ce sens, et qu'une fois cette présomption créée, il en a détourné le sens par une interprétation unilatérale afin de prétendre que les engagements ainsi allégués ont le caractère obligatoire d'un traité passé et ratifié en bonne et due forme.

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la S. D. N.*, p. 48.

2. Il importe de remarquer que le texte de ces prétendus « protocoles secrets », tel qu'il a été publié par le Gouvernement japonais, ne reproduit pas la déclaration faite par les plénipotentiaires chinois au sujet du maintien des « gardes du chemin de fer » japonais le long du Sud-Mandchourien. Naturellement cette déclaration avait été jugée trop préjudiciable aux intérêts japonais pour être mentionnée.

En parlant de cette question essentielle, la Commission d'Etude, sans oser se prononcer nettement, déclare que « c'était assurément à un tribunal impartial qu'il appartenait de trancher la question de savoir si cette mention dans les procès-verbaux de la conférence de Pékin constituait, au point de vue du droit international, un engagement obligatoire, et dans l'affirmative, de dire si cet engagement ne peut faire l'objet que d'une seule interprétation raisonnable¹ ».

Or, une telle éventualité ne se pose pas seulement aujourd'hui après l'éclatement des événements les plus graves. En effet, ce n'est pas seulement au moment où la Commission d'Etude procédait à son investigation sur place que le Gouvernement chinois déclara, dans son mémorandum (n° 2), être disposé à soumettre à l'arbitrage ou à la décision d'un tribunal impartial, la question de la validité et de l'interprétation du procès-verbal de la conférence de Pékin, relatif aux soi-disant « lignes parallèles »². Déjà, à la première occasion où le prétendu protocole a été invoqué par le Japon, c'est-à-dire dans les conversations relatives à la ligne Hsinmintun-Moukden en 1907-1908, le Gouvernement chinois avait immédiatement proposé de soumettre l'affaire à la Cour d'arbitrage de La Haye. Mais le Gouvernement japonais s'y refusa. C'est par suite du refus formel de la part du Japon que la question demeura controversée entre les deux pays pendant un quart de siècle. Au contraire, depuis 1924, Tokio profita toujours de cet état de chose pour protester auprès du Gouvernement chinois contre la construction par les Chinois des lignes Tachusuan-Tungliao et Kirin-Hailung, construction qui manifestait la propre énergie de la Chine à développer ses propres voies ferrées sans le concours de la finance japonaise. C'est encore pour se justifier d'avoir recouru à la force en Mandchourie, le 18 septembre et ultérieurement, que les Japonais ont invoqué une violation des « droits leur appartenant en vertu des traités »³.

1. *Rapport de la Commission d'Etude de la S. D. N.*, p. 48.

2. *Memoranda du Gouvernement chinois présentés à la Commission d'Etude de la S. D. N.*, p. 50.

3. *Rapport de la Commission d'Etude de la S. D. N.*, p. 47.

Puisque la proposition de soumettre l'affaire à un tribunal impartial a échoué et devait échouer définitivement à la suite de la fin de non-recevoir émise par le Japon, la preuve est manifeste que la solution impartiale de l'affaire ne pouvait pas être favorable au Japon. Dès lors la question de savoir si ce genre de mention dans le procès-verbal constitue ou non un engagement obligatoire et de savoir si cet engagement peut ou non faire l'objet d'une seule interprétation raisonnable est pleinement résolue.

D'ailleurs, au point de vue juridique, nous tenons à faire remarquer que le procès-verbal qui constitue le « protocole » au terme juridique du mot fait foi des accords intervenus à la suite des discussions. Mais, toutefois, les signatures données ne suffisent pas pour rendre l'accord définitif et obligatoire ; il ne prend ce caractère que par la signature de l'*acte final* constatant l'entente établie sur des points dont l'ensemble constitue le traité. Tel est la règle générale dans les accords internationaux. Il en résulte que la mention visée dans le procès-verbal de la Conférence de Pékin, pour être valable, aurait dû être insérée dans le texte même du traité. Or, le traité et la convention additionnelle du 22 décembre 1905, issus de cette Conférence, ne contiennent ni aucune clause donnant au Japon le droit de s'opposer à la construction par la Chine de chemins de fer en Mandchourie, ni référence à la mention relative aux « lignes parallèles » au Sud-Mandchourien ou aux lignes portant « préjudice aux intérêts » de ce chemin de fer. En conséquence, le prétendu « protocole » a perdu, sans nul doute, toute valeur légale et tout caractère obligatoire dès l'instant où les accords du 22 décembre 1905 ont été ratifiés par les Gouvernements de la Chine et du Japon.

De plus, l'imposition de ce genre d'engagement à la Chine allait directement à l'encontre du contenu de plusieurs traités auxquels le Japon avait donné son engagement tout à fait formel. Notamment dans le traité de Portsmouth de 1905, traité dont les accords de Pékin de la même année étaient issus, le Japon déclarait nettement qu'il respecterait la souveraineté de la Chine et qu'il s'engageait à ne faire obstacle à aucune mesure générale que

la Chine pourrait prendre pour le développement du commerce et de l'industrie en Mandchourie. Il résulte de ces stipulations que la mention contenue dans le procès-verbal de la Conférence de Pékin est entièrement incompatible avec le traité de Portsmouth. De plus, la présomption créée de toute pièce par le Japon et grâce à laquelle il se prévaut d'un « droit dérivé d'un traité » est également contraire à ses engagements dans les traités signés postérieurement. On se rappelle qu'à la suite de la Conférence de Washington, le Japon prit part à l'engagement, consigné dans le traité dit « des Neuf Puissances » du 6 février 1922, de respecter le principe de la « porte ouverte » ou des « chances égales » et de s'abstenir de rechercher, ou de soutenir ses nationaux dans la recherche « de tout arrangement susceptible d'établir en faveur de leurs intérêts une supériorité générale de droits » dans une région déterminée quelconque de la Chine.

Il est en outre à remarquer que le Japon ne voulut à aucun prix établir une définition de ce qui constituerait une « ligne parallèle » ou une « ligne secondaire qui puisse porter préjudice aux intérêts du chemin de fer Sud-Mandchourien ». Lors de l'échange de correspondance concernant le projet de construction de la ligne Hsinmintun-Fakumen, M. Moritaro Abe, chargé d'affaires du Japon en Chine, dans sa note n° 61, adressée au Prince Ching, en date du 12 août 1907, déclarait ce qui suit :

« Les Japonais ne pourraient en aucune circonstance consentir à la construction par la Chine d'une voie ferrée parallèle au chemin de fer Sud-Mandchourien ou susceptible de porter préjudice à ses intérêts, et il est nécessaire que ce point ne soit pas perdu de vue par les autorités chinoises. »

C'est là tout ce que les Japonais ont donné comme définition. Il va de soi que la portée de cette thèse est indéfiniment extensible. Comme le colonel Hiam l'a très justement remarquée après s'être référé au « Document B » soumis par l'assesseur japonais : « Si le point de vue japo-

nais prévalait, a-t-il écrit, il s'ensuivrait que presque tous les travaux d'extension ferroviaire seraient interdits à la Chine dans une grande partie de la Mandchourie, en raison de l'éventualité d' « accord de trafic direct » ¹.

Mais en outre, il apparaît qu'il y avait des contradictions manifestes dans les prétentions japonaises elles-mêmes. C'est ce que le même auteur a déclaré dans un passage que nous croyons nécessaire de citer ² :

« A certains égards, les affirmations faites par les Japonais, telles qu'elles sont présentées dans le « Document B », sont absolument incompatibles avec les déclarations faites par les Japonais en d'autres occasions. C'est ainsi, par exemple, que l'accord du 28 septembre 1918 prévoyait la construction d'une ligne entre Taonan et Jéhol avec embranchement de cette ligne jusqu'à un port de mer (probablement Hulutao), et que, pas plus tard qu'en 1922, lors de la conférence de Washington, la délégation japonaise a fait la déclaration suivante : « Le Japon est prêt à ouvrir à l'activité du Consortium Bancaire International, récemment organisé, le droit d'option accordé exclusivement aux capitaux japonais, en ce qui concerne : premièrement, les emprunts pour la construction de chemins de fer dans la Mandchourie méridionale et dans la Mongolie intérieure orientale, etc... » Cette déclaration s'appliquait naturellement aux lignes qui viennent d'être mentionnées. Si l'on jugeait, en 1918 et à nouveau en 1922, que la construction de ces nouvelles lignes pouvait être permise, comment cette construction peut-elle être logiquement considérée, en 1932, comme constituant une violation de ce qu'on a appelé l'accord relatif aux voies parallèles et une menace pour le port de Dairen.

« Comme autre fait incompatible avec les objections formulées ensuite par le Japon contre la construction de certains chemins de fer, il y a lieu de faire ressortir que le

1. *Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la S. D. N.*, p. 34.

2. *Op. cit.*, p. 34.

Japon s'est montré disposé à accepter l'extension de Hsinmintun à Moukden, du chemin de fer Pékin-Moukden, reliant ainsi, pour la première fois, la région de Moukden avec les ports chinois du golfe du Tchili et enlevant au chemin de fer Sud-Mandchourien une partie du trafic de la région de Moukden. Plus tard, les Japonais ont accepté la construction du chemin de fer Moukden-Hailung par les Chinois, mais ont énergiquement protesté lorsque ce chemin de fer a été effectivement relié à la ligne Pékin-Moukden, bien que cette liaison, du point de vue ferroviaire, fût très naturelle. »

Cette question illustre aussi clairement que possible l'inanité complète de ce que les Japonais appellent les « droits appartenant au Japon en vertu des traités ».

CONCLUSION

Il résulte de notre exposé que la situation dans laquelle se trouvaient la Chine et le Japon s'était embrouillée et envenimée à un point tel que, tôt ou tard, un conflit était inévitable. Nous avons montré que la Mandchourie était un territoire étroitement rattaché, à tous les points de vue, au reste de la Chine. Nous avons dépeint l'évolution de la position japonaise dans cette immense contrée : il apparaît clairement que cette évolution est le fruit d'une politique conçue depuis longtemps et constamment poursuivie. Nous avons enfin indiqué la valeur juridique des droits du Japon sur ces territoires, droits que les Japonais affirment toujours « appartenir au Japon en vertu des traités ». Toute réduite qu'elle soit aux limites que nous avons dû nous imposer, l'étude qui précède n'est pas, nous l'espérons, sans donner une idée suffisante de la position et des droits du Japon dans les Trois Provinces de l'Est et des causes profondes des événements tragiques de l'heure présente.

Cette situation quelque exceptionnelle qu'elle soit, est pourtant compréhensible. En effet, c'est toujours, soit à la suite, soit à l'occasion d'une guerre, que le Japon fortifia sa position en Mandchourie. Peu lui importait d'ailleurs que la Chine n'y fût pas directement engagée, comme lors de la guerre russo-japonaise et durant le début de la guerre européenne. Même lorsque la Chine était leur alliée, comme ce fut le cas à partir de 1917 dans la guerre européenne, les Nippons surent toujours la mettre en cause pour en tirer des avantages. La guerre fut donc véritablement pour

eux une « industrie nationale ». Aujourd'hui que la guerre est, du moins en principe, universellement condamnée, ils n'hésitent pourtant pas à y recourir et à l'étendre chaque jour davantage pour assurer leur expansion en Mandchourie.

Malgré cette position prépondérante en fait, l'essentiel à savoir est qu'elle est manifestement incompatible avec les traités existants. Mais cela n'impressionne pas le moins du monde les Japonais. Le vicomte Ishii, considéré dans les cercles politiques étrangers comme un des plus clairvoyants hommes d'Etat japonais, exprime, à propos du traité des Neuf Puissances, l'opinion générale de ses compatriotes lorsqu'il dit, dans ses « mémoires » (Gaiko Yoroku) :

« Même si l'accord Lansing-Ishii est aboli, les intérêts spéciaux du Japon n'en existent pas moins certains. Les intérêts spéciaux que le Japon possède n'ont pas été créés par un accord international et ne peuvent être abolis par un tel accord. »

Il est en effet exact qu'aucun accord international n'avait créé une situation spéciale au profit du Japon en Mandchourie ; bien au contraire, plusieurs traités la condamnent formellement.

Alors d'où résulte-t-elle ? Sans nul doute, des relations du Japon avec la Chine. Or, l'histoire des relations sino-japonaises en ce qui concerne la Mandchourie nous présente une série ininterrompue d'attaques et d'empiètements poursuivis au détriment de la souveraineté chinoise par le Gouvernement du Japon. C'est la force armée qui a créé cette position, toujours la force et rien que la force, étant donné qu'aucun accord solennel ne l'a légalisée. Cette création apparaît-elle aux yeux de l'homme d'Etat japonais comme entièrement licite ou légitime ?

Quant aux droits du Japon en Mandchourie, on peut en distinguer trois catégories : d'abord quelques droits précis résultant effectivement des traités. Puis, tout un groupe qui est le fruit de l'interprétation extensive et abusive

des traités ; ces droits sont, pour la plupart, contraires à l'esprit même de ces traités et sont contestés par les autorités chinoises. Il existe enfin, une troisième catégorie de « droits » : ceux que le Japon s'est arrogés d'une manière complètement unilatérale, — droits qui ne méritent même pas ce nom puisqu'il est impossible de trouver leur trace dans les traités.

Or, il est à remarquer que c'est précisément dans ces deux dernières catégories que les Japonais ont le plus largement puisé pour accroître et justifier leur position en Mandchourie. Mais, bien entendu, à les entendre, tous les droits qu'ils s'arrogent sont « des droits résultant des traités ».

Dénués de fondement juridique, ce ne sont point de véritables droits. Leur seule origine, leur seul fondement est la force. Cet état de choses n'a évidemment rien à voir avec le droit. Il est surtout incompatible non seulement avec les aspirations du réveil national chinois, mais encore avec les principes de l'organisation internationale d'aujourd'hui. Le droit et la justice exigent qu'on mette fin à un tel anachronisme. Malheureusement, puisque c'est la force qui l'a créé, c'est elle également qu'on emploiera pour le maintenir. Ne voit-on pas dans cette situation la cause profonde des événements qui se déroulent sous nos yeux ? La situation est toute exceptionnelle, mais elle n'est point incompréhensible.

Nous avons fait tous nos efforts pour mettre en lumière la situation mandchourienne ; mais nous n'avons trouvé nulle part d'arguments juridiques susceptibles de justifier les agissements japonais. Les Japonais eux-mêmes semblent avoir été dans la même impossibilité de trouver de tels arguments. C'est pour cela que, depuis des années, leurs publicistes et leurs hommes d'Etat ont développé de nouvelles doctrines et de nouveaux principes concernant les relations internationales, doctrines et principes connus sous divers noms tels que « doctrine du droit d'existence » ou « doctrine Monroë asiatique » (*Asia Monroë doctrine*). Tout en nous abstenant de discuter ici des thèses dépourvues de valeur juridique, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que c'est précisément l'insuffisance des argu-

ments juridiques du Japon dans ses prétentions à l'égard de la Mandchourie qui a contribué au développement de ces argumens politico-philosophiques.

D'ailleurs, les Japonais avouent le peu d'importance qu'ils attachent aux considérations juridiques. Dans un ouvrage publié en 1931, par exemple, un auteur japonais écrit : « La situation du Japon en Mandchourie est une question avant tout politique. Il est vain de rechercher, dans une interprétation exégétique des actes diplomatiques, une définition juridique de cette situation¹. » L'aveu est net. Il vient à point confirmer les conclusions de notre modeste étude.

1. Matsudaïra, *Le Droit Conventionnel international du Japon*, p. 34.

VU :

Le Président de la Thèse,
ESCARRA.

VU :

Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS

CHINE

- King Pao* (Journal de Pékin). Journal officiel du Gouvernement chinois, publié à Pékin durant la dynastie des Ts'ing.
- Tseng fou kounq pao* (Journal officiel du Gouvernement), publié sous le Gouvernement de la République chinoise.
- Yue tchang houei yao* (Collection des traités, accords, conventions, etc. en chinois).
- Kouo tsi tiao yue ta chuan* (Recueil des traités sino-étrangers), Changhaï, 1925.
- Treaties and Conventions, etc., between China and Foreign States*, recueil publié par l'Administration des Douanes de Chine. 2 vol.
- MAC MURRAY (J. V. A.). — *Treaties and Agreements with and concerning China, 1894-1919*. 2 vol. : Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 1921.
- Treaties and Agreements with and Concerning China, 1919-1929*. (Recueil publié par Carnegie Endowment for International Peace), Washington, 1929.
- Treaties and Agreements between China and Japan concerning the Railways of the Three Eastern Provinces* (Recueil publié par le Ministère des Chemins de fer du Gouvernement National de Chine), Nankin, 1932.
- Manchuria Treaties and Agreements* (Recueil publié par « Carnegie Endowment for International Peace »), Washington, 1921.

JAPON

- Kouampo* (Journal officiel du Gouvernement impérial japonais, publié à Tokio).
- Recueil des traités et conventions conclus entre l'Empire du Japon et les Puissances étrangères* (publié par le ministère des Affaires étrangères du Gouvernement japonais), Tokio, 1918.
- Local Administration Statiscal Annual* (en japonais, publié par le « Département des Affaires locales » de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien), Dairen, 1930.

A Brief Sketch of the Kwantung Government (published by Kwantung Government) Dairen, 1926.

The Kwantung Government : its functions and works (published by Kwantung Government), Port-Arthur, 1929.

* *

Parliamentary Papers by Command. London H. M. Stationery Office.
China, N° 1 (1898). Correspondances respecting the Affairs of China.
China, N° 1 (1899). Correspondances respecting the Affairs of China
China, N° 2 (1904). Correspondances respecting the Russian Occupation
of Manchuria and Newchwang.

Foreign Relations of United States (Annual Record of foreign relations).

The Consortium (Texte officiel des négociations du Consortium, publié par Carnegie Endowment for International Peace), Washington, 1921.

The Sino-Japanese Negotiations of 1915 (publié par Carnegie Endowment for International Peace), Washington, 1921.

The Imperial Japanese Mission to the United States, 1917 (publié par Carnegie Endowment for International Peace), Washington, 1918.

LALOY (Émile). — *Les documents secrets des Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie, publiés par les Bolcheviks*, Paris, 1919.

Compte rendu du Conseil, de l'Assemblée et de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations (délibérant sur l'appel du Gouvernement chinois), Genève, 1931, 1932 et 1933.

Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, Genève, 1932.

Documents annexés au Rapport de la Commission d'Etude de la Société des Nations, Genève, 1932.

Memoranda du Gouvernement chinois présentés à la Commission d'Etude de la Société des Nations, Nankin et Peiping, 1932.

Documents communiqués par l'Assesseur japonais à la Commission d'Etude de la Société des Nations :

Document A. *La situation actuelle en Chine.*

Document B. *Les relations du Japon avec la Mandchourie et la Mongolie.*

Protocole de la Conférence sino-japonaise concernant la Mandchourie (1905).

Histoire de l'indépendance du « Mandchoukouo ».

Observation du Gouvernement japonais sur le Rapport de la Commission d'Etude, Genève, 1932.

The China Year Book (Annuaire non officiel), Chang-hai, 1931.

The Japan Year Book (Annuaire non officiel), Tokio, 1931.

Toung pei nien kien (Annuaire des Provinces du Nord-Est), Moukden, 1931.

Annuaire de Mandchourie (en japonais, publié par « Sino-Japanese Enlightenment Society »), Dairen, 1931.

OUVRAGES AYANT TRAIT A LA MANDCHOURIE

- ARBOT (J. F.). — *Japanese Expansion and American Politics*, New-York, 1916.
- ADACHI. — *Manchuria, a Survey*.
- ASAKAWA (K.). — *The Russo-Japanese Conflict, its causes and issues*, London, 1904.
- *Japan in Manchuria* Pt. 1, Yale Review, August, 1908 ; Pt. 2, Yale Review, November 1908. « Additional Note », May, 1909.
- BANK OF CHOSEN. — *Economic development of Korea and Mandchuria*.
- BISHOP. — *Theodore Roosevelt and his Time*.
- BLAKESLEE (Geo. H.). — *Japan and Japanese-American Relations*, New-York, 1912.
- BLAND (J. O. P.). — *China under Empress Dowager*, Philadelphie, 1910.
- *Recent Events and present politics in China*, London, 1912.
- BUELL (R. L.). — *The Washington Conference*, New York, 1922.
- CHIROL. — *The Far Eastern Questions*.
- CLYDE (P. H.). — *International Rivalties in Manchuria : 1689-1922*, Columbus, Ohio, 1926.
- CORDIER (Henri). — *Histoire des Relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, 3 vol. Paris, 1901-1902.
- *Histoire générale de la Chine et de ses relations avec les pays étrangers depuis les temps les plus anciens jusqu'à la chute de la dynastie mandchoue*, 4 vol., 1920-1922.
- CROLY (Herbert). — *Willard Straight*, New York, 1922.
- DAVIS (M. W.). — *Railway strategy in Manchuria*, dans « Foreign Affairs » 1925-1926, vol. V.
- DENNIS (A. L. P.). — *The Anglo-Japanese Alliance*.
- DEWEY (J.). — *China, Japan and U. S. A.*, New York, 1921.
- DILLON (E. J.). — *The Eclipse of Russia*, New-York, 1918.
- DUBOSCQ (André). — *Le problème du Pacifique*, 1927. Paris.
- *La Chine et le Pacifique*, Paris, 1931.
- DUBARBIER (G.). — *La Chine contemporaine. politique et économique* Paris 1925.
- EDDY (G. S.). — *Worldsdanger Zone*, New York, 1932.
- ESCARRA (Jean). — *Droits et intérêts étrangers en Chine*, Paris, 1928.
- *La Chine et le droit international*, 1931, Paris.
- *La position et les droits du Japon en Mandchouei*, Paris, 1932.
- *Le conflit sino-japonais et la Société des Nations*, cours professés à l'Institut des Hautes Études Internationales sous les auspices de la Dotation Carnegie, Paris, 1933.

- ETHERTON (P. T.) et TILTMAN (H. H.). — *Manchuria, the Cockpit of Asia*, New York, 1932.
- FIELD (Frédéric V.). — *American Participation in the China Consortiums*, Chicago, 1931.
- FOREIGN POLICY ASSOCIATION (New York). — *Recent Japanese Policy in China*. Information Service, vol. III, n° 16 (octobre 12) 1927.
- GÉRARD (A.). — *Ma mission en Chine*, Paris, 1918.
- *Ma mission au Japon*, Paris, 1918.
- *La Paix et l'Extrême-Orient*, Paris, 1919.
- GORMAN (George W.). — *Two millions to Manchuria*.
- GRAVE. — *An American in Asia*, dans « Asia », février 1921.
- HARRISON (E. J.). — *Peace or War, East of Baikal*, Yokohama, 1910.
- HAYASHI (T.). — *The Secret Memories of Count Hayashi*.
- HINTON (W. J.). — *International Relations in Manchuria*, dans *Problems of Peace* 4th series, 1930.
- HIU (Hing-kai). — *Ji ti kouo jou yi yiu tong san cheng* (L'impérialisme japonais et les Trois Provinces de l'Est), Chang-haï, 1930.
- HIU (Kiai-ping). — *Tsouei kin tche tong san cheng* (Les Trois Provinces de l'Est à l'époque contemporaine) Chenyang (Moukden) 1929.
- HORNBECH (S. K.). — *Contemporary Politics in the Far-East*, London, 1916.
- HOSHINO (T.). — *Economic History of Manchuria*, Séoul, 1920.
- HOSIE (Alexander). — *Manchuria*, London, 1901.
- *Manchuria, its people resources and recent History*, 2nd ed., London, 1904.
- HOUANG (Tchang-sin). — *Le problème du chemin de fer chinois de l'Est*, Paris, 1927.
- Hsu (Hi). — *Tong san cheng ki luoh* (Recueils sur les Trois Provinces de l'Est), Chang-haï, 1915.
- Hsu (Shih-chang). — *Tong san cheng tseng luoh* (Recueil des Matières administratives des Trois Provinces de l'Est), 1907-1908.
- Hsu (Shuhsi). — *China and her Political Entity*, New York, 1926.
- *Essays on the Manchurian Problems*, Ghanghai, 1932.
- ICHIHASHI (Y.). — *The Washington Conference and after*, Stanford, University, California, 1928.
- IMAI (K.). — *La Juridiction étrangère et les territoires administratifs étrangers en Chine* (en japonais), Tokio, 1915.
- ISHII (vicomte Kikujiro). — *Gaiko Yoroku* (Notes diplomatiques), (en japonais), Tokio, 1930.
- ISVOLSKY (Alexander). — *Recollection of a Foreign Minister* (Memoirs of Alexander Isvolsky), New York, 1921.
- IYENAGA (T.). — *Japan and Japanese-American Relations*, New York, 1912.
- KAWAKAMI (K. K.). — *American-Japanese Relations as inside view of Japan's Policies and Purposes*, New York, 1912.
- *Manchuria, the Cruz of Chino-Japanese Relations*, dans « Foreign Affairs », 1927-1928, vol. VI.

- KAWAKAMI (K. K.). — *Japan speaks on the Sino-Japanese Crisis*, New-York, 1932.
- KENNAN (G.). — *E. G. Harriman, a Biography*, Boston et New York, 1922.
- KENT (P. H.). — *Railway Enterprise in China, an account of its origin and development*, London, 1907.
- KOBAYASHI (colonel J.). — *Le conflit sino-japonais et la Société des Nations*, Genève, 1932.
- K'UNG (T. P.). — *The Tragic Death of Chang Tso-lin*, Peiping, 1932.
- KUROPATKIN. — *Military and Political Memoirs*, dans « Mc Claire's Magazine », septembre 1908.
- LABROUE. — *L'impérialisme japonais*, Paris, 1911.
- LATTIMORE (Owen). — *Manchuria, Cradle of Conflict*, New York, 1931.
- LAWTON (Lancelot). — *Empires of the Far East, a study of Japan and China and Manchuria of the political questions of Eastern Asia and the Pacific*, 2 vol. London 1912.
- LÉVY (Roger). — *A qui la Mandchourie ?* Paris, 1932.
- LI (Chi). — *Manchuria in History*, Peiping, 1932.
- LINCH. — *Corée, Chine et Mandchourie, les convoitises russes et japonaises*, Paris, 1904.
- MAC LAREN. — *A political History of Japan during the Meiji Era, 1867-1912*, London, 1916.
- MARTIN (William). — *Le Japon contre la Société des Nations*, Genève, 1933.
- MATSUDAIRA. — *Le droit conventionnel international du Japon*, Paris, 1931.
- MATSUOKA (Yosuke). — *Economic Co-operation of Japan and China in Manchuria and Mongolia ; its motives and basic significance*, Dairen.
- MENG (C.). — *China speaks on the Conflict between China and Japan*, New York, 1932.
- MITSU (M.). — *Kienkien Noku* (Mémoires) (en japonais), Tokio, 1898.
- MILLARD (Thomas F. F.). — *Our Far Eastern Question*. New York, 1919.
— *Testimony before the U. S. Senate Committee Foreign Relations* (Shantung Questions). Senate Documents, vol. 10, 66 th Congress, 1 st session, 1919.
— *America, Europe and the Manchuria question*, Genève, 1932.
- MOCHIZUKI (K.). — *Civil Administration in the Kwantung Government*, Tokio, 1910.
- MONCHARVILLE. — *Le Japon d'outre-mer*, Paris, 1931.
— *Le conflit sino-japonais*, Paris, 1932.
- MORSE (H. B.). — *International Relations of the Chinese Empire*, 3 vol. London 1910 et 1918.
- NAGAO (S.). — *Les chemins de fer coloniaux* (en japonais) Tokio, 1928.
- NAGAO-ARIGA. — *La guerre russo-japonaise*, Paris, 1908.

- NINAGAWA (A.). — *Les 'réclamations japonaises et le droit international*, Paris, 1919.
- NINAGAWA (S.). — *Japan's Rights in South Manchuria* (en japonais), Tokio, 1913.
- NING (En-chêng). — *Historical Account of Liaoning Province*, Moukden, 1929.
- OVERLACH (T. W.). — *Foreign Financial Control in China*, New York 1919.
- PARLETT (sir Harold, C. M. G.). — *A brief Account of Diplomatic Events in Manchuria*, Oxford, 1929.
- POOLEY (A. M.). — *Japan's Foreign Policies*, New York, 1920.
- Problems of the Pacific*, Proceedings of the Third Conference of Institute of Pacific Relations, Kioto, 1929, Chicago, 1930.
- RAVEINSTEIN. — *Russians on the Amur*.
- REINSCH (Paul S.). — *An American Diplomat in China*, New York, 1922.
- ROYAMA (M.). — *The South Manchuria Railway zone, and the nature of its administration* dans « Pacific Affairs » vol. III, n° 11 (nov.) 1930.
- ROSEN (baron). — *Forty Years of Diplomacy*, 2 vol., New York, 1922.
- RUSSEL (Bertrand). — *The Problem of China*, London, 1922.
- SAKAMOTO (N.). — *L'affaire de Mandchourie*, Paris, 1931.
- SHINOBU (S.). — *Etude sur les questions mandchouriennes* (en japonais) Tokio, 1929.
- SIEBERT (B. de) et SCHREINER (G. A.). — *Entente Diplomacy and the World : matrix of the history of Europe, 1909-1914*, New York et London, 1921.
- SOKOLSKY (G. E.). — *The Story of Chinese Eastern Railway*, Shanghai, 1929.
- South Manchuria Railway Company : *Report on Progress in Manchuria*, Dairen, 1929.
- *Second Report on Progress in Manchuria*, Dairen, 1930.
- *Third Report on Progress in Manchuria*, Dairen, 1931.
- *Brief History of Japan's Rights and Interests in Manchuria*, Dairen, 1932.
- STRAIGHT (Willard). — *The Present Situation in Manchuria*, New York, 1910.
- TCHËN (Hoshien). — *Les relations diplomatiques entre la Chine et l'e Japon*, Paris, 1921.
- TOMINAS. — *Open-Door Policy and the Territorial Integrity of China*, New York, 1919.
- TREAT (Payson J.). — *Japan and United States*, Boston et New York, 1921.
- TSAO (Lien-en). — *Chinese Migration to the Three Eastern Provinces*, Shanghai (s. d.).
- *An outline study of Manchuria*, Shanghai, 1932.
- TYAU (M. T. Z.). — *The Legal Obligations Arising out of Treaty Relations between China and other States*, Shanghai, 1917.

- WANG (C. C.). — *The Chinese Eastern Railway*, dans « *Annales of the American Academy of Political and Social Science* » nov. 1925.
- PUTMAN WEALE (Bertrand-Lennox-Simpson). — *Manchu and Muscovite*, London, 1904.
- WHIGHAM (H. J.). — *Manchuria and Korea*, New York, 1904.
- WHYMANT (Neville). — *The Chinese-Japanese Puzzle*, London, 1932.
- WILLOUGHBY (W. W.). — *China at the Conference, a Report*, Baltimore, 1922.
- *Japan and Natural Ressources in Asia*, dans « *The North American Review* », New York, août 1923.
- *Foreign Rights and Interests in China*, 2 vol., revised édition, Baltimore, 1927.
- WITTE (Count). — *The Memoirs of Count Witte* (traduit du russe en anglais par Abraham Yarmplinsky), New York, 1921.
- WU (Herbert Hantao). — *A Legal Study : Japan's acts of Treaty Violation and Encroachment upon the Sovereign Rights of China in North-Eastern Provinces*, Peiping, 1932.
- YANG (Léon). — *Les Territoires à bail en Chine*, Paris, 1922.
- YOUNG (A. Morgan). — *Japan under Taisho Tenno, 1912-1926*, London, 1928.
- YOUNG (C. Walter). — *Sino-Japanese Interests and Issues in Manchuria*, dans « *Pacific Affairs* », déc. 1928.
- *The International Relations of Manchuria, a digest and analysis of treaties, agreements and conventions concerning the Three Eastern Provinces of China*, Chicago, 1929.
- *Japan's Special Position in Manchuria, its assertion, légal interpretation and present meaning*, Baltimore, 1931.
- *The International Legal Status of the Kwantung Leased Territory*, Baltimore, 1931.
- *Japanese Jurisdiction in the South Manchuria Railway Areas*, Baltimore, 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA MANDCHOURIE

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	11
CHAPITRE I. — La Mandchourie dans l'histoire chinoise	15
CHAPITRE II. — Le lien entre la Mandchourie et la Chine. . . .	29
1. Le lien entre la Mandchourie et la Chine résulterait-il d'une union personnelle?	31
2. La Mandchourie serait-elle un territoire différent des autres provinces chinoises?	33
3. La Mandchourie serait-elle un territoire autonome?	37
CHAPITRE III. — La population de la Mandchourie	46
1. Les « Mandchous » et les Chinois	48
2. L'émigration chinoise en Mandchourie depuis l'avènement de la dynastie des T'sing jusqu'en septembre 1931.	54
CHAPITRE IV. — Les conditions économiques de la Mandchourie .	63
1. Les ressources économiques	63
2. Les liens économiques entre la Chine et ses Trois Provinces de l'Est	68

DEUXIÈME PARTIE

LA POSITION DU JAPON EN MANDCHOURIE

APERÇU GÉNÉRAL.	79
-------------------------	----

PREMIÈRE PÉRIODE (1895-1905)

CHAPITRE I. — Le traité de Shimonoseki et la rétrocession de la Péninsule de Liaotung.	82
--	----

CHAPITRE II. — Le Japon et l'entreprise de la Russie en Mandchourie (1895-1905).	91
1. Le Bail du Liaotung	91
2. L'invasion russe en Mandchourie à la suite de l'affaire des « Boxers »	97

DEUXIÈME PÉRIODE (1905-1915)

CHAPITRE I. — Les conséquences de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 : Le traité de Portsmouth et les traités de Pékin	107
1. Le traité de Portsmouth du 5 septembre 1905.	110
2. Traité et convention additionnelle de Pékin du 22 décembre 1905.	114
1. Traité de Pékin	114
2. Convention additionnelle de Pékin	115
CHAPITRE II. — Les organisations administratives et économiques japonaises en Mandchourie	118
1. Le Gouvernement général de Kwantung.	118
2. La Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien	122
1. Les rapports entre la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien et le Gouvernement japonais	122
2. L'activité de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien.	129
CHAPITRE III. — Les relations du Japon avec la Chine concernant la Mandchourie	144
1. Les négociations ferroviaires	144
2. Les accords concernant les exploitations industrielles.	153
3. La convention sino-japonaise relative aux télégraphes.	156
4. L'accord de Chientao et le problème coréen.	159
CHAPITRE IV. — Les relations du Japon avec les principales Puissances intéressées autres que la Chine concernant la Mandchourie.	167
1. Les relations du Japon avec les États-Unis d'Amérique concernant la Mandchourie	168
1. L'échec du projet Harriman	171
2. Le projet du chemin de fer de K'ing-tchéou-Aigun et le plan Knox de neutralisation des chemins de fer mandchouriens.	184
3. Les consortiums bancaires : le Consortium de Quatre Puissances et le Consortium de Six Puissances	204
2. Les relations du Japon avec l'Angleterre concernant la Mandchourie	212
1. Les traités d'alliance défensive anglo-japonais.	213

2. L'Angleterre et le chemin de fer Pékin-Moukden . .	214
3. L'Angleterre et le projet du chemin de fer Hsinmin-tun-Fakumen	216
3. Les relations du Japon avec la Russie concernant la Mandchourie	219
1. Les accords russo-japonais du 30 juillet 1907. . . .	219
2. Les accords russo-japonais du 4 juillet 1910	222
3. L'accord secret russo-japonais du 8 juillet 1912. . .	224

TROISIÈME PÉRIODE (1915-1922)

CHAPITRE I. — Les vingt et une demandes et les accords du 25 mai 1915.	231
1. Les complications sino-japonaises à la veille des « vingt et une demandes ».	231
2. Situation intérieure de la Chine au moment des pourparlers des « vingt et une demandes »	233
3. L'irrégularité des démarches diplomatiques japonaises.	234
4. La Mandchourie dans « les vingt et une demandes ». .	237
5. Négociations des « vingt et une demandes ». . . .	239
6. L'ultimatum japonais	242
7. La Mandchourie dans le traité du 25 mai 1915 . . .	244
8. Les accords de 1915 et les Puissances intéressées. .	248
9. La question de la validité des accords de 1915 . . .	251
CHAPITRE II. — L'expansion japonaise en Mandchourie. . . .	270
CHAPITRE III. — L'entente entre le Japon et les Puissances au sujet de la Mandchourie.	285
1. Traités passés avec la Russie	285
2. L'accord Lansing-Ishii du 2 novembre 1917	288
3. Les négociations du Consortium bancaire international.	298

QUATRIÈME PÉRIODE (1922-1931)

CHAPITRE I. — La conférence de Washington (1921-1922) et le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922	314
1. Les négociations de Washington et le Traité des « Neuf Puissances » du 6 février 1922.	314
2. La Conférence de Washington et ses conséquences. . . .	321
1. Renonciation aux sphères d'intérêt ou d'influence. . .	321
2. La Conférence de Washington et les accords sino-japonais du 25 mai 1915	323
CHAPITRE II. — Les relations entre le Japon et la Chine concernant la Mandchourie.	327
1. L'expansion japonaise	327

2. La politique japonaise à l'égard des constructions de voies ferrées par la Chine.	330
3. La politique japonaise à l'égard de la Chine en ce qui concerne les Trois Provinces de l'Est.	331
4. Le développement économique chinois en Mandchourie.	342

TROISIÈME PARTIE

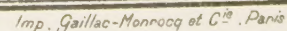
LES DROITS DU JAPON EN MANDCHOURIE

CHAPITRE I. — Le droit d'administration du Japon en Mandchourie.	351
1. Le droit d'administration du Japon dans le territoire à bail du Kwantung.	351
2. Le droit d'administration du Japon dans la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien »	360
1. Ce qu'est la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien » ?	360
2. Le Japon possède-t-il légalement le droit d'administration dans les territoires du chemin de fer ?	368
CHAPITRE II. — Le droit de juridiction du Japon en Mandchourie.	377
1. Le droit de juridiction du Japon dans le territoire à bail du Kwantung.	377
2. Le droit de juridiction du Japon dans la « zone du chemin de fer Sud-Mandchourien »	380
CHAPITRE III. — Le droit en matière de police du Japon en Mandchourie.	388
CHAPITRE IV. — Le droit de stationnement des forces militaires du Japon en Mandchourie	392
1. La division en stationnement	393
2. Les garnisons indépendantes	393
3. La gendarmerie de Kwantung.	393
CHAPITRE V. — Le droit en matière ferroviaire du Japon en Mandchourie	405
1. La question de la légalité du statut de la Compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien	405
2. La question de la « ligne parallèle »	407
CONCLUSION.	416
BIBLIOGRAPHIE	421
CARTE.	429

Echelle 1:8.000.000
Kilomètres

20 0 50 100 150

Les noms portés sur la Carte ont été pris d'après la transcription anglaise figurée sur la Carte de la Commission d'Etudes de la S.D.N.



IMPRIMERIE
CH. HÉRISSEY
:: EVREUX ::